

La Législation actuelle de l'Artisanat

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 mars 1939, à 14 heures

PAR

Edgar HECTOR

Président : M. Achille MESTRE, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. ESCARRA, SCELLE.	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

—
1939

La Législation actuelle de l'Artisanat

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

La Législation actuelle de l'Artisanat

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 mars 1939, à 14 heures

PAR

Edgar HECTOR

Président : M. Achille MESTRE, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. ESCARRA, SCELLE.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1939



INTRODUCTION

Développement récent de la législation artisanale

L'artisanat est une notion économique extrêmement ancienne. En effet, dès que le stade de l'économie familiale dans lequel n'existe ni division du travail, ni production en vue de l'échange est franchi, l'artisan apparaît. Celui-ci ne s'occupe plus uniquement de produire pour sa subsistance, mais il échange les produits de l'exercice du métier manuel dans lequel il s'est spécialisé contre les produits qui lui sont nécessaires pour vivre. Avec lui apparaît la division du travail et la production en vue de l'échange.

Mais pour être ancienne, la notion de l'artisan n'en est pas moins imprécise. Sans doute tout le monde s'accorde à exiger de l'artisan qu'il soit un travailleur autonome exerçant à ses risques et périls un métier manuel, il devra donc nécessairement réunir à la fois l'indépendance et le caractère manuel de la profession exercée et du travail accompli, mais c'est pour appliquer ces éléments permanents d'une texture très vague aux réalités mouvantes de la vie économique que les divergences surgissent.

Certains économistes ne considèrent le travailleur autonome exerçant un métier manuel comme artisan que s'il vend directement au consommateur, en éliminant ainsi celui qui vend le produit de son travail à un employeur professionnel qui lui fournit la matière première. D'autres exigent que l'artisan soit établi et

verra plus loin. Il en est de même des lois régissant le crédit. Au contraire, la loi du 26 juillet 1925 créant les Chambres de Métiers a donné de l'artisan une définition légale dans laquelle le législateur a entendu choisir entre les diverses acceptions de ce mot et individualiser cette catégorie spéciale de petits chefs d'entreprises.

Depuis 1923, un nombre considérable de dispositions législatives sont intervenues en faveur de l'artisanat. Les unes ont été édictées dans des lois spéciales, d'autres dans des lois générales dont certaines dispositions spéciales en réglaient l'application aux entreprises artisanales. Enfin, il existe un certain nombre de textes applicables aux artisans, sans que l'énoncé de la loi ne le stipule expressément.

Aussi, a-t-il semblé utile de préciser nettement au point de vue juridique, lors de l'étude des principales phases du fonctionnement d'une entreprise artisanale telle qu'elle est définie par la loi du 26 juillet 1925, les dispositions législatives générales et spéciales qui lui sont applicables. Dans une telle étude, il est évident que les dispositions spéciales seront examinées en détail, alors qu'au sujet des textes communs à toutes les entreprises artisanales ou non, il ne sera donné que les indications strictement nécessaires à la compréhension du régime applicable à l'artisan.

D'ailleurs cette étude ne peut se borner à celle de l'entreprise artisanale. L'artisanat s'est constitué des organismes représentatifs distincts qui ont pour objet, d'une part le développement de la législation artisanale, et d'autre part la défense des intérêts économiques de leurs membres. Ces organismes sont aussi chargés d'attributions administratives toujours croissantes. L'étude de la représentation de l'artisanat auprès des pouvoirs publics et du fonctionnement de ces organismes fera l'objet de la deuxième partie de cet ouvrage. Avant d'entreprendre cette double étude, il faudra

dans une partie préliminaire poser très nettement la définition de l'artisan telle qu'elle est déterminée par la loi et comment il se distingue des autres catégories sociales voisines. Tel est l'objet de cet ouvrage qui doit passer en revue, à un point de vue purement juridique, l'ensemble du statut légal de l'artisan dans notre pays.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

L'ENTREPRISE ARTISANALE

CHAPITRE PREMIER

LES DÉFINITIONS DE L'ARTISAN

A. — Le petit artisan au point de vue fiscal
(Loi du 10 juin 1923).

C'est dans la loi du 10 juin 1923 qu'il est question pour la première fois d'une façon générale de tous les petits artisans. Ceux qui y sont visés pourront obtenir les avantages suivants : leurs revenus professionnels ne seront pas taxés d'après le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais d'après le taux de l'impôt sur les traitements et salaires, en tenant compte des abattements pour charges de famille prévus pour cet impôt.

Ce texte ne donne pas une définition de l'artisan. Il se borne au contraire à restreindre cette fiscalité de faveur aux artisans qui, travaillant chez eux ou au dehors et se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail, n'utilisent pas d'autres concours que celui de leur femme, de leur père et mère, de leurs enfants et petits-enfants, d'un compagnon, et

d'un apprenti de moins de 18 ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du livre I du Code du travail.

On s'aperçoit donc que le mot artisan n'est pas lui-même défini, mais qu'il est employé dans l'énumération des conditions requises pour bénéficier de la fiscalité spéciale. Ces conditions sont d'ailleurs très restrictives.

Il est toutefois à noter que cette notion de l'artisan fiscal ne s'applique pas à toute la législation fiscale mais simplement à l'impôt cédulaire sur les revenus professionnels, à la taxe, à la production, à la taxe d'apprentissage et à différentes autres taxes qui seront analysées par la suite. Par contre la notion d'artisan sera différente en ce qui concerne la patente et la taxe pour frais de Chambre de Métiers.

B. — Le petit artisan au point de vue du crédit
(Loi du 27 décembre 1923, *J. off.* 28 décembre 1923).

Lorsqu'il s'est agi d'accorder aux petites entreprises des facilités de crédit, les dispositions restrictives nécessaires pour une loi fiscale ne se sont plus justifiées avec la même rigueur. Aussi, le législateur a-t-il voulu accorder le bénéfice du crédit à bon marché à des catégories plus larges. Néanmoins, la loi elle-même remettait le soin d'en déterminer les bénéficiaires à une commission spéciale créée pour l'application des lois sur le crédit. Cette commission, au cours de sa séance du 23 octobre 1924, a défini l'artisan bénéficiaire du crédit de la façon suivante :

« Sont considérés comme petits artisans au sens de l'article 5 les travailleurs de l'un ou de l'autre sexe, exerçant un métier d'une façon indépendante, effectuant eux-mêmes les travaux manuels qui font l'objet de ce métier et n'occupant comme auxiliaires, en dehors des membres de leurs familles que deux person-

nes au plus ; ce nombre peut être porté à trois, s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat écrit d'apprentissage. Sont considérés comme membres de la famille : le conjoint, les ascendants, les enfants et petits enfants et leurs conjoints, ou les pupilles habitant avec eux ».

Ici, nous trouvons les premiers éléments d'une définition de l'artisan. Il doit réunir les caractéristiques suivantes :

- indépendance juridique ;
- travail manuel ;
- exercice d'un métier manuel ;
- main-d'œuvre restreinte.

Mais il ne s'agit encore que du petit artisan. Celui qui ne répond pas à cette définition n'est pas forcément exclu de l'artisanat, il est simplement exclu des avantages du crédit.

C. — **Définition de l'artisan.** (Loi du 26 juillet 1925, *J. off.* 30 juillet 1925, err. *J. off.* 31 juillet 1925, modifiée par la loi du 27 mars 1934, *J. off.* 28 mars 1925, et par le décret-loi du 2 mai 1938, *J. off.* 3 mai 1938).

Enfin, une définition légale de l'artisan fut donnée par la loi du 26 juillet 1925. Cette définition est générale et c'est elle qui doit être appliquée lorsqu'on parle d'artisanat. Il y aurait d'ailleurs avantage à ce que dans la terminologie juridique et administrative on n'appelle artisan que le travailleur autonome défini par la loi du 26 juillet 1925 et que par contre soient appelés respectivement petit artisan au point de vue fiscal, l'artisan bénéficiaire de l'article 23 du Code général des contributions directes, et petit artisan au point de vue du crédit le bénéficiaire des lois sur le crédit.

Du caractère de définition légale posée par la loi du 26 juillet 1925, il faut également tirer la conséquence

que les caractéristiques essentielles de cette définition doivent s'appliquer de même aux petits artisans dans tout ce pour quoi ils ne seraient pas en contradiction avec les termes des définitions restrictives.

Il faut d'ailleurs noter que la définition de la loi du 26 juillet 1925 a été considérablement modifiée par celle du 27 mars 1934 et par le décret-loi du 2 mai 1938 sur la production (art. 23). C'est sous sa forme actuelle que nous l'analyserons, la première n'offrant plus qu'un intérêt historique.

1) *Enoncé de la définition actuelle de l'artisan.*

« Par maîtres-artisans, il y a lieu d'entendre les travailleurs autonomes de l'un ou l'autre sexe, exerçant personnellement et à leur compte, sans se trouver sous la direction d'un patron, un métier manuel, travaillant chez eux ou au dehors, employant ou non la force motrice, ayant ou non enseigne et boutique, se livrant principalement à la vente du produit de leur propre travail, justifiant de leurs capacités professionnelles par un apprentissage préalable ou un exercice prolongé de ce métier, accomplissant leur travail seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille, de compagnons ou d'apprentis ».

« Le nombre de ses compagnons ou apprentis ne devra pas excéder cinq unités, l'artisan devant assurer seul la direction de son travail ».

« L'emploi occasionnel d'une main-d'œuvre en excédant de celle prévue ne fera pas perdre le bénéfice de la présente loi, à la condition toutefois que ce concours supplémentaire soit de courte durée (au maximum 90 journées de travail dans l'année) et ne revête pas un caractère périodique ».

2) *Etude des éléments qui ne peuvent servir à définir l'artisan.*

a) L'artisan peut travailler chez lui ou au dehors.—

Ne sont pas seulement considérés comme artisans ceux qui possèdent un atelier, mais tous ceux qui possèdent ce qu'il leur faut pour travailler à leur compte, soit chez eux, soit chez les particuliers, soit dans des chantiers.

b) L'artisan peut, ou non, employer la force motrice. — En effet, l'usage de la force motrice est spécialement et expressément autorisé. Il ne peut donc pas donner lieu à discussion, comme dans le cas du petit artisan bénéficiaire de l'article 23 du Code général des contributions directes.

c) L'artisan peut, ou non, posséder enseigne et boutique. — On comprend fort bien que la possession d'une boutique n'est pas nécessaire, vu que l'artisan peut travailler au dehors, mais il est utile de préciser que le législateur n'entendait pas priver de la qualité d'artisan celui qui posséderait une boutique. Il en est de même pour l'existence ou l'apposition d'une enseigne.

d) L'homme et la femme peuvent être artisan.

3) *Etude des éléments exigés pour être artisan.*

a) Il faut être travailleur autonome, exerçant à son propre compte sans se trouver sous la direction d'un patron. L'indépendance juridique de l'artisan est donc nécessaire. L'artisan ne doit pas être lié à un patron par un contrat de travail. Nous verrons plus loin en étudiant la distinction de l'artisan et de l'ouvrier comment ces conditions se traduisent en pratique.

b) Il faut exercer un métier manuel. Cette condition élimine les personnes exerçant une profession intellectuelle et spécialement celles qui s'adonnent à des professions artistiques et libérales, comme nous le verrons plus loin.

c) L'artisan doit exercer personnellement un métier manuel, il doit participer aux travaux manuels de la

profession. Cette participation est nettement exigée par la loi. Au surplus le Conseil d'Etat en a reconnu la nécessité dans deux arrêts. Le premier est celui du 22 décembre 1934 — *sieur Taillebois* (*Bull. min. Trav.*, 1935, p. 307) —. Le second, plus récent, s'exprime de la façon suivante :

« L'exercice personnel d'un métier manuel étant un des caractères essentiels de la qualité de maître artisan, un exploitant de scierie qui ne se livre pas d'une manière effective et habituelle à des travaux manuels ne saurait être considéré comme un maître-artisan et il ne peut, dès lors, être assujéti à la taxe pour frais de Chambre de Métiers » (7 déc. 1936, *Bretin-Pacaut*).

Cependant, il ne faudrait pas pousser trop loin cette nécessité de participation manuelle aux travaux de la profession. L'artisan, comme nous le verrons plus loin, est autorisé à employer le concours d'un certain nombre d'ouvriers, aussi son travail de direction et de coordination de l'entreprise peut-il être parfois assez important. Sans doute, il ne doit pas éliminer complètement le travail manuel (*Cass. req.*, 5 janv. 1932, *D.H.* 1932, p. 65), mais il peut enlever à celui-ci la nécessité d'être aussi continu et intense que celui de l'ouvrier. Il suffit, en un mot, selon l'expression fort heureuse du Conseil d'Etat que l'artisan « participe » aux travaux manuels de la profession (arrêt précité du 22 déc. 1934).

d) L'artisan doit se livrer principalement à la vente du produit de son propre travail. — L'interprétation de cette expression a donné lieu à de nombreuses difficultés. Il ne faudrait pas croire tout d'abord que, puisqu'il doit y avoir vente du produit du travail, le façonnage et plus généralement les prestations de service ne rentrent pas dans le cadre de l'artisanat. Une telle interprétation ne découle pas des termes employés, car en réalité, les opérations réalisées par les façonniers et, en général, les prestations de service, sont bien des ventes du produit du travail (voir plus loin p. 26).

Cette notion de vente du produit du travail renforce la nécessité de l'indépendance de l'artisan. Il n'est pas comme le salarié une personne qui loue son travail, il en vend le produit, le résultat obtenu.

Une deuxième difficulté s'est posée à l'occasion de l'emploi de ces termes. Ceux-ci avaient déjà été employés dans la définition de l'artisan donnée au point de vue de la fiscalité. Aussi, n'est-il pas inutile de résumer ici sommairement l'interprétation à laquelle ils ont donné lieu. Les tribunaux administratifs avaient estimé que pour pouvoir être considéré comme se livrant principalement à la vente du produit de son propre travail, l'artisan devait réaliser par son travail un chiffre d'affaires plus important que par la vente d'autres produits. Ils avaient ensuite abandonné cette thèse et exigé simplement que l'artisan tirât son principal gain de son travail personnel et manuel. On peut penser qu'au dernier stade de sa jurisprudence, le Conseil d'Etat s'est arrêté à cette solution. Faut-il alors interpréter de la même façon les mêmes mots employés dans les deux lois et par conséquent, pour être artisan au sens de la loi du 26 juillet 1925, modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938, faut-il retirer son gain principal de son travail personnel? Jusqu'à présent, le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé nettement sur ce point. Sans doute, un arrêt du 8 juin 1937 *Steur Mahiet* (*Gaz. Pal.*, 1937.2.511) a fait connaître qu'une Chambre de Métiers, qui n'avait apporté aucun élément d'appréciation attestant qu'une personne qui exerçait la profession de boucher devait être regardée comme se livrant à la vente du produit de son propre travail, n'était pas fondée à maintenir la taxe imposée par elle. On a voulu en tirer la conclusion que la haute juridiction administrative refusait de reconnaître aux bouchers, et d'une façon générale à toutes les professions de l'alimentation la qualité d'artisan, comme ne se

livrant pas principalement à la vente du produit du travail. Il ne semble pourtant pas que l'on doive tirer cette conclusion de l'arrêt précité, celui-ci indiquant simplement le défaut de preuve apportée par la Chambre de Métiers dans cette matière. Ceci est d'autant plus net que le réclamanant se trouvait être marchand de chevaux en même temps que marchand boucher, le caractère artisanal de cette profession étant contestable.

Devant l'inexistence d'une jurisprudence, il faut analyser l'ensemble des éléments nouveaux apportés par la définition de l'artisan en tant que ressortissant des Chambres de Métiers.

On s'aperçoit alors que le législateur a accordé à l'artisan l'usage de la force motrice et un nombre de compagnons assez considérable, puisqu'il peut aller jusqu'à 5. En tenant compte de ces deux éléments et en examinant la vie pratique d'un atelier, on constate qu'il est évident que l'activité principale d'un artisan employant trois ou quatre compagnons n'a rien de comparable avec l'activité de celui qui occupe, au maximum, un compagnon et un apprenti. Au surplus, lorsque dans un atelier un personnel de quelques unités travaille d'une façon permanente, l'artisan participe évidemment encore aux travaux de la profession, mais il assume tout naturellement une direction et une surveillance dont la rétribution s'impose également. Or, cette rétribution est comprise également dans le bénéfice que l'artisan peut retirer, soit du travail de ses collaborateurs, soit du bénéfice réalisé sur la matière première, les fournitures et accessoires vendus. Dans ces conditions, il serait abusif de vouloir procéder, pour chaque artisan, à une ventilation dans les bénéfices réalisés, à l'effet de séparer la part qui revient au travail manuel de celle qui revient au travail de direction et de surveillance. Les deux activités constituent le propre travail de l'artisan. Si on admettait la solution

contraire, on serait obligé de conclure que le législateur, en autorisant l'artisan à employer un certain nombre de compagnons, a établi une contradiction entre la possibilité d'occuper un certain nombre de compagnons et la nécessité de tirer son gain principal de son activité. On serait amené à restreindre à l'artisan fiscal la définition de l'artisan, ce que n'a manifestement pas voulu le législateur. Force est donc d'admettre une notion plus large et nuancée de la nécessité de vente du produit du travail. D'ailleurs, on peut citer, en ce sens, l'interprétation officielle du ministre du Travail, qui dans une circulaire du 17 juillet 1928 disait que le patron restait artisan tant que le nombre des auxiliaires employés ne l'empêchait pas de participer aux travaux de la profession.

De plus, une réponse du ministre du Travail à une question demandant ce qu'il fallait entendre par « celui qui vend principalement le produit de son travail » nous indique une interprétation officielle. D'après cette réponse, « il suffit que dans la rémunération des diverses façons que peut prendre l'activité de l'artisan, la vente du produit de la profession artisanale occupe la place principale. Aucune difficulté ne saurait surgir lorsque l'activité artisanale ne tend à vendre que les marchandises ayant directement subi l'action du métier artisanal. Par contre, si les marchandises vendues n'ont pas subi cette action, l'artisan ne pourra conserver sa qualité que si cette vente est accessoire. Pour déterminer ce caractère accessoire, il semble que le chiffre des bénéfices bruts des diverses opérations réalisées puisse être un élément utile d'appréciation » (Question 4248 de 1937, Déb. parl. Sénat, 1937, p. 463).

Nous nous rallions à cette formule tout en estimant qu'il serait préférable de tenir compte dans la mesure du possible du gain net réalisé.

e) Connaissances professionnelles. — La nécessité

de l'apprentissage préalable et de l'exercice prolongé du métier renforcent encore pour l'artisan sa prédominance dans son entreprise. Il doit avoir des connaissances professionnelles complètes, qui le placent comme chef technique exclusif de tous ses collaborateurs.

f) Absence de division du travail. — L'artisan devra être le chef direct de tout le personnel employé. Il n'est pas autorisé à employer des contre-maîtres ou agents de maîtrise, il doit seul assurer la direction du travail. Cette exigence portée à l'alinéa deux de l'article 1 de la loi précitée renforce encore notre thèse sur la vente du produit du travail de l'artisan.

g) Collaborateurs autorisés. — 1° *Les membres de la famille.* — L'entreprise artisanale peut d'abord, et c'est son évolution naturelle, comprendre les membres de la famille.

La loi, après avoir désigné nommément le conjoint cite les membres de la famille en terme général. Se référant aux interprétations de la loi du 10 juin 1923, on pourrait penser qu'il faut entendre par là en dehors du conjoint, les père et mère et les enfants et petits-enfants habitant ou non sous le même toit. Or, pour interpréter la loi de 1925, l'administration n'a pas retenu cette définition, mais a fait une distinction entre les membres de la famille, suivant qu'ils habitent ou non sous le même toit. Ceux qui n'y habitent pas seront considérés comme compagnons, diminuant d'autant le chiffre du personnel autorisé à être employé.

Cette interprétation est pour le moins critiquable, mais elle n'a pas encore donné lieu à jurisprudence.

2° *Les compagnons et apprentis.* — Définition. — La loi, en dehors des membres de la famille, ne mentionne que l'emploi de compagnons et apprentis. Que faut-il entendre par là ?

L'apprenti est celui qui est lié au chef d'entreprise par un contrat régulier d'apprentissage. Les conditions

nécessaires pour passer ce contrat seront étudiées plus loin.

Le compagnon n'est pas défini par la loi, mais on considère comme tel l'ouvrier ayant les connaissances professionnelles du métier exercé dans l'entreprise.

Une question se pose, c'est celle de savoir comment la loi a voulu autoriser le concours de personnel n'ayant pas les connaissances professionnelles du métier, par exemple les vendeurs ou représentants, les employés de bureau, dactylographes, comptables et employés de toute sorte. Doit-on ou non les compter dans le nombre autorisé de compagnons et d'apprentis. Par une interprétation libérale de la loi, on serait amené à ne pas les compter. Mais, il semble que les tribunaux judiciaires et administratifs ne suivraient pas cette voie. Pour l'application de l'article 23 du Code général des contributions directes, tout employé de l'artisan est considéré comme compagnon s'il n'est pas apprenti. Vraisemblablement une solution analogue sera admise pour l'interprétation de la loi de 1925.

Nombre de personnel autorisé. — La loi du 27 mars 1934 avait fixé à 10 le nombre maximum de compagnons et apprentis pouvant être occupés. Dans les limites de ce maximum, le ministre du Travail avait fixé le chiffre autorisé dans chaque région et dans chaque profession. Toutefois la diversité des dotations attribuées formait un obstacle évident à l'obtention de mesures protectrices des artisans.

Pour y remédier un décret-loi du 2 mai 1938 posa le chiffre 5 comme fondement de la nouvelle législation artisanale qui doit être établie d'une façon uniforme pour toute la France. Le nombre maximum de compagnons et d'apprentis qu'un artisan peut occuper ne doit pas dépasser 5 unités, étant entendu que l'artisan doit seul assurer la direction du travail. Les arrêtés, pris en application de la loi du 27 mars 1934, se trouvent donc abrogés.

A l'intérieur du chiffre autorisé de 5 unités, aucune répartition n'est plus faite entre compagnons et apprentis.

Par ailleurs, le même décret-loi prévoit l'emploi occasionnel de main-d'œuvre supplémentaire permise à l'artisan. Pour être autorisé, cet emploi de main-d'œuvre devra : 1) ne pas être périodique ; 2) ne pas dépasser 90 jours par an.

4) *Liste des principales professions artisanales.*

Il n'est pas inutile de donner ci-après une liste des principales professions dans lesquelles les petites entreprises peuvent être considérées comme artisanales. Nous l'extrayons du décret du 13 septembre 1933 (*J.O.* 22 sept. 1933) fixant les professions considérées comme ressortissantes de la Chambre de Métiers de la Seine.

Indiquons que ces listes ne sont qu'énonciatives. Nous étudierons la valeur des indications portées p. 270.

Il est à noter que certaines professions, qu'une dénomination défectueuse a souvent pour effet d'appeler artisanales, ne se trouvent pas mentionnées sur cette liste. Il s'agit des petits bateliers et chauffeurs de taxis. A notre avis, ces personnes ne peuvent être considérées comme artisans, puisqu'elles effectuent des opérations de transport, opérations essentiellement commerciales. A ce titre, elles s'entremettent dans la circulation du produit sans le mettre en œuvre et en vue d'un bénéfice. Elles ne se livrent donc pas principalement à la vente du produit de leur travail. La jurisprudence est d'ailleurs très ferme en ce sens (voir notamment un dernier arrêt de la Cour de Paris du 21 oct. 1937, S. 1938.2.159).

1^{re} CATÉGORIE

Beurres (baratteur, préparateur de) ; biscottes (fabricant de) ; biscuitier ; boissons (fabricant de) ; boucher, boucher hippophagique, boucher à la cheville, boucher-charcutier ;

boulangier, boulanger-pâtissier ; brûleur-torréfacteur de cafés ; charcutier, charcutier-salaisonier ; châtaignes, marrons (cuiseur, apprêteur de) ; chocolatier, confiseur ; confiturier ; conserves alimentaires (fabricant de, préparateur de) ; cuisinier ; cuisinier (pour emporter) ; cuisinier-restaurateur ; découpeur, préparateur de volailles et gibier ; eaux-de-vie, liqueurs, spiritueux (fabricant de) ; épices (fabricant, préparateur d') ; fromages (fabricant de, préparateur de) ; fruits, légumes, primeurs (préparateur, cuiseur de) ; gâteaux (fabricant de) ; glaces (fabricant de) ; glacier ; huilier ; meunier ; nougater ; pain d'épices (fabricant de) ; pâtes (fabricant de) ; pâtissier ; pâtissier-confiseur ; œufs (mireur à façon d') ; pressoir (exploitant de) ; raffineries (préparateur pour) ; rôtisseur ; saucissier ; saucissonnier ; sommelier à façon ; sucreries (préparateur, transformateur pour) ; tripier.

2^e CATÉGORIE

Apprêteur de tissus, de plumes, de poils ; bâches (fabricant de, réparateur de) ; blanchisseur, blanchisseuse ; bonnetier ; bretelles, ceintures, jarretelles, jarretières (fabricant de) ; broderies, dentelles (confectionneur de) ; broderies d'ameublement (fabricant de) ; casquetier ; chapelier ; chemisier ; coiffeur ; cols (fabricant de) ; confection (fabricant de) ; cordier ; corsetière ; costumier ; couseuse ; couturière ; cravates (fabricant de) ; filets (fabricant de) ; fleurs artificielles (fabricant de) ; fourreur ; frangier ; lingerie de trousseaux (confectionneur de) ; lustreur ; modes et formes pour modes (confectionneur de) ; parapluies, cannes (fabricant de, réparateur de) ; passementier ; pelletier ; plisseur de tissus ; plumassier ; repasseuse ; stoppeuse ; remailleuse de bas ; tailleur ; teinturier, teinturier-dégraiseur ; tisserand ; tulliste.

3^e CATÉGORIE

Articles de voyage (fabricant d') ; bottier ; bourrelier-sellier ; carrossier ; capotes de voitures (fabricant de) ; cor donnier et réparateur de chaussures ; corroyeur, fouets et cravaches (fabricant de) ; galochier ; gantier en peau et tissu ; guêtres (fabricant de) ; malletier ; maroquinier ; gainier ; fabricant de colliers et muselières ; pantoufles, chaussons, sandales (fabricant de) ; talons et tiges de chaussures (fabricant de) ; tanneur ; inégissier.

4^e CATÉGORIE

Abatage de bois (entrepreneur d'); agencement de magasins, de bureaux (entrepreneur d'); ameublement (fabricant d'objets d'); balais (fabricant de); barques (constructeur de, réparateur de); billards (fabricant de, réparateur de); bouchons et objets en liège (fabricant de); brossier; chaises (fabricant de, réparateur de); charron; doreur sur bois; ébéniste; emballleur layetier; encadreur; cadres (fabricant de); formier; graveur sur bois; marqueteur; menuisier; meubles (réparateur de); plumeaux (fabricant de); sabotier; sculpteur sur bois; stores (fabricant de); tabletier; tapissier-décorateur; tapissier en sièges; tonnelier; tourneur sur bois; vannier, rotier; vernisseur.

5^e CATÉGORIE

Ajusteur, balancier; armes (réparateur d'); articles et objets d'aluminium, articles de ménage et de cuisine (fabricant d'); bandagiste, orthopédiste; bronze d'art et d'éclairage, bronzes d'imitation (fabricant de); bronzeur; chaudronnier; ciseleur, ciseleur en bronze; coutelier; électricien; étameur; ferblantier; ferblantier-lampiste; ferronnier d'art; fil de fer ou d'acier (fabricant d'objets en); fondeur en cuivre, laiton, bronze; graveur sur métaux; forgeron; instruments de chirurgie (fabricant d'); instruments d'optique et de précision (fabricant d'); lames (affûteur de, repasseur de); lamineur; limes (tailleur de); maréchal-ferrant; mécanicien, mécanicien-constructeur; numéroteurs et dateurs (fabricant de); outilleur; polisseur; prothèse dentaire (fabricant d'appareils de); rémouleur ambulant; robinettier; serrurier; charnières, crémones, cuivrerie (fabricant de); soudeur autogène; taillandier; tôlier; tourneur sur métaux; tourneur-décolleteur; découpeur sur métaux; emboutisseur; estampeur, reperceur, tourneur, repousseur, zingueur.

6^e CATÉGORIE

Afficheur; carreleur en faïence, mosaïque; carrières (exploitant de); charpentier en bois ou en fer; cimentier; couvreur; encaustiqueur; fumiste-poêlier; maçon; marbrier; miroitier; biseauteur de glace et de verre; peintre en bâtiment; peintre décorateur; peintre d'enseignes; plâtrier; plombier; appareils sanitaires (entrepreneur d'installations d'); rejointeur; rocaillleur; stucateur; vitraux d'art (fabricant de); vitrier.

7^e CATÉGORIE

Carton, enveloppes, sacs en papier (fabricant de); dactylographie et écritures à la main (entrepreneur de); dessins pour étoffes, papiers peints (entrepreneur, liseur de); graveur lithographe; imprimeur typographe, lithographe, phototypeur, imprimeur en taille-douce, imprimeur sur étoffes; photographe; relieur; brocheur, satineur, assembleur; registres, albums pour cartes postales, dessins, photographies (fabricant de).

8^e CATÉGORIE

Bijoux (monteur de, réparateur de); céramiste; décorateur de bijoux; décorateur; doreur sur tranche, sur métaux, sur cuir; émailleur; graveur sur bijoux, horloger; instruments de musique et accessoires (fabricant d'); joaillier, lapidaire, sertisseur; laqueur; luthier, accordeur de pianos; modèles (créateur de); modelleur; mouleur statuaire; figuriste en plâtre ou cire; objets d'arts, tableaux, tapis, tapisseries (réparateur de, restaurateur de); objets de piété (fabricant d') orfèvre, batteur d'or, potier; sculpteur-statuaire.

9^e CATÉGORIE

Abat-jour pour lampes (fabricant d'); agrafes, aiguilles, alènes, épingles, anneaux (fabricant d'); articles de Paris, jouets (fabricant d'); boucles, fermoirs et articles similaires (fabricant de); boutons (fabricant de); caoutchouc, celluloïd et autres matières plastiques (fabricant d'objets en); cirier; couronnes et articles funéraires (fabricant de); écaille, nacre, corozo (fabricant d'objets en); faïence, porcelaine (raccommodeur de); matelassier; produits d'entretien (fabricant de); souffleur de verre; retourneur sur galalithe, ivoire.

5) *Application de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 aux sociétés.*

Dans la vie économique actuelle, il est parfois avantageux pour deux ou plusieurs artisans de mettre en commun leur activité professionnelle. Ils sont amenés ainsi à former des sociétés commerciales. Une question importante se pose, c'est celle de savoir si ces sociétés

peuvent être considérées comme artisanales, étant entendu que les associés participent aux travaux manuels de la profession et se livrent principalement à la vente du produit de leur travail.

L'affirmative est unanimement admise, tant pour l'application de la fiscalité spéciale que pour celle de la loi du 26 juillet 1925 en faveur des sociétés de personnes, telles que les sociétés en nom collectif et les associations en participation.

Pour les sociétés de capitaux, la réponse ne peut être que négative. Il apparaît en effet de suite qu'il serait impossible d'appliquer à ces dernières la définition artisanale vu notamment le nombre important d'associés, la révocabilité des directeurs et administrateurs, la diffusion des bénéfices sur tous les sociétaires.

Mais qu'en est-il des sociétés à responsabilité limitée ?

Lorsqu'on observe le fonctionnement de certaines d'entre elles, on peut constater que fréquemment, les associés gérants participent personnellement et manuellement au travail professionnel, exactement comme deux artisans établis dans une communauté de fait. La modicité du capital indique qu'il s'agit plutôt d'une première mise de fonds permettant l'exercice du métier que d'une société de capitaux. En un mot, les gérants travaillent à leur compte, sous le couvert de la société. Enfin, sans remonter à leur origine, il suffira de rappeler que ces sociétés ont été principalement créées pour permettre aux entreprises familiales d'échapper en même temps à l'anonymat des sociétés anonymes et à la responsabilité illimitée des sociétés en nom collectif.

En considération de ces éléments de fait, la jurisprudence du Conseil d'Etat avait admis dans un arrêt du 26 octobre 1932 et contrairement aux décisions de l'administration des contributions directes que les

associés des sociétés à responsabilité limitée pouvaient, le cas échéant, être admis au bénéfice de la fiscalité des petits artisans. Cette solution a été abandonnée après la réforme fiscale de 1934.

Pour l'application de la définition artisanale beaucoup plus large et plus compréhensive de la loi du 26 juillet 1925, il nous semble que rien ne s'oppose à admettre comme artisans-maîtres les sociétés à responsabilité limitée répondant aux caractéristiques exigées plus haut. Pourtant, cette solution n'est admise ni par le ministre du Travail qui a manifesté une opinion contraire dans plusieurs réponses écrites, ni par le ministre des Finances (voir circulaire du 28 juin 1938), ni par les greffiers des tribunaux qui après avoir accepté l'inscription des associés gérants au Registre des Métiers la leur refusent maintenant.

Toutefois, à l'appui de notre thèse, il faut citer les seuls jugements rendus à notre connaissance jusqu'à ce jour en la matière. Le conseil de préfecture de la Seine a en effet maintenu l'imposition à la taxe pour frais de Chambre de Métiers de deux sociétés à responsabilité limitée estimant que celles-ci eu égard aux conditions de fait dans lesquelles elles étaient exercées avaient été à bon droit assimilées à un artisan-maître (30 mai 1938, *Soc. Mercier*; 3 juill. 1938, *Soc. à responsabilité limitée Abasco*).

6) *Contentieux des difficultés d'interprétation de la définition de l'artisan.*

Des difficultés d'interprétation ou d'application de la définition de l'artisan donnée par l'article 1 de la loi du 26 juillet 1925 peuvent être soulevées à tout moment lors de l'application des lois artisanales. Plus particulièrement la définition de l'artisan sera l'objet d'un recours :

- 1) Lors de l'inscription sur les listes électorales des

Chambres de Métiers. Le juge compétent sera le juge de paix et la Cour de cassation.

2) Lors de l'inscription au Registre des Métiers. La compétence appartiendra également au juge de paix et à la Cour de cassation.

3) Lors du contentieux de la taxe pour frais de Chambre de Métiers tout artisan-maître devant être imposé à cette taxe et les artisans-maîtres seulement.

Le contentieux appartiendra en ce cas au Conseil de préfecture et au Conseil d'Etat en appel.

4) Lors du recours pour excès de pouvoir contre une décision d'une administration refusant de reconnaître la qualité artisanale à un individu ou la lui appliquant contre son gré. Le juge sera normalement le Conseil d'Etat.

CHAPITRE II

DISTINCTION ENTRE L'ARTISANAT ET LES CATÉGORIES SOCIALES VOISINES

Après avoir analysé en elle-même la définition légale de l'artisan donnée par la loi du 26 juillet 1925, modifiée par celle du 26 mars 1934 et par le décret-loi du 2 mai 1938, nous allons rapprocher ce type d'entreprise défini des catégories juridiques et sociales voisines, et examiner comment l'artisanat se distingue d'elles ou peut posséder certaines de leurs caractéristiques.

§ 1. *L'artisan et l'ouvrier*

1) *Similitudes économiques et sociales.*

L'artisan est comme l'ouvrier un travailleur manuel. Pourtant, l'artisan n'est pas un ouvrier.

Sans doute, à première vue, la distinction entre l'un et l'autre semble-t-elle facile. L'artisan est celui qui exerce à son compte et vend le produit de son travail à la clientèle, alors que l'ouvrier travaille à l'atelier ou sur les chantiers de son patron, sous la surveillance de celui-ci.

Malheureusement dans la pratique, les choses ne sont pas toujours aussi simples. D'une part, à côté de l'artisan qui travaille directement pour la clientèle, il existe beaucoup de petites entreprises qui ne travaillent que pour d'autres entreprises. D'autre part, les

ouvriers ne travaillent pas toujours chez un patron, mais parfois à domicile, quelques-uns possèdent même un outillage important et occupent du personnel. Si on examine la question au point de vue économique, on se rend compte que la situation de certains artisans et ouvriers se ressemble au point de se confondre et qu'ils se trouvent, vis-à-vis de celui qui donne le travail, dans le même état de dépendance économique.

2) *Eléments distinctifs contenus dans la définition de l'artisan.*

Pourtant, la définition juridique de l'artisan renferme certaines caractéristiques qui permettent d'établir une distinction. L'artisan, en effet, doit être autonome, il doit exercer à son compte et se livrer à la vente du produit de son travail. Il doit, en un mot, jouir de l'indépendance juridique. Celle-ci se caractérise par le fait que l'artisan se lie par un contrat de louage d'ouvrage. Dans un tel contrat, le preneur s'engage à faire un travail donné, à le confectionner sous sa responsabilité et à le livrer dans de bonnes conditions d'exécution. Il est donc indépendant et responsable de son travail et des malfaçons. On pourra cependant objecter que l'artisan doit se livrer principalement à la vente du produit de son propre travail. Ces termes n'ont-ils pas pour effet de ne reconnaître la qualité d'artisan qu'aux personnes qui vendent le produit de leur travail et d'exclure ceux qui sont liés par louage d'ouvrage. En réalité, on est là en face d'une contradiction purement verbale. Dans le louage d'ouvrage, comme dans certaines ventes, ce qui est l'objet du contrat, c'est le *produit du travail*, l'œuvre qui en résulte, alors que dans le contrat de louage de service, ce sont les services fournis, le travail du prestataire. Cette œuvre qui résulte du travail est pour l'artisan l'objet d'une rémunération, d'un prix. En

réalité, dans le louage d'ouvrage, comme dans la vente directe, il y a vente du produit du travail.

Mais les expressions employées concernant la vente du produit du travail ne peuvent pas être prises dans le sens de l'exclusion de ceux qui ne se livrent à aucune vente, car elles auraient pour effet d'exclure tous les artisans qui font principalement des prestations et un travail personnel. Elles doivent simplement renforcer l'idée de l'indépendance du travail artisanal, qui ne peut être l'objet d'une location à proprement parler, mais de la fourniture d'une œuvre exécutée.

3) *L'ouvrier et le louage de service.*

L'ouvrier, contrairement à l'artisan, loue son travail, c'est-à-dire qu'il s'engage à travailler pour le compte de son employeur, sous la surveillance de celui-ci et contre une rémunération qui lui sera allouée. Il est lié par un contrat de travail, ou, pour prendre une dénomination plus juridique, par un contrat de louage de service.

Dès lors, il suffira de rappeler les caractéristiques de ces contrats :

a) *Eléments qui ne sont plus admis comme distinctifs des louages d'ouvrage et de service.* — Le critérium du mode de rémunération n'est plus admis aujourd'hui. En effet, la rémunération aux pièces qui aurait pu être considérée comme distinctive de l'artisan est, à l'heure actuelle, appliquée couramment pour des ouvriers salariés. Aussi, la Cour de Paris a-t-elle décidé que si l'agent d'exécution est le subordonné de son co-contractant, le contrat reste un louage de service, alors même que le salaire est payé à la tâche (Paris, 23 mai 1911, S. 1912.2.156). Il en est de même lorsque la rémunération comprend une quote-part des bénéfices annuels (Cass., 25 mars 1926, S. 1926.1.190).

Et non seulement, la rémunération aux pièces n'est pas un élément distinctif, mais le contrat de travail lui-même peut être un contrat aux pièces qui prend fin avec l'achèvement de chaque lot de marchandises à ouvrir (Cour sup. d'arb., 26 oct. 1938, Syndicat des ouvrières et ouvriers tailleurs de la région parisienne, *J. off.*, annexes 1939, p. 31, n° 685. Cass. civ., 14 janv. 1927, D.H. 1928, p. 51).

Il en est de même pour le lieu de travail. De nombreuses décisions ont affirmé la qualité d'ouvriers à des personnes travaillant à leur domicile personnel (notamment Cass. civ., 1^{er} août 1932, S. 1932.1.334).

D'autre part, la nature juridique d'un contrat de louage de service n'est pas non plus altérée par le fait qu'un employé travaille pour plusieurs patrons (Trib. comm. Seine, 23 mai 1923, *Gaz. Trib.*, 1923.2.631, Cour sup. arb., 26 oct. 1938, sentence précitée), qu'il ne travaille pas seul mais est aidé par les membres de sa famille et par un ou plusieurs apprentis ou petites mains (même sentence).

b) *Eléments distinctifs des louages d'ouvrage et de service.* — D'après la jurisprudence, il faut rechercher si l'œuvre est exécutée sous la direction et le contrôle de celui qui la fait faire. A cette condition, il y a louage de service. En l'absence de direction et de contrôle, il y a louage d'ouvrage (Cass. req., 28 juill. 1924, S. 1925.1.183; Cass. crim., 8 mai 1903, S. 1905.1.153).

Comment s'apprécie cette direction et ce contrôle ?

Ils se manifestent pour celui qui les subit par un état de subordination dans l'ensemble de l'exécution de la tâche. Ils dépendent des conditions dans lesquelles celle-ci est tracée, surveillée et vérifiée (Cour sup. arb., 26 oct. 1938, précité).

C'est ainsi que ce lien de subordination existe lorsque l'employeur donne à l'exécutant des ordres aux-

quels il est tenu d'obéir (Cass. civ., 3 mars 1938, Quest. prud. et fisc., 1938, p. 1059), de même lorsque les fabricants ont le pouvoir de s'immiscer dans la direction, l'exécution et la surveillance du travail confié à leurs ouvriers (Com. sup. arb., 12 déc. 1938, Fabricants de batistes, linons de la région de Valenciennes). Il faut d'ailleurs remarquer qu'une certaine indépendance technique tenant aux qualités professionnelles de l'ouvrier n'est pas incompatible avec ce lien de subordination. Appliquée récemment à un docteur, la même règle serait valable pour tout contrat de travail (Cass. civ., 26 juill. 1937, Quest. prud., 1938, p. 1057).

Le lien de subordination n'existe pas et par conséquent on se trouve en présence d'un artisan :

Lorsque celui qui travaille chez lui pour plusieurs employeurs exécute sa tâche sans surveillance, emploie son temps comme il le juge à propos et assume la responsabilité des malfaçons (Cass. civ., 27 fév. 1934) (Préfet de la Nièvre).

Lorsque le travailleur prend de l'ouvrage à son gré autant qu'il lui convient et lorsque le travail qu'il exécute n'est pas lié à celui d'autres ouvriers (Cass. civ., 4 mars 1936, Service des Ass. Sociales).

Lorsque celui qui travaille chez lui avec son propre outillage n'est tenu à aucune autre servitude que celle de la bonne exécution finale du travail lors de la livraison. (Trib. civ. Brive, 24 juin 1937, Malomé).

Lorsque celui qui travaille à sa guise avec le concours des personnes qui lui plaisent sans surveillance de la part de celui qui confie le travail (Cass. civ., 13 juill. 1937, Sté. Pol. Ducouret).

Par contre, la Cour de cassation a reconnu l'existence du lien de subordination et de ce fait d'un contrat de louage de service quand l'ouvrier travaillant chez lui :

Se voit imposer des délais de livraison, qu'il est obligé d'accepter la quantité de travail offert et qu'il y a vérification rigoureuse en cours d'exécution.

Lorsqu'il se voit assigner des instructions précises pour l'accomplissement de sa tâche (Cass. civ., 20 mars 1934). Toutefois ces arrêts nous montrent que si l'élément permanent et nécessaire est le lien de subordination, cet élément n'est pas suffisant, d'autres considérations entrant en ligne de compte à titre accessoire, tel que le lieu du travail de l'ouvrier, sa rémunération, le nombre de ses employeurs et le personnel qu'il occupe.

Il convient de rappeler que pour être ouvrier, la subordination et la dépendance vis-à-vis de l'employeur doivent être juridiques, et non seulement économiques (Cass. civ., 22 juin 1932, S. 1932.1.370).

La détermination précise de tous les éléments pouvant donner, en l'absence d'un contrat de travail écrit ou d'une convention collective, les indications nécessaires pour reconnaître la subordination ou l'indépendance juridique ou matérielle nécessaire au louage de service, a donné lieu à des discussions nombreuses à l'occasion de l'application de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales.

Les décisions judiciaires intervenues sont extrêmement nombreuses, mais aucune d'elle n'a fixé d'une façon précise les règles permettant de différencier l'ouvrier lié par un louage d'industrie, du travailleur indépendant lié par un contrat de louage d'ouvrage. Aujourd'hui cette jurisprudence n'a plus qu'un intérêt rétrospectif, le lien de subordination n'étant plus une condition indispensable pour l'assujettissement aux assurances sociales depuis le décret du 28 octobre 1935 (Cass., 25 nov. 1936, S. 1937.1.255).

Mais cette distinction entre l'artisan et l'ouvrier est encore d'une brûlante actualité, de nombreux employeurs ayant profité de cette absence de délimitation

précise pour tenter d'échapper aux lois sociales s'appliquant aux ouvriers travaillant à l'atelier. Aussi peut-on espérer que le moment n'est pas éloigné où des limites précises seront fixées dans cette matière entre ces deux catégories sociales voisines.

§ 2. *L'artisan et l'industriel, l'entrepreneur
ou le manufacturier*

1) *Définition de l'industriel, entrepreneur ou manufacturier.*

L'artisan, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent se rapproche parfois beaucoup de l'ouvrier. Ceci est vrai surtout pour certains petits artisans pour lesquels il est parfois difficile de déterminer s'ils sont encore indépendants. Par contre, certains artisans qui possèdent une petite entreprise, employant plusieurs compagnons ou apprentis, se rapprochent beaucoup plus de l'industriel entrepreneur ou manufacturier. A quel moment un individu perdra-t-il sa qualité d'artisan ?

A ce sujet, il convient de rappeler les caractéristiques de l'industriel, qu'il soit entrepreneur ou manufacturier. Au point de vue juridique, est industriel celui qui spéculé sur les services des ouvriers, sur l'emploi de machines ou la revente de matériaux, en un mot, celui qui se livre principalement à des opérations d'entremise et non à la vente du produit de son travail comme l'artisan.

2) *Un chef d'entreprise cesse d'être artisan lorsqu'il ne remplit plus l'une des conditions suivantes :*

a) *Lorsqu'il ne reste pas dans les limites du personnel autorisé.* — A ce sujet, rappelons que l'article 23 du décret-loi du 2 mai 1938 sur la production a fixé à 5 le nombre de compagnons et apprentis pouvant être

employés d'une façon durable ou périodique par un artisan. Passé ce chiffre, il devient industriel.

Nous avons examiné plus haut l'emploi occasionnel d'une main-d'œuvre autorisée. Rappelons qu'il ne doit pas être périodique et ne doit pas dépasser 90 jours par an.

Mais lorsque le personnel d'un chef d'entreprise n'atteint pas le chiffre limite, cela ne veut pas dire qu'il soit nécessairement artisan car il doit remplir encore les autres conditions.

b) Le chef d'entreprise cesse d'être artisan lorsqu'il ne participe pas aux travaux manuels de la profession.—

L'exigence de cette participation personnelle et effective aux travaux de la profession est absolument rigoureuse, ainsi que l'ont déclaré deux arrêts du Conseil d'Etat précités (Cons. d'Etat, 22 déc. 1934, *Taillebois* et Cons. d'Etat, 7 déc. 1936, *Bretin Pacaut*).

Sera donc industriel celui qui ne participera pas personnellement aux travaux manuels de la profession.

c) Le chef d'entreprise cessera d'être artisan lorsqu'il ne se livrera plus principalement à la vente du produit de son propre travail, tant manuel que de direction (loi du 26 juill. 1925).

d) Lorsqu'il ne sera plus le chef direct du personnel employé, c'est-à-dire lorsqu'il occupera des contre-maîtres, directeurs ou aura organisé une division caractérisée du travail (loi du 26 juill. 1925).

Tels sont les traits principaux qui marquent la différence entre l'artisan et l'industriel entrepreneur ou manufacturier. Il ne faut pourtant pas s'exagérer la portée de cette distinction. Sans doute existe-t-elle légalement et a-t-elle aussi une base solide dans les faits, mais dans la vie courante et notamment dans l'application des lois fiscales et sociales, il arrive que de véritables artisans s'intitulent ou sont considérés comme industriels ou entrepreneurs. Ceci est dû à des incorrec-

tions de langage dont il faut tenir compte dans notre étude et qu'on ne peut perdre de vue pour la détermination des lois applicables.

§ 3. *L'artisan et le commerçant*

1) *Les deux définitions du mot commerçant.*

Grâce à la définition légale de l'artisan donnée par la loi du 26 juillet 1925, il existe une distinction très nette bien que théorique entre l'artisan et l'industriel. Il n'en est pas de même pour la question de savoir si un artisan est ou peut être commerçant. Les difficultés proviennent de l'imprécision des termes employés et de la rédaction défectueuse de nos lois. En effet, il existe d'une part une notion légale du commerçant. Elle nous est donnée par le Code de commerce, par référence aux actes de commerce. Au commerçant ainsi défini, est appliquée la législation établie par ce Code et concernant les actes de commerce, la liquidation judiciaire, la faillite, ainsi que la compétence du tribunal de commerce. A côté de cette notion légale s'est forgée peu à peu une notion plus étroite qui sépare l'industriel et l'artisan du commerçant proprement dit. Celui-ci n'est plus qu'un simple revendeur ne transformant pas les produits achetés par lui. Cette nouvelle notion qui n'a rien de juridique, n'est définie nulle part d'une façon précise. Elle varie d'une loi à l'autre, suivant le but poursuivi par le législateur et elle a jeté une confusion très regrettable en la matière. Il serait nécessaire que le législateur précise nettement à l'avenir à quelles personnes une loi doit s'appliquer si elle ne doit pas viser le commerçant en général, tel qu'il est défini par le Code de commerce.

Nous nous en tiendrons, dans cette étude, à la notion du commerçant au sens du Code de commerce. Nous analyserons la ligne de démarcation entre le commer-

çant et l'artisan et examinerons si ce dernier peut être considéré comme commerçant ou si ces deux notions s'excluent. En ce qui concerne la nouvelle notion du commerçant simple revendeur, nous nous sommes bornés à la signaler plus haut, mais il est évident de suite que l'artisan ne peut être commerçant dans ce sens, étant par définition autre chose qu'un revendeur.

2) *Opinions des auteurs.*

En général, les ouvrages de droit commercial traitant de l'artisan sont d'avis que celui-ci, n'est pas commerçant (V. not. Escarra : *Traité de droit commercial*, t. I, p. 179); MM. Lyon-Caen et Renault, (*Traité de droit commercial*, t. I), pensent également que l'artisan n'est pas commerçant, sauf s'il achète et revend des produits après transformation. M. Ripert¹ estime que l'artisan cherchant simplement à tirer bénéfice de son travail ne spéculé pas et donc ne fait pas acte de commerce. Il existe une autre théorie d'après laquelle l'artisan appartient au droit civil, par conséquent, les actes qu'il accomplit dans l'exercice de sa profession sont des actes civils (Poumarède, *Situation et notion juridique de l'artisan*).

Toutes ces idées peuvent se soutenir en partant d'une conception idéale et abstraite de l'artisan. Mais elles ne sont pas adaptées à la notion d'artisan par détermination de la loi établie par la loi du 26 juillet 1925, modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938 et que nous étudions dans cet ouvrage.

3) *Contenu de la définition de la loi du 26 juillet 1925 par rapport à la qualité de commerçant.*

Nous avons analysé plus haut les éléments constitutifs de la qualité d'artisan d'après sa définition

1. *Etudes de droit commercial*, p. 300-309.

actuelle. Dans les notions analysées, ni celle de l'indépendance juridique, ni celle du travail personnel et manuel, ni celle du nombre de collaborateurs, ni celle concernant l'absence de la division du travail, ni même celles concernant l'apprentissage et les connaissances du métier ne nous donnent un élément distinctif de l'artisan et du commerçant. Reste la nécessité pour l'artisan de se livrer principalement à la vente du produit de son travail. Or, qui dit occupation principale reconnaît la possibilité d'une occupation accessoire. Justement, certains artisans qui se livrent principalement à la vente du produit de leur travail s'occupent accessoirement de la vente de menus objets, ou bien ils achètent des matières premières pour les revendre après les avoir mises en œuvre, ou bien ils tirent une partie de leurs revenus de l'emploi de main-d'œuvre ou de la spéculation sur les matières premières. Ils sont donc accessoirement commerçants. Pour étayer cette constatation, il suffit d'analyser successivement les divers éléments constitutifs de la qualité de commerçants et de les appliquer aux artisans.

4) *Etude des éléments constitutifs de la qualité de commerçant par rapport aux artisans.*

A. — *Accomplissement d'actes de commerce.*

L'acte de commerce type, qui confère à celui qui s'y livre la qualité de commerçant, est défini à l'article 632 du Code de commerce et consiste dans l'achat de denrées et de marchandises pour la revente, soit en nature, soit après mise en œuvre, ou dans les opérations d'entremise. La question qui se pose est de savoir si l'artisan, tel que la loi du 26 juillet 1925 l'a défini, accomplit des actes de commerce.

I. *Opérations réalisées par des artisans qui ne constituent pas des actes de commerce.* — a) D'une façon géné-

rale, l'activité principale de l'artisan quel qu'il soit ne consiste pas dans l'exécution d'actes de commerce. En effet, sont étrangères à la commercialité toutes les opérations pour lesquelles l'artisan puise en lui-même la valeur qu'il offre au public et spéculé, pour ainsi dire, sur son travail.

b) Plus spécialement, les artisans qui se bornent à mettre en œuvre des matières premières qui leur sont confiées ou ceux qui ne font que louer leurs services personnels n'accomplissent pas d'actes de commerce. Il a même été jugé que l'artisan, dans ce cas, pouvait occuper quelques compagnons sans accomplir pour cela des actes de commerce.

c) Il en est de même lorsqu'il y a des fournitures de peu d'importance (le fil du tailleur et les clous du menuisier).

d) Qu'en est-il par contre lorsque l'artisan achète des matières premières et les revend après les avoir mises en œuvre ? Ne sommes-nous pas en présence de l'acte de commerce par excellence ? Sur cette question, la jurisprudence de la Cour de cassation paraît s'être arrêtée à distinguer selon que l'artisan achète des matières premières de minime importance et au fur et à mesure des besoins seulement. Dans ce cas, on ne lui reconnaît pas la qualité de commerçant, à cause de l'absence d'actes de commerce (Cour de Toulouse, 26 févr. 1908, D.P. 1908.2.333 confirmé en Cassation Cass. 22 avril 1909, D.P. 1909.1.344).

II. *Opérations qui constituent des actes de commerce.* —

a) Lorsque l'artisan a des approvisionnements de matières premières et qu'il tire un bénéfice de la revente, il y a acte de commerce.

b) Il en est ainsi surtout lorsque l'artisan occupe un certain personnel.

c) Enfin, d'après une théorie, tous les actes d'entreprise où l'artisan fait appel à des ouvriers ou achète

des matériaux sont des actes de commerce (Lyon, Caen et Renault, *op. cit.*).

III. *Exemples jurisprudentiels.* — Il suffira d'indiquer quelques exemples de jurisprudence pour montrer l'application de ces principes à la vie pratique.

1° Un charron qui travaille à façon ne fait pas acte de commerce. Mais il en est autrement lorsque le charron achète le bois nécessaire et le revend après l'avoir façonné (Orléans, 25 juin 1922, S., 1051.2.13).

2° Un menuisier qui se borne à travailler le bois qu'on lui confie ne fait pas acte de commerce, par contre, lorsqu'il fournit lui-même le bois, il est commerçant (Paris, 14 juill. 1843, *Pand.* 43.2.341 ; Bourges, 1^{er} août 1845, *Le Droit*, 12 sept. 1845).

3° Un serrurier qui achète du fer qu'il vend après l'avoir travaillé fait des actes de commerce, alors surtout qu'il occupe un certain personnel (Colmar, 28 mai 1850, S. 51.2.484).

4° Un maréchal-ferrant qui achète habituellement une partie des matières qu'il emploie est commerçant (Douai, 30 juin 1850, *Pand.* 1851.1.443).

5° Un blanchisseur qui loue ses services n'accomplit pas d'actes de commerce. Il en est autrement lorsqu'il y a emploi d'ouvrier (Rouen, 5 avril 1838, S. 1839.2.300).

6° Une couturière qui confectionne des étoffes qui lui sont confiées n'accomplit pas d'actes de commerce. Il en est autrement lorsque la couturière fournit tout ou partie des étoffes ou de la garniture. De même lorsqu'elle achète des marchandises pour les revendre transformées ou non. Elle fait alors des actes de commerce et peut être déclarée en faillite (Trib. comm. de Lyon, 20 mai 1937).

7° Un cordonnier qui n'achète que les fournitures indispensables, qui n'a ni magasin ni vitrine ne fait pas d'actes de commerce (Colmar, 27 avril 1909).

Egalement n'est pas commerçant un cordonnier, même inscrit au registre du commerce, lorsqu'il n'a

pas de stock, lorsque les fournitures sont modiques et que le magasin est médiocre (Lyon, 22 nov. 1934, S. 1935.2.38).

8° Un peintre en bâtiment fût considéré comme accomplissant des actes de commerce, vu qu'il retirait un bénéfice de la vente des couleurs qu'il mettait en œuvre.

9° Le marbrier qui revend le marbre après l'avoir façonné fait acte de commerce (Cass. 15 déc. 1930).

10° Il en est de même pour un teinturier qui achète des couleurs et les emploie à la teinture d'étoffes qui lui sont remises, alors que la rémunération perçue comprend le salaire de la main-d'œuvre et la fourniture de couleurs (Bruxelles, 3 janv. 1820).

11° Pour l'imprimeur qui possède un outillage et emploie quelques ouvriers (Cass. 19.1.1853, S. 1853.1.431).

De ces exemples, on peut conclure que de nombreux artisans tels qu'ils sont définis légalement par la loi du 26 juillet 1925 accomplissent des actes de commerce dans l'exercice de leur profession. Il suffira alors de passer rapidement en revue les autres qualités nécessaires pour être commerçant pour s'apercevoir que l'artisan les remplit fréquemment.

B. — Accomplissement d'actes de commerce par profession.

Les actes de commerce accomplis par les artisans le sont par eux habituellement et par profession. Les exemples cités le prouvent abondamment. Quel artisan menuisier ne se procure pas actuellement le bois qu'il vend façonné à la clientèle après en avoir retiré un bénéfice.

C. — Accomplissement d'actes de commerce en nom personnel.

Les opérations d'achat pour la vente sont également opérées au nom personnel de l'artisan.

D. — *Accomplissement d'actes de commerce à titre accessoire.*

Cette co-existence des deux qualités artisanale et commerciale est rendue possible par le fait que, s'il est bien nécessaire pour être artisan de se livrer principalement à la vente du produit de son propre travail, il n'est par contre pas indispensable pour être commerçant de se livrer principalement à des actes de commerce. Il suffit de s'y livrer par habitude et par profession (le cas a été tranché pour des personnes qui étaient principalement propriétaires et se livraient habituellement aux actes de commerce (Nîmes, 28 avril 1831), de même pour des notaires (Cass. 14 mars 1888, S. 1888.1.62).

Il faut enfin dans un autre ordre d'idée se rappeler que si l'accomplissement à l'état isolé d'actes de commerce, tel que la souscription d'effets de commerce entraîne bien certaines conséquences de la commercialité et notamment la compétence du tribunal de commerce, elle ne rend pas le souscripteur commerçant. Il n'en serait autrement que si l'accomplissement de ces actes présentait les trois caractères, habituels, professionnels et en nom personnel. C'est le cas de nombreux artisans.

5) *Etude de quelques arrêts récents.*

Certains arrêts récents des tribunaux ont eu à rechercher si les artisans possédaient ou non la qualité de commerçants et pouvaient être mis en faillite.

1° Un arrêt du Tribunal de commerce de Toulouse a déclaré qu'était commerçant et non artisan un entrepreneur de construction qui occupait plusieurs ouvriers et avait fait des approvisionnements importants, attendu qu'il spéculait à la fois sur le travail de ses ouvriers et les matières premières employées. Il n'est que trop évident qu'un tel individu était commerçant et pouvait être mis en faillite, mais, contrairement à

l'opinion du tribunal, il n'est pas interdit de supposer qu'il était aussi artisan au sens de la loi du 26 juillet 1925. Il suffirait pour cela qu'il se livrât principalement à la vente du produit de son travail, tout en retirant accessoirement un bénéfice de la main-d'œuvre employée et des matières premières mises en œuvre (Trib. comm. Toulouse, 15 janv. 1934, *Gaz. Pal.*, 1934.1.680).

2° Un arrêt plus récent de la Cour de Lyon du 22 novembre 1934 (S. 1935.2.38) avait également dénié la qualité de commerçant à un artisan, vu l'absence de stock, la modicité des fournitures et la médiocrité du magasin.

On voit que cet arrêt tire la notion de commerçant de la médiocrité du magasin et de la modicité des fournitures. On peut se demander en vertu de quels textes il est nécessaire, pour être commerçant, d'avoir des magasins reluisants et bien garnis. Il n'en existe pas, évidemment. Aussi, doit-on déplorer que l'on embrouille ainsi des notions claires. Les notions claires et consacrées par de nombreux arrêts sont celles qui déniaient la qualité de commerçant à un individu parce qu'il ne se livre pas par profession et habituellement à des actes de commerce et qui par contre, la reconnaissent à une personne qui exerce professionnellement et par habitude, bien qu'accessoirement, des actes de commerce. D'ailleurs, lorsqu'on détaille les arrêts intervenus en cette matière, on s'aperçoit de l'incohérence des motifs invoqués. L'arrêt précité de la Cour de Lyon dénie la qualité de commerçant à un artisan, pour le motif que l'intéressé répondait à la définition de la loi du 26 juillet 1925, alors que cette définition ne renferme aucune disposition rendant incompatibles les qualités d'artisan et de commerçant. Il appuie également sa décision sur le fait que l'intéressé bénéficiait de la fiscalité de l'article 23 du Code général des contributions directes.

A notre avis, toutes ces considérations ne sont pas dans le sujet. Il s'agit de déterminer si une personne

est commerçante d'après le sens large donné par le Code. Pour cela, il importe d'analyser essentiellement si l'artisan se livre à l'accomplissement d'actes de commerce par habitude et profession.

Un récent jugement confirme cette opinion. Pour déclarer une couturière en faillite, un jugement du Tribunal de commerce de Lyon du 20 mai 1937 a estimé comme condition suffisante le fait que l'intéressée faisait des actes de commerce en revendant transformées ou non des marchandises achetées.

(Dans le même sens un arrêt déjà plus ancien de la Cour de Douai du 24 janvier 1900, D.P. 1900.2.467).

§ 4. *L'artisan et les professions libérales*

1) *Définition.*

Une autre forme de l'activité humaine pour laquelle il importe de fixer les limites qui touchent à l'artisanat est celle des professions libérales. Il n'en existe aucune définition légale, mais on peut dire que ce sont celles qui, dépourvues d'un caractère matériel, agissent directement sur les facultés de l'homme et par celles-ci. Celui qui les exerce procure à celui à qui il s'adresse un service personnel par l'emploi de son intelligence et de son talent. C'est dans son intelligence qu'il puise principalement la valeur qu'il procure au public. Les professions libérales sont donc essentiellement des professions intellectuelles.

2) *Distinction avec l'artisanat.*

C'est d'ailleurs ce caractère que les distingue de suite de l'artisanat ; car contrairement à celui qui exerce une profession libérale, l'artisan doit essentiellement exercer un métier manuel. Cette nécessité est inscrite expressément dans l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 et

est encore renforcée par le fait qu'il doit participer lui-même aux travaux manuels de la profession.

3) *Points de contact.*

Il ne faudrait pourtant pas croire pour cela que la distinction est toujours facile à faire entre l'artisan et celui qui exerce un métier intellectuel. La difficulté réside dans le fait que l'artisan doit aussi être un créateur et faire appel à son intelligence et à son talent dans l'exercice de sa profession, et que l'artiste, par exemple, doit posséder également une maîtrise parfaite de la technique manuelle inhérente à sa profession. Ainsi, la dextérité manuelle du sculpteur ou du peintre sont absolument capitales pour l'exercice de leur profession.

4) *Professions libérales n'ayant aucun rapport avec l'artisanat.*

La plupart des professions libérales ne se rapprochent en aucune façon des métiers artisanaux. Il en est ainsi, par exemple, pour les professions littéraires, juridiques, scientifiques et médicales. Pour cette dernière cependant, on se rappelle qu'une branche importante a été considérée, pendant longtemps comme artisanale, celle des chirurgiens assimilés aux barbiers.

5) *Les artistes.*

Par contre la ligne de démarcation est souvent indécise dans les professions artistiques. Il n'existe pas, à l'heure actuelle, à notre connaissance de jugement qui aurait posé des règles précises pouvant permettre une différenciation. On ne peut donc que répéter une fois de plus que pour être artisanale, une profession doit être manuelle. Pour déterminer ce caractère, on consultera avec avantage les listes des principaux métiers artisanaux. Sans doute, celles-ci n'ont qu'une valeur indicative, mais elles permettent, cependant, de fixer quelques points de repère. Ainsi, le statuaire

et le peintre décorateur sont considérés comme artisans, alors que le sculpteur, l'artiste-peintre, l'architecte ne le sont pas. Toutefois, la valeur de l'inscription des professions sur ces tableaux n'est évidemment que très relative et c'est aux tribunaux qu'il appartient de trancher définitivement si telle ou telle profession est artisanale ou libérale.

6) *Exercice d'une profession artisanale découlant de l'exercice d'une profession libérale.*

Celui qui exerce une profession libérale à titre principal peut exercer les professions artisanales qui découlent de celles-ci. Ainsi, le Conseil de préfecture de Grenoble a décidé qu'un dentiste, titulaire du diplôme de docteur en médecine et chirurgien-dentiste, peut se livrer, sans devenir artisan, à la confection d'appareils de prothèse dentaire, cette opération étant un corollaire de l'exercice de sa profession et faisant également l'objet de l'enseignement spécial donné aux dentistes pour l'obtention des diplômes ci-dessus indiqués (Cons. préfecture de Grenoble, 24 janv. 1936, *Comte, Gaz. Pal.*, 1936.1.606).

§ 5. *L'artisan et l'agriculteur*

1) *Éléments de cette distinction.*

Les notions distinctives des agriculteurs ont été précisées législativement à l'occasion du crédit agricole et des coopératives agricoles. Il nous suffira, pour la distinction entre l'artisan et l'agriculteur, d'indiquer que ce dernier est celui qui se livre à la culture du sol et à l'élevage.

Dans la définition de l'artisan, on ne trouve qu'un seul élément qui devrait peut-être viser à l'exclure des professions agricoles, c'est la nécessité de se livrer principalement à la vente du produit de son travail,

alors que l'agriculteur spéculé dans une certaine mesure sur la production de la terre.

Cependant, dans la pratique, les domaines de l'agriculture et de l'artisanat sont nettement séparés.

A l'agriculture sont rattachées toutes les professions accessoires telles que jardiniers, horticulteurs, maraîchers, éleveurs.

2) *L'artisan rural.*

Il existe pourtant une catégorie d'artisans qui fréquemment peuvent bénéficier des dispositions plus avantageuses existant en faveur des agriculteurs, ce sont les artisans ruraux. L'artisan rural a été défini une première fois par le décret du 9 février 1921 (*J. off.* 11 fév. 1921), rendu en application de la loi du 5 août 1920 (*J. off.* 7 août 1920) sur le crédit mutuel et la coopération agricole. Cet article stipule que les prêts à court terme et à moyen terme prévus par cette loi peuvent être accordés aux petits artisans tels que les maréchaux-ferrants, forgerons, réparateurs de machines, d'outils, d'instruments ou de bâtiments agricoles, les bourreliers, sabotiers, tonneliers, charrons, etc... faisant partie d'un syndicat agricole et n'employant pas plus de deux ouvriers d'une façon permanente. C'est à cette définition que la législation se réfère généralement pour désigner l'artisan rural sans que toutefois l'adhésion à un syndicat agricole soit requise quand la loi ne le stipule pas expressément.

Cet artisan fréquemment possède un peu de bétail et de culture, il est accessoirement un agriculteur et partage la vie professionnelle des travailleurs de la terre.

Les principales dispositions pour lesquelles l'artisan rural ainsi défini est assimilé aux agriculteurs pour la partie artisanale de leur entreprise sont celles qui existent :

1° en matière de crédit : le crédit agricole à court et

moyen terme (loi du 5 août 1920); le crédit agricole à long terme (loi du 17 mars 1931);

2° en matière assurance mutuelle agricole (décret du 2 août 1923);

3° en matière sociale : *a)* accidents du travail (loi du 30 avril 1926); *b)* assurances sociales — subsistance de l'assurance facultative; *c)* allocations familiales; *d)* congés payés.

Toutefois, une définition légèrement plus restreinte fut donnée par les lois Ribot et Loucheur pour les artisans ruraux appelés à en bénéficier. Ils ne pourront, en effet, occuper en dehors des membres de la famille habitant avec eux qu'un seul ouvrier.

Il existe enfin des dispositions spéciales pour l'apprentissage.

§ 6. *L'artisan, le façonnier et le tâcheron*

1) *Caractéristiques du façonnier.*

Il est nécessaire de poser aussi clairement que possible les rapports ou les points de contact existant entre artisans et façonniers. Le terme de façonnier qui est couramment employé est un de ceux sur le sens duquel il est le plus difficile de s'entendre.

On range sous cette étiquette toute une série de travailleurs qui n'ont qu'un seul caractère commun, celui d'exécuter du travail à façon. Or, celui-ci consiste dans l'application à un objet d'un travail qui lui donne une forme ou des qualités nouvelles, mais sans fourniture de matières premières. On peut en déduire que le façonnier est celui qui exécute principalement lui-même un tel travail. S'il ne l'exécutait pas lui-même et s'il spéculait sur l'emploi de main-d'œuvre, il deviendrait un entrepreneur à façon ou de façonnage.

Les deux caractéristiques du façonnier sont donc le travail à façon et le travail personnel.

2) *Le façonnier est-il artisan ?*

La question se pose alors de savoir si le façonnier est dépendant ou non de celui qui lui fournit le travail et les matières premières.

La réponse à cette question nous est fournie une fois de plus par la classique distinction entre le louage de service et le louage d'ouvrage. Lorsqu'un individu exécutera personnellement du travail à façon et qu'il sera lié à celui qui lui donne le travail et la matière première par un contrat de louage de service impliquant dépendance et lien de subordination, nous serons en présence d'un ouvrier façonnier. Lorsque par contre le travail à façon sera exécuté en pleine indépendance et sans que l'intéressé soit lié par un louage de service, mais au contraire par un louage d'ouvrage, nous serons en présence d'un façonnier indépendant.

Comment distinguer alors ce façonnier de l'artisan ?

Le façonnier qui se trouve dans un état de subordination vis-à-vis d'un employeur se distingue nettement de l'artisan, un tel individu étant un ouvrier.

Par contre le façonnier indépendant, et non lié par un louage de service peut être un artisan, lorsqu'il remplit par ailleurs les autres conditions nécessaires. Il se caractérise alors par une certaine manière de travailler tout comme le réparateur est spécialisé dans le travail de réparation.

3) *Le sous-entrepreneur façonnier ou tâcheron.*

Nous devons encore signaler la différence existant entre l'artisan et le sous-entrepreneur à façon et à la tâche. Il s'agit de celui dont l'activité consiste à répartir à des ouvriers le travail qu'il tient d'entrepreneurs principaux, et dont le bénéfice provient du profit réalisé sur le travail distribué. Vu l'origine des ressources il n'est que trop évident qu'une telle personne n'est pas artisan puisqu'elle ne se livre pas, principalement, à la vente du produit de son propre travail. Il ne pourrait

en être autrement que si le sous-entrepreneur participait personnellement et manuellement aux travaux de la profession et ne retirait qu'un bénéfice accessoire du travail des ouvriers. Le Code du travail implique d'ailleurs cette solution dans ses articles 31 *c* et *d* et 33 *c*. En effet ces textes reconnaissent que ces sous-entrepreneurs peuvent également être inscrits au Registre des Métiers comme ils peuvent ne pas l'être.

CHAPITRE III

L'ÉTAT CIVIL

DES ENTREPRISES ARTISANALES

§ 1. *Le Registre des métiers*

1) *Les textes*

La loi du 27 mars 1934 (*J. off.* 29 mars 1934), a institué le Registre des Métiers. Cette loi a été mise en application par un Règlement d'administration publique du 14 août 1936 (*J. off.* du 18 août 1936).

2) *But.*

Le Registre des Métiers est un registre destiné à recevoir l'inscription de tout artisan français ou étranger travaillant en France (art. 3). Il doit « différencier nettement l'artisanat du salariat et de l'industrie, achevant de donner à l'artisan sa physionomie propre et son indépendance » (Rapport Lerolle à la Chambre des Députés).

3) *Quels artisans doivent être inscrits au Registre des Métiers.*

La loi du 27 mars 1934 parle simplement des « artisans ». Il s'agit donc de la définition légale de l'artisan donnée par rapport aux Chambres de Métiers par la loi du 26 juillet 1925. Cette déduction est confirmée par l'ensemble du texte de la loi qui fait intervenir à tout moment les Chambres de Métiers dans le fonctionnement du registre et par les travaux préparatoires qui ne

laissent aucun doute à ce sujet (voir surtout le dernier alinéa du rapport Fèvre au Sénat).

Enfin, le règlement d'administration publique du 18 août 1936 porte dans son article 1^{er} que la déclaration doit être effectuée par tout artisan-maître répondant à la définition donnée par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 complétée par celle du 27 mars 1934.

La question s'est posée de savoir comment certaines sociétés à qui il faut reconnaître le caractère artisanal devaient être inscrites au Registre des Métiers. Après certains flottements, la question a été tranchée dans le sens de l'inscription des associés et gérants pouvant être considérés comme artisans-maîtres. Ainsi, dans une société en nom collectif, ce sont les associés qui exerçaient effectivement et manuellement leur métier qui ont été inscrits personnellement au Registre des Métiers.

Pour les sociétés à responsabilité limitée, la question est actuellement discutée, certains greffes refusant d'inscrire les gérants au Registre des Métiers. En tout cas, la société doit être inscrite au Registre du commerce. Jusqu'à présent, aucune décision judiciaire n'est intervenue sur cette matière.

4) *Le registre local.*

Le Registre des Métiers est tenu dans le ressort de chaque tribunal de commerce (art. 1) ou tribunal civil en tenant lieu, par le greffier de ce tribunal et sous la surveillance du président ou d'un juge par lui délégué (art. 2). Ce registre est le registre local. En réalité, il y a deux registres locaux. L'un chronologique constate l'ordre de dépôt des déclarations faites par l'assujetti. Lors de l'inscription à ce registre, il est délivré un récépissé détaché de la souche constatant le fait du dépôt. L'autre registre est analytique et contient des déclarations qui sont reproduites sur une série de folios

dont chacun est consacré à un établissement. Sur ce folio, le greffier donne le numéro de la déclaration initiale d'inscription.

Lorsque les indications contenues dans la déclaration ont été reproduites au registre analytique, le greffier remet au déposant un des exemplaires de la déclaration dûment signé et authentifié pour valoir certificat de l'inscription. Les exemplaires des déclarations conservées au greffe du tribunal sont reliés au moins chaque année par les soins du greffier et dans leur ordre numérique.

Les deux registres, chronologique et analytique, sont cotés, paraphés et vérifiés à la fin de chaque mois par le président du tribunal ou le juge chargé de la surveillance. Mention de la vérification est faite par le soin du tribunal et sous la signature du juge vérificateur.

Il existe un répertoire alphabétique du registre analytique.

5) *Le registre central.*

Un registre central est tenu pour toute la France continentale à Paris, à l'Office national de la propriété industrielle. Le directeur de l'Office est chargé de le tenir.

Dans la première semaine de chaque mois et après vérification des registres par le président du tribunal ou le juge délégué, le greffier transmet à l'Office national de la propriété industrielle un des trois exemplaires des déclarations qu'il a enregistrées dans le cours du mois à fin d'immatriculation, modifications et radiation. Sont également notifiées toutes inscriptions d'office effectuées par le greffier. Les radiations sont effectuées comme pour le registre local au vu de la déclaration déposée par l'intéressé ou par avis donné par le greffier. Il est également tenu un répertoire alphabétique des déclarations déposées au registre central.

6) Délai d'inscription.

a) *Artisans installés au moment de l'entrée en vigueur du décret du 14 août 1936.* — Ces artisans qui devaient d'abord demander leur immatriculation dans les trois mois ont obtenu des prolongations successives dont la dernière a expiré le 18 novembre 1937.

b) *Artisans installés par la suite.* — L'article 4 de la loi du 27 mars 1934 précise que tout artisan doit demander son inscription dans le délai d'un mois à partir de l'acquisition de l'entreprise artisanale. A ce sujet, l'article 21 ajoute que toute inscription doit être requise dans le mois à partir de la date de l'acte ou du fait à inscrire ou s'il s'agit d'une décision de justice à partir du jour de cette décision.

7) Contenu du registre.

a) *Qui a qualité pour faire une déclaration ?.* — L'artisan-maître lui-même est qualifié pour demander l'inscription. Il peut également la requérir par un mandataire muni d'une procuration spéciale. Cette procuration peut être sous seing privé, mais doit être timbrée et enregistrée. Elle est laissée au greffe. La signature du mandant doit être légalisée (art. 19 du R.A.P.).

Dans la pratique, de nombreux syndicats artisanaux ont été habilités à faire inscrire directement leurs adhérents.

b) *Compétence territoriale.* — Au point de vue territorial, l'artisan doit se faire immatriculer au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve le siège de l'entreprise.

c) *Forme de la déclaration.* — La déclaration primitive est rédigée sur des formulaires spéciaux remis au greffe. Elle est rédigée en trois exemplaires (art. 2). Si l'intéressé dépose lui-même sa déclaration, le greffier doit s'assurer de son identité. La déclaration doit être accompagnée du certificat artisanal étudié plus loin (art. 6 de la loi du 27 mars 1934).

d) *Réception de la déclaration.* — Le greffier doit vérifier si toutes les formalités sont remplies. Au cas où toutes les indications exigées par la loi ne seraient pas fournies, le greffier pourrait refuser l'inscription.

Dans le cas contraire, il accepte la déclaration et inscrit en tête de celle-ci :

- 1° le numéro d'ordre de la déclaration ;
- 2° la date et l'heure du dépôt ;
- 3° les nom, prénoms et domicile du déclarant ;
- 4° le numéro analytique.

Il délivre à l'artisan un récépissé portant les mêmes mentions.

Ce n'est qu'après l'accomplissement de toutes les formalités que ce dernier reçoit un des exemplaires de sa déclaration dûment signé.

e) *Contenu de la déclaration.*

I. — *La déclaration originale* doit comprendre les mentions prévues par les articles 4 et 5 de la loi du 18 mars 1919, mentions rappelées aux articles 4 et 5 du règlement d'administration publique du 14 août 1936. Ce sont :

a) des renseignements concernant l'état civil : nom de famille et prénoms, date et lieu de naissance, nationalité d'origine et au cas où l'artisan a acquis une autre nationalité, le mode d'acquisition de celle-ci et au cas où le demandeur est étranger, la date d'autorisation de son établissement de domicile en France et le cas échéant, le numéro, la date et le lieu de délivrance de la carte spéciale d'artisan étranger prévue par le décret-loi du 8 août 1935 sur la protection des artisans français contre les artisans étrangers (V. pour les étrangers, p. 197).

b) des renseignements concernant l'entreprise : le nom sous lequel le métier est exercé, le pseudonyme ou surnom (al. 2), l'objet du métier (al. 8), le ou les lieux d'exploitation artisanale en distinguant le prin-

cial établissement (al. 9), le nombre des compagnons et celui des apprentis (al. 10), les établissements précédemment exploités (al. 11), la date à laquelle l'artisan a commencé l'exploitation du fonds artisanal (al. 12), les brevets d'invention exploités désignés par la date de dépôt et le numéro de délivrance, les marques de fabrique et de commerce étant désignées par la date, le lieu et le numéro de dépôt (article 6);

c) des renseignements sur la capacité civile de l'artisan : la date de l'acte d'émancipation pour le mineur et la date de l'autorisation maritale pour la femme mariée, le régime matrimonial et s'il y a lieu l'acte rétablissant la communauté dissoute après séparation de corps ou de biens, prévue par l'article 1451 du Code civil.

II. — *Les déclarations complémentaires* concernant des modifications intervenant après l'inscription dans la situation de l'intéressé. Ces modifications doivent être demandées :

a) Par l'artisan :

1° pour toute modification et tout changement se rapportant aux faits dont l'inscription est requise sur la déclaration originale;

2° pour toute cession de fonds artisanal;

3° pour l'acte rétablissant la communauté dissoute, prévu à l'article 1451 du Code civil.

b) Par le greffier.

1° pour tout jugement et arrêt prononçant le divorce ou la séparation de corps ou de biens de l'artisan;

2° pour tout nantissement du fonds artisanal et si celui-ci constitue un fonds de commerce, le renouvellement et la radiation ou l'inscription du privilège du créancier gagiste;

3° pour les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite ou liquidation judiciaire homologuant un concordat, prononçant la résolution ou l'annulation, déclara-

rant l'excusabilité, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif, rapportant un jugement de clôture ou prononçant la réhabilitation ;

4° pour les rectifications judiciaires de mentions inexactes portées au registre.

Le greffier chargé du registre est averti par le greffier du tribunal ou de la cour ayant rendu le jugement ou l'arrêt, au moyen d'une lettre recommandée. Ces inscriptions sont opérées d'office par lui quand le jugement est rendu par le tribunal du greffe auquel est tenu le registre, notamment lorsqu'il s'agit des nantissements et renouvellements et inscriptions de privilèges.

f) *Formes requises.*

Les mentions exigées doivent être écrites sur la déclaration, lisiblement, sans abréviation ni altération, ni surcharge. Les renvois en marges doivent être paraphés et leur nombre, ainsi que celui des mots rayés nuls doit être compté et certifié.

8) *Le certificat artisanal* (art. 6 de la loi du 27 mars 1934 ; art. 3, du R.A.P. du 14 juillet 1936).

La déclaration doit être accompagnée d'un certificat justifiant de la qualité d'artisan. « Ce certificat doit être délivré soit par la Chambre de Métiers établie dans le ressort, soit par un syndicat professionnel d'artisans, soit par une association professionnelle d'artisans régulièrement déclarée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. Si dans la commune où est exploité le fonds artisanal, il n'existe ni syndicat professionnel, ni association artisanale pouvant délivrer ce certificat, celui-ci est délivré par le maire de la commune et à Paris, par le commissaire de police du quartier ». L'interprétation de cet article a donné lieu à un certain nombre de difficultés qu'il n'est pas inutile de passer en revue.

a) *Délivrance par les Chambres de Métiers.*

L'article 6 parle de « la Chambre de Métiers établie dans le ressort ». Cette expression est nettement défectueuse, car littéralement interprétée, elle n'habiliterait à la délivrance des certificats, que les Chambres de Métiers établies dans le ressort du tribunal de commerce ou du tribunal civil en faisant fonction. Comme dans un département, il n'y a généralement qu'une Chambre de Métiers et qu'il peut y avoir plusieurs tribunaux de commerce, les tribunaux de commerce dans le ressort desquels aucune Chambre de Métiers ne se trouve, pourraient ne pas admettre les certificats délivrés par ces compagnies. Cette interprétation stricte est d'ailleurs unanimement rejetée. On considère que la Chambre de Métiers a le pouvoir d'établir les certificats pour tous les artisans de son ressort et qu'ils sont valables devant tous les tribunaux se trouvant dans sa circonscription.

b) Le certificat peut donc être délivré par les Chambres de Métiers, mais il peut l'être également par un *syndicat professionnel d'artisans* ou une association professionnelle d'artisans régulièrement déclarée, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901.

Quelles conditions doivent remplir les syndicats et associations dont les certificats pourront être reconnus comme valables. Il faut d'abord pour les syndicats, qu'ils soient régulièrement constitués, conformément à la loi de 1884 ; pour les associations, qu'elles soient déclarées conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. Mais l'article 6 exige en outre qu'il s'agisse d'un syndicat ou d'une association artisanale. Or, aucun texte juridique n'a défini cette qualité, aussi, est-ce aux tribunaux qu'il appartiendra d'apprécier si un syndicat ou une association remplit bien les conditions voulues pour pouvoir être considéré comme artisanal. A titre indicatif, il est intéressant de signaler l'interprétation de cette condition par voie de question écrite. Le ministre

du Travail a déclaré, en effet, que le syndicat ou l'association devront être composés exclusivement d'artisans (Rép. min. Trav., *J. off.* Débats parl. Ch. des députés, 1937, p. 1036) Les unions de syndicats ayant les mêmes pouvoirs que les syndicats sont également habilités à délivrer les certificats.

c) *Délivrance par le maire ou le commissaire de police.*

Lorsqu'il n'existe dans la commune où est établi le fonds artisanal ni syndicat, ni association artisanale pouvant délivrer le certificat, ce dernier est délivré par le maire de la commune et à Paris, par le commissaire de police du quartier.

d) *Autorité compétente pour statuer sur la validité d'un certificat.* — Quelle est l'autorité chargée d'apprécier si le certificat peut être considéré comme acceptable ? La loi est muette à ce sujet. Aussi, doit-on donner compétence au greffier, sous le contrôle du juge. Cette attribution ressort d'ailleurs du renvoi par l'article 7 du R.A.P. du 14 décembre 1931 aux articles 3 et 4 du R.A.P. du 17 juillet 1936 qui chargent le greffier de s'assurer si toutes les formalités imposées sont remplies. Le certificat artisanal étant une de ces formalités, il faut reconnaître sa compétence. Les litiges, à ce sujet, pourraient être portés indirectement devant le juge de paix par l'intervention de la Chambre de Métiers. Pourraient-ils l'être directement par les intéressés dont le certificat serait contesté par le greffier ? Aucun texte ne donnant de précision à ce sujet, il semble qu'on doive conclure par la négative.

e) *Taxe.* — La loi du 10 mars 1937 n'ayant pas prévu que ces certificats seront dispensés du timbre et d'enregistrement, l'administration perçoit depuis le 1^{er} novembre 1938, le timbre de dimension.

9) *Inscription modificative et radiation.*

Lorsque le greffier sera requis d'inscrire des mentions

susceptibles d'annuler les mentions existantes, il aura à rayer celles-ci à l'encre rouge, avec indication en marge, des références, de la mention nouvelle, et du numéro sous lequel la déclaration ou la réquisition qui en demandait l'inscription est elle-même enregistrée.

Radiation. — Lorsqu'un artisan cesse d'exploiter son entreprise soit qu'il vienne à décéder, soit qu'il cède son fonds, il y a lieu à radiation. Elle peut aussi être décidée d'office à la demande du juge.

La radiation par cessation d'entreprise est indiquée par deux traits croisés en diagonale à l'encre rouge. Indication est faite en marge à l'encre rouge si la radiation est faite à la requête du juge chargé de la surveillance ou de toute autre personne compétente.

10) *Publicité.*

Toute personne peut se faire délivrer, à ses frais, par le directeur de l'Office national de la propriété industrielle ou par le greffier du tribunal, une copie des inscriptions portées respectivement au registre central ou local (art. 24).

Les copies délivrées doivent porter toutes les mentions indiquées sur l'original (art. 26) sauf :

1° Les nantissements du fonds artisanal dans les mêmes conditions que pour le registre de commerce ;

2° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire, quand il y a eu réhabilitation judiciaire ou légale ;

3° Les jugements d'interdiction ou de nomination d'un conseil judiciaire lorsqu'il y a eu mainlevée.

Les copies sont certifiées conformes par le directeur de l'Office national de la propriété industrielle ou par le greffier du tribunal. Lorsqu'il n'existe pas d'inscription au nom de la personne désignée, le directeur de l'Office ou le greffier donne un certificat négatif (art. 25).

11) *Contrôle des Chambres de Métiers.*

La loi du 27 mars 1934 instituant le Registre des Métiers renferme une innovation importante qui n'existe pas pour le Registre du commerce. C'est l'institution d'un certain contrôle des Chambres de Métiers sur le Registre des Métiers.

a) *Quelle est la Chambre de Métiers qualifiée pour exercer le contrôle.* — La loi et les textes réglementaires ont adopté la terminologie défectueuse : « La Chambre de Métiers établie dans le ressort du tribunal ». Il y a lieu incontestablement d'interpréter celle-ci dans le sens de « la Chambre de Métiers compétente pour le ressort du tribunal ».

b) *Quel contrôle la Chambre de Métiers peut-elle exercer ?* — L'article 5 de la loi du 27 mars 1934 précise que la Chambre de Métiers pourra requérir d'office l'immatriculation d'une entreprise artisanale, de même que l'inscription d'indications omises ou la radiation d'immatriculations ou inscriptions inexactes ou correspondant à des entreprises ayant cessé d'exister.

Toutefois, le contrôle continué envisagé par la législation semble devoir être très difficile. Pourtant, il avait été facilité par l'exonération complète des demandes de renseignements émanant des Chambres de Métiers. En effet, les copies des inscriptions au Registre des Métiers et les certificats de non inscription, tant au registre local qu'au registre central leur sont délivrées gratuitement.

Cependant, il résulte d'une réponse ministérielle du 22 septembre 1937 que les frais de radiation d'une personne inscrite à tort et radiée à la demande de la Chambre de Métiers sont à la charge de celle-ci, cette décision étant motivée par le fait que la radiation est demandée dans l'intérêt des artisans et doit être supportée par l'organisme officiel des artisans (Rep. Min. Trav. *J. O.* Déb. Parl. Ch. des Dép., 1937, p. 5190).

c) *Forme de l'action des Chambres de Métiers.* — Le président de la Chambre de Métiers adresse toute requête au président du tribunal. Le greffier avise l'intéressé de cette requête au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception. L'intéressé a 15 jours pour faire opposition. Si à l'expiration des 15 jours aucune opposition n'est formulée, il est satisfait à la requête du président de la Chambre. Dans le cas contraire, le juge de paix du domicile est saisi et doit statuer.

Une réponse du ministre du Travail indique que « cette instance a un caractère contentieux et qu'en conséquence, le juge de paix saisi doit statuer par une sentence soumise à enregistrement et conséquemment la partie perdante sera condamnée aux frais dont l'avance devrait être faite par les Chambres de Métiers » (Rép. minist. Trav., 1937, n° 5190, *J. off.*, Déb. Chambre des Députés, 1938, p. 1593).

12) *Obligations de l'artisan.*

L'artisan doit mentionner le numéro d'immatriculation au Registre des Métiers dans les factures, lettres, notes, tarifs, prospectus (art. 7 de la loi du 27 mars 1934).

13) *Sanctions.*

I. — *Défaut d'immatriculation.* — a) Conséquences au point de vue juridique. — Au point de vue juridique, l'absence d'immatriculation ou les immatriculations incomplètes n'ont pas pour conséquence de rendre les renseignements non publiés inopposables au tiers. C'est la solution qui a prévalu pour le Registre du commerce et elle doit s'appliquer également au Registre des Métiers.

b) Conséquences au point de vue pénal. — L'inobservation des formalités légales entraîne un certain nombre de sanctions d'ordre pénal.

Est puni d'une amende de 16 à 200 fr. tout artisan qui ne requiert pas l'immatriculation dans les délais voulus. L'amende sera prononcée par le juge de paix à la requête du président du tribunal chargé de la surveillance (art. 8 de la loi du 27 mars 1934). La question se pose de savoir si le fait pour l'artisan de ne s'être pas fait inscrire au Registre des Métiers dans le délai imparti par la loi doit nécessairement être puni d'une amende lorsqu'il est soumis au juge de paix. Il suffira de rappeler que pour le Registre du commerce, la jurisprudence était contradictoire.

Ces jugements sont-ils susceptibles d'appel ? Pour le Registre du commerce, il a été décidé qu'il y a possibilité d'appel (Cass. civ., 24 nov. 1926, S. 1926.1.109), la même solution semble donc devoir être admise.

En ce qui concerne la radiation, il est à remarquer que la radiation d'office est possible et que la radiation à la demande des intéressés est facultative.

II. — *Mentions inexactes.* — Les sanctions sont les mêmes que pour le Registre du commerce et semblent devoir être appliquées par les mêmes juridictions.

Le tribunal compétent est le tribunal correctionnel chargé d'appliquer les peines. Il est saisi par le président du tribunal de commerce ou le juge délégué qui dénoncera au procureur de la République les infractions. Le procureur pourrait d'ailleurs entamer les poursuites sur plainte des particuliers.

Toute indication inexacte donnée de mauvaise foi est punie d'une amende de 100 à 2.000 fr. et d'un emprisonnement d'un mois à 6 mois ou de l'une de ces peines.

Le jugement prononçant la sanction ordonne rectification de la mention inexacte. L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Il en est de même si un artisan a omis de s'inscrire, ou a sciemment donné des mentions inexactes. Le nouvel alinéa 3 de l'article 586 du Code de commerce y ajoute

les peines facultatives de banqueroutes. En cas d'inexactitude involontaire, seule la responsabilité civile de l'artisan est engagée, s'il y a eu faute au sens des articles 1382 et 1383.

III. — *Sanctions relatives aux personnes et autorités chargées de la tenue de ce registre.* — Il est prévu simplement des sanctions disciplinaires. Toutefois le greffier qui dresserait sciemment une déclaration inexacte pourrait être poursuivi pour faux en écriture publique. Le greffier et le juge engageraient leur responsabilité en cas de mauvaise foi démontrée.

14) *Emoluments et taxes* : (pour les détails, voir le décret du 14 août 1936).

15) *Conclusion sur le système du Registre des Métiers.*

En résumé, en jetant un coup d'œil d'ensemble sur la législation du Registre des Métiers, on s'aperçoit que celui-ci a bien, dans une certaine mesure, les mêmes caractéristiques que le Registre du commerce, à savoir qu'il est une centralisation des renseignements intéressant les tiers et un répertoire d'état civil des établissements artisanaux. Toutefois, certaines caractéristiques se rapprochent également du système des registres constitutifs de droit. Nous avons vu que la production du certificat artisanal marque une tendance en ce sens. Le contrôle et la surveillance des Chambres de Métiers confèrent également au Registre des Métiers une valeur particulière. Ces caractéristiques sont-elles suffisantes pour faire considérer que ce registre est un moyen formel de séparer les artisans des non-artisans. La jurisprudence à venir le décidera.

§ 2. *Liste des ressortissants de la Chambre de Métiers*

Cette liste conditionne l'établissement des états matriciels servant à la perception de la taxe pour frais de Chambre de Métiers.

Toutefois, l'artisan, tout en étant obligatoirement inscrit sur cette liste n'encourt aucune sanction directe pour défaut d'inscription. C'est simplement lorsqu'il demandera à la Chambre de Métiers un avantage quelconque qu'il pourra être appelé à justifier de son inscription. Les Chambres de Métiers peuvent d'ailleurs inscrire d'office les personnes qui répondent, d'après elles, aux conditions nécessaires pour être artisans.

La radiation se fera surtout à la suite de réclamations justifiées pour taxe pour frais de Chambre de Métiers.

Cette liste n'a d'ailleurs aucune valeur juridique. Elle n'indique pas si l'intéressé est artisan ou non. Elle est simplement rendue indispensable pour le fonctionnement de la Chambre. L'inscription à tort ou la non inscription ne sauraient donner lieu à un contentieux de responsabilité sauf en cas de faute personnelle. Ces listes doivent être assimilées, à ce sujet, aux listes que tiennent tous agents chargés de l'assiette d'une taxe.

§ 3. *Liste électorale de la Chambre de Métiers*

Si le véritable registre d'état civil de l'artisanat est le Registre des Métiers, il existe d'autres listes sur lesquelles les artisans sont en tant que tels normalement inscrits. Ce sont les listes électorales des Chambres de Métiers. Toutefois, comme il s'agit de l'exercice du pouvoir électif, l'inscription sur ces listes est réservée aux artisans présentant les conditions requises pour être électeurs. Nous reviendrons en détail sur les conditions d'inscription sur les listes électorales à l'occasion de l'étude des Chambres de Métiers.

§ 4. *Liste électorale consulaire*

1) *Coïncidence des listes servant aux élections des Chambres et des tribunaux de commerce.*

En vertu de l'article 2 de la loi du 15 février 1908, la liste électorale qui sert à l'élection de la Chambre de commerce est la même que celle dressée pour l'élection au tribunal de commerce. Sans doute, cette coïncidence des deux listes n'est-elle réalisée parfaitement que lorsque le ressort de la Chambre de commerce coïncide également avec le ressort du tribunal de commerce. Mais la non coïncidence territoriale des deux listes ne présente pour nous aucun intérêt. Seule, l'assimilation complète des conditions requises pour être inscrit en présente. Celle-ci étant réalisée, nous appellerons sous le terme général de listes consulaires celles qui servent pour les élections aux Chambres et tribunaux de commerce.

2) *Qualités requises pour être inscrit sur les listes électorales consulaires.*

a) Tout d'abord, il faut être citoyen français et ne pas être exclu pour indignité. Ces conditions qui sont générales pour tous les inscrits ne nécessitent pas un examen détaillé. Par contre, les deux autres conditions requises seront les critères d'après lesquels la distinction se fera entre l'artisan qui peut être inscrit sur les listes électorales consulaires et celui qui ne peut pas l'être.

b) Il faut être patenté. Cette condition déjà n'est pas remplie par un certain nombre d'artisans. Il s'agit de tous ceux que la loi de 1880 sur la patente exempte de cet impôt comme ne se livrant aucunement au négoce. Il sera précisé plus loin quels artisans peuvent en être exonérés.

c) Il faut être commerçant et inscrit au Registre du

commerce. Nous avons analysé plus haut comment l'artisan pouvait être commerçant puisque il n'est pas nécessaire pour cela de se livrer principalement aux actes de commerce et que par conséquent l'artisan qui se livrait principalement à la vente du produit de son propre travail pouvait, en se livrant accessoirement aux actes de commerce, être également commerçant. Tous les artisans qui sont juridiquement des commerçants peuvent être inscrits sur les listes électorales consulaires et élire des représentants aux Chambres et tribunaux de commerce. Mais il faut qu'ils soient également inscrits aux Registres du commerce. Cette exigence de la loi du 1^{er} juin 1933 est consacrée également par l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 sur les Chambres de Métiers et par l'alinéa 4 de l'article 4 de la loi du 27 mars 1934 sur le Registre des Métiers. En effet, l'article 6 de la loi du 26 juillet 1925 prévoit que le maître-artisan inscrit sur la liste électorale de la Chambre de Métiers peut également rester inscrit sur la liste des électeurs de la Chambre de commerce, il aurait été préférable de dire la liste des électeurs consulaires, s'il remplit les conditions exigées des commerçants et industriels à ce sujet. L'article 4 de la loi du 27 mars 1934 sur le Registre des Métiers confirme que les artisans inscrits au Registre des Métiers doivent être également inscrits au Registre du commerce, s'ils entendent rester électeurs consulaires. On ne peut donc plus, à l'heure actuelle, affirmer que les artisans ne peuvent être inscrits sur la liste des électeurs consulaires (voir à ce sujet Sirey *Répertoire de droit*, Tribunal de commerce). L'opinion de l'auteur de cet article s'appuie sur un arrêt récent. Il s'agissait d'un serrurier travaillant avec un apprenti et se livrant principalement à la vente du produit de son propre travail. En raison de cette situation, l'intéressé n'était pas imposé aux bénéfices industriels et commerciaux (Cass., 28 fév. 1933, D., 1933.1.103). Aussi, la Cour de cassation re-

fusa-t-elle l'inscription de cette personne sur les listes consulaires. Il s'agit donc d'un petit artisan qui effectivement, vu les dimensions de son entreprise, ne paraît pas avoir eu la qualité de commerçant, même accessoirement. On peut en conclure que seuls les artisans non commerçants ne pourront pas être inscrits sur les listes électorales consulaires.

§ 5. *Le Registre du commerce*

1) *Dans quels cas, l'artisan peut-il y être inscrit ?*

Le Registre du commerce constitue le répertoire des établissements commerciaux, il est un instrument de publicité obligatoire pour les commerçants, le défaut d'inscription étant sanctionné par une amende. L'artisan est-il tenu de s'y faire inscrire ? A cette question, il n'est pas possible de donner une réponse absolument générale. Il faut faire une distinction parmi les artisans, suivant qu'ils ont ou non la qualité juridique de commerçant. Lorsqu'un artisan répondant à la définition de l'article 1^{er} du Code de commerce exercera des actes de commerce en en faisant sa profession habituelle, il semble qu'il doive être inscrit au Registre du commerce. En ce sens (Rép. minist. Trav., *J. off.*, Déb. parl. Chambre 3 mars 1938. Senès). Il y est également inscrit lorsqu'il a demandé à être maintenu sur la liste des électeurs à la Chambre de commerce et qu'il remplit les conditions exigées des commerçants et industriels pour cette inscription (loi du 15 juill. 1930).

Une question se posera dans la pratique pour l'application des sanctions à un artisan qui aurait la qualité juridique de commerçant et qui ne serait pas inscrit au Registre du commerce. Il semble qu'il sera difficile de lui appliquer l'amende, alors surtout que la distinction entre artisan et commerçant est extrêmement difficile et nuancée. D'autre part, au point de vue

de la publicité, les deux inscriptions au Registre du commerce et au Registre des Métiers rendent les mêmes services. On peut donc admettre qu'un artisan qui aurait la qualité juridique de commerçant, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du Code de commerce ne pourrait être poursuivi pour défaut d'inscription au Registre du commerce.

2) *Inscription.*

En cette matière, rien de spécial à signaler, l'artisan suivant les règles générales applicables en la matière.

Toutefois il est nécessaire de présenter une pièce prouvant l'existence de l'entreprise. Parmi les autorités qualifiées pour les délivrer figurent le maire de la localité et à Paris les commissaires de police, comme, dans certains cas pour le Registre des Métiers. Doit-on en conclure que les attestations délivrées pour les deux registres possèdent les mêmes caractères ? L'interprétation qu'en a donnée la direction du timbre indique la solution négative. En effet pour le Registre du commerce elle estime qu'il ne s'agit pas d'un certificat attestant que le demandeur est commerçant mais d'un acte de police générale par lequel le maire affirme la réalité de l'entreprise (décision du 20 juill. 1936). Aussi cette attestation est-elle exonérée du timbre. Pour le Registre des Métiers par contre la loi prévoit au contraire un certificat artisanal. On ne peut donc pas l'assimiler à un acte de police générale.

CHAPITRE IV

L'ATELIER ARTISANAL

§ 1. *Facilités accordées aux artisans pour se procurer un atelier*

La première question qui se pose à celui qui veut s'installer comme artisan est de savoir où il établira le lieu de son travail. Sans doute, dans un certain nombre de professions, il pourra travailler en chambre ou en chantier et n'aura pas besoin d'atelier. Mais très généralement, l'activité professionnelle de l'artisan l'obligera à avoir un local spécialement affecté au travail. Pour ce procurer ce local, il se trouvera en face de deux solutions, le louer ou en acquérir la propriété. Dans un cas comme dans l'autre, s'il se trouve en face d'un propriétaire ordinaire, il devra se comporter comme tout autre locataire ou acheteur.

Cependant, certaines dispositions législatives sont intervenues en faveur des artisans :

A. — *Lois Loucheur et Ribot.*

D'une part les petits artisans ruraux pourront invoquer le bénéfice des lois Ribot et Loucheur. Elles ne touchent malheureusement qu'un très petit nombre de personnes. Voir à ce sujet page 169.

D'autre part, la loi du 2 août 1932 a permis l'organisation pour l'artisanat de la coopération en matière immobilière.

B. — *Loi du 2 août 1932. J. off., 4 août 1932).*

1) *Nature des constructions que l'artisan peut édifier, louer ou acheter.* — L'artisan pourra construire lui-même, acheter ou louer les constructions qui auront été édifiées ou aménagées par les sociétés coopératives. Celles-ci peuvent construire ou aménager des immeubles collectifs ou des maisons individuelles comportant des logements et ateliers, des cités-jardins ainsi que des maisons collectives ou individuelles à usage artisanal. Nous étudierons au chapitre du crédit les différentes conditions de prix, d'hygiène et de technique exigées.

2) *Diverses modalités de la loi du 2 août 1932.*

a) L'artisan peut acquérir auprès d'une coopérative artisanale de construction un immeuble déjà construit ou aménagé, sans recourir à l'emprunt. Ce cas ne sera pas fréquent, l'artisan ne disposant que rarement des sommes nécessaires.

b) Il peut également devenir propriétaire d'un immeuble construit ou à construire, aménagé ou à aménager, ou d'une partie de cet immeuble en combinant la construction ou l'achat avec un prêt à long terme. Les diverses modalités de ces opérations seront étudiées au chapitre du crédit.

c) Enfin, il peut se borner à prendre en location un atelier dans un immeuble construit par une société coopérative. Il suffit à cet effet que l'artisan répondant aux conditions exigées plus haut se mette d'accord avec la société coopérative. En dehors du loyer normal, il devra souscrire une ou plusieurs parts de la société selon les dispositions des statuts. Jusqu'à présent, il n'existe qu'une réalisation dans ce genre, c'est la Cité artisanale Clémentel construite par une société immobilière sous le contrôle de la Confédération générale de l'Artisanat français. Il n'est pas douteux que les constructions d'immeubles de ce genre, dans les différents quartiers

des grandes villes, pourraient faciliter grandement aux artisans l'exercice de leur profession, car ils pourraient y trouver, pour des prix modérés, des installations des plus modernes.

3) *Qui pourra bénéficier de cette loi ?* — Seuls les petits artisans au point de vue du crédit peuvent construire, acheter ou occuper les immeubles construits en vertu de la loi de 1932 et obtenir les prêts nécessaires.

4) *A quels organismes l'artisan devra-t-il s'adresser ?*

a) Pour l'acquisition ou la location d'immeubles déjà construits. — L'artisan devra s'adresser à une société coopérative accomplissant les opérations immobilières prévues à l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1932.

b) Pour l'obtention des prêts. — L'artisan devra s'adresser à une Union artisanale de crédit. Ce sont en effet ces unions qui ont été prévues par l'article 3 des lois des 27 décembre 1923 et 1^{er} mai 1929 comme ayant pour but exclusif l'accomplissement des opérations de crédit, qui sont autorisées à accorder les prêts nécessaires à l'achat ou à la construction.

§ 2. *Rapports locatifs entre artisans et propriétaires*

Quel est le régime juridique applicable aux locaux dans lesquels l'artisan exerce sa profession ? Cette question a soulevé de nombreuses discussions doctrinales, elle a donné lieu à des arrêts contradictoires. Aussi, allons-nous examiner successivement les situations qui se présentent :

1) *L'artisan au point de vue de la propriété commerciale.*

a) *Définition.* — Sous la dénomination propriété commerciale, on désigne le droit reconnu au propriétaire d'un fonds de commerce d'obtenir du bailleur, sous certaines conditions, le renouvellement du bail

des locaux dans lesquels s'exploite le fonds ou à son défaut une indemnité (voir Escarra : *Principes de droit commercial*, tome I, n° 530).

b) *Rappel du but de cette législation.* — La loi du 30 juin 1926, modifiée par celles du 22 août 1927, du 28 mars 1928 et du 13 juillet 1933 a eu pour but d'éviter la désagrégation de l'ensemble des éléments qui constituent l'entreprise des commerçants et industriels, par la suppression du droit au bail. Aussi, donnent-elles aux commerçants et industriels le droit au renouvellement du bail à l'encontre d'un propriétaire mal intentionné.

c) *L'artisan peut-il en bénéficier ?* — La réponse, après les hésitations de la jurisprudence, semble aujourd'hui fixée dans le sens de l'affirmative. Les divergences qui s'étaient produites provenaient de l'imprécision de la définition du commerçant et des nombreuses équivoques planant encore sur le mot artisan.

1° Tout d'abord, ainsi que nous l'avons vu au chapitre « L'artisan et le commerçant » de nombreux artisans sont en même temps commerçants. Ils ont donc droit à la protection de la propriété commerciale et peuvent demander à leur propriétaire le renouvellement d'un bail arrivant à expiration.

2° Ensuite, l'alinéa 2 de l'article 18 des lois du 30 juin 1926 et 13 juillet 1933 précise expressément : « La présente loi est applicable aux établissements d'enseignement ainsi qu'aux artisans et façonniers que les lois fiscales des 31 juillet 1917 et 30 juin 1923 ont exonérés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ». Quelle est la portée de cet article ? Rend-il applicable la propriété commerciale aux artisans qui ne seraient pas commerçants, ou a-t-il simplement pour effet de préciser que les artisans commerçants, bien que bénéficiant de la fiscalité arti-

sanale peuvent revendiquer le bénéfice de ces lois ? La deuxième solution a été soutenue (Voir not. *Répertoire général du droit français*, V^o *Propriété commerciale*, n. 23 et s.). L'auteur de l'article estime que cette disposition a simplement pour effet de préciser que les dispositions fiscales ne peuvent avoir pour effet de priver du droit au renouvellement les artisans commerçants considérés par cette fiscalité comme salariés. A l'appui de cette thèse, on cite l'arrêt du Tribunal de Nevers du 4 novembre 1931 (*Gaz. Pal.*, 1932.1.24). Est également invoquée l'autorité de la Commission supérieure de cassation. Cette opinion est tirée des arrêts des 9 février 1928 et 15 mars 1928 (*Rev. Loyers*, 1928. p. 518 et 520). La formule adoptée par cette commission supérieure dans les arrêts précités, formule qui est reproduite dans l'arrêt du Tribunal de Nevers, est la suivante : « Les artisans ne peuvent opter pour la loi du 30 juin 1926 ou celle du 1^{er} avril 1926. Leur assujettissement à l'une et à l'autre n'est pas à leur choix, mais selon leur état. Les artisans ou façonniers qui n'exercent aucun commerce, ni industrie, ne peuvent se prévaloir de la loi du 30 juin 1926, alors que ceux qui exercent un commerce ou une industrie ne peuvent se prévaloir que de la loi du 30 juin 1926, sans que le cumul de l'une et l'autre loi soit permis » (Cour sup. de cass., arrêt du 15 mars 1928, précité).

D'après ces textes, l'artisan non commerçant ne pourrait pas bénéficier de la loi du 30 juin 1926. Pourtant, il semble qu'à l'heure actuelle, la solution contraire soit admise. Celle-ci est d'ailleurs basée sur des arguments juridiques et pratiques extrêmement solides. D'abord, au point de vue juridique, on peut répondre que la Cour supérieure de cassation fonctionnant pour l'application de la loi du 1^{er} avril 1926 n'a aucune qualité pour interpréter celle du 30 juin 1926.

Ensuite, en faisant l'analyse du texte de l'article 18,

on voit que les artisans bénéficiaires de l'article 23 sont placés à côté des établissements d'enseignement qui n'ont pas le caractère commercial. Il faut donc penser que le législateur a voulu faire bénéficier les artisans non commerçants, mais qui sont pourtant des chefs d'entreprise, liés pour l'exploitation de celle-ci à un local où ils l'exercent, du droit au renouvellement du bail, comme cela a été décidé pour les établissements d'enseignement. Cette solution a d'ailleurs été consacrée par le Tribunal de Lyon (arrêt du 21 juin 1929 Mon Lyon 19 août 1930). Cet arrêt a accordé le renouvellement du bail à des artisans non commerçants du moment qu'ils répondaient par ailleurs aux conditions de l'article 23 du Code général des contributions directes. En ce sens enfin, un arrêt non équivoque de la Cour de Paris du 8 juin 1936, s'exprime dans les termes suivants :

« Attendu que l'artisan qui n'est ni commerçant, ni industriel jouit comme professionnel des avantages de la loi du 1^{er} avril 1926 modifiée par la loi du 29 juin 1929 ;

« Attendu d'autre part que l'artisan est également habilité à se réclamer des dispositions de la loi protégeant la propriété commerciale (loi du 30 juin 1926 art. 18) ;

« Attendu qu'il est de jurisprudence constante que l'admission des artisans au bénéfice de la loi du 29 juin 1929 n'a pas eu pour conséquence de les priver du bénéfice de la loi du 30 juin 1926 » (Dalloz hebdomadaire, 1936, p. 390).

Ces dispositions pourtant laissent subsister une lacune, car en interprétant les textes rigoureusement, un artisan qui ne bénéficie pas de l'article 23 du Code général, qui occupe par exemple deux ouvriers, et qui n'est pas commerçant, ne peut pas se prévaloir de la propriété commerciale. Ce cas d'ailleurs, il faut le reconnaître, est extrêmement rare, vu qu'en règle

générale, un artisan qui occupe deux ouvriers en période ordinaire est commerçant au sens du Code de commerce. Pourtant, on peut citer le cas d'un reperceur ne bénéficiant pas de la fiscalité et qui n'ayant pas la qualité de commerçant ne peut revendiquer la loi du 30 juin 1926 (Paris, 13 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 1930, p. 714).

Nous verrons plus loin comment il faut envisager le cumul de cette législation avec celle des locaux professionnels.

2) *Revision des baux.*

La loi du 12 juillet 1933 a accordé aux commerçants, industriels et artisans la possibilité d'obtenir par voie judiciaire une réduction du prix des baux. Pour l'application de cette loi, il ne saurait donc y avoir de discussion. Les artisans étant formellement mentionnés comme bénéficiaires des dispositions qui y sont contenues ont pu l'obtenir.

3) *L'artisan et les locaux professionnels.*

Les locaux professionnels sans caractère commercial ni industriel sont régis par la loi du 1^{er} avril 1926, modifiée par plusieurs autres et notamment celles du 29 juin 1929 et du 31 décembre 1937. Ces locaux bénéficient encore à l'heure actuelle de prorogations de jouissance et d'une taxation.

a) *Application aux artisans.* — Les artisans peuvent-ils bénéficier de cette loi. Il ne semble pas y avoir de doute à ce sujet, mais le bénéfice en est évidemment restreint à ceux qui occupent des locaux sans caractère commercial ou industriel. Les arrêts en ce sens sont extrêmement nombreux (Com. sup. cass., 30 mai 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.2.492. Com. sup. cass., 7 juill. 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.2.492). Il appartient aux juges du fait d'apprécier si l'exploitation de l'artisan est exclusive de tout caractère industriel et commercial. Ainsi

furent considérés comme n'ayant pas ce caractère les locaux occupés par une modiste qui achetait quelques garnitures et accessoires (Seine, 17 juin 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.2.492), bien que pour la même profession la solution contraire ait été décidée.

De même, le reperceur de bijoux cité plus haut, bien qu'assujetti aux bénéfices industriels et commerciaux et à une patente commerciale fut admis à se réclamer de la loi du 1^{er} avril 1926, son activité étant exclusive de tout commerce (Paris, 13 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.714).

De même fut admis à bénéficier de ces lois un tisseur à bras qui travaillait avec les membres de sa famille pour le compte de diverses maisons qui lui apportaient les marchandises qu'il se bornait à façonner et à rendre à leur propriétaire (Trib. paix, Lyon, 26 janv. 1927, *Mon. jud.*, 6 mai 1927).

De même pour un façonnier exerçant la profession de fourreur (Trib. paix, Paris, 21 juill. 1926, *La Loi* 14 déc. 1926).

Par contre, n'ont pas été admis au bénéfice de la prorogation instituée par la loi du 1^{er} avril 1926 pour le motif qu'ils se livraient à des opérations commerciales :

Un petit coiffeur vendant de la parfumerie (Com. sup. cass., 16 oct. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.714).

Un tailleur qui fait de la publicité et fournit les étoffes (Com. sup. cass., 13 mai 1930, même référence).

Un menuisier, inscrit au Registre du commerce et président d'une Chambre syndicale (Com. sup. cass., 21 nov. 1929, même référence).

Plus généralement, dès que les opérations réalisées dans les locaux sont commerciales et industrielles, la prorogation n'est plus applicable sans qu'il soit tenu compte de la qualification fiscale de l'intéressé (assujettissement aux B.I.C., à la patente) (Trib. civ. Seine, 30 oct. 1928, *Rev. loy.* 1929.18. Com. sup. cass., 2 mars 1929, *Rev. loy.* 1929.613).

b) *Droit de reprise des locaux professionnels.* — Il n'est pas soumis aux mêmes règles que le droit de reprise fonctionnant pour les locaux d'habitation en vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} avril 1926 au profit du propriétaire qui veut occuper pour lui-même tout ou partie de l'immeuble ou qui justifie avoir un motif sérieux pour le faire occuper par ses ascendants, descendants ou par ceux de son conjoint vivant ou devant vivre séparément avec lui (al. 7 de l'art. 5).

Pour savoir si le droit de reprise peut jouer ou s'il doit être suspendu, il appartient au juge de rechercher s'il y a local d'habitation ou professionnel (5 janv. 1928, Com. sup. cass., Dalloz hebdomadaire, 1928, p. 138).

Dans l'espèce, le caractère professionnel fut reconnu à un local dans lequel le locataire exerçait effectivement une profession.

Toutefois, d'après la loi du 31 décembre 1937, aucune prorogation ne peut être opposée au propriétaire de nationalité française qui veut aménager son immeuble par voie de surélévation ou de transformation ou qui veut le démolir pour construire sur le même terrain un autre immeuble destiné à l'habitation.

c) *Application actuelle de la loi du 1^{er} avril 1926.* — (V. tableau annexé à la loi du 31 déc. 1937).

d) *Cumul des dispositions des lois sur les locaux professionnels et sur les locaux commerciaux pour les artisans.* — Cette question du cumul ou éventuellement de l'application successive des deux législations s'est posée assez fréquemment. Les espèces sont nombreuses dans lesquelles des artisans ont demandé le bénéfice de l'une des législations, puis sans attendre l'issue de la procédure ont réclamé l'application de l'autre loi. La Commission supérieure de cassation a décidé d'une façon constante que le cumul des deux lois ou le choix entre l'une et l'autre n'est pas permis aux intéressés (Com. sup. cass., 9 févr. 1928, *Rev. Loyer*, 1928, p. 515 ; également 15 mars 1928, *Rev. Loyer*, 1928, p. 520).

Cette opinion qui pourrait être soutenue en général nous paraît inacceptable pour l'artisanat. Comme nous l'avons dit plus haut, la Commission supérieure de cassation n'a pas autorité pour interpréter les dispositions de la loi du 26 juin 1926. D'ailleurs la possibilité pour l'artisan de choisir fut reconnue par plusieurs décisions judiciaires (Trib. civ. Seine, 17 juin 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.2.492 et Com. sup. cass., 23 janv. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.1.592). Cette dernière décision fait expressément observer que le fait pour un locataire d'avoir intenté une action conformément à la loi du 30 juin 1926 ne le prive pas du droit d'agir en vertu des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1926. Dans l'espèce, il faut ajouter que le jugement du premier procès n'avait pas encore été rendu. (Voir dans le même sens l'arrêt du Tribunal civil de la Seine du 8 juin 1936). Le cumul des dispositions des deux lois reprend à l'échéance de chaque prorogation de la loi du 1^{er} avril 1926 un intérêt tout spécial. En effet, à ce moment, un certain nombre de loyers tombent dans le droit commun et il y a lieu pour l'intéressé de se préoccuper de la protection de son installation. Aussi, doit-il avoir la possibilité de demander la conclusion d'un bail conformément aux dispositions de la loi du 30 juin 1926. Cette loi, dans son article 2, prévoit que le locataire titulaire d'un bail peut en demander le renouvellement avant l'expiration de la prorogation. Sans doute, cette disposition n'a pas été édictée à cet effet, elle ne visait que les prorogations des locaux commerciaux. Mais aucune précision n'étant portée dans le texte, il semble qu'on puisse également l'appliquer aux locaux professionnels occupés par des artisans et dont la prorogation expire.

4) *Locaux d'habitation.*

Pour les locaux d'habitation, l'artisan bénéficie des dispositions visant tous les locaux quels qu'ils soient.

Ainsi, il bénéficie des prorogations de jouissance et taxation des prix encore en vigueur à l'heure actuelle. Sans rappeler toutes les lois qui ont pour effet de rapporter l'échéance des prorogations et celles qui ont reculé les augmentations de prix prévues par le tableau annexé à la loi du 1^{er} avril 1926, il suffira de mentionner la dernière et plus importante, celle du 31 décembre 1937 qui a modifié une fois de plus le tableau des prorogations et réglé la question des prix.

*§ 3. Dispositions spéciales concernant
les artisans propriétaires.*

*1) Application des lois sur les loyers aux artisans
propriétaires.*

Ces lois visent les artisans comme tous les propriétaires.

On peut pourtant signaler un point de détail, pour le droit de reprise des locaux protégés par la propriété commerciale. Ce droit ne peut être exercé par un commerçant pour agrandir son commerce ou celui de son conjoint ou de parents que contre versement de l'indemnité prévue par la loi.

Dans ces conditions, la question s'est posée de savoir si les artisans à qui la loi du 30 juin 1936 est applicable en vertu de l'article 18, doivent verser cette indemnité lorsqu'ils exercent une reprise pour agrandir une exploitation existante. Pour les artisans commerçants bénéficiaires de la loi sur la propriété commerciale, la question ne souffre pas de difficultés. Lorsque, par contre, l'artisan n'est pas commerçant, la situation est plus difficile. Certains auteurs admettent que les termes généraux de l'article 18 alinéa 2 ont aussi pour effet d'assujettir les artisans propriétaires aux restrictions de l'article 5 alinéa 2 en ce qui concerne le droit de reprise. Cette solution peut être discutée (Trib. civ. de

Nevers, 20 oct. 1931, *Gaz. Pal.*, 1931.1.720), car on peut prétendre que cette loi qui accorde le bénéfice de la propriété commerciale à des non commerçants n'a pas pour effet de rendre ceux-ci commerçants et que par conséquent, les restrictions du texte précité ne leur sont pas applicables.

2) *Existe-t-il d'autres dispositions spéciales aux artisans propriétaires.*

Les artisans propriétaires sont soumis aux lois générales régissant la propriété, tant au point de vue civil que fiscal. Il n'existe pas à notre connaissance une disposition spéciale en leur faveur.

CHAPITRE V

L'OUTILLAGE, L'INSTALLATION LES MATIÈRES PREMIÈRES

1) *Facilités accordées aux artisans pour se procurer de l'outillage et des matières premières.*

Une des premières préoccupations des pouvoirs publics fût de chercher à faciliter aux artisans l'installation et l'acquisition de leur outillage. C'est le but de la législation du crédit artisanal.

Celle-ci permet à l'artisan d'obtenir d'une société coopérative de crédit un prêt à moyen terme et à taux modéré. Toutefois, signalons que les sommes ainsi obtenues peuvent servir à l'acquisition de l'outillage et du matériel, mais non au paiement des matières premières ni à la constitution d'un fond de roulement. Signalons également que pour en bénéficier, il faut être petit artisan au sens du crédit (voir p. 8). C'est en effet à l'occasion de la loi du 27 décembre 1923 que la commission de l'artisanat a posé cette définition.

Nous examinerons dans le chapitre du crédit quelles sont les modalités établies à cet effet.

2) *Les artisans peuvent également constituer des sociétés coopératives pour faciliter l'acquisition de l'outillage et des installations.*

a) *Textes et but de cette législation.* — Ce sont les mêmes dispositions législatives que pour les artisans isolés, qui ont prévu que les artisans pouvaient consti-

tuer des sociétés coopératives afin de faciliter l'exercice de leur profession. Nous renvoyons donc pour l'étude des textes applicables à la page 161.

b) *Quelles opérations peuvent réaliser ces sociétés coopératives.* — Les sociétés coopératives dont la nature juridique sera étudiée plus loin, peuvent avoir pour but l'achat, la fabrication, la répartition de marchandises ou matières premières, de machines ou objets quelconques, ou tout autre but intéressant directement ou indirectement l'exercice de la profession artisanale de leur membre. Constatons donc que ces sociétés peuvent s'occuper de la fourniture de matières premières aux artisans, qui ne peuvent se les procurer par le crédit individuel.

c) *Comment ces sociétés se constituent-elles et comment opèrent-elles.* — Les artisans peuvent, dans l'intérêt matériel de leur profession, créer des sociétés coopératives : celles-ci peuvent à leur tour se grouper en unions pour faciliter leurs propres opérations, elles ont enfin qualité pour obtenir de l'Etat des avances à taux d'intérêt réduit par l'intermédiaire des unions de crédit.

d) *Quels artisans peuvent bénéficier des opérations réalisées par ces sociétés.* — Alors que pour bénéficier des facilités de crédit à titre individuel, il faut répondre à la définition du petit artisan au point de vue du crédit, il est suffisant par contre pour pouvoir être appelé à bénéficier des opérations de ces sociétés coopératives d'être artisan au sens général de la loi du 26 juillet 1925, modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938.

CHAPITRE VI

LE FONDS ARTISANAL

1) *Définition.*

Le fonds artisanal n'a pas encore été défini par la législation française. Tout au plus en a-t-il été question dans certains textes législatifs ayant trait au crédit. Aussi est-il nécessaire d'examiner si on peut parler juridiquement d'un fonds artisanal et quels sont dans la pratique les points qui le distinguent ou le rapprochent du fonds de commerce.

Lorsqu'on observe le fonctionnement des entreprises artisanales, on s'aperçoit que le fonds artisanal comprend des éléments incorporels tels que l'achalandage, la clientèle, le droit au bail, des éléments corporels tels que les stocks de marchandises et l'outillage, et des éléments intellectuels tels que le nom, l'enseigne, la marque, des dessins, modèles ou inventions brevetés. On doit toutefois remarquer que, l'artisan devant tirer ses principales ressources de sa participation manuelle aux travaux de la profession, le facteur personnel du chef d'entreprise est souvent prédominant. C'est par ce travail que très souvent le fonds possède une valeur.

Cette prédominance de l'élément personnel enlève une certaine valeur objective aux autres éléments constitutifs du fonds.

Aussi certains auteurs, MM. Percerou et Niboyet ont-ils émis des doutes sur la valeur des éléments qui composent le fonds artisanal. Par contre, d'autres auteurs comme M. Escarra et M. Buisson, président du Tribunal de commerce de la Seine ont soutenu que

les éléments composant le fonds avaient une réelle valeur, au point de pouvoir faire l'objet d'un nantissement. A notre avis, cette dernière opinion paraît la plus justifiée dans les faits. Sans doute, il pourra arriver que l'élément personnel prédomine à tel point que les autres éléments du fonds soient sans valeur, mais plus généralement lorsque l'artisan est propriétaire d'un fonds achalandé, et titulaire d'un bail régulier, lorsque son exploitation est dotée du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exercice de sa profession, lorsqu'en outre le renom de son industrie est solidement établi et que la clientèle est suffisamment sûre et stable, on peut considérer qu'on est en face d'un fonds artisanal offrant des sûretés non négligeables et une valeur vénale certaine.

2) *Comparaison avec le fonds de commerce.*

En effet, si nous faisons abstraction du facteur personnel de l'artisan-maître, on s'aperçoit que les autres éléments du fonds artisanal sont bien les mêmes que ceux qui sont constitutifs de l'universalité de fait qu'est le fonds de commerce. Aussi, est-on amené à conclure que dès que le fonds artisanal réunit les éléments essentiels du fonds de commerce, il sera assimilé à ce dernier au point de vue de l'application des lois le régissant. On se rappelle que la jurisprudence a dégagé comme éléments essentiels et constitutifs du fonds de commerce tantôt l'achalandage, tantôt la clientèle (Cass. req., 19 juin 1934, S. 1934.1.269) et tantôt encore le droit au bail (St. Jean d'Angély, 27 févr. 1936, S., 1936.2.173 et la note de M. H.R.).

Dans la doctrine, il est admis d'une façon quasi-générale que l'achalandage et la clientèle constituent l'élément essentiel et suffisant pour qu'il y ait fonds de commerce (voir Morel, *Cours de droit civil* enseigné à la Faculté de droit de Paris, année 1937-1938). Aussi, dès qu'un fonds artisanal renferme ces éléments, on

doit le considérer comme rentrant dans la catégorie des fonds de commerce et la législation générale de ces derniers doit leur être applicable.

Cependant tous les auteurs ne semblent pas avoir tiré cette conclusion. MM. Genin et Prugnard¹, dans une étude sur le règlement des prix de vente des fonds de commerce estiment que la législation de ces fonds étant une législation d'exception, elle ne peut s'appliquer au fonds artisanal (Nancy, 9 déc. 1935, S. 1936.2.17). Cette opinion nous semble contraire à une analyse exacte du fonds artisanal, car s'il renferme les éléments constitutifs du fonds de commerce, à savoir la clientèle, l'achalandage, le droit au bail, il doit rentrer dans la même catégorie. C'est ce que les tribunaux ont estimé dans les espèces qu'ils ont eu à trancher. C'est ainsi que des fonds de coiffure, menuiserie, boulangerie tenus par des artisans ont été considérés comme fonds de commerce.

3) Principaux problèmes soulevés.

Nous allons rapidement envisager les principaux problèmes que soulève la vie d'un fonds artisanal en insistant notamment sur les particularités qui permettent de le distinguer dans une certaine mesure du fonds de commerce.

a) *Achat et vente du fonds artisanal.* — Ainsi que nous l'avons vu plus haut, les règles d'achat et de vente du fonds artisanal sont les mêmes que pour le fonds de commerce lorsque le premier renferme bien les éléments constitutifs et essentiels de ce dernier. D'ailleurs, dans la pratique, on n'aperçoit aucune différence entre l'achat et la vente de l'un et de l'autre. L'objet du contrat porte en effet essentiellement sur l'achalandage, la clientèle et fréquemment sur le droit au bail

1. *Le règlement des prix de vente des fonds de commerce*, Paris, Sirey, 1936.

et les autres éléments corporels et incorporels du fonds. La nature de la vente est également commerciale, les formalités de publicité prévues par les lois du 17 mars 1909, 22 mars 1924, 13 juillet 1925 et 29 avril 1926 sont applicables. Les obligations respectives des parties sont également semblables. Dans la pratique, lors de l'acquisition d'un fonds artisanal, on procède comme pour celle d'un fonds de commerce par paiement immédiat d'une fraction du prix et par souscription de billets pour le reste. Aussi, ne semble-t-il pas discutable que la législation spéciale du prix de vente des fonds de commerce soit applicable. Il en est ainsi pour les lois y relatives depuis celles des 17 mars 1909, 31 juillet 1913, 18 juillet 1928, 5 juillet 1933, 20 décembre 1933, 19 mai 1934, 29 juin 1935, 9 janvier 1936 jusqu'à celle du 17 juillet 1937 et au décret-loi du 25 août 1937.

Il en serait différemment si pour le fonds artisanal, l'élément personnel du chef d'entreprise était prédominant à tel point qu'on ne puisse concevoir normalement qu'il y ait cession de l'achalandage ou de la clientèle. Dans ce cas, les éléments constitutifs du fonds de commerce faisant défaut, il ne semble pas qu'on puisse parler de vente du fonds artisanal, mais seulement de vente portant sur les différents éléments composant ce fonds, outillage, matières premières, produits fabriqués, installation, etc...

b) *Crédit pour l'acquisition d'un fonds.* — Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les lois organisant le crédit artisanal et notamment celle du 27 décembre 1923, permettent aux artisans d'obtenir un crédit à moyen et long terme pour l'acquisition d'un fonds artisanal ou la transformation de ce fonds. Rappelons qu'il doit s'agir d'artisans au sens du crédit artisanal. Ces personnes peuvent donc échapper de cette façon à l'emprise d'agents d'affaires dont certains vivent de la spéculation sur les billets de fonds et prélèvent un taux d'intérêt usuraire.

c) *Protection du fonds artisanal.* — L'artisan est amené à faire dans son fonds, atelier ou boutique des installations coûteuses pour lui permettre d'exercer son métier dans des conditions plus avantageuses. Or, tous les éléments dont il dispose en un lieu pour exercer son métier et qui sont ceux constitutifs de son fonds artisanal dépendent de son droit au bail.

Aussi, le fonds artisanal est-il protégé, en ce qui concerne le droit au bail par l'application des règles de la propriété commerciale. Il n'est pas possible d'en douter à l'heure actuelle, étant donné que l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi du 30 juin 1926 est formel à ce sujet (Voir p. 70).

d) *Du nantissement du fonds artisanal.* — Le nantissement du fonds artisanal n'offre pas, pour le moment, de particularités substantielles. Il résulte d'après la nature des éléments qui composent ce fonds qu'un nantissement peut être pris sur eux. Une particularité existe cependant pour la publicité. On se rappelle que le fonds artisanal n'est pas inscrit normalement au Registre du commerce, mais au Registre des Métiers. C'est donc sur ce registre que les nantissements sont consignés. Ceci est d'ailleurs formellement indiqué dans les textes régissant le Registre des Métiers.

Dans la pratique, le fonds artisanal sert souvent de sûreté, surtout pour l'obtention des prêts individuels aux artisans, prévus par la loi du 27 décembre 1923. La question s'est posée de savoir quelle valeur ce nantissement pouvait avoir. Il est évident qu'au point de vue de la sûreté offerte, celle-ci est d'autant moins réelle et de ce fait plus personnelle que la personnalité du chef d'entreprise est un élément essentiel du fonds artisanal. Pour les discussions qui ont eu lieu à ce sujet et qui ne sont pas closes à l'heure actuelle, aucun texte n'ayant mis fin à l'incertitude, nous renvoyons à la thèse de M. Debré, *Artisanat classe sociale*, p. 266 et suivantes.

CHAPITRE VII

L'ARTISAN ET LA MAIN-D'ŒUVRE

L'artisan-maître peut exercer son métier seul ou avec le concours de collaborateurs et d'aides. Quel est le régime applicable à ses relations avec les personnes qu'il occupe. Existe-t-il en la matière un régime spécial pour l'artisanat ?

En principe, l'artisan qui occupe de la main-d'œuvre ne bénéficie pas d'un régime spécial. Il est assujéti à la législation générale du travail. C'est donc celle-ci que nous allons passer en revue en faisant ressortir les particularités existant pour l'artisanat ou pour certaines catégories de professions artisanales.

§ 1. *Quelle main-d'œuvre l'artisan peut-il employer ?*

La loi du 26 juillet 1925 dans son article 1^{er} distingue les membres de la famille du personnel qui lui est étranger. Nous avons vu que pour l'application de cet article, on considère comme membre de la famille les conjoints, ascendants, enfants, petits-enfants habitant sous le même toit. Mais cette énumération ne présente aucun intérêt au point de vue de la législation du travail, elle détermine simplement les collaborateurs qui ne seront pas comptés dans la fixation du maximum de cinq unités pouvant être employés par un artisan-maître. Quant au régime même des membres de la famille ainsi défini au point de vue de la législation du travail, il varie à chaque instant suivant les lois existantes.

Cette distinction ne permettant de dégager aucune règle générale sur les régimes applicables aux entreprises artisanales en matière de main-d'œuvre, il sera préférable de nous contenter d'une classification purement empirique.

§ 2. *Les différents régimes applicables aux entreprises artisanales*

En principe, les entreprises artisanales rentrent dans la catégorie des entreprises industrielles et commerciales et sont régies comme telles par le Code du travail. Toutefois, un certain nombre d'entre elles constituent des ateliers de famille auxquels la législation du travail ne s'applique pas.

Enfin, la loi place certaines d'entre elles dans la rubrique spéciale des professions agricoles et les fait jouir des conditions prévues pour cette catégorie.

A. RÉGIME GÉNÉRAL

L'atelier artisanal est considéré comme établissement industriel ou commercial.

Dans cette catégorie, le Code du travail range tous les établissements de quelque nature qu'ils soient qui ne sont pas des ateliers de famille. Il règle l'emploi du personnel occupé par eux. Il existe à ce sujet un très grand nombre de décisions pratiques sanctionnant par des pénalités l'inapplication de la législation du travail dans les ateliers artisanaux. Ainsi, il a été jugé qu'un établissement dans lequel n'était employé qu'un ouvrier devait se conformer au Code du travail (Cass., 27 août 1930) (Voir Piquenard, *Code du travail annoté* Sirey, p. 124 et suiv). Ce principe posé, il suffira d'une énumération rapide des principales têtes de chapitre du droit ouvrier pour s'apercevoir que les régimes spéciaux sont peu importants.

Nous signalerons en passant les dispositions qui ont une répercussion sur le travail du maître-artisan et des membres de sa famille.

1) *Dispositions d'ordre général obligatoires pour les artisans sans particularités spéciales.*

1° Déclarations d'établissement.

2° Prescriptions concernant l'hygiène, la sécurité et la moralité du travailleur.

3° Prescriptions régissant le placement des travailleurs.

4° Conditions de formation, d'exécution et de résiliation des contrats de travail.

5° Admission des enfants au travail.

6° Réglementation du travail des femmes et des enfants.

7° Modalités de paiement des salaires et la protection de ceux-ci.

8° Grèves.

9° Lock-out.

10° Contestations. Toutes celles qui sont relatives aux conflits individuels de travail ressortent des prud'hommes dans les conditions ordinaires.

2) *Dispositions spéciales aux artisans ou à certaines professions artisanales.*

a) *Conventions collectives de travail.* — Les syndicats artisanaux ont pu de tout temps conclure des conventions collectives de travail avec les organisations ouvrières. Un certain nombre d'entre elles avaient effectivement conclu de tels accords, bien que la dispersion des entreprises artisanales et leur petite dimension fût un obstacle à leur formation.

Des conventions collectives pouvaient également être applicables aux artisans, alors même que ceux-ci n'étaient pas signataires directement ou par manda-

taire. En effet, au terme de l'article 31 *R* du livre I du Code du travail, lorsqu'une seule partie, en l'occasion l'ouvrier, est liée par une convention collective, les clauses de la dite convention sont présumées s'appliquer au rapport né du contrat de travail, à défaut de stipulation contraire (voir Trib. civ. Seine, 12 juill. 1937, Cauté c. Rerara et 29 mai 1937, Sparcklets Limited c. Chamillon). Par contre, une convention collective n'est pas applicable si elle intervient postérieurement à l'embauchage.

Jusqu'à ces derniers temps, ces questions n'étaient pas d'actualité. Mais l'intérêt en a changé depuis les accords Matignon et la loi du 21 juin 1936. Les artisans qui avaient été écartés de la conclusion des accords risquaient de se voir imposer des conditions de travail à l'établissement desquelles ils n'avaient pas collaboré. Tel était le jeu automatique de la loi du 21 juillet 1936 qui organisait l'extension des conventions conclues entre syndicats les plus représentatifs.

En exécution de cette loi, les organisations patronales ont conclu avec les organisations ouvrières des conventions dont elles ont demandé l'extension à tous les employeurs ou employés d'une région. Or, cette extension devient applicable aux artisans, puisqu'elle vise tous les employeurs. Les groupements artisanaux n'ont cessé de protester contre l'extension aux artisans de conventions auxquelles ils n'avaient pas été partie, et ils ont tenté de négocier des accords séparés avec les groupements ouvriers.

Le seul accord conclu à ce jour est celui intervenu le 19 septembre 1936 entre la C.G.A.F. et la C.G.T. En exécution de cette convention, les organisations artisanales et ouvrières devaient conclure des contrats séparés qui devaient être rendus obligatoires pour une région et une profession d'après les formalités habituelles.

Effectivement, plusieurs syndicats artisanaux ont à ce jour conclu des conventions collectives de travail et en ont demandé l'extension à tous les employeurs artisans d'une région. Toutefois, il n'existe pas, jusqu'à présent, à notre connaissance, deux conventions collectives obligatoires pour une profession, l'une conclue par l'organisation patronale, et l'autre par l'organisation artisanale. Sans doute, à l'occasion des conventions des syndicats patronaux, des réserves étaient faites pour certains articles qui ne pouvaient s'appliquer aux artisans. Ainsi, pour la convention de la maroquinerie dans la région parisienne, il avait été prévu formellement que l'article 3 concernant les délégués du personnel et l'article 10 concernant l'apprentissage n'étaient pas applicables aux entreprises artisanales définies par la loi du 26 juillet 1925. Ces réserves faites, le gouvernement prenait l'arrêté d'extension de la convention conclue entre les syndicats patronaux jugés les plus représentatifs pour la région par les commissions professionnelles et la commission permanente du Conseil national économique.

C'est parce que l'organisation artisanale des coiffeurs a été jugé la plus représentative qu'a été rendue obligatoire pour toute la France la convention nationale entre l'union fédérale des maîtres coiffeurs de France, syndicat artisanal et le syndicat correspondant de la C.G.T.

C'est en partant de ces mêmes principes que récemment une convention entre la Chambre patronale du bâtiment dans la Haute-Savoie et le syndicat ouvrier n'a pu être rendue obligatoire. Il a été en effet nettement démontré que les artisans étant en majorité dans cette profession et occupant le plus grand nombre d'ouvriers étaient adhérents à un syndicat artisanal et que ce syndicat devait être considéré comme le plus représentatif et le seul qualifié à l'exclusion du syndicat

patronal, pour conclure l'accord susceptible d'être rendu obligatoire.

Aussi depuis ce moment, certaines organisations artisanales pour faire rendre obligatoires les conventions conclues par elles ont-elles modifié leur attitude. A l'argument cité jusqu'à présent, à savoir que les conventions patronales n'étaient pas applicables aux artisans, l'artisan formant une classe autonome et ayant un statut spécial, argument qui n'était admis ni par le Conseil National Economique, ni par le Ministre du Travail, les organisations artisanales ajoutent qu'elles sont les plus représentatives de la région donnée et appuient leur argumentation sur les statistiques, en déniaut cette qualité aux organisations patronales.

Quelles que soient les décisions prises par le Conseil National Economique il appartiendra aux tribunaux qui seront saisis de cette exception de décider quelle est véritablement l'organisation la plus représentative. Dans la pratique, les artisans se trouvent assujettis aux conventions rendues obligatoires et devront s'y soumettre s'ils ne veulent attaquer la légalité des dites conventions.

Sanctions des conventions collectives.

Sans analyser ici les sanctions diverses directes ou indirectes des conventions collectives obligatoires, rappelons que depuis le 2 mai 1938, l'inobservation des salaires ainsi fixés peut donner lieu à des sanctions pénales sur la réquisition des inspecteurs du travail. Ces sanctions s'appliquent donc également aux artisans qui ne respecteraient pas les tarifs obligatoires.

b) *L'arbitrage.* — Les dispositions des lois sur l'arbitrage peuvent être applicables aux artisans de différentes manières.

1° Conflits entre syndicats artisanaux et ouvriers.

Tout d'abord, des conflits peuvent surgir entre les syndicats artisanaux et syndicats ouvriers à l'occasion

des conventions collectives conclues. Il suffira de se rappeler les grèves des ouvriers coiffeurs. Dans ce cas, il est fait application des dispositions sur l'arbitrage. Celles-ci doivent être insérées depuis la loi du 4 mars 1938 dans les conventions collectives.

Lorsque les conventions collectives ne renfermeront pas des dispositions contractuelles suffisantes ou lorsque le conflit touche à deux conventions ayant une procédure différente on a recours à la procédure d'arbitrage type établie par règlement d'administration publique pris après avis des organisations ouvrières, patronales et *artisanales*. C'est l'article 7 de la loi du 4 mars 1938 qui prévoit cette consultation obligatoire des organisations artisanales.

2° Conflits dans les entreprises artisanales.

Malgré le nombre restreint de compagnons que l'artisan peut occuper, un conflit peut aussi exister dans l'atelier artisanal. Dans ce cas, il y a lieu d'appliquer la procédure d'arbitrage prévue dans la convention collective applicable, soit parce qu'elle a été rendue obligatoire, soit parce que l'artisan y a adhéré. Si elle ne renferme pas des dispositions suffisantes, c'est la procédure d'arbitrage type qui doit s'appliquer.

3° Effet des sentences arbitrales sur les artisans.

1. Lorsque les artisans sont parties dans le conflit soit directement, soit par l'intermédiaire d'un syndicat auquel ils sont adhérents, la sentence doit être observée, sous réserve d'annulation dès qu'elle est déposée au greffe du tribunal civil.

2. Lorsqu'ils ne sont pas partie dans le conflit.

Les artisans dans ce cas ne sont pas tenus de respecter juridiquement les sentences arbitrales rendues dans leur profession. Toutefois, si une sentence est intervenue en vue de régler un différend entre organisations patronales et ouvrières les plus représentatives, elle pourra être rendue obligatoire par le ministre du Travail à tous

les employeurs et employés des professions et organisations comprises dans le champ d'application. L'arrêté d'extension est pris après avis des organisations professionnelles intéressées et avis de la ou des sections professionnelles compétentes du Conseil National Economique.

c) *La durée du travail.* — L'artisan qui emploie du personnel doit lui appliquer la durée légale du travail. De ce fait, il est assujetti aux réglementations édictées par les lois du 23 avril 1919 et du 21 juin 1936. On sait comment, en application de ces textes, des R.A.P. imposent à tous les ateliers où du personnel est employé des heures régulières d'ouverture et de fermeture. Cette réglementation des heures d'ouverture et de fermeture peut avoir pour effet du même coup de restreindre la possibilité du travail de l'artisan lorsqu'il occupe du personnel.

Ces heures de fermeture imposées en application de la loi sur la durée du travail ne sont pas obligatoires lorsque l'artisan travaille seul.

Nous n'entrerons pas ici dans les règles d'application de la loi, mais nous nous bornerons à faire une mention des professions dans lesquelles existent des dispositions spéciales aux artisans.

En effet, une dérogation spéciale mais temporaire en faveur de certains artisans existait dans le décret du 27 octobre 1936 visant les industries de la métallurgie et du travail des métaux. En effet, il était prévu que les artisans tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923, c'est-à-dire n'occupant en sus des membres de la famille que deux unités, ce nombre pouvant être porté à trois s'il y a parmi eux un apprenti ayant passé un contrat écrit d'apprentissage, bénéficiaient du droit, pendant la durée de 2 ans, à dater du 1^{er} décembre 1936, d'une prorogation d'une heure de la limite journalière de travail

effectif résultant des mesures d'application de la loi. Cette exception est restée jusqu'à présent unique.

d) *Les assurances sociales.*

Les artisans, comme les autres employeurs doivent verser pour leur personnel aux Caisses d'assurances sociales et effectuer les retenues prévues sur la part ouvrière. En effet, il faut se rappeler que sont assurés sociaux tous les salariés et d'une façon générale toutes les personnes de l'un et l'autre sexe travaillant à quelque titre que ce soit, ou en quelque lieu que ce soit pour un ou plusieurs employeurs, quand leur rémunération totale annuelle quelle qu'en soit la nature, à l'exclusion des allocations familiales, ne dépasse pas 30.000 fr.

Il en est de même pour les salariés à domicile. Aussi les artisans occupant du personnel sont-ils tenus de les immatriculer et de payer les versements prévus.

Il y a lieu de calculer les versements d'après les salaires en argent et l'évaluation des avantages en nature et des pourboires versés. Ceux-ci sont parfois fixés forfaitairement par rapport au salaire par accord entre organisations patronales et ouvrières, rendu obligatoire par arrêté. Un arrêté du 11 mai 1938 a évalué forfaitairement à 10 % du salaire le montant des pourboires pour la profession de coiffeur. La situation des membres de la famille de l'artisan suit les règles générales applicables sans qu'il existe une particularité pour l'artisan.

e) *Les allocations familiales.* — 1^o Généralités.

La loi du 10 mars 1932 fait une obligation à tout employeur occupant habituellement des ouvriers et employés dans une profession industrielle, commerciale, agricole ou libérale de s'affilier à une caisse de compensation agréée, ayant pour mission d'accorder aux ouvriers et employés les allocations dues pour chaque enfant. Toutefois, l'obligation n'existe que pour les

professions dans lesquelles l'application a été rendue obligatoire par décret. A ce jour, toutes les professions industrielles et commerciales sont soumises à l'obligation (décrets du 10 janv. et 19 nov. 1936, voir Picquenard, *Code du Travail annoté*, p. 103, art. 74 h, note 2).

2° Emploi passager de main-d'œuvre.

Les artisans surtout dans certaines professions font un appel périodique à l'emploi de main-d'œuvre pour une courte durée. L'administration a estimé que l'employeur occupant un salarié un jour par semaine devait s'affilier à une Caisse de compensation (Réponse n° 1926 *J. off.*, 13 janv. 1938).

Enfin, il faut signaler le régime spécial des artisans ruraux qui sera étudié plus loin.

f) *Les accidents du travail*. — Sous le régime de la loi du 9 avril 1898, des divergences de vue très sérieuses s'étaient élevées sur l'assujettissement des artisans à la loi sur les accidents du travail. Une jurisprudence abondante de la Cour de cassation en avait écarté un certain nombre d'ateliers artisanaux dans lesquels étaient employés des ouvriers. La loi du 12 avril 1906 étendant la législation sur les responsabilités des accidents de travail aux établissements commerciaux avait partiellement remédié à cet état de choses. A l'heure actuelle, il ne peut plus y avoir de doute sur le champ d'application de la loi de 1898, car la loi du 1^{er} juillet 1938 décide clairement dans son article 1 que les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail donnent lieu au profit de la victime à une indemnité à la charge de l'employeur, du moment que la victime était liée par un contrat de louage de service ou d'apprentissage.

L'artisan est donc responsable des accidents survenus à ses ouvriers ou employés.

g) *Les congés payés*. — La loi du 21 juin 1936 a formel-

lement prévu que les artisans doivent donner à leur personnel des congés payés. Rappelons que dans certaines professions, par exemple le bâtiment, tout chef d'entreprise occupant à titre permanent ou temporaire du personnel doit être affilié à une Caisse de compensation. Il faut signaler à cette occasion qu'une réponse ministérielle du 16 juin 1937 a décidé qu'un maître-artisan ou d'une façon générale tout entrepreneur des professions visées était tenu de s'affilier à une caisse de congé payé, mais qu'il n'est pas tenu de déclarer le personnel lié à l'entreprise par un contrat de service à durée déterminée.

Les artisans doivent également déclarer leurs enfants majeurs sauf s'il y a contrat à durée déterminée. Ils ne sont donc pas tenus de s'affilier pour leurs enfants mineurs (Rép. minist., n° 6251, *J. off.*, 6 mai 1938, Déb. Chambre).

h) *Le repos hebdomadaire.* — Les entreprises artisanales sont soumises aux obligations édictées par le Code du travail en cette matière, dans la mesure où elles s'appliquent au personnel. Il est à noter que le travail de l'artisan et de sa famille peut être arrêté un jour par semaine.

En exécution de l'article 43a du livre I du Code de travail, des arrêtés préfectoraux pris après avis des syndicats interviennent fermant au public les ateliers et magasins un jour par semaine. Dans ces conditions, le travail de l'artisan se trouve normalement arrêté ce jour-là,

i) *Le travail de nuit.* — Le travail de nuit qui a été prohibé pour le personnel protégé est également interdit dans les ateliers artisanaux. Pour les hommes adultes, le travail de nuit est en principe autorisé. On sait qu'il n'en est pas ainsi dans une seule profession, à savoir la boulangerie. C'est la loi du 28 mars 1919,

qui a édicté cette interdiction. Elle consiste d'après l'article 20 du livre II du Code du travail dans la défense d'employer des ouvriers à la fabrication du pain et de la pâtisserie entre 10 heures du soir et 4 heures du matin. On voit que cette interdiction ne vise que la fabrication, mais non le portage. Elle ne vise pas non plus l'artisan boulanger travaillant avec les membres de sa famille. Enfin il existe des dérogations possibles. Tout compte fait, l'interdiction du travail de nuit dans la boulangerie française n'est pas appliquée.

B. RÉGIME DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LES ATELIERS DE FAMILLE

Si l'atelier artisanal en tant qu'il occupe de la main-d'œuvre est rangé généralement dans la catégorie des établissements industriels et commerciaux, il peut toutefois échapper à la réglementation s'appliquant à ces établissements lorsqu'il peut être considéré comme atelier de famille. Pour pouvoir bénéficier de la législation des ateliers de famille, l'atelier artisanal ne peut employer que les « membres de la famille sous l'autorité, soit du père, soit de la mère, soit du tuteur ».

1) *Personnes pouvant être employées.* — Ne peuvent être employés que les membres de la famille à l'exception de toute personne étrangère. Il faut alors déterminer quels sont les membres autorisés. Les textes précisent bien qu'il s'agit des membres de la famille sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur. Il ne peut s'agir que de l'époux si l'atelier est sous l'autorité du père, et des enfants mineurs et non émancipés, car ces personnes sont les seules à se trouver sous l'autorité du père, de la mère ou du tuteur. A notre avis, l'emploi des enfants émancipés ou majeurs, de même que celui d'un parent collatéral ou ascendant quelconque ne peut être autorisé.

Une partie des auteurs ne partage pas cet avis¹ et semble admettre comme ateliers de famille ceux qui sont dirigés par les grands-parents travaillant avec leurs enfants et petits-enfants. Cette solution ne paraît pas admissible vu que les enfants majeurs ou émancipés et chefs de famille, ne sont plus sous l'autorité de leurs parents.

Cette solution a été confirmée par un jugement du Tribunal civil de Semur (*Bulletin des allocations familiales*, 1937, p. 158).

De même un arrêt de la Cour de Lyon a dénié cette qualité à un atelier où travaillait un ex-pupille de 30 ans (voir Lyon, 5 juin 1905, S. 1905.2.232).

2) *Conditions générales de travail des ateliers de famille.*

— Dans un atelier de famille, le chef organise le travail comme bon lui semble, le législateur presumant que les liens d'affection qui le lient à ses collaborateurs sont suffisants pour éviter les abus. L'artisan bénéficiera donc de cette liberté. Il subira cependant les quelques restrictions existant en matière d'hygiène et de sécurité lorsque le travail se fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteurs mécaniques, ou l'obligation du repos hebdomadaire lorsque les ateliers de la profession doivent être fermés au public. Il doit suivre pour les membres de sa famille le régime des allocations familiales, accidents du travail et assurances sociales applicables à ces ateliers de famille.

3) *Conditions spéciales aux artisans en matière d'apprentissage.* — Il existe à notre connaissance une disposition particulière à l'atelier de famille artisanal. Celui-ci en effet est soumis à la réglementation de l'apprentissage commun à tous les artisans. A cet effet les parents doivent déposer une déclaration artisanale d'apprentissage et respecter les obligations découlant des règlements d'apprentissage. Ils seront soumis à

1. André et Guibourg, *Le code ouvrier*.

l'inspection d'apprentissage artisanal. Pour plus de détails, voir page 315.

**C. RÉGIME DE LA MAIN-D'ŒUVRE EMPLOYÉE PAR LES
ARTISANS RURAUX**

1) *Définition des artisans ruraux.* — La définition applicable est celle donnée par l'article 9 du décret du 9 février 1921 concernant le crédit agricole.

Il s'agit des professions telles que maréchaux-fer-rants, forgerons, réparateurs de machines-outils, d'instruments, de bâtiments agricoles, tonneliers, sabotiers, bourreliers, charrons, etc... qui n'emploient pas plus de deux ouvriers d'une façon permanente.

En principe, pour l'application des lois qui vont être analysées ci-après, l'artisan doit être dans une commune rurale à l'exclusion d'une commune urbaine (Réponse min. Trav., *J. off.*, Déb. parl. Chambre, 26 sept. 1930).

2) *Les accidents du travail.* — Le régime de la loi du 9 avril 1898 n'était primitivement pas applicable aux artisans ruraux. C'est la loi du 30 avril 1926 qui leur a rendu applicables les dispositions de la loi du 15 décembre 1922. Ces artisans devront donc supporter pour leurs salariés les obligations provenant de cette loi avec les modalités plus douces du régime agricole. Lorsqu'ils travaillent seuls ou avec l'aide des membres de la famille (ascendants, descendants, conjoints, frères, sœurs et alliés au même degré) ils ne sont tenus de s'assujettir que pour les collaborateurs salariés ou non qu'ils emploient.

3) *Les assurances sociales.* — Les salariés occupés par les artisans ruraux définis plus haut sont assurés sociaux obligatoires du moment que leur rémunération annuelle est inférieure à 30.000 frs, mais ils sont assujettis au régime agricole (art. 1, § 2, b, du décret-loi du 30 oct. 1935, concernant les assurances sociales applicables à l'agriculture). Ne sont pas considérés

comme assurés obligatoires les enfants qui sans recevoir de salaires en argent travaillent chez leurs parents et pour le compte de ceux-ci.

Il ne nous appartient pas de fixer ici les modalités de ce régime pour lequel on pourra se reporter aux textes. Une question peut toutefois être soulevée. Quel est le régime des membres de la famille ?

Depuis le décret du 14 juin 1938, on doit considérer comme assurés obligatoires les membres de la famille travaillant habituellement chez l'artisan et pour son compte, si ce dernier occupe du personnel extérieur assuré obligatoire ou s'il a adhéré pour les membres de sa famille à la législation des accidents du travail. Nous indiquons pour mémoire, qu'il existe des barèmes de cotisations forfaitaires plus avantageux pour l'agriculture, variant avec le sexe et le salaire et comprenant un taux spécial pour les enfants de moins de 16 ans. A ceux-ci sont assimilés à l'avenir les apprentis des artisans ruraux quel que soit leur âge (décret-loi du 14 juin 1938). Entrent également dans cette catégorie les ouvriers qui ont une capacité professionnelle réduite (voir *J. off.*, du 17 juin 1938, p. 6879).

Les versements sont complétés par des subventions de l'Etat et donnent lieu à des prestations importantes. Un tableau des avantages du régime agricole sous le régime général en ce qui concerne la vieillesse et l'invalidité se trouve annexé au décret du 14 juin 1938 (voir *J. off.*, 12 juin 1938, p. 6879).

Enfin, l'immatriculation doit être opérée soit au service agricole des assurances sociales, soit à une société de secours mutuels agricole.

4) *Les allocations familiales.* — Les artisans ruraux sont également soumis au régime des allocations familiales avec les modalités existant pour l'agriculture. C'est ce qui décide le décret du 7 novembre 1936 (*J. off.*, du 14 nov. 1936).

Autrefois, les artisans ruraux n'étaient assujettis

que dans le cas où ils occupaient une ou plusieurs personnes pendant plus de 75 jours. Cette clause a été abolie par le décret du 31 mai 1938 qui a rendu obligatoire l'affiliation de tous les salariés quel que soit le nombre de journées de travail fournies.

Ils doivent également s'affilier à des Caisses agricoles lorsque celles-ci sont constituées et non à des Caisses interprofessionnelles. L'artisan rural travaillant avec les membres majeurs de sa famille ou de celle de son conjoint doit s'affilier avant le 1^{er} juillet 1938 à une caisse d'allocations familiales et cotiser pour ces membres. Il n'en serait dispensé que si les membres de la famille étaient associés aux bénéfices et pertes de l'exploitation.

Les bonifications et réductions de cotisations créées en faveur des agriculteurs par le décret du 31 mai 1938, articles 5 et 6, ne s'étendent pas aux artisans ruraux. Par contre ils sont assujettis au contrôle et aux sanctions créées par le décret-loi précité.

D. CONDITIONS DE TRAVAIL DES JEUNES GENS EN AGE DE RECEVOIR UNE FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans ce chapitre, il ne sera pas traité des conditions générales du travail des enfants, dans le commerce et l'industrie, attendu que les règles applicables sont les règles générales du Code du travail. Nous étudierons simplement ici le régime des enfants qui sont en âge de recevoir une formation professionnelle et quelles sont les obligations qui incombent aux artisans à l'égard de ces enfants.

Celles-ci pouvaient être déterminées avec précision avant le décret-loi du 24 mai 1938.

Avant cette date, on distinguait nettement entre les apprentis et les jeunes gens employés à la production. Les premiers devaient recevoir une éducation théori-

que et pratique complète dans le métier objet de l'apprentissage, les seconds étant employés à la production, étaient soumis au régime normal du contrat de travail avec les modalités diverses que comporte ce contrat. D'un côté donc, apprentissage avec contrat et exécution stricte des conditions de l'apprentissage, de l'autre côté, travail salarié des enfants employés.

Cette situation nette a été modifiée considérablement par le décret du 24 mai 1938 relatif à l'orientation et à la formation professionnelle (Picquenard, *Code du travail*, p. 343). Dans le but de doter le pays de la main-d'œuvre qualifiée dont il a besoin et pour assurer son relèvement économique, ce décret a eu pour objet de rendre obligatoire l'éducation professionnelle théorique et pratique dans toutes les professions qui supposent ou non un apprentissage donné sous une forme méthodique et complète. Dans quelle mesure ce décret est-il applicable à l'artisanat ? D'une façon générale, les termes employés dans le texte même du décret semblent indiquer que celui-ci vise également les artisans.

D'une part, l'article 9 qui édicte l'obligation de l'éducation professionnelle est rédigé dans des termes très larges. En effet, l'obligation édictée vise les entreprises industrielles et commerciales ou à caractère industriel ou commercial. Or les entreprises artisanales semblent rentrer dans cette catégorie. D'autre part, l'article 16 concernant la fréquentation des Cours s'applique à tous les enfants, à l'exception de ceux occupés pour les travaux agricoles.

Enfin, les articles qui ne doivent pas être appliqués à l'artisanat l'excluent formellement de son champ d'application. Il en est ainsi de l'article 12 qui concerne les chefs d'entreprise qui ne sont pas ressortissants d'une Chambre de Métiers.

Il est donc nécessaire à l'avenir de tenir compte également en matière d'apprentissage dans les entreprises

artisanales des dispositions du décret-loi du 24 mai 1938; toutefois, les répercussions de ce texte sur cette question n'étant pas précisées, il ne sera possible de donner que des indications d'ordre général.

Enfin, en ce qui concerne l'apprentissage dans l'artisanat rural, il faut noter qu'il est effectué dans les mêmes conditions que chez les autres artisans. Un décret du 25 décembre 1926 a formellement rattaché la formation des apprentis ruraux à la direction générale de l'enseignement technique. Signalons toutefois l'existence de bourses spéciales pour les artisans ruraux, établies par l'administration de l'enseignement technique.

I. Régime des apprentis.

1) *Sources des obligations de l'artisan-maître.* — Ces obligations découlent de dispositions législatives générales telles que la loi du 28 mars 1928, incorporées dans le Code du travail et formant le chapitre 1 du livre I du Code et concernant le contrat d'apprentissage.

Elles découlent également de la loi du 25 juillet 1919 concernant l'enseignement technique et commercial et enfin du décret-loi du 24 mai 1938 relatif à l'orientation et la formation professionnelle.

Toutefois, elles ont été précisées pour les artisans par la loi du 10 mars 1937 (*J.off.* 12 mars 1937) organisant l'apprentissage dans les entreprises artisanales et par les règlements d'apprentissage établis en exécution de cette loi par les Chambres de Métiers. Ces règlements dont la nature juridique sera étudiée plus loin ont pour but de préciser les conditions d'exécution de l'apprentissage adapté à chaque profession. Nous nous référerons dans cette étude au règlement d'apprentissage type adopté par le ministre de l'Enseignement technique et proposé à cet effet à l'approba-

tion des Chambres de Métiers. Ce règlement est approuvé d'ailleurs avec quelques variantes peu importantes par la Chambre de Métiers de la Seine depuis le 20 novembre 1937.

2) *Qui est apprenti ?* — Avant le décret loi du 24 mai 1938, on ne pouvait considérer comme apprenti que les jeunes gens qui étaient embauchés par un employeur comme tels, avec un contrat régulier d'apprentissage, pour suivre à l'atelier un enseignement méthodique et complet de la profession (art. 1 du Livre I C. du trav.). Le maître était libre en embauchant un enfant de le prendre comme apprenti ou non. Cette qualité dépendait de la volonté des parties. Depuis le 24 mai 1938, la situation au point de vue légal s'est modifiée puisqu'à l'avenir, l'éducation professionnelle est obligatoire pour tous les enfants de 14 à 17 ans. Il semble en résulter que les enfants qui seront employés dans une profession ou un métier supposant un apprentissage méthodique et complet ne pourront l'être que comme apprenti. Cette qualité s'appréciera donc normalement par rapport au métier exercé.

Il sera nécessaire de déterminer par la suite quels sont les métiers qui supposent cet apprentissage méthodique et complet. L'autorité compétente pour faire cette détermination sera semble-t-il celle qui est chargée de l'établissement du règlement d'apprentissage. Existe-t-il cependant des apprentis facultatifs ?

L'affirmative ne semble pas douteuse. En effet, en dehors des jeunes gens de 14 à 17 ans pour lesquels la formation professionnelle est obligatoire, il en existe qui, ayant dépassé l'âge de 17 ans, désirent continuer, voire même commencer un apprentissage méthodique et régulier dans une profession. Pouvant se placer sous le régime du contrat d'apprentissage prévu au titre I du Code du travail, ils sont des apprentis au sens de nos dispositions légales.

3) *Conditions nécessaires pour avoir le droit de former des apprentis.* — Pour avoir le droit de former un apprenti, les artisans devront, outre les conditions générales exigées par les articles 4-7 du Livre I du Code du travail pour toutes les entreprises, remplir des conditions spéciales prévues dans la loi du 10 mars 1937 pour les artisans-maîtres.

a) *Conditions d'âge.* — Les artisans devront être âgés de 24 ans au moins (art. 9 de la loi du 10 mars 1937).

b) *Conditions de capacité.* — Ils devront avoir acquis pour le métier faisant l'objet de l'apprentissage, le titre d'artisan-maître, titre acquis après un examen institué et organisé par la Chambre de Métiers, ou être anciens élèves ayant satisfait aux examens de sortie des écoles désignées par le ministre chargé de l'enseignement technique. A cet effet, un arrêté du 14 mai 1938 a accordé le droit de former des apprentis : 1° aux anciens élèves des Ecoles nationales professionnelles justifiant de deux années de stage dans leur profession ; 2° aux anciens élèves des Ecoles nationales d'Arts et Métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement. Le diplôme de maître pourra être également remplacé par une autorisation préfectorale accordée après avis de la Chambre des Métiers et de l'organisation professionnelle compétente (art. 9 de la loi du 10 mars 1937).

Le droit de former des apprentis peut également être étendu pour les personnes possédant ce droit dans une profession, à des métiers connexes ou aux spécialités de métiers.

Il peut être étendu aussi à un ou plusieurs autres métiers s'exerçant dans la même entreprise par l'autorité préfectorale, sur avis des Chambres de Métiers et des organisations syndicales. Nous étudierons plus loin les modalités de l'intervention des Chambres de Métiers en cette matière.

Toutefois, il est à noter que les artisans établis le 10 mars 1937 et âgés de 24 ans révolus conservent le droit de former des apprentis, qu'ils soient ou non titulaires des autorisations et diplômes ci-dessus prévus (art. 9 *in fine*).

4) *Nombre maximum d'apprentis.* — Le nombre maximum d'apprentis qu'un artisan-maître peut employer est variable. Il peut être fixé, pour les entreprises artisanales, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées par les Chambres de Métiers. Cette limitation n'est applicable qu'après approbation du ministre chargé de l'Enseignement technique (art. 10 de la loi du 10 mars 1937).

5) *Nombre minimum d'apprentis.* — Les entreprises commerciales ou industrielles sont tenues d'engager un nombre minimum d'apprentis par rapport aux adultes occupés dans l'entreprise (art. 12 du décret du 24 mai 1938). Ces nombres limités ne s'appliquent pas aux entreprises artisanales, l'article précité en ayant expressément exemptées les entreprises ressortissant d'une Chambre de Métiers.

6) *Obligation de l'orientation professionnelle préalable.* La loi du 10 mars 1937 décide dans son article 5 que les jeunes gens entrant en apprentissage artisanal devront subir obligatoirement un examen médical et psychotechnique destiné à déceler leurs aptitudes et contre-indications professionnelles. A cet effet, le règlement type d'apprentissage exige dans son article 1 que le maître se fasse présenter le certificat d'orientation professionnelle devenu obligatoire. L'orientation devra avoir été effectuée dans un service créé par la Chambre de Métiers ou accepté par elle. Il faut voir dans cette obligation une garantie pour la valeur des examens.

Le décret-loi du 24 mai 1938 est intervenu dans le même sens. Il rend obligatoire pour tous les enfants âgés de 14 à 17 ans la possession d'un certificat d'orien-

tation professionnelle délivré par les centres d'orientation professionnelle, secrétariats départementaux ou interdépartementaux d'orientation professionnelle qui seront à créer dans un délai de trois années. L'obligation édictée ne sera définitive qu'à l'expiration du délai de trois ans. En attendant, les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 mars 1937 s'appliquent déjà aux artisans.

7) *Nécessité du contrat.* — L'article 2 du livre I du Code du travail rend obligatoire la rédaction par écrit d'un contrat d'apprentissage chaque fois qu'un chef d'établissement s'oblige à donner une formation méthodique et complète à une personne.

Ce contrat doit être rédigé obligatoirement au plus tard dans la quinzaine qui suit l'entrée en apprentissage. Il faut à titre documentaire citer ici une disposition jusqu'à présent assez sybilline du décret du 24 mai 1938. L'article 10 s'exprime en effet dans les termes suivants : « Le contrat d'apprentissage qui s'établirait à défaut de convention écrite est soumis aux prescriptions des chapitres II, III, IV et V du Livre I du Code du travail. Faute d'éclaircissement dans l'exposé des motifs, l'interprétation de cet article reste pour le moment indécise. On peut toutefois penser qu'il a pour effet de décider pour le cas où une convention écrite ne serait pas établie selon l'article 2 du Livre I du Code du travail, qu'il y serait suppléé par un contrat tacite conforme aux dispositions exigées pour le contrat écrit par les chapitres II à V du Livre I du Code du travail. On pourrait donc en déduire que l'obligation du contrat écrit n'existe plus d'une façon absolue.

En ce qui concerne l'artisanat, cette disposition n'aura en principe aucune répercussion. En effet, le règlement d'apprentissage type dispose que les contrats d'apprentissage artisanaux devront être rédigés obligatoirement par écrit. Aussi, toute infraction à cette

obligation pourra-t-elle être réprimée par l'application des peines qui sanctionnent le règlement.

8) *Obligations du maître.* — a) Obligations morales. — Article 8 du Livre I du Code du travail.

b) Obligations relatives à l'instruction générale (art. 9).

c) Obligations relatives à l'instruction pratique. — L'article 10 du Livre I du Code du travail oblige les maîtres à enseigner progressivement et complètement le métier qui fait l'objet du contrat. De même, l'article 9 du décret du 24 mai 1938 rend obligatoire la formation professionnelle théorique et pratique complète, conformément aux règlements d'apprentissage. Pour l'artisanat, ceux-ci sont établis, nous le savons, par les Chambres de Métiers. Le règlement d'apprentissage type apporte les précisions suivantes :

1° La profession qui fait l'objet de l'apprentissage doit être désignée explicitement. C'est une première garantie, car elle permet de déterminer ce qui devra être enseigné (art. 2 du règlement-type).

2° L'article 12 du règlement précise quelques-unes des obligations des parties. L'apprentissage doit être méthodique et complet. Les premiers travaux doivent être choisis de manière à intéresser l'apprenti. La progression à suivre pendant l'apprentissage sera fixée par profession. Les programmes de cette profession, arrêtés par cycles, doivent être fixés par les Chambres de Métiers, après avis des syndicats artisanaux. Une première série des cycles professionnels a paru dans le *Bulletin officiel de la Chambre de Métiers* du Calvados. La Chambre de Métiers de la Seine a également arrêté un certain nombre de programmes.

3° En ce qui concerne les travaux qui n'ont pas trait à l'instruction professionnelle, l'article 8 du Livre I du Code du travail prescrit au maître de n'employer l'apprenti, sauf convention contraire, qu'aux travaux

et services qui se rattachent à l'exercice de la profession. Le règlement type exclut même la possibilité de conventions contraires en les interdisant formellement. Lorsque l'apprenti est logé et nourri, il ne doit pas être astreint aux travaux domestiques, en dehors de ceux qui se rattachent à son local d'habitation (art. 15).

d) Obligations relatives à l'instruction théorique. — Ces obligations existent en France depuis la loi Astier (25 juill. 1919), qui a rendu obligatoire pour les jeunes gens et jeunes filles âgés de moins de 18 ans la fréquentation des cours complémentaires créés dans la localité, en conformité avec les dispositions de cette loi. L'artisan était tenu de leur laisser le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours obligatoires, ceux-ci devaient avoir lieu à raison de 4 heures par semaines et 100 heures par an au moins et de 8 heures par semaine et 200 heures par an au plus pendant la durée légale du travail. Le chef d'établissement était déjà responsable de l'assiduité aux cours du personnel employé et devait être averti des absences répétées. Il était également tenu de déclarer à la mairie les noms, prénoms et adresses des jeunes gens qu'il employait. Des sanctions pénales étaient prévues par les articles 50 et 51 de cette loi au manquement à cette obligation.

Malheureusement, les dispositions édictées par cette loi sont restées à peu près lettre morte. C'est pourquoi le décret du 24 mai 1938 renforce les obligations des chefs d'entreprise en cette matière. Il relève le nombre minimum des cours de 100 à 150 heures, groupés de préférence par séances de deux ou trois heures consécutives. Enfin il assimile les contraventions du Titre V de la loi Astier, ce titre étant celui qui vise les cours professionnels, aux contraventions énoncées à l'article 109 du Livre I du Code du travail. Il charge également les inspecteurs du travail d'en poursuivre la répression (art. 15) auprès des tribunaux de simple police.

Ces dispositions qui sont applicables à tous les chefs d'entreprise sont encore précisées pour les artisans par l'article 12 de la loi du 10 mars 1937. La responsabilité du maître pour l'assiduité des cours est affirmée au premier alinéa de cet article. A cet effet, un apprenti employé dans un atelier artisanal doit être détenteur d'un livret d'assiduité où sont portées les absences. Ce livret est signé par le maître chaque mois. L'apprenti pouvant également être tenu de se rendre à un cours organisé dans une localité avoisinante, le maître doit encore dans ce cas lui laisser la liberté et le temps d'y assister et doit surveiller son assiduité. Enfin, en cas de négligence ou de faute de l'employeur, le représentant légal de l'apprenti pourra lui demander des dommages et intérêts.

En ce qui concerne le choix des cours obligatoires qui doivent être suivis, il n'existe aucune indication réglementaire, il reste donc libre.

e) Obligations relatives à l'hygiène et la sécurité du travail. — Il est bien entendu que les conditions générales d'hygiène et de sécurité du travail prévues pour tous les employeurs doivent être scrupuleusement observées. Plus spécialement pour les apprentis, l'article 75 du Livre I du Code du travail dispose que le maître ne doit jamais employer l'apprenti à des travaux insalubres ou au-dessus de ses forces physiques. Cette interdiction est reprise par le règlement type d'apprentissage qui prévoit que ces travaux pourront être énumérés par profession. De cette façon, l'appréciation de leur insalubrité ou de leur difficulté ne sera pas laissée aux seuls employeurs.

f) Durée de l'apprentissage. — La durée de l'apprentissage était jusqu'à présent fixée librement par les intéressés. Aussi, des abus se produisaient-ils à tout moment et tantôt l'apprentissage était insuffisant pour permettre à l'enfant d'apprendre son métier, tantôt,

le maître profitait d'un apprentissage très long et de cette façon ne versait à l'apprenti que des salaires minimes. La loi du 10 mars 1937 a prévu que la durée de l'apprentissage serait réglementée par les Chambres de Métiers, après avis des organisations syndicales artisanales. En exécution de cette disposition, le règlement type d'apprentissage élaboré par l'enseignement technique, prévoit que cette durée ne sera jamais inférieure à deux ans, ni supérieure à 4 ans. Dans ces limites, la Chambre de Métiers fixera pour chaque profession, la durée de l'apprentissage.

Il faut noter en cette matière que certaines conventions collectives ont prévu la durée maximum ou minimum de l'apprentissage. Il pourrait donc y avoir discordance entre les durées fixées dans les conventions et celles arrêtées par les Chambres de Métiers. On doit toutefois penser que pour les ateliers artisanaux, ce sont les chiffres fixés par les règlements d'apprentissage qui doivent primer ceux des conventions collectives, alors surtout qu'ils sont sanctionnés pénalement.

g) Obligations relatives à la rémunération. — Cette rémunération varie d'après les professions. Elle peut être en argent ou en nature. En cette matière, le pouvoir réglementaire des Chambres de Métiers, nous le verrons plus loin en détail, est actuellement primé par les conventions collectives. En effet, lorsque celles-ci sont rendues obligatoires, elles s'imposent étant d'ordre public et les artisans doivent les observer. Lorsque les conventions collectives ne sont pas rendues obligatoires, elles ne s'imposent juridiquement qu'aux artisans qui seraient adhérents à une telle convention ou lorsque le contrat d'apprentissage s'y est référé. Dans le cas contraire, sans être obligatoire elles constituent fréquemment un usage dans la profession, qu'on pourra toujours invoquer pour en demander l'application.

Le règlement d'apprentissage type prévoit que les

augmentations de rémunération sont subordonnées aux résultats des examens de fin d'année. Nous verrons plus loin la nature de ces examens.

h) Obligations sociales existant du fait de l'apprentissage :

1° Assurances sociales. — Depuis le 1^{er} janvier 1937, tout apprenti qui en espèces ou en nature reçoit une rémunération de 1.000 fr. par an ou plus est assuré obligatoire ;

2° Les accidents du travail. — Le patron est responsable des accidents conformément à la loi du 1^{er} juillet 1938. Il existe pour les apprentis des dispositions spéciales concernant le salaire de base (voir art. 7 de la loi).

3° Les allocations familiales. — Les artisans doivent être affiliés à une caisse de compensation si des salaires sont versés à l'apprenti.

4° Les congés payés. — La loi du 21 juin 1936 a formellement prévu que les apprentis des artisans bénéficieraient des congés payés ;

5° Repos hebdomadaire. — Comme tout personnel employé par un artisan, l'apprenti a droit à un jour de repos par semaine. Toutefois, en vertu de l'article 52, du Livre I du C. Trav. le jour de repos hebdomadaire pour les adultes de moins de 18 ans et pour les femmes est le dimanche. Ces mêmes personnes ont droit, en vertu de cet article, au repos tous les jours fériés légaux. En outre, certaines dérogations établies au repos hebdomadaire pour les adultes, par les articles 40, 41 et 43 du Livre II du Code du travail ne peuvent leur être appliquées. Il s'agit des dérogations accordées pour travaux urgents et de celles autorisées pour les établissements occupant moins de cinq ouvriers et qui sont admis à donner le repos par roulement.

Il en est de même pour les artisans dont l'activité

est soumise aux intempéries, qui se trouvent en plein air, ou qui se livrent à la transformation de denrées périssables. Dans ce cas pourtant, un règlement d'administration publique détermine les conditions d'application aux apprentis.

6° La durée du travail. — Nous indiquerons pour mémoire que l'apprenti n'est tenu qu'à la durée du travail réglementaire dans les ateliers d'après les décrets pris par profession ou groupe de professions en vertu de la loi du 26 juin 1936.

9) *Avantages que les artisans formant des apprentis peuvent obtenir.* — Les artisans formant des apprentis peuvent obtenir des primes en argent comme encouragement à l'apprentissage. Ces primes ont été créées primitivement par la Direction générale de l'enseignement technique en faveur des artisans ruraux. Mais la loi du 10 mars 1937 dans son article 15 a autorisé les Chambres de Métiers à les accorder à tous les artisans formant des apprentis.

Mesures d'encouragement pour les apprentis. — Parallèlement aux primes d'apprentissage pour les artisans ruraux, des bourses d'encouragement furent créées en faveur des apprentis dans les mêmes métiers. L'administration de l'enseignement technique décida également l'attribution de boîtes d'outillage à ceux qui auraient terminé leur apprentissage.

Signalons que grâce à l'article 15 de la loi du 10 mars 1937, tous les artisans peuvent obtenir des primes d'apprentissage lorsque la Chambre de métiers le prévoit (voir à ce sujet p. 318).

10) *Inspection d'apprentissage.* — En vertu de l'article 7 de la loi du 10 mars 1937, les artisans doivent se soumettre à la visite des inspecteurs d'apprentissage artisanal, pendant la durée du travail. Ces inspecteurs peuvent visiter les lieux de travail, ateliers, entreprises et chantiers ressortissants des Chambres de Métiers

ainsi que, s'il y a lieu, les logis des apprentis et s'informer de l'emploi et de la tenue de ceux-ci. A ce sujet le règlement d'apprentissage type prévoit une visite tous les trois mois et le cas échéant, sur demande des parties. Il prévoit également pour l'enfant un examen de passage à la fin de chaque année, à la suite duquel des observations pourront être présentées au maître (art. 13).

En vertu de l'article 14 du décret-loi du 24 mai 1938, d'autres inspecteurs d'apprentissage sont prévus pour tous les ateliers. Ces inspecteurs disposent sensiblement des mêmes attributions et il est vraisemblable que des mesures d'exécution à intervenir dispenseront les ateliers artisanaux de leur visite.

11) *Examens de fin d'apprentissage.* — L'article 18 du décret du 24 mai 1938 oblige les chefs d'entreprise à présenter les apprentis aux examens de fin d'apprentissage prévus par l'article 11 *a* du Livre I du Code du travail et au certificat d'aptitude professionnelle de la loi de 1919 et à leur laisser le temps nécessaire pour participer à ces épreuves. Les infractions à cette disposition sont sanctionnées par les peines de l'article 50 de la loi.

Dans le même sens, le règlement d'apprentissage de la Chambre de Métiers de la Seine, prévoit dans son article 9 l'obligation pour le maître de présenter l'apprenti à l'examen de fin d'apprentissage dont le programme et le règlement établis par les Chambres de Métiers sont approuvés par le ministre de l'Enseignement technique.

II. *Régime des jeunes gens employés dans un métier qui ne comporte pas un apprentissage méthodique et complet.*

1) *Textes.* — Les obligations des artisans-maîtres en cette matière découlent exclusivement du décret du 24 mai 1938 et des mesures d'exécution qui intervien-

dront par la suite. Par contre, jusqu'à présent, les dispositions de la loi du 10 mars 1937 ne s'appliquent pas à ces enfants.

2) *Quels sont les enfants soumis à ce régime.* — Il s'agit des jeunes gens et jeunes filles âgés de 14 à 17 ans qui travaillent dans un métier ne comportant pas un apprentissage méthodique et complet. C'est donc d'après le métier que sera déterminée la qualité d'après laquelle l'enfant sera occupé.

3) *Obligations résultant de cet emploi.* — Elles sont les mêmes, que l'employeur soit artisan, commerçant ou industriel. Nous ne les analyserons donc pas en détail, mais nous nous bornerons à les indiquer. Ce sont :

a) L'obligation de l'orientation professionnelle préalable, lorsqu'après un délai de 3 ans l'article 8 du décret-loi du 24 mai 1938 sera entré en application.

b) L'absence de contrat d'apprentissage, attendu que le contrat est celui par lequel un employeur s'oblige à donner une formation professionnelle méthodique et complète, mais l'existence d'un contrat de travail ordinaire avec les particularités suivantes.

c) L'obligation de la formation professionnelle pratique, dont l'étendue ne peut être aisément déterminée, vu qu'il s'agit de métiers qui ne comportent pas une formation méthodique et complète.

d) L'obligation de la formation théorique. L'employeur est responsable de l'assiduité aux cours professionnels organisés dans la localité pendant la durée du travail.

e) Le nombre minimum et maximum de jeunes gens pouvant ainsi être occupés. Il faut toutefois signaler que les artisans ressortissant des Chambres de Métiers seront dispensés d'observer les rapports minima et maxima fixés entre le nombre des enfants de 14 à 17 ans

employés par une entreprise dans un métier ne comportant pas un apprentissage méthodique et complet et celui des adultes de 18 à 25 ans.

III. *Régime des enfants reconnus inaptes à toute formation professionnelle.*

1) *Définition.* — Certains enfants peuvent être déclarés inaptes à toute formation professionnelle (art. 9 du décret du 24 mai 1938). Cette inaptitude est prononcée par le secrétariat départemental d'orientation professionnelle lorsqu'il existera et à défaut par la commission locale professionnelle ou à défaut encore de celle-ci, par un médecin appartenant aux catégories suivantes :

a) médecin chargé de la surveillance des enfants du premier âge ;

b) médecin inspecteur des écoles ;

c) médecin chargé de tout autre service public.

2) *Régime.* — Ces enfants peuvent être employés en vertu d'un contrat de travail. L'employeur est tenu toutefois de respecter les règles concernant le travail des enfants fixées au Code du travail.

Toutefois, même pour ces enfants, il n'est pas interdit aux employeurs de conclure un contrat d'apprentissage.

IV. *Sanctions aux obligations en matière d'apprentissage.*

Les artisans-maîtres qui ne se conformeraient pas à ces obligations, sont passibles de peines dont l'importance variera avec l'infraction commise. Tout d'abord, les Chambres de Métiers peuvent, à titre d'avertissement, leur refuser les primes et autres avantages qu'elles leur accordent. Puis, le maître-artisan qui viole une obligation découlant de la loi du 10 mars 1937 ou du règlement d'apprentissage se voit appliquer par les tribunaux de simple police, les peines de l'article 479

du Code pénal. La constatation de ces infractions appartient essentiellement aux inspecteurs d'apprentissage artisanal. Pour ce qui est des dispositions rendues obligatoires pour l'apprentissage à quel-qu'endroit qu'il soit fait, il ressort que les peines découlant de chaque obligation sont appliquées. La poursuite appartiendra concurremment aux inspecteurs du travail et aux inspecteurs d'apprentissage artisanal. En cas d'infraction grave, la Chambre de Métiers peut demander au Comité départemental de l'enseignement technique de requérir du Conseil des Prud'hommes la suspension pour un temps du droit de former des apprentis.

CHAPITRE VIII

LES IMPOTS

§ 1. *Impôts cédulaires sur le revenu professionnel*

Principes généraux

L'artisan, comme nous l'avons vu, doit tirer principalement ses moyens d'existence de sa participation manuelle aux travaux de la profession. On aurait dû en déduire que ses revenus seraient assimilés aux salaires et imposés comme tels. Jusqu'à présent, toutefois, il n'en est rien et le régime fiscal applicable aux gains de l'artisan est, en règle générale, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il existe toutefois de larges exceptions pour certains artisans, les petits artisans définis par l'article 10 de la loi de 1923, en faveur desquels la qualité de salaire est reconnue au gain professionnel. Aussi, allons-nous examiner successivement ces deux points :

A. RÉGIME GÉNÉRAL POUR LES ARTISANS

Le régime général des impôts visant le revenu professionnel de l'artisan-maître tel qu'il a été légalement défini par la loi du 26 juillet 1925, est l'assujettissement à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Cet impôt est appliqué aux artisans d'après les règles générales qui en fixent le mécanisme et il ne présente pour eux que quelques rares particu-

jarités d'ailleurs peu importantes que nous signalons ci-après.

1) *Commission consultative*. — Lorsque les déclarations souscrites soulèvent une contestation entre le fisc et l'artisan contribuable et notamment lorsqu'une divergence de vue se produit à propos de la détermination du bénéfice, le litige peut être soumis à l'arbitrage d'une commission consultative. Cette commission est appelée à donner son avis sur toute question de fait qui provoque un désaccord d'appréciation. L'avis donné aura pour effet de faire peser dans l'instance ultérieure la charge de la preuve sur le contribuable ou sur le fisc, suivant la décision.

Telle est la mission donnée à cette commission par l'article 18 du Code général des contributions directes. On voit qu'elle aura une certaine influence pratique; aussi, pour fournir des garanties aux parties, sa composition comprend-elle cinq commerçants ou industriels désignés par la Chambre de commerce.

Toutefois, si dans le département où fonctionne une Chambre de Métiers, le désaccord motivant l'intervention de la Commission existe avec un contribuable inscrit au Registre des Métiers, deux des membres industriels et commerçants seront remplacés par deux représentants des artisans du département choisis par la Chambre de commerce sur une liste de présentation établie par la Chambre de Métiers. S'il existe plusieurs Chambres de Métiers, la liste de présentation sera concertée entre ces Chambres. Depuis la loi du 31 décembre 1937 les anciens artisans peuvent figurer sur ces listes.

2) *Le forfait*. — Le système forfaitaire, par opposition au régime de l'imposition d'après le bénéfice réalisé consiste dans une évaluation des bénéfices, faite par le contrôleur, d'après le chiffre d'affaires réalisé par l'artisan. Il s'applique aux artisans dont

le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 400.000 fr. pour la vente de marchandises, fournitures ou denrées et 40.000 fr. pour toute entreprise ne se livrant pas à la vente. Il s'agit, dans ce dernier cas, d'artisans qui ne fournissent que des prestations de service ou travaillent à façon, sans autres fournitures que les ingrédients ou produits nécessaires au façonnage. En cas de désaccord entre le contrôleur et le contribuable, sur le forfait imposé, le litige est porté devant la Commission départementale des forfaits prévue par l'article 14 du Code général des contributions directes. Cette commission dont la composition est identique à celle de la commission consultative fixe le forfait. Il faut signaler là encore la présence de deux représentants de l'artisanat lorsqu'il s'agit d'un artisan-maître.

B, ETUDE DU RÉGIME DES PETITS ARTISANS

I. *Texte de l'article 10 de la loi du 10 juin 1923 devenu l'article 23 du Code général des contributions directes.*

« Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, sont taxés d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule :

« 1^o Les ouvriers travaillant chez eux, soit à la main, soit à l'aide de la force motrice, que leurs instruments de travail soient ou non leur propriété, lorsqu'ils opèrent exclusivement à façon pour le compte d'industriels ou de commerçants, avec des matières premières fournies par ces derniers, et lorsqu'ils n'utilisent pas d'autres concours que celui de leur femme, de leurs père et mère, de leurs enfants et petits enfants, d'un compagnon, et d'un apprenti de moins de dix-huit ans avec lequel un contrat régulier d'apprentissage a été

passé dans les conditions prévues par les articles 1^{er}, 2 et 3 du Livre I du Code du travail.

« Tout ouvrier qui, pensionné en vertu de la loi du 31 mars 1919 ou en vertu de la loi du 9 avril 1898, a été obligé de changer de profession en raison de l'incapacité de travail, résultant de la guerre ou d'un accident, peut, quel que soit son âge, être employé comme apprenti pendant une année, sans que cet emploi entraîne contre l'employeur la déchéance du bénéfice du présent article.

« Le nombre des compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon exécutant séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, reçoit du chef d'atelier une quote-part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixée conformément aux usages locaux de la corporation.

« 2° Les artisans travaillant chez eux ou au dehors, qui se livrent principalement à la vente du produit de leur propre travail et qui n'utilisent pas d'autre concours que celui des personnes énumérées au paragraphe 1°;

« 3° La veuve de l'ouvrier et celle de l'artisan, travaillant dans les conditions prévues aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus, lorsqu'elle continue la profession précédemment exercée par son mari;

« Les dispositions des paragraphes 1°, 2° et 3° ci-dessus s'appliquent, dans tous les cas prévus sans qu'il y ait à distinguer suivant que le façonnier ou l'artisan travaille à titre individuel, en société en nom collectif ou en communauté d'intérêts avec les personnes dont le concours est assuré ».

On peut en conclure que la fiscalité spéciale est établie en faveur de deux catégories de travailleurs :

- pour ceux qui travaillent à façon;
- pour les artisans proprement dits.

II) *Quelles conditions doivent remplir les artisans pour bénéficier de l'article 23 du Code général des contributions directes ?*

1) *Il faut qu'il s'agisse d'artisans*, ce terme implique essentiellement l'indépendance de l'entreprise. Il semble exiger aussi la prédominance du travail manuel. Toutefois une exception est formellement stipulée en faveur de la veuve pour laquelle le travail manuel n'est pas nécessaire.

Enfin, l'artisan peut travailler à titre individuel, en société en nom collectif ou en communauté d'intérêt. Autrefois, les sociétés à responsabilité limitée étaient également admises au bénéfice de l'article 23, elles en sont aujourd'hui écartées, vu leur forme commerciale conférée par la réforme fiscale de 1934.

2) *L'artisan doit se livrer principalement à la vente du produit de son propre travail.* — a) Cette disposition est de celles qui ont soulevé les difficultés les plus nombreuses et qui, vu leur rédaction vague, ont été l'objet de décisions judiciaires contradictoires. Aussi, allons-nous examiner successivement les principales interprétations données à ce texte.

Les difficultés soulevées proviennent de ce que dans la vie pratique chaque producteur organise son entreprise suivant son intérêt personnel et en vue d'en retirer le gain le plus élevé. Ainsi, il sera amené, selon les circonstances et sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative, à annexer un magasin de vente, à faire exécuter une partie des pièces chez un artisan ou industriel, à réaliser des bénéfices sur les fournitures ou sur les matières premières mises en œuvre, à utiliser la force motrice. Or, toutes ces opérations lui procurant un gain, il devient, dès lors, très difficile d'apprécier à quel moment l'artisan cesse de se livrer principalement à la vente du produit de son propre travail.

b) Critérium à retenir. — Une question se pose de suite, c'est celle de savoir comment sera appréciée l'importance comparative des bénéfices réalisés par le travail personnel et manuel de ceux provenant d'une spéculation.

Pendant longtemps, l'administration soutenait que c'était d'après l'importance comparative du *chiffre d'affaires* réalisé que la distinction devait être établie. En ce sens, nous avons plusieurs arrêts du Conseil d'Etat, notamment un arrêt du 13 janvier 1933 décidant que ne saurait être reconnue comme artisan la personne qui se livre à la vente de bicyclettes, en même temps qu'à leur réparation, alors que la portion du chiffre d'affaires correspondant tant à la valeur des accessoires compris dans la réparation qu'à celle des cycles neufs, représente la majeure partie du chiffre d'affaires total (Cons. d'Etat, 13 janv. 1933, sieur X., *Lebon*, p. 58).

C'était un critérium particulièrement défectueux, le chiffre d'affaires ne révélant en aucune façon quelle était l'activité principale de l'intéressé. Cet inconvénient sautait surtout aux yeux lorsque les matières premières entrant dans la fabrication des accessoires vendus étaient d'un prix élevé.

En même temps que ce premier critère de l'importance du chiffre d'affaires, le Conseil d'Etat appliqua un moyen d'appréciation beaucoup plus équitable. Il détermina, en effet, la qualité d'artisan d'après l'activité personnelle de l'intéressé. Ainsi, un arrêt du 15 juin 1928 reconnut la qualité d'artisan à une personne qui se livrait dans les conditions habituelles du commerce à la vente d'ustensiles de ménage, mais dont l'*activité principale* consistait dans des travaux de ferblanterie (Cons. d'Etat, 15 juin 1928, sieur X., *Lebon*, p. 761). Mais il semble que le critère qui ait finalement triomphé est celui de l'importance comparative du *gain réalisé*.

Ainsi, la qualité d'artisan fût refusée à un contribuable dont le gain ne provenait pas seulement de la rémunération de son travail, mais pour un montant au moins égal à celle-ci, du bénéfice de spéculation (Cons. d'Etat, 16 déc. 1935, Prunier, *Gaz. Pal.*, 1936.1.333, dans le même sens, arrêt du 25 juill. 1929, min. des Fin. et 30 nov. 1936, *Gaz. Pal.*, 26 janv. 1937).

Mais là encore, il faut se demander quelle sorte de gain sera définitivement retenu, le gain brut ou le gain net, car en effet, lorsqu'on retient le gain brut, on s'aperçoit que fréquemment le gain brut le plus élevé ne correspond pas à l'activité la plus rémunératrice. Aussi, il semble que le gain net doive finir par triompher. C'est d'ailleurs en ce sens que le Conseil de préfecture du Nord a rendu un arrêt le 10 mars 1937, sieur X. Quoiqu'il en soit, on peut en partant de ces principes examiner les principaux problèmes que la vie pratique a posés.

1° Vente d'accessoires. — Il s'agit d'objets non fabriqués par l'artisan. Il ressort tout d'abord des travaux préparatoires de la loi de 1923 que le législateur a entendu autoriser les ventes des produits que l'artisan achète et vend sans leur faire subir de transformation. Tel est le cas du cordonnier qui vend des lacets et du cirage ; du maréchal-ferrant qui vend des machines agricoles.

De nombreux arrêts ont d'ailleurs confirmé cette solution (Cons. d'Etat, 29 janv. 1932, Min. des Fin., c / X *Lebon*, p. 224). Cette activité est licite et permise et n'enlève pas la qualité d'artisan aussi longtemps que le gain réalisé pour les opérations de vente est inférieur à celui réalisé par l'exercice de la profession artisanale (voir arrêt du 25 juill. 1929, précité).

2° Fournitures. — Le même raisonnement est valable pour les fournitures. L'administration a reconnu dans la circulaire n° 1025 que l'artisan ne perdait pas le bénéfice de l'article 23 s'il mettait en œuvre une ma-

tière première d'une valeur supérieure à celle de la main-d'œuvre lorsqu'il ne fait pas de la fourniture de la matière première un objet de spéculation. C'est ainsi que *à contrario* les métiers de l'alimentation furent considérés comme se livrant à la spéculation sur les matières premières et écartés du bénéfice de la fiscalité artisanale. De même, le Conseil d'Etat refusa ce bénéfice à un contribuable qui procéda à l'installation de chauffage central et de salles de bain avec des appareils achetés à des marchands de gros et dont le prix avec bénéfice était englobé dans sa rémunération totale (Cons. d'Etat, 30 nov. 1936, *Rolland*, non publié).

3° Approvisionnements et procédés commerciaux.—

Des règles ainsi posées, on est amené à conclure que l'artisan, sans perdre son droit à la fiscalité spéciale peut constituer des approvisionnements, procéder à des étalages et se servir de procédés commerciaux. L'administration, il est vrai, conteste cette faculté. Au surplus la jurisprudence du Conseil d'Etat, s'inspirant de chaque cas particulier paraît poser, en principe, que les stocks d'approvisionnements ne doivent pas excéder les besoins de la fabrication courante (Cons. d'Etat. 25 juill. 1929, Min. des Fin. c/ X, *Lebon*, p. 1317; Cons. d'Etat, 24 févr. 1933, Min. du Budget, c/ de Nys, *Lebon*, p. 717; Cons. d'Etat, 13 mai 1932, Min. des Fin. c/ X, *Lebon*, p. 486).

La note n° 1025 paraît aller plus loin et autoriser les approvisionnements du moment qu'ils ne sont pas aussi larges que pour un commerçant.

Quant au magasin de l'artisan, la note n° 1025 admet que l'artisan peut présenter ses marchandises dans un magasin ne servant pas d'atelier, tant que celui-ci n'est pas semblable, en tout point, tant par son agencement que par son approvisionnement, à ceux des commerçants.

Pour la publicité, le Conseil d'Etat semble exiger

qu'elle ne soit pas très importante (7 mai 1931, *Surugue Lebon*, p. 493). Dans une même année, il eut à juger deux espèces semblables. Dans une première, il a refusé la qualité d'artisan à un photographe qui disposait d'une installation commerciale, faisait de la publicité au moyen d'une voiture automobile et possédait un magasin de cadres (6 fév. 1931, sieur X..., *Lebon*, p. 145), alors qu'il a, le 13 novembre 1931 (sieur X..., *Lebon*, p. 982) reconnu cette qualité à un autre photographe. Du moment que son gain provenait de son propre travail, peu importait l'importance des locaux professionnels et la nature des moyens mis en œuvre pour attirer la clientèle. Cette solution nous paraît la seule logique.

4^o Machines et procédés mécaniques. — Pour pouvoir être considéré comme se livrant principalement à la vente du produit de son propre travail, l'artisan ne doit pas se servir de procédés mécaniques qui réduiraient son travail à un simple rôle de surveillance. Il faut, à ce sujet, rappeler qu'au début, l'administration des contributions directes refusait tout outillage mécanique mû par la force motrice, à l'artisan, se fondant sur le fait que le § 2 de l'article 10 de la loi du 30 juin 1923, contrairement au § 1^{er}, ne prévoyait pas cet emploi. Cette interprétation, condamnée par les tribunaux fût abandonnée. Aujourd'hui, l'emploi de procédés mécaniques et de la force motrice est permis.

Il ne faut pourtant pas que la machine réduise l'action de l'artisan et de ses aides à un rôle secondaire, ceux-ci se bornant à des opérations préliminaires et accessoires (Cons. d'Etat, 21 fév. 1933, sieur X..., *Lebon*, p. 58). Le rendement de l'outillage ne doit pas être trop important (26 juin 1931, sieur X..., *Lebon*, p. 700 et 29 avril 1932 X..., *Lebon*, p. 431). L'emploi d'un outillage ménager ou mû par la force motrice est permis lorsque le rôle du travail manuel reste prépondérant

(Cons. d'Etat, 11 mars 1935, sieur X..., *Lebon*, p. 321 ; Cons. de préfecture de la Somme, 25 janv. 1935).

La récente note n° 1025 déjà citée confirme d'ailleurs que l'administration a accepté dans une certaine mesure cette jurisprudence et recommande aux contrôleurs de ne pas se montrer trop rigoureux. Sans doute, il ne faut pas que le rôle de l'artisan se borne à la surveillance des appareils. Mais ce cas excepté, les professions dont le caractère artisanal n'est pas discutable lorsqu'elles sont exercées à l'aide d'outils à main, conservent ce même caractère lorsque les intéressés ont recours à des machines.

Il en est ainsi lorsque la machine prépare le travail que l'artisan doit finir à la main — scies et raboteuses mécaniques pour le menuisier —, il en est de même lorsque l'artisan s'aide de machines à la fois dans la préparation et le finissage du produit, le façonnage comportant un élément d'adresse manuelle (tourneurs et fabricants de sabots mécaniques).

III. *La main-d'œuvre que l'artisan peut employer est déterminée dans le § 1^{er} de l'article 23.*

1) *Membres de la famille.* — Il peut employer d'abord les membres de la famille, à savoir sa femme, ses père et mère, ses enfants et petits-enfants. Par extension est admis aussi le concours des gendres et belles-filles. Les personnes ainsi énumérées peuvent d'ailleurs habiter sous le même toit ou avoir un domicile séparé. Par contre, doit être compté comme unité employée et non comme membre de la famille un frère ou une sœur (Cons. d'Etat, 20 juill. 1932, sieur X., *Lebon*, p. 746), une compagne (Cons. d'Etat, 20 mars 1931, sieur X.).

2) *Main-d'œuvre étrangère à la famille.* — a) Le petit artisan. — L'artisan peut employer en outre un compagnon et un apprenti.

1° Compagnon. — Le compagnon est l'ouvrier

quelconque occupé dans la profession et non seulement l'ouvrier qualifié connaissant le métier. Est considéré comme tel une vendeuse, un représentant de commerce à la commission.

2^o Apprenti. — L'apprenti doit être âgé de moins de 18 ans et muni d'un contrat régulier d'apprentissage (Cons. d'Etat, 25 novembre 1935, sieur *Cherpy*, *Lebon*, p. 1092).

Toutefois, une disposition spéciale existe pour les mutilés de guerre : ainsi qu'il résulte du texte de l'article 23 cité au début de ce chapitre les mutilés de guerre et du travail, obligés de changer de profession, peuvent être considérés comme apprentis pendant un an quel que soit leur âge.

L'emploi passager de main-d'œuvre ne fait pas perdre automatiquement le bénéfice de l'article 23. Il n'en serait ainsi que s'il se prolongeait au delà de 90 jours (Rép. min. Trav. à M. Sorel, *J. off.*, Chambres des Députés, 23 déc. 1938).

Quelques difficultés spéciales ont été soulevées sur la main-d'œuvre.

3^o Ouvriers à domicile. — Sont considérés comme compagnons les ouvriers à domicile, aussi l'administration refuse-t-elle d'accorder la fiscalité spéciale à une personne qui utilise le concours de plusieurs d'entre eux (Cons. d'Etat, 4 mars 1935, Demarq Morcette, *Leb.*, p. 279). Par contre, le Conseil d'Etat a décidé de conserver la qualité d'artisan fiscal à celui qui n'occupant pas d'ouvriers en atelier utilise le concours intermittent d'ouvriers à domicile, lorsque le travail de ces derniers n'excède pas celui que fournirait un seul ouvrier employé continuellement (Voir Cons. d'Etat, 27 avril 1934, min. du Budget, *Lebon*, p. 498 et C. P. Dijon, 11 févr. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.1.530).

Si le concours d'ouvriers à domicile n'est pas autorisé, par contre l'artisan fiscal peut confier certaines opérations déterminées à des tiers.

Ainsi, un artisan ciselier ne perd pas les droits à l'exemption prévue « du fait qu'il confie à des tiers le limage, le nickelage et le polissage des pièces dont il effectue le montage, car dans les profits qu'il réalise, le bénéfice provenant de ces divers travaux effectués par des artisans indépendants qui par rapport à ce ciselier, n'ont pas le caractère d'ouvriers travaillant à domicile, mais celui de façonniers, est minime et même nul par comparaison au bénéfice qu'il tire de son propre travail (arrêt du Cons. d'Etat, 16 déc. 1935, *Monnot*, *Lebon*, Table et *Gaz. Pal.*, 1936.1.389).

4° Lorsque les artisans travaillent en société, une seule personne est considérée comme chef d'entreprise, les autres comme compagnons (Cons. d'Etat, 20 nov. 1931, sieur X..., *Lebon*, p. 1010).

b) L'artisan façonnier. — En ce qui concerne la main-d'œuvre employée par lui, le nombre de compagnons autorisé est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon, exécutant séparément la façon de sa pièce ou le travail de sa spécialité, reçoit du chef d'atelier une quote part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier, et fixée conformément aux usages locaux de la profession.

Cette condition concernant la rémunération est essentielle. Il ne serait pas suffisant que les ouvriers reçoivent du façonnier un salaire calculé aux pièces et à la tâche ni que celui-ci soit sensiblement supérieur à la rémunération courante des ouvriers de la région (Cons. d'Etat, 20 juin 1938, *Allot*, *Gaz. Pal.*, 25 oct. 1938).

La définition du façonnier ainsi donnée dans les lois fiscales ne semble pas pouvoir être retenue ainsi que nous l'avons vu, comme distinction entre le façonnier et l'artisan, certains de ces façonniers devant être considérés comme ouvriers à domicile, d'autres comme chefs d'entreprises autonomes, c'est-à-dire artisans véritables.

IV. *Personnes ne remplissant que pendant une partie de l'année les conditions requises.*

Il faut faire enfin une mention spéciale du cas où une personne ne remplit les conditions pour bénéficier de l'article 23 que durant une partie de l'année. Dans ce cas, il est admis que la personne intéressée bénéficie de la fiscalité spéciale pour tout le gain effectué dans les conditions requises (voir en ce sens Cons. d'Etat, 20 juill. 1932, sieur X..., *Lebon*, p. 745).

V. *Aide et conseils aux artisans.*

On voit, par cet exposé sommaire des conditions d'application de l'article 23 du Code général des contributions directes, que l'administration s'est livrée à une très large appréciation. Des jugements sont intervenus sur certains points importants, mais les détails relèvent encore, à l'heure actuelle, de la pratique administrative. Celle-ci admet ou refuse des contribuables au bénéfice de la fiscalité. Aussi, le contribuable a-t-il toujours avantage à se renseigner sur les détails concernant sa profession aux syndicats artisanaux compétents et à se faire assister par ceux-ci.

En plus de l'assistance à leurs membres dans toutes les instances qu'ils engageraient, les syndicats délivrent des certificats fiscaux à leurs adhérents. Ces certificats ont un certain poids auprès des contrôleurs des contributions directes.

C. EN QUOI CONSISTE LA FISCALITÉ SPÉCIALE, ÉTABLIE POUR LES PETITS ARTISANS PAR L'ARTICLE 23 DU CODE GÉNÉRAL DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

1) *Déclaration.*

L'impôt est établi au moyen d'une déclaration faite par le contribuable. Celui-ci doit la présenter dans les délais requis, c'est-à-dire avant le 1^{er} mars de chaque année. Il doit souscrire deux déclarations notamment

au cas où le siège de son entreprise est différent de son domicile.

La déclaration doit comprendre les mêmes mentions que celles énumérées plus haut pour les bénéfices industriels et commerciaux. Le contribuable doit nécessairement préciser qu'il revendique le bénéfice de l'article 23.

2) *Calcul de l'impôt.*

Pour le calcul de l'impôt, toute fraction de revenu n'excédant pas 100 fr. est négligée.

L'impôt ne porte que sur la fraction du revenu net annuel qui excède la somme de 10.000 fr.

La fraction comprise entre le minimum exempté et 20.000 fr. n'est comptée que pour moitié.

Il est fait application du taux réduit fixé à l'article 137 du Code général des contributions, actuellement 8 %.

3) *Réductions pour charges de famille.*

Pour tout contribuable dont le revenu annuel ne dépasse pas 20.000 fr. le montant de l'impôt est réduit de 20 % pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 60 % pour chaque enfant à partir du troisième.

Pour celui dont le revenu net est compris entre 20.000 fr. et 40.000 fr., le montant de l'impôt est réduit de 15 % pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 45 % pour les autres à partir du troisième.

Pour celui dont le revenu est supérieur à 40.000 fr., le montant de l'impôt est réduit de 10 % pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 30 % pour les autres à partir du troisième.

Le montant des réductions ne peut dépasser 800 fr. pour chaque enfant.

§ 2. *Impôt général sur le revenu*

Il n'existe aucune particularité spéciale à l'artisan.

§ 3. *La taxe à la production*

1) *Définition.*

La taxe à la production qui depuis le 31 décembre 1936 remplace la taxe sur le chiffre d'affaires consiste, comme ses promoteurs l'ont défini, dans une taxe frappant les affaires faites en France par des personnes relevant de la cédule des bénéfices industriels et commerciaux au dernier stade de la production.

2) *Application de la taxe aux artisans.*

L'artisan tel qu'il a été légalement défini par la loi du 26 juillet 1925 n'occupe en cette qualité aucune place spéciale dans cette législation. Il n'en est question à aucun moment. Par contre, l'artisan bénéficiaire de l'article 23 du Code des contributions directes occupe une position particulière.

3) *Les différents régimes applicables à l'artisanat.*

a) *Artisan bénéficiaire de l'article 23 du Code général des contributions directes.* — 1° Régime des objets vendus après avoir été mis en œuvre. — Ces objets sont exonérés totalement de la taxe. Toutefois les matières premières et fournitures achetées par l'artisan sont acquises par lui taxe acquittée.

2° Régime des accessoires revendus sans transformation. — Ces objets sont également exonérés totalement au moment de leur vente par l'artisan, mais doivent avoir supporté la taxe à l'achat.

b) *Artisans non producteurs.* — Ils sont redevables de la taxe de 3% sur leur chiffre d'affaires, mais acquièrent les fournitures et matières premières, taxe acquittée.

Rentrent dans cette catégorie :

1° Les prestataires et locataires de services ;

2° Les artisans qui vendent à la consommation sur place ;

3° Les vendeurs d'articles d'occasion.

Rappelons que les objets revendus sans transformation sont exonérés totalement au moment de la vente par l'artisan, mais sont acquis taxe acquittée.

Il peut bénéficier du forfait institué par le décret-loi du 12 novembre 1938 lorsque son chiffre d'affaires ne dépasse pas 40.000 francs dans le premier cas et 400.000 dans les deux autres.

c) *Artisans bénéficiaires du forfait.* — Les artisans producteurs et assimilés n'ayant pas réalisé un chiffre d'affaire supérieur à 400.000 francs, et les assujettis à la taxe de 3 %, n'ayant pas réalisé 40.000 francs peuvent demander le bénéfice du forfait. Sous ce régime ils reçoivent les matières premières taxe acquittée, la somme imposable étant constituée par la différence entre le montant annuel des ventes donnant lieu à application à la taxe et le montant des achats de matières premières ou de produits destinés à être consommés au premier usage.

Pour les détails concernant le forfait voir le décret-loi du 12 novembre 1938, le décret du 24 novembre 1938 et l'instruction ministérielle du 25 novembre 1938, N° 2.518.

d) *Artisans producteurs.* — Doivent être obligatoirement rangés dans cette catégorie.

1) Les artisans qui vendraient pour plus de 400.000 fr. d'objets donnant lieu à application de la taxe.

2) Les artisans qui, vendant pour un chiffre d'affaire moins important n'auraient pas demandé le régime du forfait ainsi que ceux qui ne l'auraient pas obtenu.

Peuvent prendre la qualité de producteur tous les artisans qui y ont intérêt.

Cet intérêt existe lorsque l'artisan écoule principalement sa fabrication : 1° à d'autres producteurs ; 2° à l'exportation.

On peut définir rapidement le régime des producteurs de la façon suivante :

Les producteurs acquièrent les matières premières et objets destinés à être consommés au premier usage en suspension de la taxe, mais sont redevables sur leur chiffre d'affaires de 9%, sauf pour les objets : 1° vendus à d'autres producteurs ; 2° vendus à l'exportation.

Comme producteur l'artisan est soumis aux règles générales applicables.

d) *L'artisan entrepreneur*. — Enfin l'artisan peut également se trouver assujetti au régime des entrepreneurs. Comme tel, il peut d'abord avoir la position de producteur pour le tout. Sa situation rentre dans celle du producteur pur. Mais plus fréquemment, il ressortira à la taxe de 3% sur les devis et travaux. Depuis le décret du 24 mai, il est autorisé à déduire du montant des marchés, mémoires ou factures, la valeur des fournitures faites à l'occasion de l'exécution des travaux, à condition qu'elles aient été grevées effectivement de la taxe de 9%. Ici encore l'artisan comme tout redevable a la possibilité d'obtenir le forfait.

Tels sont les différents régimes applicables à l'artisan. Nous n'avons cité que ceux qui sont susceptibles d'application, à l'exclusion de ceux qu'on ne peut concevoir pour lui en raison de leur nature, tel que le régime du commerçant pur. Nous devons toutefois observer que les régimes les plus fréquemment appliqués pour les artisans sont :

- 1° Le régime des bénéficiaires de l'article 23.
- 2° Des bénéficiaires du forfait.
- 3° Des assujettis à la taxe de 3%.
- 4° Le régime des entrepreneurs.
- 5° Celui des producteurs pour le tout.

4) *Obligations des artisans assujettis*.

Il n'existe, en principe, pas d'obligation spéciale pour les artisans, sauf pour les bénéficiaires de l'article 23 qui doivent présenter un certificat indiquant leur qualité au service d'assiette de la taxe à la produc-

tion. Ils sont alors dispensés des autres formalités exigées.

Les artisans assujettis à la taxe sont tenus aux mêmes obligations que tous les autres assujettis.

5) *Taxes uniques maintenues.*

Les taxes uniques maintenues sont :

a) La taxe à l'abatage, dont le mécanisme a été transformé par un décret-loi du 12 novembre 1938.

b) La taxe sur les conserves alimentaires,

c) La taxe sur les produits résineux.

6) *Taxes uniques fusionnées.*

Les taxes uniques fusionnées avec les droits individuels de consommation sont les taxes sur le sucre et sur diverses denrées alimentaires.

§ 4. *La patente*

A. RÉGIME GÉNÉRAL VISANT LES ARTISANS

La patente qui est un impôt sur l'exercice des professions frappe tout naturellement le plus grand nombre des artisans. Aussi, est-il intéressant de passer rapidement en revue son fonctionnement en dégageant les particularités spéciales à l'artisanat.

Tout artisan qui exerce en France une profession non comprise dans les exceptions est assujetti à la contribution des patentes.

La patente comprend :

1° un droit fixe, calculé conformément aux tableaux A, B et C, annexés au Code général des contributions directes ;

2° un droit proportionnel établi sur la valeur locative des magasins, boutiques, ateliers, hangars, remises, chantiers servant à l'exercice de la profession.

On range, d'après ces droits, les artisans en 8 classes de professions et 9 classes de population. Sans doute,

vu la dimension réduite de leur entreprise, il est rare de voir des artisans dans les classes les plus élevées, mais ils sont très nombreux dans les dernières classes des professions. Ces classes toutefois, et on ne saurait le répéter suffisamment, n'ont rien à voir par elles-mêmes avec la qualité d'artisan au sens fiscal comme nous l'avons analysé plus haut.

B. EXONÉRATION

Le texte. — L'article 264 du Code général des contributions directes modifié par l'article 26 du décret-loi du 2 mai 1938 sur la production, prévoit un certain nombre d'exonérations. Parmi les bénéficiaires, il existe des catégories de petits artisans désignés dans les termes suivants :

« Ne sont pas assujettis à la patente :

« Les ouvriers travaillant chez eux ou chez des particuliers, soit qu'ils travaillent pour leur compte et avec des matières à eux appartenant, qu'ils aient ou non une enseigne ou boutique, lorsqu'ils n'occupent pas de compagnons et n'utilisent que le concours d'un apprenti de moins de 18 ans, muni d'un contrat régulier d'apprentissage passé dans les conditions prévues par les articles 1, 2 et 3 du Livre I du Code du travail.

« La veuve qui continue avec l'aide d'un seul ouvrier et d'un seul apprenti remplissant les conditions ci-dessus, la profession précédemment exercée par son mari ;

« Ne sont point considérés comme compagnons ou apprentis la femme travaillant avec son mari, ni les enfants travaillant avec leur père et mère, ni le simple manoeuvre dont le concours est indispensable à l'exercice de la profession ».

Les principes qui s'en dégagent. — De ces termes, on peut déduire le champ d'application de ces exceptions :

Il peut s'agir d'artisans, puisque la loi parle d'ouvriers travaillant à leur compte, avec des matières leur appartenant ou non, mais par contre, cette exonération est aussi appliquée à des personnes qui n'ont pas la qualité d'artisans, mais d'ouvriers à domicile.

Toutefois, pour bénéficier de l'exonération, l'artisan doit remplir certaines conditions :

I. Conditions concernant l'exercice de la profession

En principe, l'exception est générale et ne distingue pas entre les artisans suivant la profession qu'ils exercent (V. une liste très complète des professions dans le *Répertoire général du droit français*, v^o *Patente*, n. 526 ; dans le même sens, Cons. d'Etat, 27 janv. 1860, *Clément, Lebon*, p. 160). Ce qu'il importe de considérer, c'est la nature des opérations effectuées. Présentement un caractère *manuel*, l'exonération est accordée. Au contraire, lorsqu'elles présentent un caractère industriel et commercial la patente est imposée.

1) *L'opération doit présenter un caractère manuel* (Instruction de 1881).

a) Cette exigence n'exclut pas l'emploi par l'artisan de matières premières. Celles-ci peuvent être procurées par les industriels et commerçants pour lesquels il travaille, ou par lui-même.

b) Elle n'exclut pas non plus l'emploi de la force motrice et d'un outillage mécanique. Toutefois, celle-ci doit laisser subsister le caractère essentiellement manuel du travail effectué. Ainsi le décident différents arrêts dont un du Cons. d'Etat (9 nov. 1932, *Gaz. Pal.*, 1933.1. 132), qui dit expressément qu'un ouvrier remplissant par ailleurs les conditions requises, et faisant usage pour ses travaux de certaines machines mues par la force électrique ne saurait être privé du bénéfice de l'exemption de la patente (plus récemment, arrêt du Cons. d'Etat, 28 mars 1938, *sieur Caux*).

2) *L'opération ne doit pas avoir un caractère industriel ou commercial.*

Si l'emploi de l'outillage est largement autorisé et ne fait pas perdre le bénéfice de l'exonération à l'artisan qui s'en sert, il n'en est pas de même lorsque les opérations réalisées présentent un *caractère industriel et commercial*.

a) *Spéculation.* — Sont ainsi considérées comme opérations commerciales et industrielles celles qui impliquent une idée de spéculation sur la matière première (pour un boulanger : Cons. d'Etat, 27 fév. 1899, *Guillot, Lebon*, p. 158 ; pour un individu vendant des meubles : Cons. d'Etat, 31 mars 1876, *Gaubil, Lebon*, p. 158).

b) *Vente d'objets non fabriqués.* — Il en est de même lorsque l'intéressé joint à la vente des objets fabriqués la vente d'objets non fabriqués par lui (coiffeur vendant la parfumerie, Cons. d'Etat, 1^{er} juin 1900, *Charrier, Lebon*, p. 387).

c) *Installation commerciale.* — Il ne saurait être question d'une installation commerciale. Ainsi, le 3 février 1936, le Conseil d'Etat a décidé que ne saurait bénéficier de l'exonération de patente un tailleur ayant une véritable installation commerciale avec vitrine bien garnie, possédant des stocks importants de marchandises et utilisant les procédés de la publicité commerciale.

d) *Transformation.* — De même est considéré comme industriel et commercial le travail qui a pour effet de transformer les matières premières en un produit différent tel, le travail du naturaliste (Cons. d'Etat, 25 mars 1889, *Née, D.*, 1895.3.500) ou le travail du tripier vendant les abats après les avoir préparés (Cons. d'Etat, 5 août 1893, *Dourischelles, D.*, 1894.3.441). N'est pas admis à l'exonération celui où le talent et le travail intellectuel dominent nettement.

e) *Boutiques*. — Enfin, l'ouvrier peut travailler en boutique, atelier, chambre, etc...

II. Conditions de travail et de main-d'œuvre

Elles sont précisées à l'alinéa 15 de l'article 264 et à l'article 265 de la loi.

1) *Membres de la famille*.

Un artisan peut-employer sa femme et ses enfants majeurs ou mineurs travaillant avec lui. Mais il ne peut être associé avec eux.

Jusqu'au décret-loi du 2 mai 1938, le mariage des enfants les rendant chefs de famille les faisait considérer comme ouvriers ou associés et leur emploi faisait perdre le bénéfice de l'exonération. L'article 27 du décret-loi précité a modifié l'article 265 et permet leur emploi. Par contre, ne sont pas admis les père et mère et frères et sœurs (Cons. d'Etat, 1^{er} juill. 1899, *Gagnère, Lebon*, p. 481)

2) *Main-d'œuvre étrangère à la famille*.

a) *Manœuvre nécessaire à l'exercice de la profession*. — L'artisan peut, à titre exceptionnel, employer un manœuvre lorsqu'il s'agit d'une profession pour laquelle le concours du manœuvre est nécessaire. Sont reconnus comme tels, l'aide du maçon, le frappeur du forgeron. Il ne peut s'agir d'un véritable compagnon.

En effet, l'emploi d'un compagnon est formellement interdit. Il en est de même de tout associé (Cons. d'Etat, 25 mars 1905, *Desnoyers, Lebon*, p. 295).

b) *Veuve de l'artisan*. — Il existe une seule exception en faveur de la veuve de l'artisan continuant la profession de son mari. Il doit s'agir d'une profession remplissant les conditions exigées plus haut et non d'une profession commerciale (Cons. d'Etat, 10 mai 1901, *dame Mège*).

c) *Apprenti*. — Depuis l'article 26 du décret-loi

du 2 mai 1938 relatif à la production, l'emploi de l'apprenti est autorisé du moment que celui-ci est âgé de moins de 18 ans et qu'il est muni d'un contrat d'apprentissage conformément aux dispositions des articles 1, 2, 3 du Livre I du Code du travail.

Il est donc indispensable que l'apprenti soit lié au maître par un contrat d'apprentissage, conformément au Livre I du Code du travail. La jurisprudence du Conseil d'Etat l'avait déjà décidé (25 nov. 1935) le décret-loi précité l'exige formellement.

§ 5. *Patente spéciale d'entrepreneurs de travaux publics*

Les artisans exécutant des travaux publics sont assujettis en tant qu'entrepreneurs à une patente spéciale.

§ 6. *Taxes spéciales sur les bénéfices des marchés passés avec les collectivités publiques*

La taxe spéciale instituée sur les bénéfices provenant de l'exécution des marchés passés avec l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général avait été instituée par le décret-loi du 8 août 1935. Le taux qui était de 20 % pour 1935 et 10 % pour 1936 a été reporté à 20 %, pour les années 1938 et 1939 il est de 25 % (décret du 30 mai 1938).

Les entreprises dont les bénéfices sont évalués forfaitairement ainsi que les entreprises artisanales et assimilées travaillant dans les conditions de l'article 23 du Code général des impôts directs sont exemptées de ladite taxe.

Le taux de l'impôt sur les bénéfices réalisés par les entreprises travaillant pour la défense nationale est porté de 20 à 30 %. Cet impôt sera établi et recouvré comme en matière de contributions directes.

§ 7. *La taxe d'apprentissage*

1) *Artisans assujettis.*

Cette taxe qui est calculée sur les salaires versés au personnel occupé est également due en principe par les artisans, définis par la loi du 26 juillet 1925, qui emploient du personnel.

2) *Artisans affranchis de cette taxe.*

Toutefois sont affranchis de cette taxe en vertu de l'article 36 du Code général des contributions directes :

1) Les artisans bénéficiaires de l'article 23 du Code général des contributions directes ;

2) Les artisans n'ayant pas versé 10.000 fr. de salaires.

3) *Exonération.*

Enfin, les artisans peuvent être exonérés par le Comité départemental de l'enseignement technique d'une partie de la taxe d'apprentissage versée à la Chambre des Métiers comme contribution volontaire ou forcée. Voir à ce sujet p. 336.

§ 8. *Taxe pour frais de Chambres de Métiers*

Cette imposition est obligatoire pour tous les artisans et ne vise qu'eux. Nous étudierons plus loin le régime de cette taxe.

§ 9. *Contribution pour frais de Chambre et Bourse de commerce*

1) *Personnes assujetties.*

L'article 338 du Code général des contributions directes soumettait à la taxe pour frais de Chambre et Bourse de commerce tous les patentables destableaux

A. B. et C., à la seule exception de ceux exerçant une profession libérale. Il s'en suivait donc que les artisans-maîtres répondant à la définition de l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 devaient acquitter en même temps que la taxe pour frais de Chambre de Métiers, la contribution pour frais de Chambre et Bourse de commerce, du moment qu'ils étaient patentés.

Modifiant l'article 338 du Code général précité, l'article 28 du décret du 2 mai 1938 relatif à la production, remédie à cette situation en exonérant de la contribution pour Chambre et Bourse de commerce tous les artisans-maîtres inscrits au Registre des Métiers et qui ne sont pas portés sur la liste électorale de la Chambre de commerce de leur circonscription. Cette disposition qui n'entrera en vigueur qu'en 1939 doit être précisée quant à son application pratique par un règlement d'administration publique. On peut toutefois dès maintenant dégager la règle suivante :

Dans l'avenir, les artisans ne seront plus tenus d'acquitter les deux taxes, à moins qu'ils ne l'aient formellement accepté, en demandant leur inscription sur les listes électorales consulaires.

2) *En quoi consiste la taxe pour frais de Chambre et Bourse de commerce.*

Le calcul des cotisations dues par les redevables est effectué par l'application aux principaux fictifs qui les concernent d'un centime le franc déterminé en divisant le montant de la contribution spéciale tel qu'il résulte du décret d'autorisation, augmenté des divers centimes qui s'y ajoutent, par le principal fictif total de patentes ayant servies de base à l'assiette de la contribution spéciale de l'année antérieure.

La perception a lieu en même temps que celle de la patente.

Le contentieux incombe aux mêmes autorités, c'est-

à-dire aux contributions directes, au Conseil de préfecture et au Conseil d'Etat.

§ 10. *Contribution exceptionnelle sur les accroissements de profits résultant de l'exécution d'heures de travail supplémentaires* (Décret-loi du 12 nov. 1938, relatif à la durée du travail, art. 7).

Les artisans définis par la loi du 26 juillet 1925 sont assujettis à cette taxe s'ils sont soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Toutefois ceux qui sont au régime du forfait et ceux qui sont exonérés de cet impôt par l'article 23 du Code général des contributions directes, sont également exemptés de la contribution exceptionnelle du décret-loi du 12 novembre 1938. (*J. off.* 13 et 14 nov. 1938).

CHAPITRE IX

LE CRÉDIT ARTISANAL

L'artisan comme tout autre chef d'entreprise a besoin à tout moment et selon le cas, de crédit à court, à moyen ou à long terme. C'est pour lui permettre d'obtenir ce crédit qu'a été adoptée une législation spéciale, qui a créé un crédit artisanal indépendant, ayant une physionomie particulière et qui est dotée d'institutions chargées de distribuer des prêts aux seuls artisans. Parfois, l'artisan peut aussi profiter d'un crédit avantageux en s'adressant à des organismes fonctionnant également pour d'autres catégories sociales. Nous allons donc étudier ci-après et successivement le crédit artisanal proprement dit, puis les avantages réservés aux artisans dans d'autres institutions.

§ 1. *Facilités de crédit réservées aux seuls artisans*

Le crédit artisanal est basé sur la coopération et l'aide de l'Etat qui fournit les avances nécessaires. Il s'efforce de répondre aux différents besoins de l'industrie artisanale.

A. ORGANISMES SPÉCIAUX DU CRÉDIT ARTISANAL

Ce sont les sociétés de crédit et unions de sociétés de crédit. Leur nature juridique sera étudiée plus loin, bornons-nous à signaler maintenant que ces organismes

sont des sociétés coopératives dont la constitution et le fonctionnement sont très étroitement réglementés par les dispositions législatives qui en ont prévu la création. Leur rôle est d'être un intermédiaire nécessaire entre l'Etat et les emprunteurs.

B. L'AIDE DE L'ÉTAT. LE FONDS DE DOTATION DE L'ARTISANAT

Le crédit artisanal basé comme nous venons de le dire sur la coopération ne fonctionne pourtant que grâce aux avances accordées par l'Etat et qui proviennent du Fonds de dotation de l'artisanat. Ce Fonds de dotation est un compte spécial du Trésor.

1) *Origine des ressources.* — Le Fonds de dotation est alimenté par :

1° une somme de 2 millions imputée sur le reliquat disponible du 31 décembre 1922 du produit de la redevance supplémentaire de la Banque de France et de la part de bénéfice de cet établissement revenant éventuellement à l'Etat en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918 ;

2° des versements annuels de la redevance supplémentaire précédemment attribuée à la Banque nationale du commerce extérieur, déduction faite des avances revenant à la dite banque ;

3° des versements d'une part du bénéfice de la Banque de France, provenant éventuellement de l'Etat en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918 (19 déc. 1926, art. 6) ;

4° du fonds de concours qui serait versé en vue de la même affectation ainsi que de tous les recouvrements opérés par suite du remboursement des avances accordées.

Le mode de calcul des redevances versées au trésor par la Banque de France ayant été modifié par une convention en date du 12 novembre 1938 sur décret

du même jour (*J. off.* du 16 nov. 1938) a décidé qu'à l'avenir le montant des avances accordées au crédit artisanal sur les redevances de la banque de France serait fixé à 7 millions de francs à titre de préciput.

2) *Destination de ces ressources.* — Ces sommes sont attribuées aux emprunteurs par l'intermédiaire des unions de crédit. Elles sont avancées par le Fonds de dotation sans porter intérêt et attribuées aux artisans isolés ou aux sociétés coopératives sous forme de prêt dont les modalités seront examinées plus loin.

3) *Administration du Fonds.* — Les attributions des prêts sont décidées par le ministre du Travail après avis de la Commission supérieure de l'Artisanat.

4) *Situation actuelle.* — Le montant de ce Fonds de dotation dépasse actuellement 70 millions. Toutefois, au cas où ces ressources seraient insuffisantes, il est prévu des avances sur des ressources budgétaires constituées à l'aide de crédits ouverts par la loi des Finances.

C. LES DIFFÉRENTES FORMES DE CRÉDIT ARTISANAL

I. Le crédit à long terme ou crédit à la construction

1) *Les textes.* Loi du 2 août 1932 (*J. off.* 4 août 1932).

Arrêtés min. du 13 juin 1933 (*J. off.* 14 juin 1933), 15 mars 1934 (*J. off.* 18 et 28 mars 1934); 16 mars 1934 (*J. off.* du 20 et 30 mars 1934); 23 avril 1936 (*J. off.* 3 mai 1936) et instruction du 15 mars 1936 (Dir. de l'Enregistrement).

2) *But de la loi du 2 août 1932.* — Comme nous l'avons déjà indiqué dans notre chapitre traitant de l'atelier artisanal, la loi du 2 août 1932 est intervenue dans le double but de faciliter la construction de locaux à usage artisanal et de permettre aux artisans de s'en porter plus facilement acquéreurs ou locataires. Pour

atteindre ces objectifs, elle a organisé le crédit à long terme en faveur des sociétés coopératives artisanales qui voudraient construire et en faveur des artisans isolés, qui voudraient acquérir des immeubles construits par les coopératives immobilières.

3) *Caractéristiques des immeubles construits en vertu de la loi du 2 août 1932.*

a) *Nature des constructions pouvant être entreprises.* — Il devra s'agir d'immeubles collectifs ou de maisons individuelles comportant des logements et des ateliers, ou des cités-jardins comportant des maisons collectives ou individuelles à usage d'habitation. Ces immeubles pourront être construits à cet usage ou simplement transformés.

b) *Valeur et composition des logements.* — La valeur locative de l'immeuble devra être limitée à deux fois les maxima déterminés pour les habitations à bon marché et leur prix de revient ne pourra dépasser le double des maxima fixés pour ces habitations, ceux-ci étant augmentés de un cinquième par pièce supplémentaire de 9 mètres de superficie au moins, au delà de 3 pièces.

La composition des logements, la superficie minima des ateliers et l'importance de ces derniers par rapport aux locaux d'habitation a été déterminée d'après le tableau donné ci-contre.

Les prix non mentionnés sont calculés d'après les données du tableau. Toutefois, ces maxima peuvent être majorés de 20 % pour les locaux non construits au 15 mars 1934 et de 45 % pour ceux déjà construits à cette date (arrêté du 25 mars 1934).

Une coopérative qui dépasserait les prix ainsi déterminés serait exposée à se voir réclamer un remboursement immédiat.

c) *Conditions d'hygiène.* — 1° Conditions générales (arrêté du 13 juin 1933). — Les constructions à édifier

ou à acquérir ou à aménager devront répondre aux prescriptions d'hygiène édictées par le règlement sanitaire de la commune du lieu de ces constructions. Les immeubles comportant plus de deux étages sur rez-de-chaussée construits après le 13 juin 1933 devront, même s'il n'existe pas de disposition analogue dans le règlement municipal, satisfaire aux prescriptions suivantes :

Les vues directes des baies d'éclairage et d'aération des pièces destinées à l'habitation de jour ou de nuit ainsi que les espaces libres (cours, voies privées, etc...) sur lesquels prennent jour et air les dites pièces ne devront avoir pas moins d'une fois et demi les longueurs de vue directe et les surfaces de cours.

Toute pièce, outre la cuisine, où une personne peut être appelée à séjourner à un moment de la journée est considérée comme pièce d'habitation. Les locaux affectés au travail devront satisfaire aux prescriptions légales et réglementaires relatives à la sécurité et à l'hygiène du travailleur. Aucun local ne pourra être installé en sous-sol et il ne pourra en être construit d'une superficie inférieure à 12 m².

2^o Conditions spéciales aux locaux occupés par les organisations artisanales (arrêté du 15 mars 1934). — Les locaux où un personnel est appelé à travailler en permanence ou par intermittence, tels que ceux affectés à des bureaux, services administratifs, service de renseignements, devront répondre aux conditions sanitaires ci-dessus précitées. Ils ne devront pas être installés en sous-sol et ils devront être conformes aux prescriptions légales et réglementaires relatives à la sécurité et à l'hygiène des travailleurs. Il en est de même des salles occupées par les services de publicité ou de vente, des locaux affectés à des services d'intérêt collectif, tels que les salles de lecture, de réunions, de conférences et les bibliothèques.

Composition des logements et ateliers	Prix maximum de location		Prix maximum de revient	Prix maxima de location		Prix maximum de revient
	Maisons collectives	Maisons indivi- duelles		Maisons indivi- duelles	Maisons collectives	
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
Type I. Chambre isolée de 9 m ² au moins, avec ou sans W.C., superficie totale d'au moins 15 m ²	940	«	18.800	666	«	13.320
Type II. Une pièce d'au moins 9 m ² et cuisine avec W.C., superficie totale d'au moins 25 m ²	1.648	1.978	32.950	1.130	1.356	22.600
Atelier de 12 m ²	936	1.123	18.720	600	720	12.000
Type III. Deux pièces d'au moins 9 m ² avec cuisine et W.C., superficie totale d'au moins 35 m ²	2.355	2.826	47.095	1.506	1.807	30.120
Atelier de 17 m ²	1.326	1.591	26.520	850	1.020	17.000
Type IV. Trois pièces d'au moins 9 m ² avec cuisine et W.C., superficie totale d'au moins 45 m ²	2.825	3.390	56.494	1.884	2.261	37.674
Atelier de 22 m ²	1.716	2.059	34.320	1.100	1.320	22.000
Type V. Quatre pièces d'au moins 9 m ² avec cuisine et W.C., superficie totale d'au moins 54 m ²	3.390	4.068	67.795	2.260	2.712	45.210
Atelier de 27 m ²	2.106	2.527	42.120	1.300	1.620	27.000
Type VI. Cinq pièces d'au moins 9 m ² avec cuisine et W.C., superficie totale d'au moins 63 m ²	3.955	4.746	79.090	2.637	3.164	52.745
Atelier de 32 m ²	2.496	2.995	49.920	1.600	1.920	32.000
Type VII. Six pièces d'au moins 9 m ² avec cuisine et W.C., superficie totale d'au moins 72 m ²	4.520	5.424	90.390	3.014	3.617	60.280
Atelier de 37 m ²	2.886	3.463	57.720	1.850	2.220	37.000

1. Les maxima de la région parisienne sont fixés en tenant compte du relèvement de 25 % prévu par décret du 28 septembre 1930 en ce qui concerne les habitations à bon marché.

2. Les maxima sont fixés en fonction de ceux résultant pour les habitations à bon marché de l'article 321 de la loi du 13 juillet 1925 modifiant l'article 2 de la loi du 5 décembre 1922. Ces maxima comportent éventuellement les mêmes taux de majoration que ceux qui peuvent être appliqués par décret dans les conditions prévues à l'article 68 de la loi du 30 mars 1929, aux maxima concernant les habitations à bon marché.

NOTA. — Au prix de location peuvent s'ajouter des charges dont le taux maximum qui, en aucun cas, n'excède 15 % du prix de location, sera déterminé par l'arrêté prévu à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 2 août 1932.

2^e NOTA. — Pour les locaux occupés par les associations constituées entre artisans, comme bureaux et services administratifs, les prix de revient et de location sont fixés par décret du 1^{er} mars 1931 sans pouvoir excéder de 20 % le prix du présent tableau, sauf pour les immeubles déjà construits à date du 15 mars 1931 pour lesquels la majoration pourra être de 45 %. Pour les salons d'exposition en sous-sol, la majoration ne pourra dépasser 25 %.



Toutefois les locaux qui, comme les salles de réunions, de conférences ou d'exposition ne devront être occupés que par intermittence pourront, dans la mesure où les règlements locaux ne s'y opposeraient pas, ne comporter qu'un éclairage artificiel et en ce qui concerne la ventilation des mesures pour introduire l'air neuf à raison de 30 cm³ au moins par heure et par personne occupée, le volume-heure ne devant, en aucun cas, être inférieur par heure à deux fois le volume du local. L'air introduit devra être au besoin épuré par filtration ou tout autre moyen efficace. L'air usé ou vicié ne sera pas évacué par les passages. Les modes d'éclairage et de ventilation devront être autorisés par les services administratifs compétents.

d) *Conditions d'exécution technique.* — Les plans d'ensemble portant indication des emplacements et des travaux à entreprendre devront être présentés et approuvés. Ils devront comprendre tant pour les immeubles collectifs que pour les immeubles individuels des renseignements sur :

— le terrain, sa surface, son prix, sa dépense d'aménagement ;

— les logements et ateliers, leur nombre et surface ;

— le mode de construction envisagé ;

— les aménagements intérieurs des logements et ateliers (vidange, eau, gaz, électricité, ascenseurs, monte-charge).

— le prix des logements et ateliers (pour plus de détails, voir l'arrêté du 29 juin 1933).

4) *Quelles coopératives ou quels artisans peuvent bénéficier de ces avances ?*

L'article 1^{er} indique que ce sont des coopératives artisanales et les groupements de ces coopératives constituées en conformité avec l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923 en vue de faciliter l'exercice de la profession artisanale de leurs membres. La nature

juridique de ces sociétés sera étudiée plus loin. Quant à la définition artisanale applicable il devra s'agir de celle posée à l'occasion du crédit, p. 8.

Pour prouver qu'il répond bien aux conditions exigées, le demandeur devra présenter aux unions artisanales tous documents et attestations utiles. Toutefois, lorsqu'un litige surgit entre l'Union et lui sur sa qualité artisanale, le ministre du Travail est saisi et peut trancher la question après avis de la Commission supérieure de l'artisanat.

Qu'arrivera-t-il, lorsque l'emprunteur aura perdu la qualité d'artisan en cours de prêt ? L'alinéa 3 de l'article 4 implique qu'il pourra perdre la qualité d'artisan défini au point de vue du crédit sans qu'il puisse y avoir changement dans les conditions du prêt. Mais lorsqu'il aura perdu depuis plus d'une année la qualité d'artisan au sens de la législation des Chambres de Métiers, les sommes restant à échoir deviendront immédiatement exigibles.

L'artisan devra en outre être membre d'une société coopérative artisanale dont les statuts auront été préalablement approuvés par le ministre du Travail, après avis de la Commission supérieure de l'artisanat.

5) *A qui les artisans ou les sociétés doivent-ils s'adresser pour obtenir du crédit ?*

Les artisans ou les sociétés de constructions obtiennent les crédits nécessaires en s'adressant aux unions coopératives de crédit. Ces dernières peuvent se procurer les ressources par des emprunts à la Caisse des dépôts et consignations.

6) *Conditions et modalités de ces emprunts.*

Les emprunts à contracter devront être autorisés par le ministre du Travail. Ils ne pourront en aucun cas dépasser 80 % du montant du programme des opérations à réaliser. Les conditions d'amortissement et le taux de l'intérêt seront fixées par arrêté ministériel.

Toutefois, des bonifications d'intérêts devront être accordées aux sociétés coopératives. Ces bonifications proviennent d'un prélèvement opéré sur le Fonds de dotation de l'artisanat et sont affectées à ces organismes dans une fraction à déterminer par arrêté ministériel.

7) *Destination des immeubles construits ou aménagés par les coopératives.*

Les sociétés coopératives peuvent soit louer, soit vendre, soit attribuer les immeubles construits grâce à ces facilités de crédit, soit à des artisans, soit à des associations d'artisans.

a) *Artisans.* — Les constructions édifiées en vertu de cette loi ne devront être acquises ou occupées que par de petits artisans définis au point de vue du crédit par l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923. Nous avons analysé cette définition à la page 8.

b) *Associations d'artisans.* — La loi mentionne également parmi les bénéficiaires les associations constituées entre des artisans répondant à la définition de la loi du 26 juillet 1925. Quoique le terme association soit seul employé, on peut penser qu'il peut être interprété largement et s'appliquer aux syndicats et coopératives artisanales et même aux Chambres de Métiers.

8) *Comment l'artisan peut-il devenir propriétaire en empruntant.*

a) *Choix entre divers moyens.* — 1° Il pourra solliciter par l'intermédiaire de la coopérative artisanale dont il fera partie une avance devant lui permettre, suivant les modalités définies, de construire ou de faire construire par un entrepreneur de son choix les locaux dont il a besoin.

Dans ce cas, il remboursera directement à l'organisme prêteur la somme avancée (principal et intérêt) par versements trimestriels effectués pendant la durée prévue pour le remboursement.

2° Il pourra faire construire par l'intermédiaire de la

coopérative à laquelle il appartient, les locaux qui lui sont nécessaires, et à cet effet, il souscrira un nombre d'actions correspondant à la valeur des constructions à édifier. Les dites parts seront amorties par des versements trimestriels effectués pendant la durée fixée à cet effet.

Lorsque les parts seront entièrement libérées, les locaux construits seront attribués en toute propriété et les parts souscrites annulées.

Cette forme constituant une location avec promesse d'attribution, n'est passible, lors de sa réalisation, que d'un simple droit de partage de 0,60 %.

3° Il pourra acheter à une société coopérative artisanale une maison individuelle ou un local construit et paiera chaque année un loyer égal à l'intérêt, aux frais généraux et à l'amortissement du capital permettant d'éteindre la dette sur un délai déterminé.

Cette forme sera une location avec promesse de vente frappée à l'échéance du droit de 12 % augmenté de la taxe de 7 % sur la première mutation.

Dans ce cas, un versement d'au moins 20 % sera exigé lors de la prise de possession des locaux.

4° Il achètera une maison, comportant un fonds artisanal, en vue de sa transformation ou de son aménagement, sans que le prix puisse être inférieur à 30 fois les maxima de valeur locative prévus dans la région pour les habitations à bon marché à l'article 2 de la loi du 5 décembre 1922, et sans qu'il puisse dépasser 60 % de la valeur vénale de l'immeuble.

L'opération se réalisera dans les conditions indiquées ci-dessus.

b) Montant de l'avance. — Le montant ne peut excéder 80 % du prix de revient réel du terrain et des locaux, ce prix de revient étant calculé d'après le tableau reproduit ci-dessus, p. 147.

L'artisan devra justifier de cette somme par la pro-

duction d'actes, plans, devis descriptifs et conventions que l'Union artisanale de crédit déterminera et fera vérifier.

c) Sûretés. — 1° Sûretés générales. — Le montant de l'avance sera garanti par une hypothèque de premier rang et le cas échéant, par toute autre sûreté qu'il paraîtra nécessaire d'exiger. Les sûretés et hypothèques seront prises par l'Union et ne pourront être cédées par celle-ci qu'au profit soit du prêteur des fonds, soit de la collectivité publique qui a accepté la garantie.

Les privilèges accordés aux sociétés de crédit foncier pour la sûreté et le recouvrement des prêts par le décret du 28 février 1852 et la loi du 10 juin 1853 ont été étendus aux Unions artisanales de crédit (art. 2 de la loi du 24 août 1932). Il faut pourtant rappeler à ce sujet que depuis la loi du 16 mars 1936, le juge peut accorder des délais même pour les dettes garanties par ces privilèges. Ces délais qui ne devaient pas excéder un an ont été renouvelés par le décret du 25 août 1937. Ce dernier texte a également prévu une simplification de la procédure après expiration des délais.

Enfin, pour toutes les hypothèques, les Unions de crédit sont dispensées du renouvellement décennal et des inscriptions hypothécaires prévues par l'article 34 de la loi du 5 avril 1930 (art. 2 de la loi du 2 août 1932 et instructions du 15 mars 1935).

2° Assurance-vie. — L'emprunteur devra contracter une assurance en cas de décès dans les conditions identiques à celles prévues par l'article 2 de la loi Ribot. A ce sujet, l'arrêté du 23 avril 1936 précise : « L'emprunteur devra souscrire auprès de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès un contrat d'assurance temporaire garantissant, en cas de décès au cours de la période de remboursement, le paiement des annuités restant à échoir ». Le bénéficiaire sera naturellement l'Union artisanale de crédit ayant consenti le prêt.

Avant la conclusion de ce contrat, il y a lieu de procéder à la rédaction d'une *proposition*. Celle-ci doit indiquer les nom, prénoms, profession, résidence et date de naissance du demandeur et l'engagement de justifier de son identité, de répondre aux questions posées et de se soumettre à l'examen médical.

Elle doit indiquer le montant de la somme à garantir et mentionner si le montant de la prime doit y être incorporé. Elle doit être signée par l'emprunteur et acceptée par l'Union de crédit.

A chaque proposition doit être joint : *a)* l'extrait sur papier libre de l'acte de naissance ; *b)* un extrait du projet de contrat de prêt indiquant le montant, le taux, la durée, les conditions de remboursement, le point de départ de l'amortissement et faisant connaître si la prime doit être avancée par l'organisme prêteur.

Elle doit être envoyée par l'intermédiaire de l'Union de crédit, au directeur de la Caisse des dépôts et consignations qui statue au vu du résultat de l'examen médical.

L'assurance peut aussi être souscrite par un conjoint ou un tiers qui s'engage solidairement au remboursement.

Après décision du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et dans un délai de 3 mois de l'acceptation du risque, le contrat d'assurance doit être définitivement souscrit. Passé ce délai, le Directeur de la Caisse des dépôts et consignations peut refuser de donner suite à l'assurance sans nouvel examen.

La police elle-même doit contenir les nom, prénoms, profession et domicile de l'assuré, ainsi que le lieu et la date de sa naissance. Elle indique notamment la durée de l'assurance, le montant de la prime unique, la date à laquelle le contrat prendra effet, le nom de l'Union

artisanale de crédit bénéficiaire et, pour chaque période annuelle, le montant de la somme que la Caisse nationale d'assurances en cas de décès aurait à payer à cet organisme si l'assuré décède au cours de ladite période. Elle devra être rédigée en double exemplaire et être signée par l'assuré ou son mandataire spécial. Les contrats d'assurance sont consentis par la Caisse nationale d'assurance en cas de décès dans les mêmes conditions que pour l'application de la loi Loucheur (art. 6 de la loi du 8 mars 1928). La durée du contrat ne pourra excéder la durée du prêt et sera donc au maximum de 25 ans, elle ne devra pas dépasser l'époque où l'assuré aura 65 ans.

d) Taux d'intérêt et amortissement. — Le taux d'intérêt des avances doit être fixé par arrêté ministériel. Cet arrêté n'est pas encore intervenu.

L'amortissement des prêts contractés par les artisans doit commencer à l'expiration du sixième mois qui suivra l'achèvement de la construction et au plus tard à l'expiration de la deuxième année qui suivra la conclusion du prêt.

Cet amortissement se poursuit par termes trimestriels égaux et devra être terminé au plus tard à l'expiration de la période de 25 années qui suit la conclusion du contrat de prêt. Il devra l'être également en tout état de cause avant que le bénéficiaire du prêt ait atteint l'âge de 65 ans.

Les ressources provenant du Fonds de dotation de l'artisanat doivent être affectées pour une fraction à déterminer par arrêté à aider les artisans à amortir leurs prêts. C'est grâce à cette modalité que les avances pourront être souscrites à un taux voisin de celui de la loi Loucheur.

e) Ressources des Unions de crédit. Voir plus loin, le chapitre II de la deuxième partie, p. 260.

f) Versement des emprunts. — Le montant du prêt

consenti ne sera pas remis directement à l'emprunteur, mais sera versé pour le compte de celui-ci, soit au constructeur des locaux sur production des mémoires dûment certifiés, soit au vendeur.

L'Union coopérative peut subordonner l'attribution du prêt à la condition que les locaux soient construits par des entrepreneurs répondant à la définition du maître-artisan, ressortissant des Chambres de Métiers.

g) Dispositions fiscales. — 1° Au point de vue des droits de timbre, d'enregistrement et d'hypothèque, les actes constatant l'octroi des avances ne bénéficient d'aucune exemption

2° Par contre, les intérêts des avances consenties aux sociétés coopératives artisanales et à leurs unions sont dispensés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Mais, les intérêts des avances consenties aux artisans ne bénéficient pas de cette exonération.

3° Enfin, en cas de résolution volontaire ou judiciaire le contrat ne sera taxé que du droit fixe (Instruction précitée du 15 mars 1935).

h) Conclusion. — On doit toutefois observer que ces dispositions ne sont actuellement que théoriques étant donné que divers arrêtés devant fixer le taux d'intérêt et la condition de participation de l'Etat à l'amortissement ne sont pas encore intervenus.

II. Le crédit à moyen terme

Le crédit à moyen terme artisanal est plus ancien que le crédit à long terme. En effet, sa création remonte à 1923. Aujourd'hui, il reçoit une large application.

1) *Le crédit que les artisans peuvent obtenir individuellement.*

a) *Les textes.* — Loi du 27 décembre 1923 (*J. off.* p. 12093) modifié par les lois du 26 mars 1927 (*J. off.*

p. 3410) ; 19 mars 1928 (*J. off.*, p. 3023) ; 10 juillet 1928 (*J. off.* du 11), 22 décembre 1928 (*J. off.* du 23) ; 1^{er} mai 1929 (*J. off.* p. 5090) ; 16 avril 1930 (*J. off.* p. 4218) ; 31 mars 1932 (*J. off.* p. 3346 R.J.O. p. 3526 R.J.O. 3883) ; 13 juill. 1933 (*J. off.* p. 7422) ; D.L. du 8 août 1935 (*J. off.* p. 8700) ; 30 octobre 1935 (*J. off.* p. 11582, R.J.O. p. 11894) et du 30 octobre 1935 (*J. off.* p. 11584 et 11895) décret du 27 juillet 1924 (*J. off.* du 30) modifié le 14 décembre 1928 (*J. off.* du 15) ; 5 novembre 1928, 31 décembre 1928 (*J. off.* 1928 p. 135) et le décret du 15 mai 1927 (*J. off.* p. 5255) modifié le 5 juillet 1928 (*J. off.* p. 759) et 14 mai 1930 (*J. off.* du 16), Circulaire du 15 mars 1932 (Min. Trav.).

b) *But de ce crédit.* — Pour payer son matériel, son installation et son outillage, la loi du 27 décembre 1923 permet à l'artisan d'obtenir des prêts en s'adressant à des coopératives de crédit. A cet effet, l'article 5 de cette loi indique que les prêts devront être affectés à la constitution, à l'aménagement, à l'installation, à la réfection totale ou partielle, ou à la dotation en outillage ou en matériel de l'entreprise artisanale. Aussi, le ministre du Travail précise-t-il dans la circulaire du 16 mars 1932 que les prêts ne peuvent servir ni à des opérations immobilières comme l'achat ou la construction d'un bâtiment à l'usage de logement ou d'atelier, ni à l'achat de matières premières ou de marchandises, ni à la constitution d'un fonds de roulement. Sans doute la constitution, l'aménagement, l'installation d'une petite entreprise artisanale peuvent nécessiter certains travaux qui se rattachent à l'industrie du bâtiment. Mais ces travaux ne sauraient, au regard de la législation du 27 décembre 1923 sur le crédit artisanal, avoir d'autre objet que d'approprier à une entreprise artisanale un bâtiment déjà existant, par exemple, aménagement de cloisons, de baies ou ouvertures, réfection de devantures... Le contrôle de l'observation

de cette formalité appartient à l'organisme prêteur qui engage sa responsabilité. La même circulaire demande que l'organisme se fasse présenter les devis et exerce un contrôle par tous les moyens utiles.

c) *Qui peut bénéficier de ces facilités de crédit ?* — Pour bénéficier de ce crédit, il faut : 1° répondre à la définition donnée en exécution de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1923 par la Commission supérieure de l'artisanat, à sa séance du 23 octobre 1925. Cette définition a été analysée page 8. La circulaire du 16 mars 1932 précise à ce sujet que l'artisanat s'oppose au commerce et à l'agriculture, celle-ci comprenant l'élevage des animaux ; 2° être de nationalité française (décret-loi du 30 oct. 1935) ; 3° être membre de la société coopérative de crédit.

Pour que l'on puisse contrôler sa qualité d'artisan, le demandeur devra, de plus, adhérer à un syndicat professionnel artisanal.

d) *Quels sont les organismes qui peuvent attribuer les prêts ?* — Dans la législation actuelle, deux sortes d'organismes attribuent les prêts sollicités :

1° Les banques populaires. Primitivement, elles seules avaient cette faculté (art. 6 de la loi du 27 déc. 1927). La procédure à suivre est dans ce cas la suivante :

L'artisan dont l'entreprise remplit les conditions exigées à cet effet et qui désire l'attribution d'un prêt pour les objets définis ci-dessus doit présenter la demande à une Union de crédit agréée. Les Unions sont chargées de préparer les dossiers des demandes, de certifier la qualité du demandeur et de transmettre le tout à la banque populaire compétente. Les Unions de crédit agréées sont l'Union centrale de la coopération artisanale française, 30, rue des Vinaigriers à Paris et le Crédit artisanal, 9, rue Pierre Vezer à Lyon.

La banque populaire intervient alors. Il lui appartient d'examiner notamment : 1° si le prêt est bien

destiné à un des buts que la loi a fixés ; 2° comment se présente l'opération au point de vue financier.

Pour pouvoir se livrer à ces opérations, on a obligé les banques populaires à modifier leurs statuts en conséquence. Le délai accordé à cet effet par la loi de 1923 a été prolongé à plusieurs reprises et on peut penser qu'à l'heure actuelle, ce délai étant expiré, toutes les banques populaires ont satisfait à cette obligation.

Les fonds nécessaires sont accordés aux banques populaires par l'Etat. La procédure d'obtention est analogue à celle prévue pour les Unions de crédit dont il est question au paragraphe suivant. Toutefois, la demande doit être adressée au ministre du Travail et doit contenir l'engagement de lui soumettre toute modification aux statuts.

2° Les Unions coopératives. — La loi du 1^{er} mai 1929 a également chargé de l'attribution de ces prêts les Unions coopératives ayant pour but exclusif l'accomplissement des opérations de crédit. Il s'agit d'Unions de coopératives de crédit dont nous examinerons plus loin le fonctionnement intérieur. L'ensemble des opérations leur appartient en cette matière. Elles recevront les demandes, les instruiront, prendront les renseignements au point de vue artisanal et au point de vue financier et remettront finalement les sommes demandées. Celles-ci sont attribuées d'après les mêmes modalités que celles employées par les banques populaires.

e) *Nature des emprunts.* — Les emprunts peuvent être à moyen ou à long terme. Les emprunts à long terme sont accordés pour une durée de 7 ans et remboursables par trimestre dès la fin de la première année. Le maximum en est fixé à 25.000 fr. Les emprunts à moyen terme portent sur une période de 15 mois au plus et ne peuvent excéder 7.500 fr. (décret du 30 oct. 1935).

f) *Taux d'intérêt et charges assumées.* — Le taux

d'intérêt après des fluctuations diverses a été fixé par le décret du 30 octobre 1935 à un chiffre supérieur de 1 % au moins au taux d'escompte de la Banque de France. Il ne pourra dépasser le taux des avances sur titres de cet établissement. En plus du taux légal de l'intérêt, l'artisan s'engage la plupart du temps, en vertu des statuts de la société, à certains versements au fonds de solidarité. A titre d'exemple, nous citerons les versements qui doivent être effectués à l'Union centrale de la coopérative artisanale française et qui sont :

Pour les prêts à court terme 10 % du montant de l'avance accordée.

Pour les avances à long terme :

6 % du montant de l'avance lorsqu'une affectation hypothécaire est prise sur les biens de l'emprunteur ;

8 % du montant de ladite avance, lorsque l'emprunteur donne, avec un nantissement sur son fonds, un engagement hypothécaire ;

10 % lorsqu'un nantissement est pris sur son fonds, ou qu'une affectation est prise sur des sûretés remises.

Le versement à faire à ce fonds est également ajouté au montant de l'avance ; il est remboursé, sous déduction de la participation dans les pertes provenant de non remboursements d'avance et de prêt, dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice semestriel au cours duquel le dernier remboursement de l'avance ou du prêt comportant le principal, les intérêts dus, les versements effectués au titre souscription et fonds de solidarité, a été réalisé.

Rappelons qu'il doit également souscrire des parts dont le nombre varie avec le montant de l'avance.

g) *Garanties.* — D'après le décret-loi du 30 octobre 1935, les avances et prêts devront être garantis par des sûretés correspondant à leur importance. Il n'est donc plus nécessaire d'être membre d'une société de caution mutuelle (loi de 1923).

Pratiquement, pour garantir le remboursement du crédit sollicité, l'artisan doit offrir :

S'il est titulaire d'un bail commercial cessible d'une durée suffisante pour permettre la prise d'un nantissement : un nantissement à prendre sur son fonds et sur le matériel le garnissant ;

S'il est propriétaire de locaux occupés : une affectation hypothécaire à prendre sur ses biens ;

S'il n'est ni titulaire d'un bail, ni propriétaire ou possesseur d'un bail venant à expiration ou possédant un fonds grévé d'un nantissement : la caution d'une personne solvable.

2) *Le crédit collectif.*

a) Définition. — En s'inspirant de la législation du crédit agricole et par analogie avec lui, on peut entendre par crédit collectif les facilités de crédit que les coopératives artisanales peuvent obtenir quand elles ont pour but d'aider les artisans adhérents à exercer leur profession.

Il doit s'agir, en effet, d'après l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923 de coopératives ayant pour but l'achat, la fabrication, la répartition des marchandises, matières premières, machines ou objets quelconques, ou tout autre but intéressant directement ou indirectement l'exercice de la profession artisanale de leurs membres.

Nous étudierons plus loin la nature juridique de ces coopératives, p. 253.

Pour la réalisation de leurs opérations, ces sociétés peuvent obtenir des avances de l'Etat.

b) Obtention des avances. — Les sociétés de coopératives et unions de sociétés coopératives constituées sous cette forme peuvent obtenir des avances de l'Etat. Elles leur sont accordées en principe par l'intermédiaire d'une Union coopérative dont l'objet exclusif consiste en des opérations de crédit. C'est le ministre

du Travail qui, après avis de la Commission supérieure de l'artisanat est chargé de leur accorder les avances.

— 1^o La demande. — Elle doit être présentée à une Union agréée. Elle doit indiquer le montant, le but de l'emprunt, sa durée et s'il s'agit d'achat de matériel, le détail et le prix de l'outillage à acheter.

— 2^o Pièces à joindre. — La demande doit être accompagnée d'un certain nombre de renseignements :

α) Concernant le fonctionnement administratif de la société : 1^o les statuts de la société ; 2^o une copie du récépissé délivrée par le greffier de la justice de paix, lors de l'accomplissement du dépôt originaire prescrit par l'article 7 de la loi du 13 mars 1917 et, en cas de modification aux statuts, une copie du récépissé de dépôt consécutif à ces modifications ; 3^o l'indication, à la date de la demande, du nombre des associés composant la société, du nombre d'actions ou de parts souscrites, du montant total des versements effectués sur les actions ou les parts ; 4^o la liste des membres du Conseil d'administration et de la commission de contrôle, à la date de la demande ; 5^o l'indication du nombre de travailleurs occupés par la société (employés ou ouvriers, associés ou non), avec le numéro de la carte d'identité de ceux qui sont soumis à l'obligation de l'assurance par la loi sur les retraites ouvrières et paysannes ; 6^o la liste des succursales avec l'indication, pour chacune d'elles, du chiffre d'affaires ; 7^o une copie du bail des locaux occupés par la société (siège social, principaux magasins ou ateliers) avec, pour chacun d'eux, un état des assurances contractées par la société : a) pour le cas d'incendie ; b) pour les accidents du travail ; et faisant connaître le montant de l'assurance, l'assureur, le numéro et la date de la police.

β) Concernant le fonctionnement financier : le dernier bilan, avec un tableau résumé des opérations du dernier exercice, établi conformément aux formules

arrêtées par la commission spéciale prévue par l'article 6 de la loi.

Lorsque le bilan fourni a plus de 6 mois de date, il y est joint, pour le dernier semestre écoulé, un état de situation sur les mêmes formulaires. Si la société n'a pas un an de fonctionnement, le bilan et le tableau des opérations sont arrêtés à la date de la demande par le Conseil d'administration.

— 3^o Enquête. — La demande est transmise par l'Union coopérative de crédit agréée au ministre du Travail qui la soumettra à enquête. Il délèguera une personne pour vérifier les livres, pièces justificatives et comptes. La société devra, en outre, fournir tous renseignements utiles pour permettre de s'assurer qu'elle remplit les conditions prévues par la loi et qu'elle présente les garanties nécessaires.

Est également consultée, à ce moment, la Commission supérieure de l'artisanat sur les modalités de l'emprunt.

— 4^o Modalités de l'emprunt. — Le ministre du Travail désigne tout d'abord l'Union chargée de faire l'avance et d'assurer le recouvrement, et fixe le mode, la durée de l'emprunt et le point de départ du remboursement. Le taux de l'intérêt est égal à celui fixé par la Banque de France pour ses avances sur titres. Le produit en est encaissé par l'Union et constitue un fonds de garantie. Le montant de l'emprunt ne peut dépasser le triple de l'actif de la société emprunteuse.

Le remboursement des prêts a lieu par termes égaux. Des effets sont souscrits pour chaque échéance par la société et remis en échange du prêt pour être restitués lors de chaque paiement. Ces effets restent déposés au Trésor jusqu'à l'époque où ils doivent être encaissés. Ils sont retirés par l'Union 10 jours avant l'échéance, ou sur l'autorisation du ministre du Travail. L'amortissement doit être prévu dans un délai maximum de 10 années.

En tout état de cause, le contrat de prêt doit contenir l'engagement par la société d'informer immédiatement le ministre du Travail de toute modification apportée au statut, de lui fournir pendant la durée du prêt un état annuel et le résumé des opérations du dernier exercice, et de tenir à sa disposition les livres et toute pièce justificative à l'appui des comptes fournis.

Le contrat stipule également que la créance de l'Etat deviendra exigible dans le cas où la société viendrait à se dissoudre ou ne se conformerait pas à ses engagements ou violerait les statuts, ou les modifierait de manière à diminuer les garanties offertes, ou enfin perdrait la qualité de société coopérative.

L'intermédiaire qui remet le prêt accordé est l'Union. Elle devra régler avec la société les conditions et termes du remboursement et réserver à chaque société le montant du prêt accordé. Elle devra également être avertie de tout changement des statuts et pouvoir contrôler la comptabilité. Elle prendra les sûretés nécessaires : hypothèques, nantissements, etc...

Les sommes sont encaissées par l'Union qui les reverse au Trésor dès que la somme dépasse 10.000 fr.

Les opérations de l'Union seront décrites plus loin.

— 5^o Régime fiscal. — Les sociétés coopératives ainsi formées sont exonérées de l'impôt sur la patente et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en ce qui concerne les intérêts payés aux Unions de crédit, mais non sur les intérêts reçus des artisans. En outre, si elles sont constituées entre sept artisans au minimum et neuf au maximum pouvant prétendre au bénéfice du crédit artisanal, les coopératives sont exonérées par l'article 49 de la loi du 16 juillet 1930 de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur le chiffre d'affaires.

Enfin, les hypothèques sont dispensées du renouvellement décennal.

— 6° Rôle et existence de ces sociétés. — Le rôle de ces sociétés pour l'artisan est considérable. Elles permettent de procurer à l'intéressé des matières premières, fournitures et accessoires à des prix extrêmement bas. Aussi, faut-il s'étonner qu'elles ne soient pas plus développées. Il convient pourtant de signaler spécialement les coopératives de coiffeur dont le siège est 37, rue Albouy à Paris et celle des cordonniers, 30, rue des Vinaigriers.

III. Le crédit à court terme

1) *Position du problème.* — Contrairement au crédit à long et à moyen terme, le crédit à court terme artisanal n'est pas prévu dans notre législation. Toutefois, il ne faudrait pas croire pour cela que rien n'a été fait en ce sens. Si nous consultons en effet les statuts de l'Union nationale des sociétés coopératives d'artisans de France, nous voyons que cette Union de crédit fait, avec les sociétés coopératives artisanales adhérentes et les artisans membres, des opérations de crédit à court terme dans les limites d'un règlement particulier approuvé par le ministre du Travail après avis de la Commission supérieure de l'artisanat.

2) *Conditions pour bénéficier de ce crédit à court terme.* — a) Pour les sociétés artisanales. — Il doit s'agir de véritables sociétés coopératives, tant par la division du capital que par la forme de la société et le but poursuivi. Elles devront posséder un capital et des moyens d'action suffisants pour assurer leur marche normale, sauf dans les trois premières années pendant lesquelles il leur suffira de justifier d'un premier capital et d'une direction sérieuse. Elles doivent être membres de l'Union.

b) Pour les artisans. — La définition applicable est celle du 26 avril 1925 sur les Chambres de Métiers, les

artisans devant être membres d'une société coopérative adhérente et sociétaires de l'Union.

3) *Opérations réalisées.* — a) Escompte du papier commercial susceptible d'être réescompté à la Banque de France. — Le taux de l'escompte sera de 1 % plus élevé que celui de la Banque de France et la commission ne pourra être inférieure à 0,125 %.

b) L'encaissement. — Les effets de commerce et chèques des sociétés ou membres peuvent être encaissés dans les conditions ordinaires des banques, les fonds encaissés devenant disponibles 5 jours après réception de l'avis d'encaissement.

c) Avances et ouverture de crédit. — 1° Avances à valoir sur celles attribuées au titre de la loi de 1923. Le taux d'intérêt sera de 1 % plus élevé que celui des avances avec commission trimestrielle de 0.125 %.

2° Crédits saisonniers exceptionnels. — Le taux d'intérêt sera le taux d'escompte de la Banque de France augmenté d'une commission trimestrielle de 0,125 %.

3° Crédits d'installation et comptes courants. — Les taux d'intérêt seront les mêmes que pour les crédits saisonniers.

Ces indications ne sont que des indications sommaires, les statuts cités renferment des détails plus complets.

§ 2. *Facilités de crédit accordées aux artisans en même temps qu'à d'autres catégories sociales*

I. *Le crédit à court terme.*

Pour obtenir le crédit à court terme, l'artisan peut également s'adresser comme tout commerçant ou industriel aux sociétés de caution mutuelle prévues par la loi du 13 mars 1917 et aux banques populaires.

II. *Prêts aux artisans ruraux par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole.*

1) *Les textes.* — Les lois du 5 août 1920, du 7 mars 1931 et le décret du 9 février 1921, ont prévu que les artisans ruraux pourront demander des prêts aux sociétés de crédit agricole.

2) *Définition des artisans ruraux au sens de la loi.* — Sont considérés comme artisans ruraux les artisans des villages qui à un titre quelconque sont les auxiliaires de l'agriculture. Le décret du 9 février 1921 (*J. off.* du 11) en donne une énumération qui n'est pas limitative, mais dans laquelle sont spécialement désignés les maréchaux-ferrants, forgerons, réparateurs de machines-outils, d'instruments et de bâtiments agricoles, bourreliers, tonneliers, sabotiers et charrons n'employant pas plus de deux ouvriers de façon permanente. Ils doivent adhérer à un syndicat agricole.

3) *Objet de ce crédit.* — Il ne s'étendait pas tout d'abord au crédit à long terme, c'est-à-dire à celui qui a été institué pour l'exécution des grands ouvrages agricoles. C'est la loi du 7 mars 1931 qui a réparé cette omission.

Les intéressés peuvent d'autre part obtenir maintenant du crédit à *court terme* portant sur un an, à *moyen terme* portant sur 10 ans et à *long terme* portant sur 25 ans, en vue de l'achat et l'aménagement d'un fonds artisanal rural.

Le montant maximum du crédit à *long terme* est de 60.000 fr., la durée de 25 ans, et le taux d'intérêt de 3%.

4) *Organisme prêteur.* — Les artisans doivent s'adresser à une Caisse régionale de crédit agricole. Cette caisse ne peut accorder les crédits que contre hypothèque, nantissement, caution ou autre garantie efficace.

III. *Prêts aux sociétés coopératives de crédit pour les artisans d'art.*

1) *Les textes.* — L'article 17 de la loi du 31 mars 1932,

complété par le décret du 15 mars 1933 et la loi du 13 juillet 1933 ont donné aux sociétés coopératives formées pour les industries d'art un crédit spécial à puiser sur le Fonds de dotation de l'artisanat.

2) *Bénéficiaires de ce crédit.* — Les bénéficiaires de ce crédit sont les sociétés coopératives d'artisans d'art. Il doit s'agir de sociétés coopératives constituées sous la forme de coopératives de consommation suivant la loi de 1923 ou encore de banques populaires. Les souscripteurs et actionnaires doivent être français. Toutefois, les actionnaires ne sont pas nécessairement des artisans au sens de la loi du 26 juillet 1925.

Cette loi doit assurer des débouchés à l'artiste en favorisant la fabrication d'éditions, les reproductions, et la vente des œuvres.

Le crédit ne peut excéder 5 millions, il doit être remboursé dans un maximum de 5 ans. La loi de budget du 31 décembre 1936 a reporté l'échéance de ces sommes au 31 décembre 1943.

3) *Formalités.* — Les demandes d'avances présentées par une coopérative sont adressées au ministre du Commerce et de l'Industrie et soumises à enquête. Avis est demandé à une commission spéciale créée auprès de ce ministère. Elle statue sur la quotité de l'avance, sur son utilité et son opportunité.

4) *Comment le but envisagé doit-il être réalisé.* — Les sociétés coopératives peuvent prêter des sommes à leurs adhérents pour leur permettre de passer la crise. Le Conseil de la coopérative détermine le montant, la durée, le mode de remboursement des prêts ou des avantages financiers de toute nature qui peuvent être accordés. Il prend les garanties indispensables.

5) *Mesures financières.* — Les sociétés disposent d'avances sans intérêt dont la durée ne peut excéder cinq ans. Leur montant ne peut dépasser le double de l'actif net. Un commissaire du Gouvernement assure

la représentation de l'Etat auprès des coopératives et surveille l'emploi des sommes attribuées.

IV. *Facilités de crédit immobilier.*

Nous rappelons ici pour mémoire que certains artisans peuvent obtenir des facilités de crédit des lois Loucheur et Ribot.

1) *Loi Ribot du 5 décembre 1922.* — Certains petits artisans ruraux peuvent demander aux sociétés immobilières prévues par cette loi des prêts hypothécaires pour la construction de maisons d'habitation et d'ateliers à leur usage. Pour en bénéficier, il faut qu'ils soient (art. 51) artisans ruraux et qu'ils n'emploient outre les membres de la famille habitant avec eux qu'un seul ouvrier.

Les prêts ne peuvent dépasser, non compris le montant des frais et de la prime : 1° les 4/5 des prix maxima de revient de maisons individuelles calculés d'après un tableau annexé à la loi ; 2° deux mille francs pour les ateliers.

2) *Loi Loucheur du 25 avril 1930 (art. 19 et 20).* — Cette loi a été rendue applicable aux artisans ruraux désirant aménager ou acquérir un logement pourvu d'atelier. Ils ne devront pas occuper en dehors des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux, plus d'un compagnon. Les demandes doivent être présentées à une caisse de crédit immobilier.

CHAPITRE X

L'ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION ARTISANALE

§ 1. *Ecoulement individuel*

L'artisan écoule les produits de son activité artisanale à sa clientèle soit par une vente commerciale, soit par une prestation de services. Mais quel que soit le mode employé, il a avantage à augmenter le plus possible cette clientèle et un des moyens le plus efficace pour y parvenir est l'emploi d'une certaine publicité.

Malheureusement, si le droit de faire cette publicité a été reconnu aux artisans définis comme ressortissants des Chambres de Métiers, il n'en a pas toujours été de même pour ceux qui bénéficiaient de la fiscalité spéciale de l'article 23 du Code général des contributions directes. En effet, l'administration, suivie par certains arrêts du Conseil d'Etat leur contestait le droit à ce bénéfice, s'ils usaient d'une importante publicité (voir dans ce sens Cons. d'Etat, 6 févr. 1931, sieur X., *Lebon*, p. 145 ; en sens contraire, Cons. d'Etat, mai 1931, et 13 nov. 1931, sieur X., *Lebon*, p. 982).

Aujourd'hui, cette exigence est un peu affaiblie, mais on ne peut cependant pas encore présenter de solution certaine en cette matière.

Ce cas s'apparente d'ailleurs à celui de l'artisan employant un représentant qui est considéré au point de vue fiscal comme un compagnon.

§ 2. *Ecoulement collectif*

La vente individuelle des produits n'avantage pas, en général, l'artisan, car il ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire une publicité efficace. Aussi, des efforts ont-ils été faits dans divers sens pour la lui procurer gratuitement.

1) *Organisation coopérative de répartition des commandes.*

Les artisans d'une profession forment une société coopérative à l'effet de recueillir à un bureau central des commandes et de les faire exécuter par leurs adhérents. Ces sociétés peuvent également se porter adjudicataires de travaux publics ou de fournitures. De telles coopératives existent en grand nombre. Il suffira de citer celles de l'électricité, de la peinture, de la menuiserie. Ainsi, à l'Exposition internationale de 1937, tous les travaux de la classe 9 artisanat ont été exécutés par des coopératives artisanales constituées à cet effet. (Voir pour l'étude de ces sociétés le chapitre : Sociétés coopératives).

2) *Organisation coopérative de vente des produits.*

Cette première forme de groupement des artisans à l'effet d'écouler leur production s'applique principalement aux prestations de service et travaux d'entreprise. Par contre, pour les objets mis en vente comme produits finis, un autre besoin s'est manifesté : celui de la création et de l'organisation de grands magasins de vente. Le succès de la formule des grands magasins provient de leur procédé de vente qui a pour but de faire succomber la clientèle à la tentation d'acheter par la présentation parfaite d'un ensemble de produits très variés. Aussi, les artisans ont-ils pensé à organiser de tels magasins sous la forme coopérative. Jusqu'à présent, pourtant, nous ne connaissons aucune réalisation de ce genre.

3) *La marque artisanale.*

Enfin, un troisième effort des organisations tend à favoriser l'écoulement de la production artisanale par la création d'une marque nationale artisanale. La loi organisant cette marque adopté par les deux assemblées a été promulgué le 25 décembre 1937 (*J. Of.*, p. 14295). Le décret d'application a été pris le 27 janvier 1939 (*J. ff.* du 29 janv.).

a) *Apposition obligatoire de la marque.*

En vertu de l'article 1 de la loi du 25 décembre 1937, l'apposition d'une marque collective nationale artisanale devait être déclarée obligatoire, par décret sur tous les produits fabriqués ou transformés par des artisans et destinés à être vendus au détail. Ce décret est effectivement intervenu le 27 janvier 1939. Il ne contient pas d'explication sur les termes employés dont il faut reconnaître pourtant la difficulté d'interprétation. D'une part, la fabrication ou la transformation d'un objet sera difficile à définir, car tout objet passe par des stades nombreux depuis la matière première jusqu'au produit fabriqué. L'expérience récente de la taxe à la production en montre l'infinie variété. D'autre part, il faut que l'objet soit vendu au détail par les intermédiaires. Aussi, lorsqu'il est vendu directement au détail par l'artisan lui-même, l'apposition de la marque n'est-elle pas obligatoire.

Quels sont enfin les intermédiaires visés. On doit penser devant les termes de la loi que sont touchés également ceux qui auraient pris une position de fabricant et de producteur et ceux qui se bornent à revendre des objets achetés directement à l'artisan.

b) *Qui est détenteur de la marque ?*

Seules les unions nationales de syndicats professionnels sont mentionnées. Ces unions doivent être constituées conformément aux dispositions du Titre I du Livre III du Code du travail et notamment des articles 24 à 26 (Piquenard, *Code travail annoté*, p. 213).

Ne semblent donc pas compétents les syndicats eux-mêmes qui constituent l'union, ni les unions de syndicats qui ne seraient pas nationales, c'est-à-dire susceptibles d'avoir un champ d'action sur l'ensemble du territoire français.

3) *Comment se présente la marque ?*

La disposition, le libellé, les produits auxquels la marque s'applique, sont déterminés par l'union de syndicats. Les marques doivent faire l'objet d'un dépôt analogue à celui prévu pour les marques de fabriques par les articles 2 et 3 de la loi du 23 juillet 1852, modifiée par celle du 3 mai 1890 et celle du 26 juin 1926.

Ces textes prévoient pour les marques de fabrique les formalités suivantes : le dépôt doit en être fait au tribunal de commerce du domicile du détenteur. Il doit être effectué en trois exemplaires et être accompagné du cliché typographique, de la notice contenant l'énumération des produits ou des catégories de produits pour lesquels la marque est obligatoire en autant d'exemplaires qu'il existe de produits et de catégories de produits, des pièces justificatives du paiement des droits et taxe.

Le greffier dresse procès-verbal du dépôt. A la suite un exemplaire de la marque est rendu après apposition du jour de l'heure de dépôt et visa du greffier ainsi que le cliché après toutefois que la publication a été effectuée.

Ces règles sont donc applicables aux marques nationales artisanales pour lesquelles en outre doit être joint le texte en triple exemplaire du règlement établi déterminant les conditions d'usage de la marque.

Le dépôt donne lieu à la perception d'une taxe de 300 fr. En outre, une taxe d'enregistrement par classe de produit est recouvrée au profit de l'Office national de la propriété industrielle. Le dépôt des marques fera l'objet d'un arrêté du ministre du Travail et du Com-

merce publié au *Journal officiel* et constatant le caractère obligatoire de la marque et son champ d'application.

d) *A partir de quel moment l'application d'une marque est-elle obligatoire ?*

Elle devient obligatoire dans la pratique dès la parution au *Journal officiel* de l'arrêté constatant l'existence de la première marque dans la catégorie des produits auxquels elle s'applique. Toutefois, les sanctions ne pourront être prises qu'un an après cette date.

e) *Usage de la marque.*

Elle est réservée à l'Union nationale de syndicats qui l'a déposée. Celle-ci peut en concéder l'usage à ses adhérents moyennant une redevance annuelle de 10 fr. Elle leur délivrera les certificats garantissant le droit d'usage et authentifiant la nature de cette marque. La marque collective ne peut faire l'objet ni de cession totale ou partielle ni de concession de gage.

f) *Droits et actions en découlant.*

Elles appartiennent à ceux qui sont autorisés à en user, mais aussi aux unions nationales de syndicats professionnels d'artisans. Celles-ci peuvent en vertu de l'article 7 du décret du 27 janvier, exercer seules les droits afférents à la marque. Elles peuvent dans toutes les procédures faire état de l'intérêt particulier de ceux qu'elles représentent et comprendre dans leur demande l'indemnité pour cause d'emploi non justifié provenant du dommage distinct subi par un ou plusieurs membres du syndicat dont elles auront reçu mandat. Les personnes lésées sont donc dispensées de s'adresser elles-mêmes à la justice pour obtenir satisfaction.

Enfin, en application du dernier alinéa de l'article 4 de la loi du 13 décembre 1937, les unions sont autorisées à demander aux tribunaux l'application des sanctions pénales aux artisans qui ne respecteront pas l'obligation de la marque.

g) *Publicité.*

Les marques déposées sont enregistrées à l'Office national de la propriété industrielle et publiées au *Journal officiel*. Chaque intéressé peut obtenir copie du règlement d'usage de la marque moyennant la somme de 50 fr.

Les Unions de syndicats sont autorisées à faire toute publicité utile en vue d'assurer la diffusion de la marque nationale dont elles sont détentrices.

h) *Annulation du dépôt.*

L'annulation du dépôt d'une marque label collective nationale artisanale peut être prononcée à la requête du ministère public ou de toute personne ou collectivité intéressée ;

1° Lorsque l'union nationale de syndicats d'artisans déposante cesse d'exister ;

2° Lorsqu'elle a négligé de se conformer aux prescriptions spéciales imposées par la loi du 25 décembre 1937 et par le décret du 27 janvier 1939 ;

3° Lorsqu'elle a employé ou sciemment laissé employer sa marque contrairement au règlement d'emploi.

En cas d'annulation du dépôt, la marque label collective nationale artisanale ne peut plus être appropriée pour les mêmes produits par un nouveau dépôt ni être employée à un titre quelconque. Toutefois, à l'expiration d'un délai de dix ans, la marque annulée pourra être reprise et faire l'objet d'un dépôt régulier par une union nationale de syndicats de même nature.

i) *Sanctions.*

Chaque infraction par le revendeur, aux dispositions de la loi sera punie d'une amende de 5 à 16 fr. ; en cas de récidive, l'amende sera portée de 16 à 500 fr. et la sentence pourra, en outre, ordonner la fermeture du magasin du délinquant pendant une période d'un mois et plus.

Les unions artisanales de syndicats d'artisans sont autorisées à demander aux tribunaux l'application des dispositions de l'alinéa précédent aux artisans qui contreviendraient eux-mêmes aux dispositions de la présente loi, étant bien entendu, toutefois, que les contraventions ne pourront concerner, comme il est spécifié à l'article 1^{er}, que les produits destinés à être vendus au détail.

j) *Fabrication artisanale à la main.* — La fabrication artisanale à la main est l'objet d'une protection spéciale. Lorsque la partie commerciale du produit fabriqué ou transformé par un artisan a été exécutée à la main, la mention « fabriqué à la main » devra figurer au-dessous de la marque label collective. Il est prévu que les conditions pour pouvoir prétendre à cette qualification et les objets qui pourront en bénéficier seront déterminés par arrêté ministériel après avis de la Commission supérieure de l'artisanat. Pour éviter toute équivoque, un troisième alinéa de l'article 2 dispose que d'une façon générale, les annonces, réclames, catalogues, prospectus, étalages et factures doivent rappeler que l'objet peut être considéré comme fabriqué à la main par un artisan, conformément à la loi et aux arrêtés ministériels.

§ 3. *Fixation du prix de vente*

Un des éléments essentiels de la vente en est son prix. Ce prix est fixé dans notre économie par le libre débat entre producteur et consommateur. Pourtant, le législateur est intervenu fréquemment depuis la Révolution dans cette fixation et les groupements artisanaux ont marqué une tendance nouvelle en cette matière.

1) *Intervention du législateur.*

L'intervention législative en matière des prix est extrêmement variée et vise plus généralement les prix de toutes les denrées. Aussi, nous renvoyons pour l'étude des détails la concernant aux ouvrages spécialisés. Nous nous bornerons à indiquer ici une action directe sur les prix en général et sur certaines professions artisanales en particulier.

2) *Action sur les prix en général.*

Les artisans sont assujettis à l'action des pouvoirs publics en cette matière. Rappelons en passant le texte actuellement en vigueur du 1^{er} juillet 1937, et celui du 12 nov. 1938.

3) Le législateur est intervenu également depuis longtemps pour fixer *les prix dans certaines professions*. Ainsi, une loi du 27 juillet 1791 autorise les municipalités à taxer le pain et la viande. Elles ont fréquemment usé de cette faculté.

4) *Tendance artisanale.*

Si le législateur intervient surtout pour fixer un maximum aux prix de vente et en empêcher la hausse illicite, les artisans demandent l'intervention du législateur pour obtenir des prix minima homologués.

CHAPITRE XI

L'ARTISAN ET LES DETTES

L'endettement progressif de l'artisanat et du petit commerce n'a pas été sans émouvoir les pouvoirs publics, aussi ont-ils pris pour y remédier un certain nombre de mesures ayant pour but d'arrêter les exécutions et les expulsions et de donner aux artisans et petits commerçants une chance de rétablir leur entreprise. Nous allons examiner rapidement ces mesures.

1) *La loi du 25 mars 1936 qui modifie l'article 1244 du Code civil a permis aux juges d'accorder des délais pendant un an.* — Cette loi est applicable aux dettes des artisans, sans toutefois viser les effets de commerce. Un premier décret-loi du 25 août 1937 a permis la prolongation des délais obtenus pendant une nouvelle durée d'un an. La compétence appartient au juge des référés en tout état de cause, et même après jugement définitif et au cours de la procédure d'exécution.

2) *Le décret-loi du 25 août 1937 concernant les délais.* — Les débiteurs artisans peuvent obtenir comme les commerçants des délais de paiement concernant les dettes résultant :

a) d'engagements contractés avant le 1^{er} janvier 1935 à l'occasion de l'acquisition, de la création ou de la transformation d'un fonds de commerce ou artisanal, à l'exclusion des dettes visées par la loi du 29 juin 1935 relative au règlement du prix de vente des fonds de commerce ;

b) d'engagements locatifs de nature commerciale, industrielle ou artisanale, contractés avant le 1^{er} janvier 1935 et qui sont échus avant la promulgation du décret ;

c) d'emprunts contractés avant la publication du décret pour l'acquittement des dettes visées à l'alinéa a et b ci-dessus ou pour l'acquittement des dettes contractées avant le 1^{er} janvier 1935 à l'occasion de l'acquisition, de la création ou de la transformation d'un fonds de commerce ou artisanal.

Toutefois, les délais ne peuvent pas être obtenus par cette procédure pour les sommes dues à l'Etat ou aux sociétés dont les emprunts sont soumis à un règlement légal ou spécial, ou bénéficiaires de la participation des collectivités publiques. On voit que les sommes dues aux sociétés coopératives de crédit artisanal, même pour les objets visés plus haut, sont exclues.

Les conditions d'obtention sont les mêmes pour tous les bénéficiaires.

3) *Le décret-loi du 25 août 1937 concernant le règlement amiable homologué.* — Cette institution consiste dans le règlement de certaines dettes par délais de paiement, ou dans la remise de dettes avec le concours de la majorité des créanciers, sous le contrôle du juge délégué et dans l'arbitrage du tribunal de commerce sans arrêt de l'activité professionnelle du bénéficiaire.

a) Bénéficiaires. — Peuvent demander le règlement prévu par ce décret « les artisans et commerçants ». Sont donc inclus tous les artisans définis par la loi du 26 juillet 1925. Ils doivent être inscrits régulièrement au Registre des Métiers. Ils doivent être malheureux et de bonne foi.

b) Pour quelles dettes le règlement peut-il être obtenu ? En principe, le règlement peut être obtenu pour toutes les dettes, sauf celles expressément exclues, à savoir :

1° les dettes qui n'auront pas été contractées pour les besoins de l'entreprise artisanale du débiteur ;

2° les dettes d'une origine délictuelle ou quasi délictuelle ;

3° les dettes envers les obligataires ;

4° les créances des ouvriers et employés, les cotisations des assurances sociales et des allocations familiales ;

5° les créances d'une société dont les emprunts sont soumis à un régime légal ou réglementaire spécial ou bénéficiaire de la garantie de l'Etat, des départements, des communes, ou établissements publics.

c) En quoi consiste le règlement ?

Le règlement peut comporter des remises de dettes ou simplement des délais.

Pour le détail des dispositions, nous ne pouvons que renvoyer au décret.

4) *Législation de la liquidation judiciaire et des faillites.* — L'artisan est-il justiciable de cette législation. La réponse à cette question est fournie par l'analyse juridique de la qualité de commerçant que l'artisan peut posséder. Celui qui sera commerçant par le fait qu'il se livrera d'une façon habituelle et par profession à l'accomplissement d'actes de commerce pourra être mis en faillite ou liquidation judiciaire. Dans le cas contraire, il sera simplement en déconfiture. Nous avons déjà signalé plus haut les nombreux jugements intervenus en cette matière. Cass., Req. 22 avril 1909 (D. 1909.1.344) ; Lyon, 22 nov. 1934 (S. 1925.2.38). On se rappelle aussi les motifs défectueux de ce dernier jugement qui enlèvent tout fondement juridique à la décision prise.

Par contre il faut signaler un jugement dans le sens de notre thèse. — Trib. comm. Lyon, 20 mai 1937.

CHAPITRE XII

PROTECTION DES ENTREPRISES ARTISANALES

Section I

Protection contre les artisans étrangers

Sous-Section I

Introduction historique

Parmi les mesures destinées à sauver le franc et à lutter contre la spéculation, prises en vertu de la loi du 8 juin 1935, figure un décret du 8 août 1935, (*J. off.*, p. 8699 et *R. J. O.*, p. 8746) ayant pour objet de protéger les artisans français contre la concurrence des artisans étrangers.

L'idée directrice qui inspira ce décret-loi était d'étendre aux artisans les dispositions de protection édictées en faveur de la main-d'œuvre nationale par les lois des 11 août 1926, 10 août 1932 et le décret du 5 février 1935. Ce décret-loi du 8 août 1935, modifié sur un point de détail par un décret-loi du 30 octobre 1935 (*J. off.*, p. 11610) et par le décret-loi du 2 mai 1938, (*J. off.* du 3 mai) fût mis en application peu à peu par différentes circulaires ministérielles.

Sous-Section II**Champ d'application de la réglementation
concernant les petits artisans étrangers**

- A. *Portée primitive* : Artisans étrangers bénéficiant effectivement de la fiscalité de l'article 23 du Code général des contributions directes.

L'article 1^{er} du décret-loi s'exprime en ces termes : « Ne seront assujettis aux dispositions édictées que les artisans étrangers rentrant dans la catégorie des artisans qui, suivant les dispositions de l'article 23 du décret du 28 décembre 1934, portant codification des impôts directs et des taxes assimilées, *sont taxés* pour les bénéfices de leur profession, d'après le tarif applicable à la cédule des traitements et salaires et en tenant compte des réductions pour charges de famille que comporte cette cédule ».

On voit donc que le décret-loi n'est pas applicable à tous les artisans-maîtres tels qu'ils sont définis par la loi du 26 juillet 1925 ni même aux artisans définis spécialement au point de vue du crédit artisanal par la loi du 27 décembre 1923, mais seulement *aux petits artisans et façonniers* bénéficiant de la fiscalité spéciale de l'article 23 du Code général des contributions directes. Ces artisans ont été définis aux pages 6 et 620.

Une circulaire du ministère du Travail du 28 novembre 1936 estimait de plus que les artisans soumis aux dispositions du décret-loi devaient être en possession d'un certificat délivré par le service des contributions directes spécifiant que l'intéressé bénéficiait des dispositions de l'article 23 du Code général.

Cette condition pouvait paraître justifiée par le texte de l'article 1^{er} du décret-loi du 8 août 1935. Mais elle était singulièrement restrictive et aboutissait à dispenser de la carte d'artisan étranger tous ceux qui ne

bénéficiaient pas effectivement de la fiscalité spéciale tout en remplissant les conditions requises à cet effet. Aussi les étrangers à qui cette carte était refusée abandonnaient-ils le bénéfice de l'article 23 et pouvaient-ils continuer à concurrencer la main-d'œuvre française.

*B. Modifications apportées par l'article 25 du décret-loi du 2 mai 1938 sur la production :
Artisans étrangers remplissant les conditions pour bénéficier de l'article 23 du Code général des contributions directes.*

Pour parer à l'inconvénient précité, le décret-loi du 2 mai 1938 décida dans son article 25 qu'« à l'avenir les artisans qui remplissent les conditions requises pour bénéficier de la fiscalité de l'article 23 du Code général des contributions directes devront être détenteurs de la carte d'artisan étranger, sans qu'il y ait lieu de rechercher si les intéressés bénéficient ou non des dispositions de cet article ». Les conditions de ce bénéfice sont énumérées plus haut dans l'étude de la fiscalité. Rappelons que ces conditions étant pour la plupart très restrictives puisqu'il s'agit d'une loi fiscale, nombreux seront ceux qui seront dispensés de la carte. Aussi la porte reste-t-elle ouverte aux abus et aux fraudes. Cependant, il convient de noter qu'en matière d'étrangers, l'arbitraire règne toujours et permettra de déjouer certaines fraudes. Malheureusement, il en tolérera également d'autres.

C. Comment et par qui sera-t-il apprécié si l'artisan remplit les conditions nécessaires pour bénéficier de l'article 23 du Code général des contributions directes.

Sous le régime du décret-loi du 8 août 1935, les services de la préfecture demandaient aux impétrants la présentation du certificat fiscal attestant l'assujet-

tissement à l'article 23. Ce critérium n'est plus valable maintenant. Mais il va de soi que lorsque les contrôleurs des contributions directes signaleront que des artisans étrangers bénéficient effectivement de l'article 23, ces renseignements devront être retenus. Ils établiront d'une façon certaine que les intéressés sont visés par le décret-loi du 8 août 1935.

Par contre, lorsque les services des étrangers apprennent de l'administration des Finances que tel artisan paie l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ils devront rechercher par contrôle direct les conditions dans lesquelles l'artisan exerce son activité et s'il est ou non tenu de posséder la carte d'étranger (circulaire du 2 juin 1938). Le service des étrangers exerce donc lui aussi un contrôle sur les conditions d'assujettissement à la fiscalité.

Tels sont les renseignements pouvant être tirés des services des contributions. En ce qui concerne ceux provenant de l'inscription au Registre des Métiers, il faudrait avant de s'en servir faire une discrimination entre les artisans qui occupent au maximum un compagnon et un apprenti et ceux qui occupent un personnel plus important.

Sous-Section III

Mécanisme du décret-loi du 8 août 1935

Comme pour les travailleurs étrangers, la réglementation nouvelle propre aux artisans présente un double aspect. D'une part, et c'est l'objet des articles 2 et 3, l'exercice d'un métier artisanal est subordonné à la possession d'une carte spéciale portant la mention artisan et qui sera assimilée à tous égards à la carte de travailleur. D'autre part, des décrets pourront fixer par profession et par région, le nombre maximum

d'artisans étrangers qui pourront recevoir une carte d'identité. Ils pourront fixer également par industrie et par région la proportion maximum des façonniers pouvant être employés comme tels par un chef d'entreprise. La procédure qui devra être suivie pour la prise de ce décret et les sanctions qui y sont attachées font l'objet des articles 4 à 6.

§ 1. Délivrance de la carte d'artisan étranger.

Le problème que pose le décret-loi du 8 août 1935 en ce qui concerne la délivrance de la carte est d'abord celui de la régularisation de la situation des artisans établis à ce moment, et ensuite celui de savoir comment, par la suite, un artisan pourra obtenir la carte et enfin quel sera l'effet de la possession de cette carte.

A. CONDITIONS D'OBTENTION DE LA CARTE D'ARTISAN ÉTRANGER.

1) *Point de départ* (décret du 8 août 1935). — C'est le 16 novembre 1935 que parut au *Journal officiel* l'avis informant les étrangers qu'ils devaient se présenter à partir de cette date et jusqu'au 1^{er} décembre 1935 chez le commissaire de police, à défaut chez le maire et à Paris, chez le préfet de police.

2) *Point de départ pour les nouvelles dispositions du décret du 2 mai 1938.* — La mise en application de l'extension réalisée par le décret-loi du 2 mai 1938 devait s'effectuer dans le mois suivant la réception par le préfet de la circulaire du 2 juin 1938. Dans ce délai, les étrangers visés devaient être mis en demeure par la voie de la presse d'avoir à présenter une demande avant le 2 juillet 1938.

3) *Forme de la demande.* — La demande doit être rédigée sur papier timbré mis à la disposition des

intéressés par les autorités chargées de recevoir la demande. Elle doit être accompagnée d'un questionnaire dûment rempli. Dans ce questionnaire, l'artisan doit faire connaître la date de son entrée en France, celle à laquelle il s'est installé comme artisan-maître et le lieu de son installation. Il fera connaître également les professions exercées antérieurement, en distinguant suivant que ces professions ont été exercées comme salarié ou comme artisan. Il devra indiquer, d'autre part, le nombre de personnes qu'il emploie en distinguant les membres de la famille, du compagnon et de l'apprenti.

Toutes les justifications utiles seront fournies à l'appui des réponses (lettres missives, bons de commande, copie de baux, avertissements émanant des administrations fiscales, etc...). Le dernier avertissement relatif aux impôts directs sera dans tous les cas joint à la demande de carte. Le requérant aura la faculté de fournir également toutes pièces qu'il jugera susceptibles d'appuyer sa demande (services rendus à la France, états de services militaires effectués pendant la guerre dans l'armée française ou dans les armées alliées, etc..). Des explications et justifications devront être données au point de vue de ses connaissances professionnelles.

Pour la réception de cette déclaration, l'autorité de police n'a pas à renouveler les vérifications d'identité, vu que les étrangers doivent déjà être en possession d'une carte ou d'un récépissé régulier¹. L'autorité compétente pour le dépôt est le commissaire de police ou à défaut, le maire de la commune. A Paris, ces demandes doivent toujours être déposées à la préfecture de police.

4) *Délai.* — Le délai pendant lequel les demandes

1. Pour tous les textes concernant la réglementation générale des étrangers, voir Farçat et Morin, *Code des Etrangers*, Sirey, 1939.

devaient être présentées fut fixé au 25 janvier 1936. Pour les artisans visés par le décret-loi du 2 mai 1938, il devait expirer autour du 2 juillet 1938.

5) *Délivrance du récépissé.* — Le fonctionnaire auprès de qui le dépôt est effectué, délivre un récépissé, daté et signé, portant tous cachets et mentions susceptibles de l'identifier, attestant que l'artisan s'est mis en instance d'obtenir la carte spéciale et le mettant à l'abri de toute poursuite pouvant résulter de l'obligation du décret-loi du 8 août 1935. Elle lui permet aussi d'exercer son métier

6) *Instruction des demandes.* — Les demandes centralisées à la préfecture du département sont alors l'objet d'un classement, selon que le demandeur était ou non établi à la date du 1^{er} janvier 1933 et appartenait à une des catégories privilégiées.

L'administration préfectorale procède alors à l'établissement d'une liste nominative et de tableaux numériques.

Les dossiers établis par communes sont classés nominativement. Ensuite, pour chaque commune, un état numérique sera dressé faisant ressortir le nombre des artisans de chaque métier qui ont présenté une demande de carte avec l'indication de ceux qui travaillent comme façonniers.

Enfin, un troisième tableau sera dressé, c'est un tableau numérique récapitulatif par département.

Ces tableaux numériques et récapitulatifs, rédigés en trois exemplaires seront : le premier, adressé au ministère du Travail, le second adressé à la Chambre de Métiers et le troisième conservé par le service de la préfecture.

7) *Délivrance des cartes.* — Dès ce moment, des cartes sont attribuées à certaines catégories d'artisans installés avant le 1^{er} janvier 1933. Le nombre de cartes délivrées est porté sur les états numériques décrits plus haut.

8) *Consultation des Chambres de Métiers.* — Le deuxième alinéa de l'article 2 du décret du 8 août 1935 dispose à ce sujet que les Chambres de Métiers créées en application de la loi du 26 juillet 1925 et, le cas échéant, les Chambres de Métiers des départements recouvrés, seront consultées à l'occasion de la délivrance de la carte.

On serait fondé à en conclure que les Chambres de Métiers doivent être consultées lors de la délivrance de chaque carte d'artisan étranger. Tel ne fut pas tout d'abord l'avis de l'administration. Elle estima en effet que la consultation individuelle des Chambres de Métiers amènerait un travail hors de proportion avec le fonctionnement des services de ces établissements. Aussi, la circulaire ministérielle du 17 octobre 1936 n'exigea-t-elle l'avis de la Chambre de Métiers que sur l'opportunité d'une limitation de l'occupation des artisans dans tel ou tel métier. Cette première disposition apparaît contraire au décret du 8 août 1935 puisqu'elle ne tenait compte que des dispositions de l'article 4 et non de celles de l'article 2. La circulaire du 7 mai 1936, après avoir reconnu théoriquement la nécessité de la consultation de la Chambre de Métiers, lors de la délivrance des cartes, demande que ces organismes formulent leur avis sur le nombre maximum de cartes pouvant être délivrées par métier et par région. Ces maxima devaient d'ailleurs être fixés par commune, la concurrence de l'artisan étranger s'exerçant surtout dans le cadre local le plus restreint.

Cette consultation ne donna pas satisfaction aux Chambres de Métiers qui faisaient valoir, à juste raison, qu'en plus de l'intérêt professionnel qui devait entrer en ligne de compte pour la délivrance de l'autorisation, les termes du décret du 8 août n'étaient pas respectés. Devant les protestations formulées, l'administration changea de ligne de conduite et décida de soumettre

à l'avis des Chambres de Métiers un certain nombre de demandes. Il ne pouvait plus s'agir des artisans ayant déjà obtenu une carte.

Par contre, pour les demandes en instance, une consultation individuelle devait intervenir.

Mais aucun texte réglementaire n'ayant fixé les attributions des Chambres de Métiers et n'ayant déterminé pour quelles cartes elles seraient consultées, ces consultations semblent reposer uniquement sur le bon vouloir de l'administration.

9) *Autres consultations.* — La loi n'a pas prévu d'autres consultations lors de la délivrance de la carte. Pourtant, une circulaire du 7 mai 1936 prévoyant le cas où il n'y aurait pas de Chambres de Métiers dans le département, décide que les préfets devront consulter les organisations artisanales connues. Cette consultation pourrait avoir lieu par voie d'avis insérés dans la presse, et aussi, directement, au moins pour les principales d'entre elles. Dans ce cas, les services des préfectures pourraient envoyer des tableaux résumant par métier le nombre d'artisans étrangers désirant obtenir la carte.

L'administration a décidé, d'autre part, que toute organisation intéressée pourrait formuler ses observations en s'adressant au ministre du Travail, soit directement, soit par l'intermédiaire des préfets.

Ces consultations resteront facultatives et l'administration est libre d'en user comme bon lui semblera.

10) *Délivrance définitive des cartes.* — C'est normalement après consultation de la Chambre de Métiers que devrait être effectuée la délivrance des cartes. Nous avons vu que l'administration a décidé que certaines cartes seraient accordées immédiatement. D'autres, au contraire, resteraient en instance. C'est donc pour ces cartes en instance que la décision va intervenir à ce moment.

11) *Situation des artisans qui, bien que possédant cette qualité antérieurement au 25 janvier 1936, n'ont déposé que postérieurement à cette date leur demande de carte d'identité.* — Les artisans se trouvant dans cette condition sont manifestement en situation irrégulière. L'administration, avant toute chose, doit leur appliquer les sanctions de l'article 2 du décret-loi. Mais outre ces sanctions, qu'en sera-t-il de l'obtention de la carte ?

Dans la circulaire du 3 octobre 1936, l'Administration a décidé que ces demandes seraient soumises à instruction.

12) *Situation des artisans qui n'ont obtenu cette qualité que postérieurement au 25 janvier 1936.* — Pour ces artisans, l'administration a fait une double distinction :

Dans une première catégorie, elle range :

1° Ceux qui, bien qu'établis comme artisans avant le 25 janvier 1936, étaient assujettis alors à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et n'ont été soumis aux dispositions du décret-loi du 8 août 1935 que postérieurement à cette date.

2° Ceux qui, antérieurement au 25 janvier 1936, étaient en possession d'une carte d'identité de « travailleur » et qui, postérieurement, à l'occasion du renouvellement de cette carte d'identité, ont été classés dans la catégorie artisanale et invités par les services publics de placement à se conformer aux dispositions du décret-loi du 8 août 1935.

Pour ceux-ci, l'administration a décidé d'accepter les demandes et de les instruire.

Par contre, la situation des artisans de la *deuxième catégorie* est différente, il s'agit de ceux qui, avant le 25 janvier 1936, ne résidaient pas en France ou qui, y résidant n'avaient pas la qualité d'artisan et ne se sont établis comme tels qu'après cette date. Ces artisans devront déposer une demande préalable. Le récé-

pissé délivré ne leur permettra pas de s'installer. Ils peuvent être classés dans la catégorie de ceux qui voudront acquérir leur carte par la suite.

B. LA CARTE D'ARTISAN ÉTRANGER.

La carte d'artisan étranger est une carte d'identité dont l'effet est de permettre au titulaire d'exercer la profession mentionnée sur elle. Elle est assimilée, à tous égards, pour l'application des lois du 11 août 1926, du 10 août 1932, et du décret du 6 février 1935 à la carte portant la mention « travailleur ».

1) *Description de la carte.* — Une seule caractéristique est prévue dans la loi. Elle devra porter la mention « artisan ». Pour le reste, une circulaire ministérielle dispose que cette mention pourra être manuscrite ou résulter de l'apposition d'un timbre humide. Elle sera dûment datée et authentifiée par le fonctionnaire responsable. On pourra utiliser les cartes dont les intéressés disposent déjà.

La carte d'artisan toutefois ne vaut que pour la profession pour laquelle elle a été délivrée, pour le domicile que l'étranger s'est fixé et pour la durée mentionnée. Nous sommes amenés à examiner ces différentes questions.

2) *Durée de la carte d'artisan étranger.* — La durée applicable est la durée normale établie par le décret du 6 février 1935. Elle est de deux ans, sauf pour les étrangers soumis au visa consulaire français. En ce cas, elle est égale à la durée de ce visa, si elle n'est pas inférieure à deux ans. On ne saurait, par contre, appliquer aux artisans l'exception existant pour la carte de travailleur dont la validité est limitée à celle de la durée du contrat, l'entreprise artisanale étant continue. D'ailleurs, la précarité des cartes accordées rend inutile toute limitation.

3) *Changement de profession.* — Pour atteindre le but dans lequel le décret-loi est intervenu, la validité de la carte doit être limitée à la seule profession pour laquelle l'autorisation est accordée. Ce principe, qui existe par ailleurs pour les travailleurs étrangers, a été appliqué aux artisans par la circulaire du 27 novembre 1936. Ce changement de profession n'est fait que sur autorisation spéciale délivrée par l'administration préfectorale. Avant de la délivrer, l'autorité préfectorale doit d'ailleurs consulter la Chambre de Métiers compétente et dans le cas où il n'en existerait pas dans le département, l'organisation artisanale la plus représentative de la nouvelle profession que l'étranger désire exercer.

4) *Changement de résidence.* — Pour les travailleurs étrangers, en général, le changement de résidence n'est soumis à autorisation préalable que lorsqu'il s'effectue d'un département à l'autre. A l'intérieur d'un même département un étranger peut changer de commune en faisant simplement une déclaration à la mairie de la commune d'arrivée. Nous allons voir comment ces règles sont appliquées aux artisans étrangers en vertu de la circulaire du 24 décembre 1936.

a) *Changement de résidence d'un département à l'autre.* — L'artisan doit au préalable se renseigner auprès de la préfecture du département dans lequel il désire se rendre, sur les possibilités d'une installation comme artisan.

L'administration préfectorale doit répondre avec précision, après avoir vérifié le nombre de cartes d'artisans de même profession déjà établis, comparé au nombre maximum d'artisans pouvant s'établir d'après les décrets de limitation intervenus. Si l'artisan omet de se renseigner, il se déplace à ses risques et périls. Son arrivée sera signalée par le maire ou le commissaire de police à la préfecture. Celle-ci examine-

ra si, compte tenu du contingentement fixé, l'intéressé peut être admis à exercer sa profession dans la région intéressée. Dans l'affirmative, aucune difficulté, l'intéressé pourra s'installer. Dans la négative, par contre, l'interdiction sera notifiée avec indication du motif, à l'intéressé et au maire ou commissaire de police. Il en est de même au cas où un artisan se serait déplacé malgré l'avis défavorable. Il appartiendra au préfet de mettre à exécution la décision prise.

Cette procédure ne peut fonctionner qu'après que des décrets auront fixé par profession et par région, le nombre maximum d'artisans pouvant exercer et de faconniers pouvant être occupés par un chef d'entreprise. Mais en attendant il serait utile de consulter les Chambres de Métiers.

b) Artisans se déplaçant dans un même département, mais rentrant dans la circonscription d'une autre Chambre de Métiers. — Il faudrait appliquer cette même solution au cas où un artisan se déplaçant dans un même département changerait de circonscription de Chambre de Métiers. Toutefois les circulaires administratives n'ont pas prévu ce cas.

c) Artisans se déplaçant à l'intérieur d'un même département et dans le ressort d'une même Chambre de Métiers. — La circulaire du 24 décembre 1936 applique à ce cas la règle concernant le changement de résidence d'un département à un autre. Il y a ainsi une différence avec la législation visant l'étranger ordinaire pour lequel le changement de résidence à l'intérieur d'un département n'est pas soumis à autorisation préalable. Cette différence s'imposait d'ailleurs puisque la concurrence artisanale s'exerce surtout sur le plan local et qu'il peut y avoir une grande différence d'intensité de cette concurrence entre les différentes communes d'un département.

d) Mesures d'application pratique. — La mise en œuvre de ces mesures sera effectuée par la tenue de registres spéciaux à chaque préfecture. Ils sont prévus par la circulaire du 24 décembre 1936 et indiqueront par métier le nombre d'artisans et de façonniers établis dans chaque circonscription administrative et possédant la carte.

Par la suite, ces registres indiqueront les mesures de contingentement intervenues.

C. INSTALLATION NOUVELLE D'ARTISANS ÉTRANGERS.

Tous les artisans qui n'étaient pas installés comme tels à la date du 25 janvier 1936, date d'expiration du délai accordé pour demander la carte doivent obtenir préalablement à toute installation la carte d'artisan.

Cette solution doit être logiquement déduite de l'article 1 du décret du 8 août 1935 qui subordonne l'exercice d'un métier comme artisan-maître dans les conditions de l'article 23 du Code général des contributions directes à la possession d'une carte. Elle a aussi été admise par l'administration.

Devront donc demander une autorisation préalable :

1° les étrangers qui, bien que déjà domiciliés en France n'étaient pas installés comme artisans le 26 janvier 1936 ; 2° les étrangers qui n'étaient pas encore en France le 26 janvier 1936.

Toutefois, une circulaire du 17 octobre avait même décidé que pour les étrangers entrant en France, il n'y aurait pas lieu d'accepter le dépôt d'une demande tendant à la délivrance d'une carte d'artisan. Cette disposition est critiquable. Car, comme l'a d'ailleurs reconnu la circulaire du 3 octobre 1936, le décret-loi du 8 août 1935 n'interdit pas aux étrangers de créer de nouveaux ateliers artisanaux, mais en subordonne l'exploitation à la possession d'une carte régulière.

Il serait donc normal que l'administration préfectorale accepte les demandes en faisant observer qu'aucune installation ne serait tolérée avant l'obtention de la carte.

D. SANCTIONS.

Les sanctions exercées à l'encontre des artisans qui auront contrevenus aux dispositions du décret du 8 août 1935 ou à l'encontre des industriels qui, à l'occasion de l'emploi de façonniers auront contrevenus au décret, sont fixées à l'article 3.

Elles consistent dans les peines de l'article 172 du Code du travail pour les artisans ou façonniers et les chefs d'entreprise. On se rappelle qu'il s'agit d'une amende de 500 à 1.000 francs pour chaque infraction constatée. L'article 461 du Code pénal sera applicable.

Les sanctions sont applicables dès maintenant :

1° aux artisans installés comme tels à la date du 25 janvier 1935 et qui n'auraient pas demandé la carte nécessaire à la date précitée ;

2° aux étrangers s'étant installés depuis le 25 janvier 1936 comme artisans ou façonniers sans être en possession de la carte ;

3° aux artisans ou façonniers qui se seraient vu refuser la carte et exerceraient malgré cette décision ;

4° aux chefs d'entreprise employant des façonniers rentrant dans une des catégories susvisées.

§ 2. *Nombre maximum de cartes d'artisans pouvant être délivrées.*

L'article 4 du décret-loi du 8 août 1935 prévoit que des décrets qui, par analogie avec la réglementation prévue par la loi du 10 août 1932, limiteront l'occupation d'artisans étrangers, pourront fixer, par métier et par région,

le nombre maximum des cartes d'identité pouvant être délivrées.

L'initiative de cette limitation appartient aux Chambres de Métiers, aux organisations professionnelles artisanales ou à l'administration. En tout état de cause, ces organisations et la Chambre de Métiers seront consultées, sur l'opportunité des décrets et les modalités envisagées, il en sera de même de la Commission supérieure de l'artisanat dont il est question dans la II^e partie de cet ouvrage, chapitre V.

Ces consultations opérées, un décret pourra intervenir fixant le nombre maximum de cartes, pour une profession ou une région.

§ 3. *Limitation du nombre des façonniers.*

En dehors du chiffre maximum d'artisans étrangers pouvant obtenir la carte, le décret du 8 août 1935 prévoit que des décrets pourront déterminer par industrie et par région la proportion maximum de façonniers étrangers qui pourront être occupés par un chef d'entreprise.

La procédure de cette limitation instituée par le décret-loi est la même que celle indiquée à la page précédente pour les artisans.

Sanctions. — L'article 6 du décret-loi fixe les sanctions de ces décrets. Il décide que « les pénalités prévues à l'article 8 de la loi du 10 août 1932 sont applicables aux chefs d'établissement qui auront occupé des façonniers étrangers en contravention des prescriptions de ce décret ».

Il est à rappeler que la sanction prévue consiste dans l'application d'une amende de 5 à 15 francs par jour, par travailleur irrégulièrement occupé.

Sous-Section IV**Situation des artisans étrangers n'exerçant pas leur activité dans les conditions déterminées à l'article 23 du Code général des Contributions directes.****1) Principes généraux.**

Les artisans ressortissants des Chambres de Métiers et qui n'exercent pas leur activité dans les conditions déterminées par l'article 23 du Code général des contributions directes ne sont pas soumis au décret-loi du 8 août 1935. Nous avons vu plus haut combien il est facile actuellement pour un étranger de prétendre qu'il ne remplit pas les conditions prévues, celles-ci étant très restrictives. Il suffit de rappeler que les artisans qui occupent de 2 à 5 compagnons ne sont pas visés par ce décret-loi. Il existe donc un nombre important d'étrangers qui, artisans au sens de la loi du 26 juillet 1925 modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938 ne sont pas visés par la réglementation des artisans étrangers. Ils étaient, jusqu'à présent, soumis à la règle générale qui oblige les étrangers voulant résider sur notre territoire à en obtenir l'autorisation et à être détenteur d'une carte d'identité de non travailleur¹. En cela, ils suivaient le même régime que les commerçants et industriels. Or pour ceux-ci deux décrets-lois sont intervenus en date du 17 juin 1938 et du 12 novembre 1938. La question qui se pose est de savoir si ces décrets ont une répercussion sur les artisans et si leur situation s'en trouve modifiée.

Sans doute, l'exposé des motifs du décret-loi du 17 juin 1938 indique que rien n'est changé à la situation des artisans telle qu'elle est fixée par le décret-loi du 8 août 1935. Mais cette remarque laisse entière la question pour ceux qui ne sont pas compris dans ce décret-loi. Sont-ils

1. Voir Farcat et Morin, *Code des Etrangers*, Sirey, 1939.

visés dans le nouveau texte ? Il y a tout lieu de croire qu'ils ont été oubliés, car autrement les décrets les auraient mentionnés et auraient fait intervenir le cas échéant outre les Chambres de commerce et le Registre de commerce, les Chambres de Métiers et le Registre des Métiers. Comme on devra cependant les ranger dans une catégorie, il est vraisemblable qu'on leur appliquera la législation des décret-lois pour les commerçants et industriels, alors surtout que les artisans qui ne répondent pas aux conditions de l'article 23 du Code général des contributions directes sont généralement exclus de cette fiscalité pour le motif qu'ils exercent leur activité dans des conditions plus commerciales et industrielles et qu'ils sont par ailleurs assujettis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

2) *Etude du contenu de ces décrets-lois.*

a) *La carte de commerçant* (décret-loi du 12 nov. 1938 *J. off.*, du 14 nov. 1938). — A dater du 16 novembre 1938, il sera interdit à tout étranger d'exercer sur le territoire français une profession industrielle et commerciale sans justifier de la possession d'une carte d'identité spéciale portant la mention « commerçant » délivrée par le préfet du département où l'étranger doit exercer son activité. L'exposé des motifs indique que cette carte sera accordée avec toutes les précautions nécessaires, c'est-à-dire non seulement en considération du nombre, mais encore de la moralité et de toutes autres considérations susceptibles de permettre la protection du commerçant français. Toutefois, les commerçants installés à la date de la parution du décret ne se verront imposer aucune nouvelle obligation. Ils devront simplement échanger contre la carte de commerçant le titre de séjour dont ils sont titulaires.

Au point de vue pratique, il est prévu que lors de l'inscription au Registre du commerce, l'étranger doit présenter sa carte dont le numéro sera immatriculé sur

ce registre. Les mêmes dispositions s'appliquent aux associés, administrateurs gérants, directeurs de succursales, etc...

Ce texte peut-il également s'appliquer au Registre des Métiers ? Ainsi que nous l'avons dit plus haut rien ne l'indique. Toutefois, on pourrait le prétendre, attendu que cette disposition est insérée par le décret-loi dans le corps de l'article 4 de la loi du 28 mars 1919 sur le Registre du commerce. Or, la loi du 27 mars 1934 indique que l'inscription au Registre des Métiers se fait dans les conditions de l'article 4 de la loi du 18 mars 1919. Il y aurait donc lieu de modifier le Règlement d'administration publique du 14 août 1936 en conséquence et d'exiger, lors de l'inscription au Registre des Métiers pour les artisans non tenus à la possession de la carte prévue par le décret-loi du 8 août 1935, la production du décret qui a autorisé l'étranger à s'installer en France ou la carte d'identité de non travailleur.

b) *Equivalence de traitement avec les nations d'origine* (décret du 17 juin 1938, *J. off.*, du 20). — Le décret-loi du 17 juin a décidé que les étrangers jouiront, dans le cadre des lois et règlements, d'un traitement équivalent à celui qui s'applique dans leur pays d'origine aux étrangers et spécialement aux Français exerçant leur profession.

c) *Limitations du pourcentage des étrangers*. — Ce décret-loi prévoit également que dans les différentes catégories d'industries et de commerces, un pourcentage du nombre des étrangers y exerçant leur activité pourra être fixé après avis des Chambres de commerce et groupements économiques. On constate l'omission des Chambres de Métiers ce qui augmente la confusion existant en la matière.

Des négociations interviendront à l'effet de mettre nos traités en harmonie avec ces dispositions.

d) *Sanctions*. — Toute infraction aux deux décrets-lois sera punie d'une amende de 100 fr. à 2.000 fr. et

d'un emprisonnement de 1 mois à 6 mois. En cas de récidive les peines sont portées au double.

Le tribunal peut également ordonner la fermeture de l'établissement.

Section II

Protection des artisans contre le travail noir

1) *Définition.* — Il n'existe pas de définition légale du travail noir. Tout au plus peut-on rappeler celle qui a été donnée dans le rapport n° 2549 de la 16^e législature et qui s'exprimait ainsi :

« On appelle — travail noir — le travail exécuté par les fonctionnaires, agents, employés et ouvriers en dehors des heures réglementaires du travail ».

Cette occupation qui constitue un travail clandestin non soumis aux charges pesant sur les entreprises cause un très grand préjudice aux artisans et plus généralement à toutes les entreprises de la profession.

En conséquence, nous n'aurons pas à examiner ici l'ensemble de la question, mais nous devons nous borner, après avoir rappelé les textes généraux applicables, à signaler une disposition spéciale à l'artisanat, l'interdiction par voie de convention collective.

2) *Textes généraux concernant le travail noir.* — Ils visent l'interdiction faite aux fonctionnaires et assimilés d'exercer une profession commerciale, industrielle ou artisanale. (Décret-loi du 29 août 1935, loi du 20 juin 1936 et décret du 29 octobre 1936), et aux ouvriers de l'industrie privée de travailler pendant la durée de leur congé (décret du 1^{er} août 1936).

3) *Interdiction du travail noir par voie de convention collective.* — Un certain nombre d'accords et de conven-

tions collectives ont prévu l'interdiction du travail noir. Une telle disposition évidemment ne saurait être étendue à tous les professionnels, mais elle s'applique incontestablement à tous les adhérents des syndicats contractants. A ce sujet, il faut rappeler l'accord général passé le 19 septembre 1936 entre la Confédération générale de l'artisanat français et la Confédération générale du travail et qui s'exprime dans ses articles 7, 8 et 9 dans les termes suivants:

« Art. 7. — Les employeurs artisans s'interdisent d'occuper des travailleurs en dehors de la durée légale du travail et d'employer les ouvriers, ouvrières ou apprentis déjà pourvus d'un emploi normal régulier.

« Art. 8. — Les travailleurs des deux sexes s'interdisent, en dehors de leurs emplois habituels, d'effectuer un travail rémunéré ou non pour des particuliers ou le compte d'autrui.

« Art. 9. — La Confédération générale de l'artisanat français et la Confédération générale du travail s'efforceront d'obtenir des mesures légales interdisant à toute personne l'exercice d'une occupation, rémunérée ou non, pour des employeurs ou des particuliers, en dehors d'un emploi ou d'une fonction habituelle ».

Ces alinéas sont reproduits dans différentes conventions conclues entre organisations artisanales et ouvrières.

Enfin, certaines conventions conclues entre organisations patronales et ouvrières ont également édicté des dispositions de ce genre. Or, il n'est pas douteux que les dispositions concernant cette interdiction du travail noir doivent être observées par les adhérents des syndicats contractants.

Un projet de loi actuellement en instance au Parlement doit interdire d'une façon absolue le travail noir.

Section III

Protection des entreprises artisanales contre celles exploitées par des personnes sans connaissances professionnelles

En cette matière, il faut signaler une disposition très importante. En effet, l'article 2 de la loi du 10 mars 1937 (*J. off.*, du 12 mars) prévoit que des décrets détermineront les métiers dans lesquels l'apprentissage sera rendu obligatoire et qui ne pourront plus être exercés à leur compte que par des personnes ayant passé avec succès l'examen de fin d'apprentissage prévu à l'article 11 *a* du livre 1^{er} du Code de travail. Il ne sera donc plus possible à un individu d'exercer un métier ainsi fixé par décret soit comme artisan, soit comme industriel ou commerçant, du moment qu'il n'est pas titulaire d'un diplôme d'examen sanctionnant l'apprentissage. Cette disposition est même conçue en des termes tels qu'elle pourrait également viser ceux qui sont déjà installés le jour de la prise du décret. Toutefois, comme il faut tenir compte des situations acquises, l'application de ce texte est extrêmement difficile. C'est pourquoi jusqu'à présent, aucun décret n'est intervenu. Indiquons toutefois les formes dans lesquelles ceux-ci devront être rendus. Ils seront pris sur proposition du ministre de l'Education nationale et du Travail après avis des Chambres de Métiers, des organisations syndicales artisanales et des organisations patronales et ouvrières des professions intéressées, et ils fixeront la date de la mise en vigueur de l'article visé.

Section IV

La protection des biens de l'artisan.

Le bien de famille

1) *Principes de la législation existante.* La loi du 12 juin 1909 a institué dans notre législation le bien de famille insaisissable qui consiste en une portion du patrimoine mise à l'abri des créanciers. Ces dispositions ont été étendues aux artisans par la loi du 22 février 1931 (*J. off.*, du 24) modifiée par un décret-loi du 24 juin 1938.

2) *Composition du bien de famille artisanal.* — Le bien de famille en général peut comprendre, soit une maison ou portion de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines occupées et exploitées par la famille, soit seulement des terres exploitées par la famille.

L'artisan, comme toute autre personne, peut se constituer un bien de famille dans ces conditions. Mais l'effet de la loi de 1931 a été de lui permettre de plus la constitution d'un bien de famille comprenant outre la maison, une boutique ou un atelier avec le matériel ou l'outillage le garnissant. Il va sans dire que l'artisan peut y annexer également quelques terres exploitées par lui, surtout depuis le décret du 14 juin 1938 qui a prévu que les terres à elles seules pouvaient constituer un bien de famille.

3) *Conditions de constitution.* — La boutique et l'atelier devront être exploités par la famille de l'artisan. A cet égard, il semble que la qualité d'artisan du chef de famille suffise, et que la collaboration de

tous les membres de cette famille ne soit pas exigée, notamment celle des enfants et des ascendants.

Toutefois, pour le conjoint, la question est plus discutable, mais n'a pas encore donné lieu à jurisprudence à notre connaissance.

4) *Valeur du bien.* — La valeur totale du bien de famille a été fixée par le décret du 14 juin 1938 à la somme lors de sa fondation de 120.000 fr. y compris le cheptel et les immeubles par destination.

Par contre, la valeur du matériel et de l'outillage n'est pas comprise ni limitée. C'est ce qu'on déduit de l'omission existant dans le nouvel article 2, alinéa 2, des mots outillage et matériel qui figurent dans le texte primitif de 1931.

5) *Artisan bénéficiaire.* — Aucun texte ne mentionne la définition de l'artisan bénéficiaire. Il faut donc prendre la définition la plus large donnée dans notre législation qui est celle de la loi du 26 juillet 1925 modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938. Tout artisan remplissant les conditions de l'article 1^{er} de la loi précitée peut donc prétendre à la constitution d'un bien de famille.

6) *Formes de cette constitution. Compétence. Procédure. Frais.* — Ce sont les règles du bien de famille en général qui s'appliquent. Il ne nous appartient pas de les analyser ici.

7) *Effets de la constitution.* — Le bien de famille devient insaisissable même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire. Pour l'artisan, cette insaisissabilité s'étend également au matériel et à l'outillage. Ce fait mérite d'être signalé, car en général le matériel et l'outillage étant des meubles ne sont pas compris dans le bien de famille et peuvent être saisis.

Nous n'insisterons pas sur les autres effets de cette constitution qui sont les mêmes dans le régime général et le régime particulier.

8) *Exonération des droits de mutation en faveur des artisans ruraux* (Pour les détails, v. *Répertoire général du droit français, Suppl.*, v° *Succession* n. 2713).

9) *Le domaine retraite.*

(Décret loi du 24 mai 1938, *J. off.*, 25 mai 1938 et décret du 14 oct. 1928).

Les artisans peuvent prétendre au bénéfice de cette institution créée par le décret-loi du 24 mai 1938 à condition qu'ils n'occupent pas au cours de l'année précédant leur demande de livret, plus de deux employés en dehors de la main-d'œuvre familiale limitée à leur conjoint, leurs ascendants et descendants.

Section V

Protection des industries artisanales du bâtiment

Généralités. — Mesures d'encouragement d'ordre général en faveur des industries du bâtiment.

Les industries du bâtiment si gravement touchées par la crise ont pu bénéficier d'un certain nombre de mesures d'encouragement édictées par les pouvoirs publics. Elles se sont manifestées tantôt par l'action directe de l'Etat procurant du travail à ces industries par l'exécution de grands travaux, tantôt par des encouragements à la construction privée au moyen d'exonérations fiscales ou de bonifications d'intérêt pour les emprunts contractés à cet effet.

Les artisans peuvent théoriquement prétendre au bénéfice de ces mesures, mais l'importance réduite de

leur entreprise a eu souvent pour effet de les évincer. C'est pourquoi des dispositions spéciales ont été prises en leur faveur. Celles-ci doivent leur permettre de participer effectivement aux adjudications publiques et de provoquer une recrudescence de la construction privée dont ils pourraient bénéficier.

§ 1. *Les artisans dans les marchés publics*

A. DISPENSE DE CAUTIONNEMENT

1) *Définition du cautionnement.*

Le cautionnement est exigé dans les marchés de travaux publics et de fourniture passés avec les collectivités publiques, pour garantir une bonne exécution du travail. Il existe deux sortes de cautionnements : le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif. Leur importance varie suivant la valeur du marché conclu et elle est fixée dans les cahiers des charges.

En ce qui concerne les artisans, l'importance du cautionnement peut les empêcher parfois de participer aux travaux. Aussi, s'est-on efforcé d'en alléger pour eux le poids en prenant les mesures que nous allons étudier dans les numéros suivants.

2) *Dispense de cautionnement en faveur des sociétés coopératives d'artisans* (Art. 5 du décret du 13 août 1936).

Les sociétés coopératives d'artisans agréées sont dispensées de fournir le cautionnement provisoire dans tous les cas, et le cautionnement définitif lorsque le montant des travaux et fournitures ne dépasse pas 200.000 fr.

3) *Dispense en faveur des petits artisans* (Art. 6 de la loi du 28 déc. 1931, modifié par l'art. 68 de la loi du 31 mars 1932 et l'art. 66 de la loi du 31 déc. 1937).

Les petits artisans remplissant les conditions de

l'article 23 du Code général des contributions directes sont dispensés du cautionnement provisoire dans tous les cas et du cautionnement définitif lorsque le montant des travaux n'excède pas un certain taux fixé d'une façon progressive suivant l'importance de la commune. Le dernier barème a été déterminé par la loi de finances du 31 décembre 1937 et s'établit ainsi :

65.000 fr.	dans les villes de	10.000 habitants	et en dessous,
95.000 fr.	—	10.000 à 100.000 habitants,	
130.000 fr.	—	100.000 à 200.000 habitants,	
160.000 fr.	—	200.000 à 300.000 habitants,	
200.000 fr.	—	300.001 habitants	et au dessus.

Le maximum est porté à 300.000 fr. pour la Ville de Paris.

Les artisans visés doivent produire un certificat du contrôleur des contributions directes attestant qu'ils sont imposés selon le tarif applicable à la cédule de l'impôt sur les traitements et salaires. Si l'importance du marché dépasse 50.000 fr., ils doivent présenter une attestation du préfet indiquant l'importance de la population de la commune au dernier recensement. La commune à considérer est celle où l'artisan exerce sa profession (Circ. min. Trav., 27 juin 1932).

B. LES ACOMPTES

En vertu des lois du 28 septembre 1931 et du 1^{er} avril 1932, les artisans doivent recevoir tous les 15 jours des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées, déduction faite des retenues de garantie précisées au cahier des charges.

Quels sont les artisans bénéficiaires ?

On peut se le demander, car cette disposition suit immédiatement les mesures de dispense de cautionnement qui ne s'appliquent qu'aux petits artisans bénéficiaires de l'article 23 du Code général des contributions directes.

Toutefois, l'alinéa ayant trait aux acomptes mêmes ne mentionne que le mot « artisan ». On peut donc en conclure que cet article vise tous les artisans tels qu'ils sont définis d'une façon générale par la loi du 26 juin 1925.

C. PRÉFÉRENCE DANS LES MARCHÉS PUBLICS

1) *Texte de la loi du 17 janvier 1935. (J. off., p. 562).*

Une disposition d'un autre ordre a favorisé les artisans dans les travaux accomplis par les personnes publiques et les marchés de fournitures, c'est la loi du 17 janvier 1935. Le titre de cette loi ne vise que les artisans d'art, mais son article 1^{er} s'exprime dans ces termes :

« Tous travaux susceptibles d'être exécutés par des maîtres-artisans définis par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925, modifié par la loi du 27 mars 1934, faisant l'objet d'adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance et d'assistance, devront être réservés, à égalité de prix, jusqu'à concurrence du quart de leur montant, à des artisans à titre individuel ou à des sociétés coopératives artisanales constituées en application de la loi du 27 décembre 1923, pour être distribués par ces coopératives à leurs adhérents artisans.

« Cette disposition est applicable aux travaux d'art susceptibles d'être exécutés par des artisans et maîtres-artisans d'art, lesquels travaux seront réservés, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, aux sociétés coopératives d'*artistes* et artisans d'art.

« Un décret contresigné par le ministre du Travail déterminera les modalités d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles s'exer-

cera la préférence visée aux deux paragraphes précédents ainsi que les conditions qu'auront à remplir les artisans et les sociétés coopératives artisanales pour bénéficier de ces dispositions ».

Cet article de rédaction confuse a été éclairci par le décret du 13 août 1936 (*J. off.*, p. 8887 et 8998) organisant les modalités d'application de la loi du 17 janvier 1935.

2) *Qui peut bénéficier de cette loi ?*

Ce sont les artisans-maîtres et les sociétés coopératives d'artisans.

a) *Les artisans-maîtres.* — 1° Quelle est la définition applicable ? — Les artisans maîtres doivent répondre à la définition légale de la loi du 26 juillet 1925 modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938.

2° Autres conditions. — Les artisans doivent être de nationalité française (art. 3 du décret du 13 août 1936).

Ils devront être inscrits soit au Registre des Métiers, soit sur les listes électorales de la Chambre de Métiers, ou, à défaut, remplir les conditions nécessaires pour y être inscrits (art. 3 du décret). Cette possibilité d'offrir l'une ou l'autre justification se comprenait au moment où le décret est intervenu, puisque le Registre des Métiers n'était pas encore en application. Aujourd'hui, il n'en est plus de même puisque tous les artisans doivent y être inscrits obligatoirement. Aussi aurait-on pu penser que l'inscription sur les listes électorales n'était plus requise. Toutefois certains cahiers des clauses et conditions générales exigent que l'artisan soit inscrit sur les deux listes ou remplisse les conditions pour y être inscrit.

Les artisans-maîtres doivent être adhérents à une société de garantie caution (art. 4 du décret). Les statuts de ces sociétés devant être fixés prochainement, la loi ne tardera pas à entrer en application.

Certains cahiers des clauses et conditions générales, notamment celui du ministre du Travail, exigent que les artisans figurent sur une des listes dressées par le ministre du Travail. Le décret était muet à ce sujet et n'exigeait cette inscription que pour les sociétés. Un arrêté du 9 mars 1937 a d'ailleurs précisé les conditions que ces sociétés devaient remplir, mais il ne parle pas des artisans isolés. On ne peut donc donner aucune indication à ce sujet.

b) *Les sociétés coopératives d'artisans.*

I. *Définition.* — Ces sociétés devront être constituées en application de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923. Nous en analyserons la nature au chapitre des coopératives. Rappelons qu'elles doivent avoir pour but de faciliter l'exercice de la profession artisanale de l'adhérent et être constituées conformément aux dispositions des articles 1^{er}, 3, 4 et 7 de la loi du 7 mai 1917 organisant le crédit aux sociétés coopératives de consommation, et de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917 organisant le crédit au petit et au moyen commerce et à la petite et à la moyenne industrie.

II. *Les sociétés doivent être inscrites sur une liste dressée par le ministre du Travail.* — 1^o Conditions et procédure d'inscription et de radiation de ces listes (arrêté du 4 mars 1937, *J. off.*, p. 2740). — Les sociétés devront avoir six mois de fonctionnement.

Lors de la première demande, pour être agréées, elles devront produire les renseignements que nous avons énumérés page 162.

La société doit s'engager à communiquer au ministre du Travail les changements d'adresse et de siège social qui seraient apportés. Les demandes doivent être établies sur des formulaires types et adressées par le préfet au ministre du Travail.

Les inscriptions ne sont valables que pour un an et expirent le 31 juin de chaque année. Les sociétés qui

désirent voir la renouveler doivent présenter, avant le 31 mars, une nouvelle demande, qui devra être accompagnée des renseignements concernant le nombre des associés, les parts souscrites, les versements effectués, le nom des administrateurs et les renseignements d'ordre financier.

Le ministre prend les décisions de maintien ou d'inscription et les publie au *Journal officiel*, il les notifie à la société intéressée.

Les noms des sociétés inscrites sur cette liste par arrêté ministériel ont paru au *Journal officiel*. La dernière liste publiée à ce jour est au *Journal officiel* du 6 septembre 1938.

2° *Radiation* (art. 4). — a) *Radiation de plein droit*. — Lorsqu'une société perd le caractère de société coopérative répondant à la définition de la loi du 27 décembre 1923, elle doit être radiée.

b) *Radiation facultative*. — Le ministre du Travail peut radier les sociétés qui auraient fourni des documents inexacts, celles qui ne se conformeraient pas à l'engagement qu'elles ont pris de donner communication au ministre du Travail des modifications apportées à leur statut et enfin celles qui ne répondraient pas aux demandes de renseignements formulées par le ministre du Travail au sujet de leur organisation ou de leur fonctionnement.

Les décisions de radiation sont signifiées aux sociétés intéressées.

III. *Conditions concernant l'exécution des travaux*. — Les travaux confiés à ces sociétés doivent être répartis au sein des coopératives à des artisans répondant à la définition donnée par la loi du 26 juillet 1925.

IV. *Formalités à remplir par les sociétés auprès des administrations qui procèdent à l'adjudication*. — Les sociétés coopératives doivent fournir à l'administration :

1° l'acte de société ;

2° la liste nominative des membres, avec indication, pour ceux à qui elles envisagent de confier les travaux, du métier exercé et de l'adresse où le métier est exercé ;

3° les justifications prouvant que ceux des artisans à qui les travaux peuvent être attribués répondent bien à la définition légale ;

4° les justifications prouvant que les maîtres-artisans sont inscrits à une Caisse de garantie caution.

3) *De quels travaux s'agit-il ?*

Collectivités visées. — L'article 1^{er} de la loi du 17 mars 1935 et l'article 1^{er} du règlement d'administration publique du 13 août 1936 ne visent que les travaux de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance et d'assistance. Les autres établissements publics sont donc exclus.

Nature des travaux. — Il doit s'agir de travaux ou de fournitures de caractère artisanal, c'est-à-dire ressortissants à des professions artisanales et susceptibles d'être exécutés par des artisans-maîtres. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que le travail ou la fourniture soit entièrement artisanal. Il peut l'être simplement en partie.

4) *Quelle est la part réservée ?*

La loi dispose que tous les travaux artisanaux sont réservés aux artisans à égalité de prix, jusqu'à concurrence du quart de leur montant. Cette disposition qui paraît difficile à réaliser a été mise en œuvre par le règlement d'administration publique par deux modalités :

1^{re} modalité. — *Réserve préalable.* — Lorsque les travaux à exécuter comportent des lots de même nature et que leur nombre est de 4 au moins, la préférence à égalité de prix s'exerce dans les conditions suivantes : l'administration fait connaître le nombre et la nature des lots pouvant être attribués aux artisans et coopé-

ratives artisanales et demande s'ils veulent s'engager à exécuter lesdits lots au prix moyen tel qu'il sera déterminé après l'adjudication. Les intéressés peuvent alors se faire connaître. Ceux qui acceptent doivent s'engager dans le délai fixé au cahier des charges à exécuter le travail au prix moyen. En cas de concours entre plusieurs artisans ou sociétés coopératives, il faut présumer que le sort les départagera.

Les lots, au surplus, ne se confondent pas, le cas échéant avec ceux qui, en application de l'article 2 du décret du 1^{er} octobre 1931, seraient réservés aux sociétés ouvrières de production.

Les lots réservés pour lesquels aucun artisan maître ou aucune société coopérative n'a notifié l'engagement prévu sont mis en adjudication en même temps que les autres.

2^e Modalité. — *Préférence à égalité de prix.* — Lorsque les travaux n'auront pas présenté le caractère de lots de même nature ou lorsque certains lots offerts aux artisans d'après les modalités fixées au paragraphe précédent n'auront pas trouvé preneur, la préférence s'exerce dans les conditions ci-après :

Tous les lots sont mis en adjudication, les artisans et sociétés coopératives artisanales peuvent concourir. A égalité de prix des lots égaux au moins à un quart du marché leur sont attribués. Lorsqu'il y a concours entre plusieurs artisans ou coopératives artisanales, le sort décide de l'attribution.

Toutefois, une disposition peu favorable a été insérée par l'alinéa 2 de l'article 1^{er} du Règlement d'administration publique. En effet, cet alinéa prévoit qu'en cas de concours d'artisans ou de coopératives avec une société ouvrière susceptible d'invoquer également le bénéfice de la préférence à égalité de rabais, le sort décidera de l'attribution à l'un ou l'autre des concurrents.

Cette modalité ne nous semble pas à l'abri de toute critique juridique, n'étant pas fixée dans le texte de la loi et ayant effectivement pour résultat de restreindre les conditions d'application pour les artisans.

5) *Conditions générales des marchés.*

Les artisans-maîtres individuels, les sociétés coopératives d'artisans titulaires des marchés, ainsi que les artisans-maîtres auxquels ces sociétés auraient confié des travaux sont, pour les marchés visés, soumis aux clauses et conditions générales imposées par les différentes administrations, aux entrepreneurs de travaux ou fournitures en tout ce que ces clauses et conditions n'ont pas de contraire au décret du 13 août 1936.

6) *Dispositions spéciales aux sociétés coopératives d'artistes et d'artisans d'art.*

a) Définition des artistes et artisans d'art. — Les artistes, nous l'avons vu page 42, ne sont pas des artisans. Par contre les artisans d'art sont des personnes répondant à la définition de la loi du 26 juillet 1925 et exerçant en principe un métier se rattachant à un art.

b) Modalités. — Les mêmes modalités sont applicables à cette catégorie d'artisans.

1° Toutefois, il est prévu que la moitié du montant des travaux leur sera attribuée ;

2° Pour les artistes, artisans d'art, la préférence peut seulement s'exercer par l'intermédiaire de sociétés coopératives d'artistes et d'artisans d'art constituées en conformité avec la loi du 27 décembre 1923.

Cette exigence est pour le moins curieuse, puisque la loi du 27 décembre 1923 vise les coopératives artisanales.

Les coopératives d'artisans d'art devront figurer sur une liste dressée par le ministre du Travail dans les mêmes conditions que pour les sociétés coopératives artisanales.

c) L'administration qui fera exécuter les travaux devra également *agréer* préalablement la société. Cet agrément pourra comporter l'obligation pour les sociétés de faire exécuter certains travaux déterminés par tel ou tel membre nommément désigné.

7) *Mesures de publicité.*

Lorsque les administrations énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1935 auront à procéder à des adjudications ou marchés de travaux ou de fournitures visés par le présent décret, elles devront, sans préjudice des mesures ordinaires de publicité, en donner avis aux organisations artisanales dans des formes qui ont été déterminées par arrêté des ministres du Travail et des Finances en date du 12 décembre 1938.

Ces textes exigent qu'elles avisent les Chambres de Métiers et Unions de syndicats professionnels du département dans les mêmes formes et conditions qu'elles publient l'avis général de l'adjudication ou du marché de gré à gré. Ces avis devront préciser si la modalité de réserve préalable est adoptée. Les Chambres de Métiers et Unions de syndicats professionnels d'artisans doivent accuser réception dans les trois jours et donner toute publicité désirable notamment par voie d'insertion dans la presse. Elles devront également informer les coopératives artisanales inscrites sur la liste agréée du ministre du Travail.

Lorsqu'il n'existe pas de Chambres de Métiers ou Unions de syndicats d'artisans, c'est le préfet qui est chargé de procéder à cette publicité.

8) *Dispositions fiscales.*

Les travaux des coopératives artisanales exécutés par les adhérents, conformément à l'obligation édictée à cet effet par l'article 3 de la loi ne sont soumis pour l'enregistrement qu'à la somme fixe de 22 fr. 50.

§ 2. *Mesures tendant à encourager l'initiative privée à faire exécuter des travaux par des artisans*

1) *Texte.*

Un décret-loi du 30 octobre 1935 (*J. off.*, p. 11581 et p. 12580) relatif aux entreprises artisanales du bâtiment, a eu pour but de faciliter aux propriétaires l'exécution des menus travaux d'entretien par des artisans, en accordant des prêts à ces derniers. Malheureusement, les arrêtés devant en préciser les modalités d'application ne sont pas encore intervenus. De ce fait, ce texte n'est pas encore entré en application.

2) *Bénéficiaires de ce décret.*

a) *Les artisans.* — L'article 1^{er} précise qu'il s'agit des artisans ressortissants des Chambres de Métiers. C'est donc la définition de la loi de 1925 qui s'applique et ils devront en conséquence être inscrits au Registre des Métiers.

Les artisans doivent également être agréés par les organismes prêteurs. L'obtention de cet agrément pourra être subordonnée à l'affiliation de l'artisan à un organisme qui garantira sa responsabilité civile comme entrepreneur, et à sa contribution à la constitution d'un fonds destiné à parer à l'insolvabilité éventuelle du bénéficiaire.

Jusqu'à présent, aucune disposition réglementaire n'a défini la nature de ces organismes et leur modalité de fonctionnement. C'est d'ailleurs une des raisons de l'inapplication du décret. Mais puisque c'est aux Unions artisanales qu'il appartient de fixer les conditions générales de l'agrément des artisans et du fonctionnement des Caisses, on peut affirmer que ces organismes à créer fonctionneront dans le cadre de la coopération et du syndicalisme artisanal. Aussi, pour bénéficier de ce décret, sera-t-il nécessaire à un artisan d'être adhérent à une coopérative ou à un syndicat.

b) *Les sociétés coopératives d'artisans.* — Le décret est muet à ce sujet. Toutefois, rien ne s'oppose à ce que ces sociétés puissent également bénéficier des travaux, puisque même dans ce cas, ce seront toujours des artisans-maîtres qui seront appelés à les exécuter.

3) *Nature des travaux.*

L'article 1^{er} précise qu'il s'agit de tous travaux d'entretien et de remise en état, d'amélioration, d'assainissement, susceptibles de donner une plus-value aux immeubles ainsi que des travaux d'agrandissement, notamment par surélévation. Ces derniers devront présenter un caractère accessoire au regard de l'immeuble. Par contre, sont exclus les travaux de constructions neuves ou de reconstruction, puisque tous les travaux doivent être exécutés sur des « immeubles déjà construits ».

4) *Qui pourra bénéficier des facilités ?*

L'article 1^{er} indique comme bénéficiaires de ces facilités les propriétaires d'immeubles d'habitation déjà construits. Les conditions que les propriétaires devront remplir seront fixées par arrêté du ministre du Travail, après avis de la Commission supérieure de l'artisanat.

5) *Quelles sont les facilités accordées ?*

Les propriétaires intéressés pourront obtenir des prêts dont les conditions d'intérêt et d'amortissement doivent être également déterminées par un décret.

Pourtant, dès maintenant, le montant en est fixé. Il ne pourra dépasser les 2/3 des mémoires vérifiés. Exceptionnellement, il pourra atteindre les 3/4 dans le cas où les travaux sont garantis par une hypothèque de premier rang, sur l'immeuble auquel ils s'appliquent.

6) *Organismes prêteurs.*

Les organismes prêteurs sont les Unions de sociétés coopératives artisanales ayant pour objet exclusivement l'accomplissement des opérations de crédit, cons-

tituées et fonctionnant en conformité avec la loi du 21 décembre 1923 sur le crédit artisanal modifiée par la loi du 1^{er} mai 1929. La description de ces sociétés sera donnée dans le chapitre des sociétés coopératives.

7) *Demande.*

La demande émanant du propriétaire devra être annexée aux devis établis par l'artisan appelé à exécuter les travaux. L'Union artisanale procédera à la vérification et à l'approbation préalable des devis présentés et décidera ensuite si elle peut accorder le prêt.

8) *Sûretés.*

Le propriétaire est obligé de contracter une assurance en cas de décès conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1922 (Loi Ribot, art. 82).

Cet article prévoit la conclusion de contrats d'assurance temporaires passés avec la Caisse nationale d'assurance pour la vieillesse, pour garantir à la mort de l'assuré pendant la période de remboursement, le paiement de tout ou d'une partie des annuités à échoir. Le chiffre maximum de l'assurance devra être le prix de revient des travaux opérés. La durée du contrat ne pourra être telle qu'elle dépasse le moment où l'assuré aura 65 ans. L'intéressé devra se soumettre à toutes visites et vérifications utiles.

Pour la mise en œuvre de cette assurance, nous renvoyons à ce qui a été dit pour l'application de la loi du 2 août 1932, p. 153.

Le privilège accordé aux sociétés de crédit foncier est étendu aux Unions artisanales pour les opérations autorisées par la présente loi. Ces dispositions avaient prévu, rappelons-le, que les juges ne pourraient accorder aucun délai pour le recouvrement des annuités.

Il est également décidé que le paiement ne peut être arrêté par aucune opposition.

Les annuités non payées produisent intérêt de plein droit. Il peut en outre être procédé à la mise sous

séquestre et à la vente des biens hypothéqués dans les formes prescrites par les décrets visés. L'ensemble de ces voies d'exécution a été suspendu, rappelons-le, par la loi du 25 mars 1936 prorogée par le décret-loi du 25 août 1937. Ce dernier décret a également diminué les frais résultant de cette suspension.

9) *Provenance des fonds.*

Pour se procurer les fonds nécessaires, les Unions artisanales peuvent contracter des emprunts soit auprès de la Caisse des dépôts et consignations dans les mêmes conditions que les départements et communes, soit auprès d'autres prêteurs. Les modalités de ces emprunts doivent être fixées par arrêté ministériel qui doit les autoriser. Les modalités d'amortissement sont arrêtées de la même façon. Toutefois, les emprunts ainsi contractés ne pourront dépasser dix ans.

10) *Les emprunts obtenus par les propriétaires sont versés directement à l'artisan bénéficiaire par l'intermédiaire de l'Union de crédit.* Ils seront affectés exclusivement au règlement des travaux exécutés.

Section VI

La protection de l'artisanat de la chaussure Loi du 7 avril 1936

Non application de la loi du 22 mars 1936 aux artisans.

La loi du 22 mars 1936, dont le but était de protéger l'industrie française de la chaussure contre l'installation de nouvelles usines devait s'appliquer primitivement à toutes les entreprises se rattachant à la chaussure, que celles-ci soient industrielles ou artisanales. A ces dernières était interdit comme aux premières l'installation ou l'acquisition de nouveaux ateliers de fabrication et l'agrandissement de ceux existants, de même

que la création d'organismes de réparation, sans autorisation préalable du ministre du Commerce, après avis du Conseil national économique. Toutefois, cette loi permettait aux fabricants et revendeurs d'agrandir les services de réparation existants. Il en serait résulté un très grave préjudice pour les artisans cordonniers. Pour y parer, le parlement adopta une deuxième loi promulguée le 7 avril 1936. Après avoir empêché dans son article premier l'envahissement du domaine de la réparation par les industriels et commerçants, cette loi règle dans son article 2 les conditions auxquelles sera soumise l'installation des artisans fabricants ou réparateurs de chaussures. Elle établit en cette matière un régime tantôt plus rigide, tantôt plus libéral, mais qui forme un ensemble de telle sorte que les dispositions de la loi du 22 mars 1936 ne sont plus applicables aux artisans. C'est d'ailleurs l'interprétation des tribunaux ayant statué sur cette question, notamment du Tribunal correctionnel d'Alençon (29 sept. 1937) et de la Cour de Paris (15 fév. 1938). Notons pourtant que la loi du 7 avril 1938 ne concerne que la fabrication et réparation de chaussures. Si un artisan possédait un magasin de vente, il serait assujéti pour celui-ci à la loi du 22 mars 1938.

§ 1. *Loi du 7 avril 1936. — Protection des artisans réparateurs contre la concurrence faite dans la réparation par les fabricants et revendeurs.*

1) *Les textes.*

L'article 1^{er} édicte la disposition suivante :

« A partir de la promulgation de la présente loi, il est interdit à tous les fabricants de chaussures occupant plus de six ouvriers, ainsi qu'à tous les revendeurs en gros, demi-gros ou détaillants considérés comme non-artisans, quel que soit le nombre des

personnes employées, d'exploiter, directement ou par personne interposée, un ou plusieurs ateliers de réparations de chaussures et de créer dans leurs exploitations des services de réparation ».

L'interprétation de cet article n'a pas été sans entraîner des difficultés sérieuses que nous allons analyser ci-après.

2) *Personnes auxquelles l'interdiction s'applique.*

a) *Le fabricant.* — L'interdiction s'applique à tous les fabricants de chaussures occupant plus de six ouvriers ainsi qu'à tous les revendeurs en gros, demi-gros ou détaillants considérés comme non-artisans, quel que soit le nombre du personnel employé.

Comment définir le mot chaussure pour l'application de cette loi ? Pour celle du 22 mars 1936 la jurisprudence est contradictoire. Certains tribunaux estiment que seuls sont visés les articles en cuir. Ils se fondent sur les travaux préparatoires et font valoir que les lois pénales doivent toujours être prises dans le sens restrictif (Trib. corr. Saint-Etienne, 11 janv. 1938, *Gaz. Pal.*, 1938.1.613). Pourtant en sens contraire un arrêt plus récent, en se basant également sur les travaux préparatoires ainsi que sur le but de la loi, considère comme chaussure tout ce qui sert à chausser le pied quelle que soit la matière employée, dans l'espèce des galoches en bois (8 nov. 1938, *Gaz. Pal.*, 1939.1.29). Cette dernière définition est d'ailleurs plus conforme à celle du dictionnaire.

Doit-elle également s'appliquer à notre texte ? On peut l'admettre.

De toute façon, c'est aux tribunaux qu'il appartiendra de trancher la controverse.

Le chiffre supérieur à 6 unités que doit employer le fabricant pour être visé par le texte a été choisi parce qu'un artisan cordonnier bottier pouvait à ce moment occuper jusqu'à 6 ouvriers.

Il indique donc la distinction entre le fabricant à qui la réparation est interdite et l'artisan. Lors d'une poursuite pour contravention aux dispositions de cet article, la preuve doit donc être apportée que le prévenu occupe plus de six ouvriers. A défaut de cette preuve, le prévenu est relaxé.

b) *Le revendeur.* — Le revendeur pour se voir interdire la réparation ne devra pas être artisan. L'interdiction ne s'applique donc pas à l'artisan qui accessoirement à l'exercice de son métier serait revendeur de chaussures, car il est admis qu'il peut se livrer à la vente d'accessoires, en l'espèce de chaussures neuves.

Mais à quel moment cessera-t-il d'être artisan pour n'être que revendeur ? Cette limite est donnée en termes imprécis par la loi du 26 juillet 1925 qui exige qu'il se livre principalement à la vente de son propre travail.

L'appréciation de cette condition peut se faire de façons très diverses. Une réponse du ministre du Travail (*J. off.*, Déb. Parl., 1937, p. 2293, question n. 397) indique qu'il est nécessaire que l'artisan tire de la réparation et de la fabrication des bénéfices plus importants que de la vente. Fidèle à la définition donnée au début de cet ouvrage, nous estimons que l'on doit se servir pour cette appréciation de l'importance respective du gain net réalisé par le propre travail de l'artisan et de celui qui provient exclusivement de la revente.

Il est évident par ailleurs que la vente de chaussures ne peut être l'accessoire de l'activité artisanale que lorsqu'il s'agit d'une personne se livrant à la fabrication, réparation ou transformation de chaussures et ne peut être l'accessoire de la profession de coiffeur par exemple.

Quant au nombre de personnes que l'artisan accessoirement revendeur peut occuper, il est actuellement fixé à cinq.

3) *Quelles sont les activités illicites pour ces personnes ?*

1° *Exploiter directement ou par personne interposée un atelier de réparations.* — Exploiter un atelier signifie assurer pour son propre compte et sous sa responsabilité le fonctionnement d'un atelier de réparation de chaussures. Cette exploitation ne pourra avoir lieu pour les personnes visées, ni directement, c'est-à-dire ouvertement et pour leur propre compte, ni par personne interposée. La personne interposée est celle qui couvre la personnalité du véritable exploitant. Ce peut être par exemple sa femme ou une société filiale.

L'exploitation est également interdite au moyen d'un homme de paille, par exemple ancien ouvrier d'un atelier fermé en application de la loi du 7 avril 1936, et qui continuerait à travailler à son compte tout en effectuant les réparations fournies par son ancienne maison (Cass. crim., 11 janv. 1938).

2° *Créer dans leurs exploitations des services de réparation.* — L'interprétation de ce deuxième alinéa a déjà fait couler beaucoup d'encre. Deux thèses sont en présence.

Tout d'abord la thèse officielle du ministère du Travail qui a été traduite par une commission comprenant les représentants des ministères et des intéressés au cours d'une séance tenue le 22 avril 1936 en vue de l'application de la loi du 7 avril 1936 et qui prétend que pour l'intelligence du texte, il convient de distinguer le service de réparations de l'atelier de réparations. Il y a service de réparations lorsque le détaillant en chaussures qui n'exploite pas lui-même un atelier de réparations accepte, *sous sa responsabilité*, de prendre des chaussures pour les faire réparer. Les clients, en l'espèce, ne contractent pas avec le réparateur, mais avec la personne qui a organisé le service de réparations.

Dans ce sens est intervenu un arrêt du 15 février 1938

de la Cour d'appel de Paris. D'après cette espèce, on peut même dégager ce qui constitue aux yeux du tribunal un service de réparations, s'opposant à l'exploitation d'un atelier de réparations. Dans le premier cas, le revendeur ou fabricant confie la réparation des chaussures remises par la clientèle à un artisan travaillant à son compte et d'une façon indépendante et sans qu'il y ait un rapport de commettant à préposé. Si au contraire le rapport de préposé à commettant existait, la cour aurait admis que le revendeur exploitait un atelier de réparations.

Dans le même sens, on peut citer un arrêt du Tribunal correctionnel du Havre du 16 nov. 1938 (*Gaz. Pal.*, 1936.2.1130 et un arrêt de la Cour de Poitiers du 30 nov. 1938).

Si cette première thèse semble plus conforme à une interprétation littérale du texte de la loi, il faut néanmoins reconnaître qu'elle n'est pas fondée aussi solidement par le raisonnement logique et qu'elle contredit incontestablement la pensée du législateur.

En effet, celui-ci a voulu interdire aux fabricants l'exploitation d'un atelier de réparations. Il n'a pas seulement voulu empêcher dans l'avenir la création de services de réparation, mais rendre effective la suppression des services existants.

Ceci résulte des travaux préparatoires de la loi.

En partant de cette pensée inspiratrice, on ne comprendrait pas l'indulgence du législateur pour les services de réparations, aucune raison ne justifiant cette exception à l'interdiction générale édictée. Cette deuxième thèse enfin a été confirmée par plusieurs jugements. On peut citer en ce sens ceux de la Cour de Colmar qui ont condamné un gérant de la maison Bata qui faisait exécuter, sous sa responsabilité, les réparations par un artisan non connu du public. On aurait pu prétendre qu'on était en présence d'un service de répa-

rations. Mais la Cour a estimé que ce procédé était illicite, « attendu que la loi du 7 avril a eu pour objet de réserver aux seuls artisans la réparation des chaussures » (Colmar, 29 oct. 1936). Dans le même sens un arrêt de la Cour de Poitiers (7 mai 1937).

Sans doute, on objectera qu'alors les termes « créer un service de réparations » n'ont plus de sens, mais avant de conclure de ce fait à une distinction nécessaire entre les mots service et atelier de réparations, il faut se demander si le législateur a entendu véritablement poser cette distinction et non pas simplement confirmer qu'au surplus, la création de services de réparations ne saurait plus être envisagée dans l'avenir.

Telles sont les thèses interprétatives de l'article 1^{er}. Il appartiendra aux tribunaux judiciaires de préciser le sens qu'il doit avoir.

En tous cas il a été jugé que d'une part un atelier ne pourrait se transformer en service de réparation après le 7 avril 1938, et que d'autre part un service dont l'exploitation a été interrompue ne peut recommencer à fonctionner (Poitiers, 3 nov. 1938).

§ 2. *Article 2 de la loi du 7 avril 1936. — Protection des artisans réparateurs contre ceux qui voudraient s'installer*

Alors que l'article 1^{er} pose une délimitation entre les sphères d'activité de l'industrie, du commerce et de l'artisanat de la chaussure, et a donc pour objet de garantir les artisans réparateurs contre l'envahissement de leur profession par des industriels fabricants et des commerçants revendeurs, l'article 2 a pour effet de protéger pendant une durée de cinq ans les artisans établis contre la création de nouveaux ateliers artisanaux de réparations de chaussures, de cordonnerie, de botterie, de fabrication de chaussures et de couture.

Le système de protection envisagé consiste dans la nécessité d'une autorisation du ministère du Travail après avis favorable des syndicats professionnels artisanaux et des Chambres de Métiers.

1) *Champ d'application de l'article 2.*

L'article 2 vise tous les ateliers artisanaux de réparation de chaussures, de cordonnerie, de botterie, de fabrication de chaussures et de couture. Les termes employés sont extrêmement généraux et visent aussi bien la fabrication de chaussures neuves, que leur réparation et que les métiers accessoires tels que la couture, le finissage. Il sera nécessaire et suffisant que ces ateliers soient considérés comme artisanaux. L'atelier artisanal doit être entendu en notre matière d'après la définition légale de l'artisan-maître donnée par la loi du 26 juillet 1925 et par le décret-loi du 2 mai 1938. Un atelier qui pour une raison quelconque ne saurait être considéré comme artisanal au sens des lois précitées ne tomberait pas sous le coup de ces dispositions, mais serait visé, comme on se le rappelle, par celles de la loi du 22 mars 1936.

2) *Opérations interdites.*

Les ateliers ainsi définis ne pourront être « ouverts » sans autorisation. Le mot « ouvrir » a suscité les mêmes difficultés que le mot créer dans l'article précédent. L'interprétation officielle donnée par le ministre du Travail estime qu'il ne s'agit que de l'ouverture d'un atelier. Or, l'ouverture équivaldrait à création d'un nouvel atelier qui aurait pour conséquence d'augmenter le nombre de ceux déjà existants. Il s'ensuivrait que la cession d'un atelier artisanal ne serait pas soumise à autorisation, mais seulement l'ouverture par le cédant, d'un nouvel atelier. De même, le transfert d'un atelier existant d'un lieu dans un autre ne serait pas soumis à l'autorisation pour autant que ce transfert n'aurait pas été précédé de la vente de la totalité ou

d'une partie des éléments du fonds artisanal à un autre artisan de la chaussure. Telle est effectivement la pratique administrative en la matière.

Ces solutions ont été consacrées par un arrêt de la Cour de Paris du 15 février 1938. Il a appliqué les pénalités prévues à un artisan qui après avoir cédé son bail, s'était installé ailleurs sans avoir demandé d'autorisation. La Cour estimait que ces faits caractérisaient une « ouverture ». Dans ce sens également un arrêt du Tribunal correctionnel de la Seine qui a relaxé un prévenu pour le motif que l'exploitation du nouvel atelier était continuée dans les mêmes conditions que celles de l'atelier que l'intéressé avait quitté (Trib. corr. Seine, 7 déc. 1937, *Gaz. Pal.*, 1938.1.382).

Cette interprétation pourtant ne semble pas aller au fond des choses et présente de tels inconvénients qu'elle a pour effet d'offrir un moyen pratique de tourner la loi très facilement et d'en rendre illusoire l'efficacité. Pour s'en convaincre, il suffit de partir d'un principe évident en matière d'entreprises artisanales de réparations de chaussures qui est que la concurrence entre ces entreprises se manifeste de préférence sur le plan étroit d'une commune, voire même d'un quartier.

De ce fait, il est fréquent que dans certains endroits, le nombre de cordonniers soit plus que pléthorique et que dans d'autres, il ne soit pas suffisant. Le déplacement d'un cordonnier d'une commune à une autre peut donc présenter de graves inconvénients. Ces considérations auraient dû faire prévaloir une interprétation plus étroite du mot « ouverture » que celle adoptée. On aurait dû considérer comme telle non seulement l'ouverture de l'atelier qui a pour conséquence d'augmenter le nombre des ateliers existants, mais l'ouverture à proprement parler de tout atelier dans un endroit différent de celui où il était exploité

auparavant ou après une interruption intervenue dans l'exploitation.

Il serait donc logique de considérer comme ouverture et de ce fait comme devant être soumis à autorisation tout déplacement d'un atelier et plus généralement tout ce qu'on appellerait commercialement une ouverture, c'est-à-dire une cession, acquisition nouvelle ou changement de titulaire d'un atelier existant. Cette interprétation plus rigoureuse s'affirme d'ailleurs comme plus exacte que celle donnée par l'administration lorsqu'on envisage les formalités auxquelles l'ouverture est subordonnée. La loi en effet prévoit expressément que les Chambres de Métiers et les syndicats artisanaux devront donner un avis favorable. La Chambre de Métiers étant très près des intérêts locaux et le syndicat de cordonniers ayant des sections locales, il y a tout lieu de croire que le législateur a prévu l'intervention de ces deux organismes chaque fois que dans une commune il y aurait une modification au nombre des ateliers existants, portant préjudice aux artisans établis.

3) *Procédure d'obtention de l'autorisation.*

Au point de vue pratique, l'artisan ainsi visé et dont l'installation a pour effet d'accroître le nombre des ateliers existants doit déposer une demande au ministère du Travail. Le ministre du Travail procède à la consultation prévue en demandant au préfet du département visé (préfet de police à Paris) de recueillir les avis prévus à l'article 3 de la loi. Les préfets demandent alors aux Chambres de métiers et aux syndicats professionnels artisanaux de la chaussure de formuler leur avis sur la demande présentée. Cet avis devra non seulement être demandé, mais être favorable. On a disserté sur les difficultés pratiques qui pourraient se présenter lorsque certains syndicats seraient favorables et d'autres hostiles. Le ministre pourrait-il

passer outre aux avis émis ? On a prétendu tout d'abord que le ministre ne pourrait pas prendre une décision contraire à l'avis des Chambres de métiers, car puisqu'il n'y en a qu'une par circonscription elle est censée sauvegarder les intérêts des métiers et dégager l'intérêt général artisanal. Pour les syndicats, par contre, des questions de personnes pouvant plus facilement entrer en jeu et des avis divergents ne s'inspirant pas toujours de l'intérêt des artisans de la chaussure pouvant être présentés sur une même demande, il pourrait être nécessaire que l'administration passât outre à leur avis défavorable, après s'être bien entendu entouré de renseignements sur le cas d'espèce présenté. Cette solution serait d'ailleurs appuyée dans une certaine mesure par le texte du deuxième alinéa de l'article 3. Cet article prévoyant le cas où il n'existe pas de Chambre de métiers exige la consultation des syndicats dans tous les cas. On serait donc amené à en conclure que lorsqu'il n'existe pas de Chambre de Métiers, l'avis des syndicats ne doit pas être nécessairement favorable. Pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il y a une Chambre de Métiers. Pour nous cette thèse est erronée. Tout d'abord l'interprétation de l'alinéa qui vise le cas où la Chambre de métiers n'existe pas nous semble abusive. Le texte de la loi exige l'avis favorable de la Chambre de Métiers et des syndicats. Il en résulte que lorsque tous les avis sont favorables, le ministre peut donner l'autorisation sollicitée sans y être évidemment obligé. Mais lorsqu'un avis d'un syndicat est défavorable, il ne saurait être question d'autorisation et si elle est donnée le syndicat lésé pourra toujours présenter un recours au Conseil d'Etat pour violation de la loi.

4) *Dispositions spéciales pour les petits cordonniers.*

Le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi du 7 avril 1937 dispense de l'autorisation du ministre du Travail

les artisans cordonniers réparateurs de chaussures travaillant uniquement à la main et dans les conditions de l'article 23 du Code général des contributions directes. Il suffit, en ce qui concerne l'article 23, de rappeler que la définition en a été posée, p. 6 et 120. Ne sont admis au bénéfice de cette mesure que les réparateurs et non les bottiers, ceux qui désirent exploiter un atelier de couture, etc... Ces artisans devront de plus travailler exclusivement à la main. L'interprétation admise jusqu'à présent tend à comprendre dans cette définition les artisans employant des machines mues à la main, à l'exception de toute machine et outil mécanique et spécialement d'un banc de finissage actionné par moteur mécanique. N'est pas autorisé non plus le recours à un couseur ou finisseur qui se servirait d'un moyen mécanique (Cour de Paris, 15 févr. 1938).

Les lois pénales étant toujours restrictives, il faut admettre que l'artisan pouvant s'installer sans autorisation n'a même pas à se faire connaître spécialement.

Toutefois, un cordonnier qui se sera installé à la faveur de ces dispositions ne pourra pas, aussi longtemps que la loi du 7 avril sera appliquée, s'adjoindre un outillage mécanique ou prendre un compagnon supplémentaire sans autorisation. La même solution doit être étendue à tout cordonnier travaillant le 7 avril 1937 dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 2. Pourtant au cas où il posséderait déjà une machine mécanique automatique l'artisan pourrait s'en adjoindre une autre sans autorisation (Lisieux, 1^{er} avril 1938, *Gaz. Pal.*, 1938.2.148).

5) *Sanctions.*

Les personnes qui auraient contrevenu aux dispositions de la loi seront punies d'une amende de 500 à 5.000 fr. et en cas de récidive, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'entreprise. La juridiction compétente est le tribunal correctionnel saisi par voie de

plainte des syndicats intéressés. Cette procédure de répression laisse beaucoup à désirer, elle aurait gagné à être simplifiée et accélérée.

Les organismes intéressés peuvent se porter partie civile. Ceci résulte d'une jurisprudence constante pour les syndicats professionnels. Au surplus, leur intérêt ne saurait être contesté, la loi l'ayant consacré en prévoyant leur consultation.

6) *Contentieux.*

Le contentieux de la demande d'autorisation appartient au Conseil d'Etat saisi soit pour excès de pouvoir, soit pour violation de la loi. Toutefois, l'appréciation de l'opportunité ne semble pas être du ressort de la haute juridiction, mais elle appartient aux administrations et organismes consultés.

CHAPITRE XIII

LES RISQUES SOCIAUX DE L'ARTISANAT

Nécessité d'assurer les risques sociaux de l'artisanat

L'artisan est comme nous l'avons dit un travailleur indépendant tirant ses principales ressources de sa participation manuelle aux travaux de son entreprise.

Aussi les nombreux risques sociaux qui le guettent comme tout travailleur manuel, en lui rendant impossible partiellement ou totalement tout travail personnel, auront-ils une répercussion très grave pour lui. Leur survenance le privera des ressources dont il a besoin pour vivre. Au surplus, il ne peut guère compter sur des économies ou sur un capital puisqu'il ne gagne que le salaire de son travail. Aussi est-il nécessaire d'organiser tout un système de protection sociale pour lui venir en aide au moment où un des risques sociaux l'atteint.

§ 1. *Les lois sociales et l'artisanat*

Avant de passer en revue la législation spéciale à l'artisanat, on peut établir la situation de l'artisan par rapport aux principales lois qui ont garanti les risques sociaux des ouvriers. Une rubrique spéciale sera consacrée aux artisans ruraux.

**A. Régime général des artisans
par rapport aux lois sociales.**

1) *Lois sur les accidents du travail.* — Il est de jurisprudence constante que celui qui est lié par un louage d'ouvrage n'a pas droit à la réparation du dommage subi, organisée par la loi du 5 avril 1898. Par contre, l'artisan est tenu à cette réparation envers le personnel qu'il emploie.

2) *Loi sur les assurances sociales.* — a) Assurance facultative. — La loi du 5 avril 1928 permettait aux artisans de s'assurer facultativement. Mais le décret-loi du 28 octobre 1935 a supprimé cette faculté pour les artisans non agricoles, en conséquence, il n'est plus possible aux artisans, à l'heure actuelle, de revendiquer l'inscription aux assurances sociales.

b) Assurance obligatoire. — Depuis le décret-loi du 28 octobre 1936, on peut se demander s'il n'existe pas une catégorie d'artisans tenus obligatoirement à s'assurer. En effet, l'article 1^{er} de ce décret-loi n'exige plus pour l'assujettissement aux assurances sociales le lien juridique de dépendance et de subordination par rapport à l'employeur. Il s'exprime en ces termes assez larges :

« Sous réserve que le produit annuel de leur travail ne dépasse pas le chiffre limite, sont assurés obligatoires, quelle que soit la forme et la nature du contrat qui les lie, même s'ils ne sont pas occupés dans l'entreprise de l'employeur ou chef d'entreprise, même s'ils possèdent tout ou une partie de l'outillage nécessaire à leur travail :

« 1^o les personnes travaillant à domicile, habituellement et régulièrement, soit seules, soit avec leur conjoint ou leurs enfants à charge ou un auxiliaire, pour le compte d'un ou de plusieurs chefs d'entreprise... ».

Les artisans peuvent-ils rentrer dans cette catégorie ?

A première vue et si on interprète littéralement les

termes employés, on est amené à conclure à la négative. L'artisan doit travailler à son compte et non pour le compte d'un ou plusieurs entrepreneurs.

Mais les choses ne sont pas aussi simples. L'article précité précise bien que la nature du contrat liant l'assuré au chef d'entreprise importe peu pour l'assujettissement obligatoire aux assurances sociales. La Cour de cassation a donné la même interprétation de cet article en faisant connaître dans un arrêt du 26 novembre 1936 (S., 1937.1.255) que le lien de subordination n'était pas nécessaire. En conséquence, le contrat qui lie le travailleur au chef d'entreprise pourra donc être un contrat de louage d'ouvrage. Mais alors comment peut-on concevoir un contrat de louage d'ouvrage dans lequel le preneur ne travaille pas indépendamment et à son propre compte, mais pour le compte ou plutôt sous la dépendance d'autrui.

On voit qu'on pourrait également prétendre que les mots « pour le compte de plusieurs chefs d'entreprise » n'ont pas pour objet d'aliéner l'indépendance du travailleur et ne le placent pas dans un lien de dépendance.

Quoi qu'il en soit, on doit reconnaître que le cadre actuel de l'assurance obligatoire ne paraît pas convenir à la classe artisanale qui n'a pas d'employeur à proprement parler.

3) *Allocations familiales* (loi du 11 mars 1932). —

a) Exclusion de la famille de l'artisan. — En ce qui concerne les allocations familiales, la loi du 11 mars 1932 décide qu'elles sont accordées au salarié à la charge duquel est l'enfant. Aussi, la Cour de cassation a-t-elle estimé qu'un artisan ne pouvait pas en bénéficier (Cas. civ. 13 juill. 1937).

b) Cas de la femme d'un artisan travaillant au dehors. — La femme d'un artisan, salariée dans une entreprise différente de celle de son conjoint peut-elle bénéficier pour les enfants du ménage des allocations

familiales ? L'administration qui avait d'abord répondu affirmativement (question écrite Albert Sérol, *J. off.*, 25 mars 1934) par la suite évita de se prononcer. Les tribunaux, par contre, se sont généralement prononcés pour son admission au bénéfice des allocations familiales (Trib. Paix, Annecy, 27 mars 1936, Cons. des Prud. Lyon, 14 déc. 1936 ; Cons. Prud. Fraize, 6 août 1937, confirmé en appel par le Trib. de Saint-Dié, 17 déc. 1937). Ils motivaient leur décision en considérant que dans les espèces soumises, les enfants étaient en fait et en droit aussi bien à la charge de la mère que du père, la notion de charge étant distincte de celle de puissance paternelle.

4) *Congés payés* (loi du 21 juin 1936). — Les artisans ne bénéficient pas de cette loi pour eux-mêmes.

5) *Le chômage*. — Les allocations de chômage sont, d'une façon générale, actuellement versées : a) par les Fonds municipaux et départementaux ; b) par les Caisses spéciales.

a) Allocations versées par les Caisses municipales et départementales. — Les artisans ne peuvent bénéficier des secours versés par ces caisses, car il est nécessaire pour cela d'avoir tiré, depuis six mois au moins, un salaire régulier de l'exercice de son travail. On exige que l'intéressé produise les certificats prévus par l'article 24 du Livre I du Code du travail, certificats attestant qu'il est ouvrier salarié. Ceci ne peut donc s'appliquer aux artisans.

b) Allocations versées par des caisses spéciales. — Ces Caisses de secours sont régies par le décret du 9 septembre 1905, modifié principalement par ceux du 28 juillet et 22 octobre 1932. Ce sont des Caisses mutuelles qui peuvent être formées par les associations ou syndicats. L'Union départementale des syndicats artisanaux de la Seine, rattachée à la Confédération générale de l'artisanat français en avait ouvert une

pour les artisans. Mais les règles qui régissent les taux des subventions de l'Etat rendirent impossible son fonctionnement financier. En effet, ceux-ci sont fixés d'après le rapport existant entre le nombre de journées de chômage indemnisées par chaque caisse et le nombre de journées de travail susceptibles d'être effectuées par la totalité des adhérents, mais ne peuvent dépasser 60 % du total des sommes versées. L'association devait en fournir 40 %.

B. Régime spécial des artisans ruraux

C'est grâce à l'assimilation aux agriculteurs que certains artisans, les artisans ruraux, peuvent jouir de régimes de faveur leur permettant l'assurance de leurs risques sociaux. La définition de ces artisans a été donnée à la page 44.

1) *Les accidents du travail.* — Les artisans ruraux ont la faculté d'adhérer à la législation des accidents du travail en contractant une assurance. Ils peuvent de même contracter une assurance pour les membres de leur famille travaillant avec eux et qui ne sont pas assurés obligatoires. Ils devront en plus de la souscription de la police, faire une déclaration à la mairie. Les sociétés d'assurance bénéficient par ailleurs de subventions de l'Etat. Toutes ces dispositions ont été établies par la loi du 30 avril 1926 modifiant celle du 15 décembre 1922.

2) *Les assurances sociales.* — Si le régime des assurances facultatives a été supprimé dans le régime général il subsiste dans l'agriculture et profite aux artisans ruraux. Ils devront, pour en bénéficier, jouir d'un produit annuel de leur travail ne dépassant pas 18.000 fr. et être âgés de moins de 60 ans.

Ils peuvent s'affilier pour un ou plusieurs risques. Tous renseignements leur seront donnés aux services

des assurances sociales. Grâce aux majorations de l'Etat, ils pourront avec des cotisations minimales bénéficier de prestations intéressantes. Celles-ci sont déterminées à l'article 16 du décret du 30 octobre 1935 relatif aux assurances sociales du régime agricole.

En ce qui concerne les membres de la famille, ceux-ci peuvent également profiter de l'assurance facultative du moment qu'ils ne sont pas soumis obligatoirement ou même facultativement depuis le décret-loi du 14 juin 1938 à la législation des accidents du travail. Dans ces derniers cas, ils seraient assurés obligatoires.

3) *Les allocations familiales.* — Un décret-loi du 14 juin 1938 a créé les allocations familiales en faveur des artisans ruraux. En cette matière encore, leur assimilation aux agriculteurs leur a été avantageuse. Un décret postérieur définira les conditions nécessaires pour en bénéficier. De toutes façons, il faudra que l'artisanat rural constitue l'occupation principale du bénéficiaire.

Bien que le régime adopté soit le même que pour les agriculteurs, nous allons en indiquer sommairement les grands traits.

a) Conditions pour bénéficier des secours.

Il faut être artisan rural. La définition en sera donnée par décret.

Il ne faut pas être inscrit à l'impôt général sur le revenu. Il faut verser une cotisation basée sur le taux moyen des cotisations des employeurs déterminé par l'article 13 du décret du 31 mai 1938 et calculé sur le taux moyen des salaires en usage dans le département.

L'allocation ne sera accordée qu'à partir du 2^e enfant et ne se cumule pas avec l'allocation de l'encouragement national aux familles nombreuses.

Le montant en sera le même que celui donné aux enfants des salariés.

b) Les Caisses d'allocations familiales et de compen-

sation devront se livrer aux opérations prévues sous le contrôle de l'administration.

c) Les ressources.

— Cotisation des affiliés. Tous les agriculteurs sont tenus de s'affilier et de verser une cotisation pour leur propre compte. — Pour les artisans ruraux, la définition des assujettis doit intervenir par décret. — Nous aurons ainsi vraisemblablement, une nouvelle définition. Pour ces cotisations, les bonifications de l'article 5 et de l'article 6 du décret du 21 mai 1938 sont applicables.

— Prélèvement de 200 millions sur le crédit annuel

— Crédit prélevé sur les ressources générales du budget. Il devra être voté par le Parlement.

d) La liste des bénéficiaires est arrêtée pour chaque commune par le préfet sur présentation de la commission des répartiteurs, assistée de deux délégués des Caisses d'allocations familiales du département.

Des décrets pourront compléter les mesures édictées en adaptant celles des allocations familiales en général.

§ 2. *La législation artisanale à caractère social*

A. *Le chômage artisanal*

Le seul risque social prévu et couvert pour l'artisan dans la législation actuelle est le chômage. En effet, un décret du 8 août 1935 a eu pour objet d'organiser en faveur des artisans sans travail des secours de chômage.

I. *Le mécanisme administratif.*

Les Chambres de Métiers peuvent organiser une Caisse de secours pour les artisans sans travail dans leur circonscription. La création de ces Caisses est facultative et l'appréciation de l'opportunité de la création

de ces organismes n'appartient qu'à la Chambre de Métiers. Cette création doit être approuvée par le ministre du Travail après avis de la Commission supérieure de l'artisanat.

Les modalités de fonctionnement seront fixées par un règlement soumis également à l'approbation du ministre du Travail. C'est d'après ce règlement que les allocations seront versées.

Le Règlement de la Caisse de chômage. — Etablissement du Règlement. — Théoriquement, les Chambres de Métiers peuvent le rédiger librement, mais en pratique, l'administration, en s'inspirant de l'expérience qu'elle a en la matière, a élaboré un Règlement type. Nous examinerons donc les dispositions du Règlement type en le comparant avec le Règlement de la Caisse de chômage fonctionnant depuis mars 1936, dans le département de la Seine.

1° *Conditions à remplir pour être assisté.* — a) Il faut être artisan-maître. Cette exigence qui découle d'ailleurs du décret du 8 août 1935 est confirmée par l'article 1^{er} du Règlement-type. Il faut être artisan-maître au sens de la loi du 26 juillet 1925. Pour le détail de cette définition, se reporter à la page 9.

b) Il faut être complètement privé de travail. — L'article 1^{er} du décret-loi l'exige. Cette exigence n'est pas sans se trouver fréquemment en contradiction avec l'obligation d'être artisan-maître. Il arrive en effet fréquemment que l'artisan ait liquidé son matériel et son installation, de telle sorte que si du travail lui était offert, il ne serait plus en mesure de l'exécuter. A-t-il encore la qualité d'artisan-maître nécessaire pour être secouru ? La réponse à cette question a été tranchée au vu des cas d'espèce et il est difficile de dégager dès maintenant une idée générale. Il semble d'ailleurs qu'il appartient aux tribunaux administratifs saisis des demandes des intéressés de le décider.

c) L'artisan devait, avant de tomber en chômage, tirer ses moyens d'existence de son travail d'artisan-maître. — Cette exigence est précisée par l'article 9 du Règlement type. Il doit s'agir de personnes qui n'ont pas d'autres ressources leur permettant de vivre ou qui n'effectuent pas un travail leur apportant une rémunération suffisante.

d) L'artisan doit pendant les 6 mois qui ont précédé l'arrêt complet du travail avoir tiré ses moyens d'existence de l'exercice régulier d'un métier d'artisan-maître. — On ne saurait imposer aux Chambres de Métiers de secourir des personnes qui n'ont pas véritablement travaillé comme artisan-maître et qui n'ont pas vécu des ressources de leur métier. Il ne serait pas admissible qu'une personne s'installe, puis sans avoir jamais véritablement vécu de son métier artisanal, puisse faire appel à la solidarité des autres artisans.

e) L'artisan doit faire une demande et fournir toutes les pièces justificatives. — 1° La demande doit être faite sur des formulaires spéciaux mis à la disposition de chaque intéressé par les Chambres de Métiers. Elle contiendra, outre des renseignements d'état-civil, l'engagement par l'intéressé de respecter le Règlement élaboré et il devra certifier lui-même qu'avant la date d'arrêt de son entreprise, il tirait ses moyens d'existence de l'exercice de son métier d'artisan-maître et indiquer que depuis un mois, au moins, son entreprise se trouve complètement arrêtée. Pour corroborer la déclaration souscrite, on peut exiger certaines preuves. Ainsi, la Chambre de Métiers de la Seine demande les attestations de trois artisans-maîtres faisant connaître que l'entreprise de l'intéressé est bien arrêtée depuis la date indiquée; 2° L'intéressé devra se faire inscrire à l'Office de placement de sa profession. Cette inscription sera attestée par un certificat joint à la demande; 3° Il devra enfin apporter

toutes pièces justificatives tendant à prouver qu'il ne bénéficie pas déjà des secours alloués par une autre Caisse recevant à cet effet des subventions de l'Etat, des départements et des communes ; 4° Pour justifier qu'il était vraiment artisan et qu'il tirait de sa profession d'artisan-maître son revenu pendant les six mois précédant l'arrêt de l'entreprise, il devra fournir encore les attestations de trois artisans. A titre de contrôle, il est pourtant nécessaire de faire procéder à une enquête ; 5° Il devra ensuite justifier que le métier n'est pas en morte-saison. Cette justification peut être apportée par l'attestation d'un président de syndicat professionnel.

f) Une enquête permettra de vérifier une fois de plus la véracité de la déclaration et des attestations fournies. Elle montrera si l'intéressé répond aux dispositions du décret-loi du 8 août 1935, et du Règlement de la Caisse et enfin si l'intéressé ne se trouve pas dans une des conditions ne lui permettant pas d'être admis aux secours.

g) L'artisan ne devra pas se trouver dans une des conditions enlevant le bénéfice des secours. — En effet, d'après le Règlement-type, ne pourront recevoir les secours : 1° les chômeurs qui auront refusé du travail qui leur aurait été procuré par l'Office de placement ou la Caisse, sans motif valable ; 2° les chômeurs qui pour raison d'âge, d'incapacité physique définitive ou temporaire ne peuvent plus exercer leur profession ; 3° les personnes disposant de ressources supérieures au taux des secours qui leur seront versés ; 4° les personnes dont le métier n'est pas en morte-saison ; 5° celles qui seront convaincues de se livrer habituellement à la boisson.

h) Enfin l'artisan devra être admis aux secours. — Cette admission est prononcée par un Comité prévu à l'article 14 du Règlement. D'après le Règlement-

type et la circulaire du 27 novembre 1935, les membres du Comité sont les mandataires de la Chambre, mandataires dont le mandat peut être retiré à tout moment. Le recrutement normal en est fait parmi les membres de la Chambre de Métiers. Toutefois, des membres extérieurs à la Chambre peuvent y être appelés. Cette disposition permet de faire appel à des personnes étrangères pouvant fournir une aide financière soit personnellement, soit par les associations ou les collectivités dont elles font partie. Ainsi, la Caisse de la Chambre de métiers de la Seine comprend outre les membres de la Chambre, un conseiller municipal de Paris et un conseiller général.

Ce même Comité statue sur les radiations ainsi que sur les sanctions qui sont à appliquer en vertu des dispositions du Règlement.

Quelle est la portée des décisions de ce comité? Dans le silence de la loi et des règlements, on peut présumer que ses décisions sont sans appel.

i) L'artisan doit se soumettre au contrôle. — Le contrôle est prévu au Règlement-type par l'article 11. Toutefois, les modalités n'en sont pas fixées dans ce texte. Il appartiendra donc à chaque Chambre de Métiers d'édicter les modalités de contrôle sous la tutelle du ministre du Travail qui approuve le Règlement. Il sera habituellement prévu le contrôle continu qui existe déjà pour les salariés, à savoir le pointage régulier de la carte de chômage. Ce pointage, qui aura normalement lieu à la Chambre de Métiers, pourra, après entente avec les Offices départementaux de placement et les municipalités, être effectué aux mairies ou Offices de placement. Par ailleurs, la Caisse se livrera au contrôle par tous moyens qu'elle jugera utile.

2° *En quoi consistent les secours versés.* — a) Montant des indemnités allouées. — Le montant des indemnités allouées est fixé dans le Règlement de la caisse. La circu-

laire du 27 novembre 1935 estime que les Chambres de Métiers ne doivent pas allouer des indemnités supérieures à celles qui peuvent être retenues pour le calcul de la subvention de l'Etat d'après le mécanisme que nous fixerons plus bas. Cependant l'indemnité principale peut être majorée en raison des charges de famille. Sont considérés comme charges de famille par le Règlement-type : 1. le conjoint à charge, 2. les ascendants et enfants de plus de 16 ans ne travaillant pas, 3. les enfants de moins de 16 ans ne travaillant pas ou s'ils travaillent gagnant moins de 4 fr. par jour.

Il est entendu que ces majorations ne pourront être acquises que si la personne du chef duquel elles sont prévues ne donne lieu à l'attribution d'aucun secours d'une institution publique ou privée de chômage, subventionnée par l'Etat, les départements et les communes. Le Règlement prévoit aussi un maximum de secours pouvant être accordé à un même ménage.

Dans la pratique, il est intéressant de citer les chiffres donnés par une Caisse de chômage. La Chambre de Métiers de la Seine, après avoir accordé 8 fr. pour l'artisan-maître, 4 fr. par personne à charge avec un maximum de 26 fr. donne aujourd'hui 9 fr. pour l'artisan, 4 fr. 50 par personne à charge avec un maximum de 29 fr. Il est enfin prévu que le conjoint de l'artisan qui était lui-même artisan-maître et avait une entreprise indépendante peut prétendre aux allocations principales.

b) Modalités de versement des secours. — Journées indemnisées. — Les secours sont alloués pour les journées postérieures à la demande d'inscription.

Donnent seuls droit à indemnisation les jours consacrés au travail d'après les us et coutumes du métier. La Chambre de Métiers de la Seine a été amenée à modifier ce texte et à verser les secours pour tous les jours qu'ils soient ouvrables ou fériés.

De même, ne doivent pas être théoriquement indemnisées les journées correspondant à la morte-saison du métier. Cette exigence ne se justifie pas au moment où le chômage sévit avec intensité. Déjà abrogée pour les salariés, elle est tombée en désuétude à la Chambre de Métiers de la Seine.

Les secours sont payés à terme échu (par quinzaine) par le trésorier au vu d'un mandat régulièrement ordonnancé par le président de la Chambre.

Durée des secours. — Une durée maximum des secours est également fixée. Il en était de même autrefois pour les salariés qui ne pouvaient être secourus que pendant 120 jours. Pour ces derniers, ce délai limite a été abrogé. Pour les artisans, par contre, les règlements prévoient encore 150 jours maximum de secours, mais déjà, la Chambre de Métiers de la Seine a dû décider que le comité pourra prévoir la prolongation de ce délai.

3) *Suspension.* — *Exclusion.* — *Reversement.* — Le versement des secours est suspendu pour tout chômeur qui ne répond pas, sans motif valable, à une convocation de la Chambre de Métiers ou de l'Office de placement. Peuvent être exclus définitivement, ou pour une durée à déterminer, par la commission qui prononce ces mesures : 1. les chômeurs qui refusent un emploi, 2. ceux qui se livrent habituellement à la boisson, 3. ceux qui auront fait une déclaration inexacte ou se seraient livrés à un travail.

Tout secours et indemnité indûment perçu peut être réclamé au chômeur sans préjudice des sanctions pénales en cas de fraude.

Les secours sont aussi suspendus lorsque l'artisan-maître effectue un travail rémunéré. Toutefois, il peut l'effectuer, s'il déclare la durée et l'importance de celui-ci qui sera déduit des versements auxquels il aura droit.

Modification et contentieux du Règlement. — Le Règle-

ment, accepté par le ministre du Travail, après avoir été adopté par l'assemblée générale de la Chambre de Métiers ne peut être modifié qu'après les mêmes formalités. Les contestations relatives au Règlement ne peuvent pas, en principe, donner lieu à un contentieux administratif. Toutefois, un excès ou détournement de pouvoir ou une violation de loi pourrait donner lieu à un recours devant les tribunaux administratifs. Ainsi, si le comité refusait de reconnaître à une personne la qualité d'artisan, l'intéressé pourrait soumettre le litige à l'appréciation de ces tribunaux.

II. *Le mécanisme financier.*

1) *Budget et comptes.* — La gestion de la Caisse donne lieu, d'après l'article 2, alinéa 2 du décret-loi du 8 août 1935, à l'établissement pour la Chambre de Métiers d'un budget et de comptes distincts qui sont soumis à l'approbation du ministre du Travail dans les conditions de l'article 22 de la loi du 26 juillet 1925. Toutefois, ces Caisses n'ont pas une personnalité distincte de celle de la Chambre de Métiers qui les gère et qui en est responsable. Il suffira de rappeler les principes et les dispositions spéciales existant pour le chômage en renvoyant, pour les détails, au fonctionnement financier des Chambres de Métiers.

Le projet de budget de la Caisse, et les comptes sont préparés par le Comité d'administration de la Caisse de chômage qui les soumet à la Commission des Finances. C'est à celle-ci qu'il appartiendra de présenter un rapport à la Chambre de Métiers. Ces budgets et comptes sont ensuite adressés au ministre du Travail et approuvés par lui. Toutefois, la gestion des Caisses pourra, à tout moment, faire l'objet d'un contrôle de la part des agents désignés par le ministre du Travail.

Enfin en cas de dissolution de la Caisse, l'actif est transféré au fonds de réserve de la Chambre.

2) *Ressources de la Caisse.* — Le décret-loi du 8 août

1935 a prévu les ressources qui permettront aux Chambres de distribuer les secours. Ces ressources consistent dans :

1° Des subventions de l'Etat dans les conditions habituelles d'attribution de celles-ci aux Caisses syndicales ou mutuelles constituées par des travailleurs indépendants. Pour le calcul de ces subventions, voir p. 298.

2° Des décimes additionnels spéciaux que les Chambres de Métiers pourront voter en vue du fonctionnement de la Caisse.

3° Des dons et legs et subventions.

4° Enfin en attendant la rentrée régulière de ces ressources, des avances prévues à l'article 4.

Ces différentes dispositions seront analysées en détail à l'occasion du fonctionnement financier des Chambres de Métiers.

III. *La situation des artisans chômeurs devant les lois.*

1) *Loyer.* — La situation des artisans chômeurs dans les rapports avec leur propriétaire est la même que celle des salariés. Aucune loi n'ayant réglé cette question, le chômeur peut être l'objet de mesures d'expulsion. Pourtant, celles-ci sont pratiquement empêchées par les circulaires ministérielles aux parquets et commissariats de police. Pour les ateliers, les chômeurs pouvaient au surplus invoquer les délais de la loi du 21 août 1936 prolongée le 30 juin 1936 et les décrets du 25 août 1937 s'ils remplissaient les autres conditions de ces textes. Ces délais sont actuellement expirés.

2) Les *engagements* assumés ne sont pas suspendus. Leur exécution peut être poursuivie.

3) Le *fisc* arrête les poursuites au vu de la carte de chômage.

4) Par contre, les artisans chômeurs ne sont pas automatiquement admis à bénéficier des *secours de*

loyer et de charbon distribués par les communes ou départements, ceux-ci étant réservés aux chômeurs secourus par le Fonds public des départements ou communes.

B. Maternité et famille nombreuse

1) Principe général.

Il n'existe aucun texte spécial en la matière. L'artisan peut bénéficier comme tout citoyen des lois générales : aide aux familles nombreuses, encouragement national aux familles nombreuses, mais non des allocations familiales proprement dites.

2) Essai fait par la Chambre de Métiers de la Seine.

Pourtant, sur l'initiative de la Chambre de Métiers de la Seine, un service a été créé ayant pour objet de verser des allocations familiales aux artisans chargés de famille et dignes d'intérêt.

C. Vieillesse, invalidité, maladie

Si un décret-loi a organisé des secours aux artisans sans travail en faisant appel à la solidarité artisanale, si des Chambres de Métiers ont organisé un service destiné à secourir certaines familles nombreuses artisanales, on voit que ces mesures ne sont que partielles et ne couvrent pas les risques graves, pour l'artisan en général, à savoir la maladie, l'invalidité et la vieillesse. Ils ne le sont à l'heure actuelle que par la participation volontaire aux sociétés de secours mutuels ou le recours aux lois d'assistance.

DEUXIÈME PARTIE

LA REPRÉSENTATION DE L'ARTISANAT

CHAPITRE PREMIER

LES ORGANISATIONS SYNDICALES ARTISANALES

1) *Définition.*

Le législateur n'a défini nulle part ce qu'il fallait entendre par organisation syndicale artisanale bien que fréquemment il a recours à leur avis. C'est donc l'administration qui eut à prendre les décisions y relatives. Les réponses aux questions écrites permettent de poser en règle générale qu'un syndicat pour être artisanal doit être composé exclusivement d'artisans-maîtres répondant à la définition de la loi du 26 juillet 1925 (Question 1561 de 1936, *J. off.*, Déb. parl., Chambre des députés, 1937, p. 1036). On peut ajouter qu'il doit avoir pour but la défense des intérêts professionnels et économiques des artisans-maîtres. Par ailleurs, ces syndicats doivent être conformes au Livre III du Code du travail.

2) *Organismes existants.*

Les organisations syndicales artisanales, d'origine relativement récente, sont groupées dans deux principales confédérations.

La Confédération générale de l'artisanat français. — Fondée en 1922, sur l'initiative de deux dirigeants de groupements de petits cordonniers, MM. Tailledet et Grandadam, cette confédération est devenue un organisme puissant. Elle groupe des syndicats des principales professions artisanales, à l'exception de celles de l'alimentation. Son action dans tous les domaines a été décisive. Pour l'étude de son organisation, il y a lieu de se reporter aux statuts. Son siège est actuellement, 30, rue des Vinaigriers à Paris.

L'Union des artisans français. — Fondée en 1924, l'Union des artisans groupe surtout des Fédérations régionales et comprend des syndicats de l'alimentation. Son siège est 79, rue du Temple.

Autres organisations. — Il existe des syndicats artisanaux autonomes qu'il nous est impossible d'énumérer. Beaucoup d'entre eux se trouvent groupés dans des Unions et Confédérations tels le Comité d'entente et d'action artisanales, la Confédération de l'artisanat familial, etc...

3) Attributions légales.

En dehors des attributions normales d'un syndicat, plusieurs lois ont conféré des fonctions spéciales aux syndicats artisanaux.

Le registre des métiers. — Les syndicats artisanaux sont autorisés à délivrer le certificat artisanal requis à l'article 6 de la loi du 27 mars 1934.

La marque nationale artisanale. — Les Unions nationales de syndicats professionnels d'artisans délivrent à leurs adhérents des certificats les autorisant à faire usage de la marque dont ils sont détenteurs. Ils pourront poursuivre la répression des infractions à la loi du 25 décembre 1937.

En matière de crédit et de coopération artisanale. — Pour bénéficier des différents avantages en ces matières, il faut être membre d'un syndicat artisanal.

L'avis des syndicats artisanaux est requis par de nombreuses lois. — Ils doivent ainsi être consultés :

a) par le ministre du Travail avant de fixer le nombre maximum de cartes d'artisans étrangers pouvant être délivrées et le pourcentage maximum de façonniers pouvant être occupés par un chef d'entreprise ;

b) par le ministre du Travail pour l'autorisation d'ouverture d'un atelier artisanal de cordonnier-bottier ;

c) par le ministre du Travail lors de la création des Chambres de Métiers ;

d) par les Chambres de Métiers en matière d'apprentissage pour les règlements d'apprentissage, d'inspection, d'examen de compagnon et de maîtrise, etc...

e) en matière d'arbitrage en vertu de l'article 7 de la loi du 4 mars 1938 sur la procédure d'arbitrage prévue dans cet article ;

f) les syndicats sont appelés à désigner des représentants dans divers organismes (voir p. 246).

CHAPITRE II

LES COOPÉRATIVES ARTISANALES

En dehors des syndicats, il existe une autre forme d'associations spontanées des artisans, c'est la forme coopérative. L'Etat, ainsi que nous l'avons analysé, aide puissamment cette action coopérative par des avances. En contre partie il impose à ces organismes un statut légal que nous allons examiner. Celui-ci est défini en principe à l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923 de la façon suivante : ces sociétés devront être constituées conformément aux dispositions des articles 1, 3, 4 et 7 de la loi du 7 mai 1917 organisant le crédit aux sociétés coopératives de consommation et de l'article 10 de la loi du 13 mars 1917, organisant le crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie. Ce statut a été précisé par le décret du 24 juin 1924. Pour l'ensemble des textes applicables, voir, p. 146, p. 156. Les sociétés coopératives artisanales ainsi créées peuvent être classées en deux catégories, suivant le but qu'elles se proposent. Ce sont d'une part les sociétés coopératives constituées en vue de faciliter l'exercice de la profession artisanale à leurs membres, ainsi que les Unions de ces sociétés, d'autre part les Unions de sociétés coopératives de crédit.

**§ 1. Sociétés coopératives constituées
en vue de faciliter l'exercice de la profession artisanale
à leurs membres**

1) Opérations qu'elles peuvent réaliser.

Ces sociétés peuvent avoir pour but :

a) L'achat, la fabrication ou la réparation de machines, marchandises, matières premières ou objets quelconques ayant pour but de favoriser l'exercice de la profession artisanale de leurs membres (art. 3 de la loi du 27 mai 1937).

b) L'acquisition de terrain, la construction d'immeubles collectifs ou individuels comportant des logements et ateliers, la création de cités-jardins, l'achat de maisons comportant un fonds artisanal ou de maisons déjà bâties en vue de les aménager et de les transformer en maisons collectives ou individuelles à usage artisanal et la location-gérance ou vente des immeubles ainsi construits (loi du 7 août 1932).

c) La possibilité de recueillir les commandes et de se porter adjudicataire de travaux à accomplir par les adhérents (loi du 17 janv. 1935 et décret-loi du 30 oct. 1935).

d) Elles pourront, par ailleurs, pour avoir un champ d'action plus large, se grouper en Unions de sociétés coopératives. Celles-ci coordonneront l'action des coopératives isolées et formeront en quelque sorte des magasins de répartition pour les sociétés affiliées. Elles sont distinctes des Unions de coopératives de crédit dont l'objet consiste exclusivement dans l'accomplissement des opérations de crédit.

2) Forme juridique de ces sociétés

Les sociétés coopératives sont constituées sous la forme anonyme conformément aux dispositions du titre II de la loi du 24 juillet 1867. Elles ne pourraient d'ailleurs pas pratiquement se constituer sous une autre

forme quoique théoriquement elles puissent être des sociétés civiles. Par ailleurs, elles doivent être à personnel et capital variables et de ce fait elles suivent également les règles du titre III de la loi de 1867.

Toutefois, il existe un certain nombre de règles spéciales plus favorables que celles de la loi précitée. Ainsi, par dérogation de l'article 49 de celle-ci, les sociétés coopératives artisanales peuvent se constituer avec un capital supérieur à 200.000 fr. Elles peuvent augmenter leur capital en cours de fonctionnement sans être limitées par le chiffre de 200.000 fr. prévu à cet article. Egalement, les moyens de publicité sont considérablement simplifiés. Nous les indiquons, p. 254.

3) *Caractère coopératif de ces sociétés.*

Pour obtenir les avances dont elles ont besoin, ces sociétés devront avoir un caractère coopératif.

On s'est demandé à quel genre de sociétés coopératives il fallait les rattacher.

A ce sujet, une assez grande divergence existe entre les opinions. On les fait entrer tantôt dans les sociétés coopératives de production, tantôt dans celles de consommation. Or, ni l'une ni l'autre de ces solutions n'est exacte.

D'une part, on ne peut les considérer comme étant à proprement parler des sociétés de production, car elles n'ont pas en vue la production en commun par les artisans affiliés, d'autre part, ce ne sont pas non plus des sociétés de consommation, bien que cette législation leur soit applicable, car elles ne s'adressent pas au consommateur, mais à l'activité professionnelle de l'artisan.

Il s'agit donc de coopératives spéciales destinées à faciliter l'activité professionnelle de leurs membres ; à ce titre il faut les rapprocher des coopératives agricoles.

Cependant, leur caractère coopératif n'en est pas moins indiscutable, car il ressort de toutes les caractéristiques suivantes imposées par les textes légaux :

a) Ce sont des sociétés à nombre de membres et à capital variables, la variabilité du capital empêchant la plus-value des parts sociales.

b) Aucun dividende n'est attribué au capital ou fraction de capital, les statuts pouvant seulement autoriser le paiement d'un intérêt prélevé sur les excédents nets et dont le taux ne devra pas dépasser 6%.

c) Les sommes disponibles, déduction faite des charges d'amortissement, frais généraux, réserves et intérêts du capital, ne pourront être réparties, s'il y a lieu, entre les sociétaires qu'au prorata des opérations faites par eux avec la Société coopérative ou l'Union suivant le cas.

d) Le montant du remboursement des parts sociales ou actions ne pourra excéder leur valeur initiale. Elles ne seront transmissibles qu'avec l'agrément de la société.

e) En cas de dissolution, l'actif, y compris les réserves, après paiement des dettes sociales et remboursement du capital effectivement versé, doit, ou bien être affecté à une autre institution coopérative désignée par les statuts en assemblée générale, ou bien revenir au Fonds de dotation de l'artisanat.

f) Le nombre de voix appartenant aux membres doit être déterminé dans les statuts, notamment :

1° un sociétaire ne peut être représenté par un autre à moins qu'il ne s'agisse d'un représentant légal ;

2° le nombre de voix dont un sociétaire peut disposer comme mandataire d'autres associés ne peut excéder cinq ;

3° toutefois, les sociétés adhérentes peuvent avoir un nombre de voix proportionnel au nombre de leurs membres.

g) Il ne peut être attribué de tantièmes aux administrateurs. Ils pourront cependant prétendre au remboursement des frais occasionnés et à des indemnités fixées par l'assemblée générale.

4) *Caractère professionnel et artisanal de ces sociétés.*

Ce caractère découle de leur but même qui est de faciliter à leurs membres l'exercice de leur profession. Il se manifeste par les principaux points suivants :

a) Les artisans ne pourront être membres de la société que s'ils sont adhérents à un syndicat professionnel.

Pourront toutefois être admises des personnes n'exerçant pas les professions, buts de la coopérative. Cependant les sociétés pourront toujours rembourser les parts souscrites par ceux qui ne sont pas artisans ;

b) Peuvent adhérer également les syndicats professionnels et les sociétés de caution mutuelle, spécialement ceux qui sont formés entre artisans des professions intéressées. Pourront aussi être admis des syndicats ou sociétés de caution mutuelle ne se rattachant pas aux professions intéressées, mais alors la société peut rembourser à tout moment les parts sociales souscrites par eux.

c) Le Conseil d'administration doit être composé jusqu'à concurrence des 2/3 au moins, de sociétaires exerçant ou ayant exercé la profession ou l'une des professions artisanales en vue desquelles fonctionne la société ou l'Union.

d) Règles spéciales aux Unions de sociétés coopératives. — Les Unions doivent prévoir dans leurs statuts qu'en application de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1923 peuvent être admis comme associés, indépendamment des sociétés coopératives adhérentes, les membres de ces sociétés, de même que les syndicats et sociétés de caution mutuelle se rattachant aux professions artisanales, objet des coopératives.

Les syndicats professionnels et sociétés de caution sont au point de vue de leur droit assimilés aux sociétaires individuels.

5) *Soumission de la société à un certain contrôle de l'Etat.*

a) Le contrôle de l'Etat s'exerce sur les statuts de ces sociétés. Ils doivent être conformes aux dispositions de la loi du 27 décembre 1923 et du décret du 27 juillet 1924.

Toute modification devra être notifiée au ministre du Travail et ne deviendra définitive qu'après acceptation du ministre qui consultera la Commission supérieure de l'artisanat.

b) La société et l'Union doivent suivre les dispositions concernant la publicité des sociétés coopératives prescrites à l'article 7 de la loi du 13 mars 1934. A cet effet, seront déposés au greffe de la justice de paix, cinq exemplaires comprenant la liste complète des administrateurs sociétaires avec mention de leurs noms, prénoms, profession, domicile, ainsi que le nombre des parts souscrites et des versements effectués. Chaque année ce dépôt doit être renouvelé. Les récépissés doivent être joints à toute demande.

c) La comptabilité doit être tenue dans les formes commerciales et d'après les indications du ministre du Travail, après avis de la Commission supérieure de l'artisanat.

d) Les statuts doivent prévoir des dispositions concernant la réserve de garantie à constituer en vue de l'amortissement du montant des avances reçues à l'aide du produit et des intérêts de ces avances.

e) Les décisions ne peuvent être prises aux assemblées générales que d'après les majorités prévues par l'article 4 de la loi du 7 mai 1917.

§ 2. *Unions de sociétés coopératives de crédit*

1) *Forme de ces Unions de sociétés de crédit.*

Les textes officiels parlent d'Unions agréées pour

l'accomplissement des opérations de crédit. Il s'agit d'Unions coopératives formées par l'adhésion de sociétés coopératives artisanales, de syndicats d'artisans et de sociétés de caution mutuelle. Elles se livrent d'ailleurs exclusivement aux opérations de crédit.

Les Unions de sociétés doivent se soumettre généralement aux mêmes règles que celles qui ont été fixées pour les sociétés coopératives d'achat. C'est ce qui résulte de l'article 6 du décret du 21 juillet 1924 conçu dans ces termes : « Indépendamment des clauses prévues ci-dessus, toute Union de société coopérative qui sollicite l'agrément du ministre du Travail conformément à l'article 4 de la loi du 27 mars 1934 pour le service des avances de l'Etat aux coopératives d'artisans et à leurs Unions doivent etc... ».

2) *Caractères de ces sociétés.*

Le fait que ce sont des Unions de sociétés et des coopératives leur donne quelques caractères distinctifs qu'on peut signaler au passage :

a) Caractère coopératif. — Le caractère découle, comme pour les sociétés d'achat, de leur constitution.

b) Caractère professionnel et artisanal. — Il est nécessairement moins accentué que pour les sociétés qui ont pour objet de satisfaire un besoin particulier à une profession, alors que les besoins de crédit sont communs à toutes les entreprises. D'ailleurs ces Unions sont formées par une pléiade de sociétés coopératives. Cependant, elles doivent conserver le caractère artisanal.

c) Contrôle de l'Etat. — Il est renforcé pour les sociétés de crédit en raison de leur rôle d'intermédiaire pour les avances fournies par lui, notamment :

1° La constitution d'un fonds de réserve est obligatoire, elle est facilitée par le fait que les intérêts perçus doivent servir à la constitution de celui-ci ;

2° à toute époque il pourra être procédé à vérification de la comptabilité de l'Union et de sa situation,

soit par l'Inspection générale des finances, soit par toute personne déléguée par le ministre du Travail. L'Union est tenue de fournir toute facilité pour ces vérifications, notamment de communiquer tout livre, papier ou document qui lui serait demandé ;

3° L'Union doit adresser chaque trimestre au ministre du Travail un bordereau mentionnant : a) le relevé du compte courant du ministre à la dite Union ; b) l'état des recouvrements opérés et des prêts faits aux sociétés affiliées ; c) la situation résumée : 1° des avances en cours, 2° des remboursements échus, 3° des remboursements effectués.

4° Demande d'agrément (art. 12 du décret du 27 juill. 1924). — Les Unions de sociétés de crédit qui désirent se livrer à des avances aux artisans isolés et aux sociétés coopératives doivent solliciter l'agrément du ministre du Travail.

A l'appui de leur demande, elles doivent présenter les pièces prévues par l'article 7 du décret du 27 juillet 1924 que nous avons signalées à la page 162. Le ministre du Travail saisi procède à une enquête, demande l'avis de la Commission supérieure de l'artisanat, prend une décision accordant ou refusant l'agrément.

Celui-ci est retiré aux Unions lorsqu'elles ne se conforment pas à la convention, sont dissoutes, mises en faillite, en liquidation judiciaire, violent les statuts ou les modifient de manière à diminuer les garanties de l'Etat et à perdre leur caractère d'Union de sociétés coopératives.

3) Il n'existe à notre connaissance qu'une seule Union agréée par le ministre du Travail pour le service de toutes les avances à long, moyen et court terme *C'est l'Union nationale des sociétés coopératives d'artisans de France*. Des Unions de crédit agréées pour les opérations prévues par la loi du 27 décembre 1923 existent

auprès de la Confédération générale de l'artisanat français, auprès de l'Union des artisans français et à Strasbourg.

4) *Opérations réalisées par ces sociétés.*

Ce sont : A) Les prêts à long terme ; B) Les prêts à moyen terme ; C) Les prêts à court terme :

A. **Prêts à long terme**

Nous avons vu au chapitre du crédit que les Unions de sociétés coopératives de crédit étaient habilitées par la loi du 2 août 1932 à accorder des prêts à long terme :

a) aux coopératives désirant se livrer à la construction d'immeubles ;

b) aux artisans désirant obtenir un prêt pour la construction et l'acquisition de ces immeubles.

Il appartiendra donc aux Unions de prendre toute garantie pour veiller à la régularité de l'opération. Les sommes prêtées ne seront pas remises directement aux intéressés, mais versées aux architectes entrepreneurs, etc... pour les travaux entrepris, et aux sociétés coopératives vendeuses pour les artisans ayant acquis un immeuble construit par elles.

Pour avoir les fonds nécessaires, les Unions de crédit sont autorisées à contracter des emprunts aux conditions ordinaires des départements et communes auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Les emprunts devront être autorisés par le ministre du Travail après avis de la Commission supérieure de l'artisanat. Ils ne pourront dépasser 80 % du montant du programme des emprunteurs. L'arrêté prévu fixera les conditions d'amortissement.

Pour alléger les charges des Unions de crédit et des emprunteurs, la loi du 2 août 1932 a décidé qu'il sera prélevé chaque année une somme de 2 millions sur le Fonds de dotation de l'artisanat et attribué, dans la proportion de 2 % des sommes empruntées, aux Unions

de crédit qui devront en faire bénéficier pour une certaine part les emprunteurs.

B. Prêts à moyen terme

1° *Octroi des prêts aux petits artisans isolés.*

Nous avons étudié au chapitre des matières premières et de l'outillage, sous quelles conditions l'artisan pouvait obtenir des prêts à moyen terme. Nous examinerons ici comment les Unions de crédit se procurent les fonds nécessaires à cet effet.

Conditions pour obtenir des avances. — a) Demande. — Pour obtenir une avance, la banque populaire ou société de crédit doit présenter une demande. Celle-ci doit être adressée au ministre du Travail, mais doit, en ce qui concerne la banque populaire, être soumise également au ministre du Commerce.

Cette demande doit être présentée conformément aux dispositions des articles 9, 10 et 11 du décret du 3 mars 1920 concernant l'ouverture de crédits aux artisans démobilisés. Elle doit indiquer la somme sollicitée et le temps pour lequel l'avance est demandée.

Elle doit contenir l'engagement de soumettre à l'avance au ministre du Travail et en plus, pour les banques populaires au ministre du Commerce, toute modification de statut et tout changement de la Commission d'administration.

La demande est signée par les administrateurs habilités à cet effet par les statuts.

b) Pièces à joindre. — On y joindra un relevé des avances déjà reçues en application d'une des lois sur le crédit et notamment de la loi de 1917 pour les banques populaires ainsi que des indications sur les prêts effectués, leur durée moyenne et leurs sûretés, et l'évaluation de la garantie offerte par les actionnaires lorsque ceux-ci sont responsables.

Il faut fournir une copie du procès-verbal de l'assem-

blée générale ou de la délibération du Comité d'administration qui a décidé de présenter la demande d'avance.

Toutefois, lorsqu'une société a déjà obtenu une avance en vertu, soit de la loi du 13 mars 1917, soit de celle du 23 avril 1919, la présentation des pièces concernant l'existence et le fonctionnement administratif de la société n'est nécessaire que si des changements et modifications sont survenus depuis la date de la dernière avance.

c) Instruction de la demande d'avance. — La demande présentée est soumise à enquête. Le ministre du Travail peut notamment prendre connaissance sur place de tous les livres de la société et il peut subordonner l'octroi de l'avance à la présentation de garanties de remboursement supplémentaires.

Il demande l'avis de la Commission supérieure de l'artisanat sur tous les points soulevés. Puis il peut accorder ou refuser l'avance. Cette décision est notifiée à l'établissement intéressé et pour les banques populaires au ministre du Commerce.

d) Conditions des avances. — Les avances accordées ne portent pas intérêt. Elles sont remboursables en six ans.

L'intérêt encaissé sur les prêts des artisans sert à participer à la couverture des frais de gestion. Les bénéfices nets réalisés sont employés à la constitution d'un fonds de réserve destiné à garantir le remboursement des avances consenties par l'Etat.

Lorsque celles-ci ont été intégralement remboursées, le Fonds de réserve spécial est incorporé à l'actif de la banque ou de la société de crédit.

e) Remboursement des avances. — L'établissement emprunteur doit rembourser à l'Etat l'avance reçue en fournissant tous les six mois une somme égale au moins à tous les remboursements en principal qu'elle-

même a reçu pendant cette période. A cet effet, un tableau est présenté comprenant l'état des remboursements de chaque emprunteur, ainsi qu'un tableau récapitulatif indiquant la somme totale des remboursements en principal encaissés pendant le semestre, et la somme à laquelle se trouvent ramenées les avances dues à l'Etat après le versement du montant des remboursements effectués.

Un exemplaire de ce tableau reste au siège de la société. Un deuxième est envoyé au ministre du Travail et pour les banques populaires un troisième au ministre du Commerce.

Les sommes encaissées à titre d'intérêts constituent après défalcation des frais de gestion le fonds de réserve. Celui-ci est placé en valeurs du Trésor, en valeurs garanties par l'Etat français en bons de caisse du crédit municipal ou livrets de caisse d'épargne. Les intérêts des sommes ainsi placées sont attribués au fonds de réserve spécial.

Les opérations effectuées par les banques populaires en exécution de la loi du 27 décembre 1923 sont assujetties à toutes les dispositions relatives au contrôle des autres opérations de ces établissements. Toutefois, celles qui concernent les artisans doivent être soumises au ministre du Travail, il en est évidemment de même pour celles qui sont effectuées par les Unions de crédit.

f) Déchéance des avances. — L'Union de crédit est déchue des avances accordées qui deviennent immédiatement exigibles au cas où l'agrément du ministre leur serait retiré.

2° *Octroi des prêts aux sociétés coopératives artisanales.* — Les prêts sont accordés par le ministre du Travail sur le Fonds de dotation de l'artisanat. Les Unions coopératives de crédit servent seulement d'intermédiaires entre les sociétés coopératives et l'Etat.

a) Demandes d'avances. — Les demandes d'avances

sont rédigées par les sociétés coopératives suivant les conditions énumérées à la page 261. Elles sont accompagnées des pièces que nous avons également citées à la page 162, et présentées au ministre du Travail par l'intermédiaire d'une Union coopérative de crédit agréée. La demande est examinée par le ministre du Travail qui statue après enquête et consultation de la Commission supérieure de l'artisanat.

Outre le rôle d'intermédiaire, l'Union aura celui d'exercer un premier contrôle de la légalité de la demande et de l'opportunité du prêt sollicité.

b) Obtention de l'avance. — Lorsque le ministre du Travail a décidé d'accorder une avance à une société coopérative, l'Union de crédit intervient pour sa réalisation, son recouvrement et son remboursement.

A cet effet, un double contrat est conclu, entre le Fonds de dotation et l'Union de crédit, et entre l'Union de crédit et la Société coopérative.

L'Union reçoit par ailleurs mandat de réserver à la société bénéficiaire le montant du prêt qui lui sera attribué, de régler avec la société les conditions et les termes du remboursement et de prendre toute mesure de sécurité utile.

— Contrat entre la société coopérative et l'Union agréée. Le contrat doit prévoir les indications déjà signalées.

Il doit être adressé en double exemplaire au ministère du Travail.

— Contrat entre l'Union agréée et le ministère. — L'Union agréée s'engage envers le ministère au remboursement des sommes qui lui sont avancées. Elle est tenue également de fournir toute modification des statuts ou du conseil d'administration et les bilans.

Les contrats sont présentés au ministère du Travail, un exemplaire y est déposé et les autres reviennent aux parties.

c) Recouvrement. — Au moment de l'octroi de l'avance, la société emprunteuse souscrit des effets au nom de l'Union, portant la mention que le prêt est consenti par elle, d'ordre du ministère du Travail. Ces effets sont déposés au Trésor par l'Union au moment de la délivrance des fonds. Ils sont retirés par elle dix jours avant l'échéance et sur l'autorisation du ministre du Travail. Le jour de l'échéance, elle procède au recouvrement et les effets sont remis au débiteur pour être annulés.

d) Remboursement. — Les sommes recouvrées sont portées dans les écritures de l'Union agréée au compte spécial du ministère du Travail. A chaque fin de mois ou lorsque le crédit du compte dépasse 10.000 fr. le solde est versé au Trésor pour être porté au crédit du Fonds de dotation de l'artisanat.

e) Contrôle. — Pour permettre un contrôle facile, l'Union adresse à la fin de chaque trimestre, au ministère, un bordereau comprenant : 1^o le relevé du compte courant du ministre à la dite Union ; 2^o l'état des recouvrements effectués sur les prêts aux sociétés affiliées ; 3^o la situation résumée des avances en cours et des remboursements effectués ; 4^o les remboursements anticipés.

A tout moment, la vérification de la comptabilité et de la situation peut être effectuée par un inspecteur des Finances ou toute personne déléguée par le ministère du Travail. L'Union ou la société où la vérification est faite doit mettre à la disposition de toute personne ainsi déléguée les livres et documents demandés.

Au cas où l'Union agréée serait dissoute, mise en état de faillite ou de liquidation judiciaire, ou que l'agrément serait retiré ou qu'elle perdrait la qualité d'Union de coopérative d'artisans, l'Etat lui est substitué pour le recouvrement des sommes dues, sur tous

les prêts en cours et représentés par des effets non encore retirés.

f) Dispositions fiscales. — Les opérations des Unions de crédit sont affranchies de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de la patente (art. 4 et 264 du Code général des impôts directs) voir également, Régime fiscal, p. 164.

C. Les opérations à court terme

Les dispositions concernant ce chapitre n'ont pas de base légale, mais sont pratiquées par les sociétés coopératives en vertu de leur règlement intérieur (voir à ce sujet, p. 165).

**D. Prêts aux propriétaires en vertu du décret-loi
du 30 oct. 1935**

V., p. 216.

CHAPITRE III

LES CHAMBRES DE MÉTIERS

Section I

Création des Chambres de Métiers

I. — *Textes.*

La loi organique est du 26 juillet 1925 (*J. off.*, 30 juill., p. 7190 et rectific. *J. off.*, du 31 juill. p. 7283). Cette loi a été modifiée à plusieurs reprises :

Article 1^{er} par la loi du 27 mars 1934 (*J. off.*, du 28 mars, p. 3146) et par le décret-loi du 2 mai 1938 sur la production, article 23 (*J. off.*, du 3 mai).

Article 6 par la loi du 15 juin 1930 (*J. off.*, du 18 juin, p. 6658) et par celle du 17 juillet 1937 (*J. off.*, du 20 juill., p. 8162).

Article 19 par les lois des 20 mars 1932 (*J. off.*, du 22 mars, p. 2963), et 23 avril 1932 (*J. off.*, du 26 avr., p. 4451), par le décret-loi du 8 août 1935 (*J. off.*, des 9 et 10 août, p. 8700 et 8746) et indirectement par les articles 29 à 32 du décret-loi du 2 mai 1928 sur la production (*J. off.*, du 3 mai).

En application de la loi du 26 juillet 1925 un règlement d'administration publique est intervenu le 14 avril 1928 (*J. off.*, du 17 et 18 avr.), modifié par celui du 16 avril 1936 (*J. off.*, du 23 avr., p. 4332).

Signalons différentes circulaires en date du 17 juil-

let 1928, 5 janvier 1930, 15 février 1932, 28 mars 1932, 18 octobre 1934, 25 janvier 1935, 20 février 1935, 25 juillet 1935, 26 mars 1936, 9 juin 1936.

II. — *Définition et nature juridique.*

La loi du 26 juillet 1925 portant création des Chambres de Métiers a défini ces institutions dans son article 1, dans les termes suivants :

« Les Chambres de Métiers sont auprès des pouvoirs publics les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans-maîtres et compagnons de leur circonscription ».

Au point de vue juridique, ce sont des établissements publics décentralisés dont le fonctionnement est semblable à celui des Chambres de commerce.

III. — *Circonscription territoriale.*

Le décret d'institution d'une Chambre de Métiers en fixe la circonscription territoriale. La plupart du temps, celle-ci s'étend sur l'ensemble d'un département. Pourtant, l'article 2 de la loi du 26 juillet 1925 prévoit qu'il pourra être créé plusieurs Chambres de Métiers par département, ceci pour leur permettre de se mieux plier aux conditions locales. Dans tous les cas, l'autorité administrative fixe les circonscriptions assignées à chacune d'elle.

A l'heure actuelle, il existe plusieurs départements ayant deux Chambres de Métiers : la Seine-et-Marne avec Montereau et Meaux (Décret du 7 sept. 1932, *J. off.*, du 16 sept. 1932); la Loire (19 oct. 1932); la Charente-Inférieure (28 juin 1935) le Loir-et-Cher (25 fév. 1937), etc...

IV. — *Création.*

1) *Forme.* — Les Chambres de Métiers sont instituées par décrets rendus sur la proposition des ministres du Travail, du Commerce et de l'Education Nationale.

Mais ces décrets ne sont pas pris sans que le gouvernement se soit entouré de sérieuses garanties.

2) *Initiative*. — Tout d'abord l'initiative de la création doit venir des intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire des artisans. Sans doute, la loi n'interdit pas au gouvernement d'agir de sa propre autorité, mais en pratique, l'administration attendra la demande des intéressés. Celle-ci peut d'ailleurs émaner d'un des organismes dont on a prévu la consultation. Les demandes pourront être reçues soit par l'administration centrale, soit par l'administration préfectorale. En ce cas, les préfets doivent en référer au ministre du Travail en formulant leur opinion et ce dernier fait alors parvenir ses instructions pour les consultations à entreprendre.

3) *Consultations préalables*. — Les consultations à entreprendre comprendront :

1° Une enquête préliminaire faite par l'administration à l'effet de recueillir les éléments statistiques et d'information nécessaires pour un recensement des métiers exercés artisanalement dans la région. Les métiers seront classés en catégories selon leurs affinités techniques et leurs intérêts communs ; selon l'importance des catégories, un nombre plus ou moins important de représentants leur sera alloué.

2° Consultations d'organismes divers. — Doivent être consultés :

a) à l'échelon communal : le Conseil municipal du lieu où la Chambre de Métiers aura son siège ;

b) à l'échelon départemental : le Conseil général ou la Commission départementale si délégation lui a été donnée à cet effet, le Comité départemental de l'Enseignement technique, les Chambres consultatives des arts et manufactures, les Chambres de commerce, les organisations professionnelles ;

c) à l'échelon régional : le Comité technique des arts appliqués, les organisations professionnelles.

Les avis devront être fournis dans le délai de deux mois à partir de la demande.

Toutefois, des modalités spéciales sont prévues pour le Conseil général. Celui-ci doit donner son avis avant la clôture de la session ordinaire ou extraordinaire qui suit la consultation faite par le préfet. L'avis à formuler fait partie des attributions que le Conseil général peut déléguer à la Commission départementale. Lorsque cette délégation est décidée, la Commission départementale doit formuler son opinion dans le délai en vigueur pour les autres organismes.

Faute par les organismes consultés d'avoir donné leur avis en temps voulu, il pourra être passé outre.

L'avis demandé portera d'abord sur l'opportunité de la création envisagée. Il portera en outre sur l'étendue de la circonscription territoriale, sur les catégories dans lesquelles seront répartis les principaux métiers et sur le nombre de représentants à élire dans chaque catégorie.

Les avis formulés par les organismes mentionnés ne lient pas l'administration. Celle-ci peut ne pas en tenir compte.

4) *Le décret.* — Les enquêtes terminées, le décret de création intervient. Celui-ci détermine nécessairement la circonscription territoriale de la Chambre, les catégories dans lesquelles sont répartis les métiers exercés dans cette circonscription et le nombre des représentants à élire. Il faut noter que cette liste de métiers est énonciatrice et n'est donnée qu'à titre indicatif. En effet, celui qui exerce une profession énumérée n'est pas forcément ressortissant de cette Chambre ; il doit posséder en outre les qualités juridiques et économiques décrites dans l'article 1^{er} de la loi du 26 juin 1925. Par contre, celui qui exercerait un métier manuel dans les conditions requises serait artisan, alors même que la profession ne serait pas citée dans le décret.

C'est aux tribunaux administratifs qu'il appartiendra d'apprécier si une profession peut être exercée de telle façon que son titulaire puisse répondre à la définition donnée par l'article 1^{er} précité.

V. — *Compétence « ratione personae ».*

Les Chambres de Métiers représentent tous les artisans-maîtres et compagnons de leur circonscription. Les notions d'artisans-maîtres et compagnons ont été précisées aux pages 9 et 17. .

VI. — *Composition des Chambres de Métiers.*

Celle-ci est fixée par le décret d'institution. Toutefois, les règles suivantes sont établies par la loi.

Le nombre total des membres élus ne peut être inférieur à 19, ni excéder 36, sauf à Paris où il pourra s'élever à 72. Les Chambres de Métiers sont composées de $\frac{2}{3}$ d'artisans-maîtres et de $\frac{1}{3}$ d'artisans compagnons. Le nombre total des membres doit correspondre à un nombre pair.

En outre, il existe trois membres de droit avec voix consultative, à savoir :

1° un inspecteur départemental de l'Enseignement technique désigné par le ministre de l'Education nationale (Circ. du 17 juill. 1928),

2° un inspecteur départemental du Travail désigné par le ministre du Travail,

3° un représentant du Comité départemental de l'Enseignement technique désigné par ce Comité.

VII. — *Recrutement. — Election.*

Les membres d'une Chambre de Métiers, à l'exception des membres de droit désignés dans les conditions fixées à l'article 7 de la loi du 26 juillet 1935 sont élus au suffrage universel des artisans-maîtres ou compagnons de leur catégorie et de leur circonscription. Les élections se font par catégorie électorale et séparément pour les maîtres et compagnons. Les règles générales qui les régissent sont celles édictées pour les élections au Conseil de Prud'hommes par la loi du 27 mars 1907, sauf bien entendu les dispositions contraires. Ainsi, il faut noter que les artisans-maîtres travaillant sans compagnon sont électeurs.

1^o *Conditions d'électorat.* — *a)* Conditions de jouissance.

Pour les hommes (art. 3 du R.A.P. du 19 avril 1928) :

1^o être inscrit sur les listes électorales politiques ;

2^o être âgé de 25 ans au dernier jour du délai imparti pour l'inscription des électeurs par la mairie ;

3^o exercer depuis trois ans, apprentissage compris, une profession dénommée dans le décret d'institution de la Chambre et être établi dans le ressort de cette Chambre depuis un an.

Pour les femmes : être françaises, remplir les conditions d'âge et d'exercice de la profession et n'avoir encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret du 2 février 1852 (art. 4 du R.A.P. du 14 avril 1928).

b) Conditions d'exercice. — Il faut être inscrit sur les listes électorales spéciales.

c) Rédaction des listes électorales. — Une commission est chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale. Elle est présidée par le maire et comprend un artisan-maître et un artisan-compagnon désignés par les Conseils municipaux ou à défaut deux artisans-maîtres ou deux artisans compagnons (al. 6 de l'art. 6 de la loi). Le préfet doit inviter les conseils municipaux à procéder à ces désignations.

En cas de création ou de réorganisation de la Chambre de Métiers, il peut être procédé à tout moment à la confection des listes. C'est le préfet qui fixe le point de départ des vingt jours pendant lesquels cette confection a lieu.

Par la suite, la revision a lieu tous les ans, dans les vingt jours qui suivent la revision de la liste électorale politique. La date en est fixée par arrêté préfectoral (à Paris, elle a lieu dans la première quinzaine d'avril). Les listes électorales sont différentes pour les artisans-maîtres et compagnons. Elles sont établies par caté-

gories professionnelles et dans chaque catégorie par ordre alphabétique (art. 6 de la loi). Maîtres et compagnons sont inscrits au lieu d'exercice de leur profession, alors même que leur domicile ne serait pas dans la circonscription de la même Chambre de Métiers. Les opérations de revision ne donnent pas lieu à des dispositions particulières.

Les tableaux d'inscription arrêtés sont adressés au préfet qui dresse la liste de chaque catégorie d'électeur. Les listes sont ensuite déposées au secrétariat de chaque mairie du département, les électeurs en sont avisés par affiche apposée à la porte des mairies (cette opération a lieu à Paris dans la première quinzaine de septembre).

d) Contentieux des listes électorales. — Dans la quinzaine qui suit cette publication, les réclamations peuvent être formulées contre ces listes.

Elles sont portées devant le juge de paix par toute personne intéressée. Elles pourront avoir pour but, soit l'inscription d'une personne omise, soit la radiation d'un électeur indûment inscrit. Le juge de paix compétent est celui du domicile de l'électeur pour lequel la question est soulevée. La demande est faite par simple déclaration, sans frais. Il sera délivré récépissé.

Le juge de paix statue dans les 10 jours sans frais ni procédure, sur simple avertissement donné à la personne intéressée. La décision est transmise le jour même au maire qui la signifie au réclamant dans les 24 heures de la réception. Lorsqu'une question préjudicielle d'état est soulevée, le juge de paix renvoie l'affaire aux juges compétents.

Recours. — Sans appel ni opposition, la décision du juge de paix peut seulement être déférée à la Cour de cassation. Le recours peut être fait par les parties en première instance et en cas d'inscription sur la liste d'une personne qui n'y figure pas, par tout électeur

inscrit sur la liste électorale. Le délai est de dix jours. Le recours n'est pas suspensif.

L'intermédiaire d'un avocat n'est pas nécessaire. Le pourvoi est jugé d'urgence, sans frais ni consignation d'amende.

Les pièces présentées en première instance sont envoyées par le greffier de la justice de paix.

C'est la Chambre civile qui statue sur ce recours.

2° *Conditions d'éligibilité.* — Pour être éligibles, les artisans doivent :

1° Etre âgés de trente ans,

2° Savoir lire et écrire,

3° Résider depuis trois ans dans le ressort de la Chambre.

En outre, ils doivent être inscrits sur les listes électorales ou remplir les conditions pour y être inscrits et exercer le métier depuis au moins cinq ans, apprentissage compris.

Au cas où ils n'exerceraient plus le métier et que, par conséquent, ils ne seraient pas électeurs, ils sont cependant éligibles à condition qu'ils l'aient exercé pendant *quinze ans* dont cinq dans le ressort de la Chambre de Métiers.

Cette condition avait été insérée dans la loi pour permettre aux anciens artisans, retirés des affaires et ayant de ce fait de plus grands loisirs, de prêter un concours utile aux Chambres de Métiers. Mais l'imprécision des termes employés avait laissé la porte ouverte à des abus. A la Chambre de Métiers d'Orléans, des industriels ne répondant pas à la notion de l'artisan avaient pu être élus. Un recours en Conseil d'Etat interjeté contre ces élections avait été rejeté. En effet, la haute juridiction estimait que les termes de la loi n'indiquaient pas que les anciens artisans ayant quinze années d'exercice de leur profession n'avaient pas le

droit pour être élus d'exercer au moment de l'élection une profession ne leur permettant pas d'être considérés comme artisans (Cons. d'Etat, 2 févr. 1934, *D.H.* 1934, p. 363). Les conséquences rigoureuses d'une telle jurisprudence étaient incalculables. On risquait de voir envahir les Chambres de Métiers par des industriels et commerçants dont les préoccupations et intérêts étaient souvent en opposition avec ceux des vrais artisans.

Une loi est intervenue pour mettre fin à ces abus. celle-ci en date du 17 juillet 1937 dispose que ceux qui ne sont plus artisans ne devront pas non plus, au moment de l'élection, exercer à leur compte ou pour le compte d'autrui une profession ne leur permettant pas d'être classés parmi les artisans-maîtres, tels qu'ils ont été définis par la loi du 27 mars 1934.

3° Il faut avoir fait une déclaration de candidature.

Cette déclaration est exigée par l'administration (circulaire du 25 janv. 1933). La sanction pratique repose dans le fait que les bulletins au nom de celui qui n'a pas fait de déclaration de candidature sont nuls.

Cette exigence est-elle fondée en droit ? On peut se le demander. En effet, lorsque la loi du 26 juillet 1925 est muette sur un point, on doit se reporter aux dispositions établies pour les Conseils de Prud'hommes. Or, les dispositions qui étaient en vigueur en 1925 pour ce conseil n'obligeaient pas à la déclaration de candidature, celle-ci n'ayant été instituée que par la loi du 14 janvier 1933.

L'application de cette disposition pour l'élection à la Chambre de Métiers est donc discutable.

VIII. — *Durée du mandat.*

Les membres sont élus pour six ans. Le renouvellement a lieu par moitié tous les trois ans (art. 5 de la loi de 1925). Lors de la constitution d'une Chambre de Métiers, « l'ordre du renouvellement par catégorie est

fixé par le sort ». On pourrait croire, à première vue, que le renouvellement doit être effectué par catégorie entière, tous les membres d'une catégorie, désignés comme sortants, étant soumis ensemble à la réélection. Mais cette première interprétation se heurterait à des difficultés pratiques, parfois insurmontables lorsqu'une catégorie comprendrait plus de représentants qu'une autre. Pratiquement, elle aboutirait d'ailleurs à des contradictions du fait que l'on serait obligé de faire des compensations et qu'ainsi le tirage au sort ne saurait jouer intégralement.

Aussi a-t-il été décidé que le renouvellement porterait dans chaque catégorie sur la moitié des maîtres et la moitié des compagnons. Ceux-ci sont tirés au sort individuellement (art. 9 du R.A.P.).

Les élections ont lieu au scrutin de liste.

Comme dans la plupart du temps, il n'y a pas d'élections partielles dans l'intervalle d'un renouvellement, il y a lieu de combler en même temps les vacances survenues du fait du décès ou de la démission de ces membres. Les candidats élus en remplacement de ces personnes bénéficieront de la durée du mandat de leur prédécesseur. Il arrivera donc que dans une même catégorie, on procède à des élections pour des durées différentes.

IX. — *Les opérations électorales.*

1^o *Convocation des électeurs, date et lieu de vote, bureau électoral.* — Les opérations électorales sont soumises aux mêmes règles générales que pour les élections municipales. Le corps électoral est convoqué par le préfet au moins vingt jours à l'avance. L'arrêté de convocation indique le jour et l'endroit du scrutin. Il fixe les heures d'ouverture et de clôture. Les élections se font un dimanche. Le vote a lieu par canton dans les mairies désignées par le préfet. L'assemblée électorale est présidée par le maire ou son délégué, assis-

té par les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents.

2) *Le scrutin.* — Pour garantir la sincérité et la liberté du vote, l'administration avait d'abord décidé que dans chaque assemblée il devait y avoir autant d'urnes qu'il existe de catégories professionnelles. Cela permettait à l'électeur de procéder exactement comme pour les autres élections. Les opérations en étaient extrêmement simplifiées, ce qui enlevait tout sujet à litige. Pourtant des communes firent savoir qu'elles ne pouvaient pas réunir la quantité d'urnes nécessaires. Une telle affirmation, aussi extraordinaire qu'elle soit dans un pays où toute l'organisation politique et administrative est basée sur l'élection, a amené le ministre du Travail à modifier le mode du scrutin. Dans une circulaire en date du 25 février 1925, il a suggéré aux préfets de faire employer aux personnes qui viennent voter le même procédé que pour le vote par correspondance. Ils mettront donc le bulletin de vote sous une double enveloppe. L'enveloppe intérieure ne portant aucune marque, l'enveloppe extérieure par contre indiquera la catégorie du votant. Ainsi, au moment du dépouillement, la répartition par catégorie des bulletins déposés dans une même urne est possible.

3) *Le vote par correspondance.* — Le vote par correspondance a été introduit dans nos élections administratives par la loi du 26 juillet 1925. Le § 12 de l'article 6 prévoit, en effet, que le vote pourra avoir lieu par correspondance, sans toutefois préciser davantage les modalités de ce scrutin. Celles-ci furent fixées plus en détail dans l'article 2 du Règlement d'administration publique du 14 avril 1928. Les bulletins envoyés devront parvenir au bureau de vote au plus tard la veille du jour de l'ouverture du scrutin.

Pour garantir le secret du vote les bulletins devront

être enfermés sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure ne portera aucun signe de reconnaissance et ne renfermera que le nom du candidat. L'enveloppe extérieure, par contre, devra mentionner le nom, l'adresse de l'électeur, le numéro de sa catégorie, la désignation de sa qualité de maître ou compagnon et la signature.

Plusieurs difficultés ont été soulevées à ce sujet. La première a été résolue par plusieurs arrêtés des Conseils de préfecture décidant qu'il n'était pas nécessaire d'employer exclusivement des enveloppes officielles. En effet, du moment qu'elles ne portent aucun signe extérieur ou intérieur de reconnaissance, qu'elles sont suffisamment opaques, il ne semble pas que le secret du vote puisse être violé, alors même qu'elles sont fournies par un groupement patronant une liste de candidats (Cons. de Préf., Loiret, 26 fév. 1932; Lyon, 26 janv. 1937; Vienne, 3 juill. 1937).

Par contre, de nombreuses pratiques administratives, peuvent porter atteinte à ce secret au moment du dépouillement. Par exemple, il arrive fréquemment que les deux enveloppes soient ouvertes l'une après l'autre de telle sorte qu'il est possible d'identifier le vote d'un électeur. L'administration n'a pas encore donné à ce sujet d'instructions précises. Celles-ci seraient pourtant d'autant plus indispensables que la circulaire précitée veut généraliser, même pour les électeurs se présentant eux-mêmes aux urnes, le procédé de la double enveloppe.

4) *Clôture du scrutin. — Dépouillement.* — A l'heure fixée par l'arrêté préfectoral de la clôture du scrutin, il est procédé au dépouillement des bulletins. Les votes par correspondance émanant d'artisans qui se sont également présentés aux urnes sont annulés.

Le non dépouillement d'un certain nombre de votes émis par correspondance entache la validité (Cons. de Préf. de Nantes, 15 janv. 1936).

Les résultats des élections sont immédiatement arrêtés et signés par le bureau, en vertu du Règlement d'administration publique du 14 avril 1928.

5) *Centralisation des résultats.* — Ils doivent ensuite être « portés chez le président du bureau de la première section de vote qui en présence des présidents des autres bureaux opère le recensement général du vote et proclame les résultats ». L'application littérale de ce texte a entraîné des difficultés nombreuses, les déplacements des présidents des bureaux de vote étant onéreux, gênants, et entraînant des pertes de temps importantes.

Cette procédure était en réalité inspirée de l'article 31 du Livre IV du Code du travail qui lui-même reproduit l'article 32 du décret réglementaire du 2 février 1852. Le recensement des votes visés par cet article 32 est celui afférent à chaque collège électoral divisé en sections et non le recensement général des votes dans les différents collèges électoraux d'une même circonscription qui fait l'objet de l'article 34 du même décret. Aussi, une circulaire ministérielle demande-t-elle aux préfets de se conformer à cet article 34.

Suivant les dispositions qu'il édicte, le recensement général serait opéré par une commission composée du président du tribunal civil et de quatre conseillers généraux. C'est au président de cette commission qu'il appartiendra de proclamer les résultats.

Le changement apporté est, on le voit, assez important. La légalité de cette mesure est en réalité très contestable, car une circulaire ministérielle ne peut modifier un Règlement d'administration publique. Cependant, jusqu'à présent, aucun recours ne semble avoir été intenté à ce sujet.

Les résultats sont acquis au premier tour de scrutin, à la majorité relative. Ils sont proclamés par la com-

mission prévue plus haut. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est élu. Le procès-verbal est envoyé au préfet. Celui-ci dans les trois jours de la réception transmet des copies certifiées conformes au ministre du Travail et au secrétaire de la Chambre de Métiers si celle-ci existe déjà.

6) *Contentieux*. — Les protestations contre les élections sont portées devant le Conseil de préfecture qui statue, sauf recours au Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de la loi du 5 avril 1884. Le recours peut donc être intenté par tout électeur, par tout éligible et par le préfet, dans les conditions où celui-ci peut intervenir en matière d'élections municipales. Pour les électeurs, il faut pourtant remarquer qu'un électeur n'appartenant pas à la catégorie de l'élu n'est pas qualifié pour protester contre l'élection de celui-ci.

En cas d'annulation des élections ou d'une partie de celles-ci, il y a lieu de procéder à des élections complémentaires.

7) *Dépenses*. — Les dépenses occasionnées par les élections, depuis la loi du 13 novembre 1936, sont à la charge de l'Etat.

Section II

Fonctionnement des Chambres de Métiers

Une Chambre de Métiers se compose de membres régulièrement élus et de membres de droit. Elle se réunit en assemblée générale qui élit un bureau, établit un règlement intérieur, et peut créer en son sein différentes commissions d'étude.

I. — *L'assemblée générale*.

L'assemblée générale est la réunion de tous les membres d'une Chambre de Métiers. Elle siège autant de

fois qu'il est nécessaire. Pour pouvoir vivre, elle doit se réunir au moins deux fois par an, une première fois au mois de juin pour présenter un budget prévisionnel de l'année suivante et les comptes de l'exercice écoulé, une deuxième fois au mois de décembre pour voter le budget et fixer les ressources. Mais, elle peut se réunir plus souvent. A titre d'exemple, la Chambre de Métiers de la Seine se réunit quatre fois par an (mars, juin, octobre, décembre).

II. — *Le bureau.*

L'assemblée générale nomme parmi ses membres un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier, d'un ou plusieurs secrétaires. Ces nominations sont faites dans une séance qui a lieu immédiatement après les élections, sous la présidence du doyen d'âge, à la majorité absolue des membres en exercice. Le bureau est renouvelable après les élections triennales, les membres sortants sont rééligibles. En cas de décès ou de démission de l'un d'eux, il est immédiatement pourvu à leur vacance (art. 9 de la loi du 26 juill. 1925).

Le contentieux de l'élection appartient aux tribunaux administratifs. Les attributions du bureau n'étant pas fixées par la loi le sont par un règlement intérieur.

III. — *Le règlement intérieur.*

a) *Contenu.* — L'existence d'un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement est absolument indispensable. Ce règlement, établi par l'assemblée, en toute liberté, n'est pas soumis à l'approbation de l'administration supérieure. Il indique la méthode de travail que la Chambre entend suivre et ne doit contenir aucune disposition contraire aux lois et règlements en vigueur.

b) *Valeur juridique.* — Sa violation ne peut donner lieu à recours pour excès de pouvoir, comme cela a été décidé pour le règlement intérieur d'autres organismes électifs (Cons. d'Etat, 22 mars 1912).

IV. — *Le travail de la Chambre de Métiers.*

a) *Méthode.* — Dans la pratique, le travail préparé par le bureau ou par les Commissions est présenté à l'assemblée générale qui statue dans la limite de ses attributions et sous réserve, s'il y a lieu, de l'approbation des autorités de tutelle.

b) *Quorum de validité.* — L'article 12 de la loi du 26 juillet 1925 ne déclare les délibérations valables que si le nombre des présents dépasse la moitié du nombre des membres en exercice. Rien n'est formellement prévu pour le cas où plusieurs réunions de suite ne pourraient valablement siéger, le quorum n'étant pas atteint. Une seule sanction indirecte consiste en la démission d'office pour tout membre qui ne se serait pas rendu à trois réunions consécutives sans motif valable. Il faut signaler que pour les votes des décimes ordinaires ou spéciaux, le quorum de validité est des deux-tiers des membres en exercice.

V. — *Le vote.*

Aucune règle n'est prévue en ce qui concerne celui-ci. Le règlement intérieur devra donc préciser le mode de votation.

Toutefois aucune décision n'est valable si elle n'est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. En matière de vote des recettes, les artisans-maîtres seuls ont voix délibérative.

VI. — *Les séances.*

a) *La police.* — Rien n'étant spécialement prévu, celle-ci appartient au Président.

b) *Publicité.* — Contrairement à ce qui se passe pour les assemblées départementales et communales, les séances ne sont pas publiques. La question a été résolue, en ce sens, pour les Chambres de commerce. La publicité des délibérations n'est assurée que par la publication du budget, des comptes approuvés et des travaux de la Chambre de Métiers.

VII. — *Le bulletin.*

Les circulaires ministérielles du 15 février 1932 et du 25 juillet 1935 prévoyant la publication de ces comptes-rendus stipulent qu'en dehors de la partie officielle, les Chambres de Métiers ne sauraient publier un journal. Le bulletin édité ne saurait non plus se confondre avec l'organe d'un groupement artisanal de caractère privé, car cela créerait une confusion regrettable et risquerait de diminuer l'indépendance de la Chambre. Par contre, les organes des groupements professionnels peuvent publier toutes informations utiles sur le fonctionnement de la Chambre. Il est entendu que si les informations proviennent de la Chambre de Métiers, celle-ci doit traiter sur le même pied les divers journaux professionnels d'artisans de sa circonscription par l'envoi des mêmes communiqués. L'application de ces règles est à la diligence des administrations de tutelle qui présenteront les observations qu'elles jugeront utiles.

VIII. — *Les commissions.*

L'existence et l'organisation des commissions n'est pas prévue dans les lois et règlements constitutifs. Cependant, en matière financière, la circulaire ministérielle du 15 février 1932 prévoit une Commission administrative dite Commission des Finances et en fixe les modalités de fonctionnement. Dans la pratique, l'existence des Commissions est une nécessité si on veut éviter que les assemblées générales ne dégénèrent en parlotes. Aussi, presque toutes les Chambres de Métiers en ont prévu la constitution et celles-ci fonctionnent d'ordinaire d'après des règlements intérieurs qui leur sont propres.

IX. — *La gratuité des fonctions.*

Les fonctions de membre de la Chambre de Métiers sont gratuites (art. 14 de la loi de 1925). Il ne saurait donc être établi une rémunération permanente

pour l'un d'eux. Par contre, pourront être prévus l'attribution de jetons de présence et le remboursement des frais de déplacement. Dans ce cas, la dépense prévue doit faire l'objet d'un chapitre spécial du budget et être soumise à approbation. Aucune indemnité ne saurait être attribuée aux membres du bureau pour participation aux Congrès syndicaux. Il ne devra s'agir que de dépenses concernant la Chambre de Métiers.

X. — *Les membres correspondants.*

Outre les membres élus, les Chambres de Métiers peuvent s'éclairer d'avis en désignant dans toute l'étendue de leur circonscription des membres correspondants. Ceux-ci doivent être inscrits sur la liste électorale. Ils ne sauraient donc être désignés parmi les artisans qui n'exerceraient plus leur profession.

Leur nombre ne peut dépasser la moitié de celui des membres élus. Les membres correspondants créés dans le but de permettre aux Chambres de Métiers de s'entourer d'avis éclairés ne peuvent assister aux séances qu'avec voix consultative. Cette pratique est assez courante.

XI. — *Les sections de Chambres de Métiers.*

Les Chambres de Métiers peuvent aussi se diviser en sections. Celles-ci ne doivent pas être considérées comme une répartition territoriale, mais plutôt comme un moyen de rapprochement des intérêts communs professionnels. Il est prévu, en effet, dans le décret du 14 avril 1928 que les artisans-maîtres et compagnons appartenant à une même catégorie doivent être classés dans une même section. Vu la publication incomplète des travaux de toutes les Chambres de Métiers de France, il est difficile de dire si cette division par section a été adoptée par des Chambres de Métiers et à quelle utilité pratique ces sections répondent. L'existence des sections dans les Chambres de Métiers d'Alsace et de Lorraine n'a rien de comparable à celles qui pourraient

être constituées dans une Chambre de Métiers régie par la loi du 26 juillet 1925, car elles répondent à des circonscriptions territoriales distinctes.

XII. — *Le personnel.*

L'activité d'une Chambre de Métiers nécessite le recrutement de personnel. Celui-ci est engagé par chaque Chambre suivant ses besoins et ses ressources, car c'est là une question essentiellement budgétaire. Elle en fixe les conditions de recrutement, les attributions et les appointements. Le personnel employé d'une façon permanente jouit de la qualité de fonctionnaire et comme tel bénéficie de la loi de 1905 sur la communication des dossiers (Cons. de Préf. de Lyon, 28 janv. 1938, Dame Ferraton).

Du même arrêt, il résulte que les Chambres de Métiers étant comme les Chambres de commerce des établissements publics départementaux ou intercommunaux, le décret-loi du 5 avril 1934 leur est applicable et les contestations individuelles devront être portées devant le Conseil de préfecture (dans le même sens, arrêt du Cons. d'Etat, du 21 fév. 1936, Retail; D.H., p. 213).

Un statut peut être rédigé prévoyant des garanties pour le personnel. Il n'est pas soumis à la ratification de l'autorité supérieure et suit les règles habituelles des statuts des fonctionnaires.

Le personnel occupant des postes non permanents est lié à la Chambre par un contrat de droit privé, sauf stipulation contraire.

Il faut encore noter que d'après une réponse ministérielle du 28 mai 1934, les membres des Chambres de Métiers ne doivent pas occuper un emploi salarié dépendant d'elle.

XIII. — *Expiration des fonctions.*

Elle peut être :

1) *Individuelle.* Les vacances peuvent se produire par décès, démission volontaire, et démission forcée.

Les démissions volontaires doivent être adressées au préfet qui les accepte et en fait part à la Chambre de Métiers.

La démission forcée a lieu d'après l'article 10 de la loi du 26 juillet 1925 lorsqu'un membre s'est abstenu pendant six mois de se rendre aux convocations sans motif reconnu légitime. Le préfet la prononce après avis de la Chambre (V. Circ. min. 17 juill. 1928).

Malgré le silence de la loi, on doit supposer que suivant la règle générale pour le fonctionnement des organismes élus, s'il survient pour un membre un cas d'incapacité, il peut être déclaré démissionnaire par le préfet.

2) *Collective.*

a) A l'expiration du mandat.

b) Par suite de la dissolution. — Une Chambre de Métiers peut être dissoute par décret rendu sur le rapport du ministre du Travail, du ministre de l'Instruction publique, du ministre du Commerce et de l'Industrie et après avis de la Commission supérieure de l'artisanat. C'est le Règlement d'administration publique du 14 avril 1928 qui a prévu cette hypothèse. Les cas de dissolution ne sont pas limitativement déterminés par la loi. Aussi, appartiendra-t-il aux tribunaux administratifs d'en apprécier la légalité. Une première dissolution est intervenue par décret du 27 janvier 1938 pour la Chambre de Métiers de Saint-Etienne, un différend entre le président et le trésorier rendant le fonctionnement de cette chambre impossible. Dans ce cas, les élections ont lieu dans un délai de deux mois.

c) Suppression définitive. — Le même texte a prévu le cas où une Chambre de Métiers a cessé de répondre aux besoins en vue desquels elle a été constituée.

La dissolution interviendra à titre définitif par décret en forme de Règlement d'administration publi-

que rendu sur proposition des mêmes ministres. Il va sans dire que le contrôle de cette décision appartient également au Conseil d'Etat. Au surplus, la dissolution à titre provisoire ou définitif n'étant pas prévue dans la loi même, on doit reconnaître au Conseil d'Etat le contrôle d'une telle décision.

XIV. — *Renouvellement.*

Il a lieu en principe par moitié tous les trois ans. Généralement, on ne procède pas à des élections complémentaires, sauf si la Chambre se trouvait réduite à la moitié de ses membres pendant l'année qui précède le renouvellement et aux trois-quarts pendant les autres années.

Les membres nommés par des élections complémentaires ne demeurent en fonction que pendant la durée du mandat confié à leur prédécesseur.

Lors des élections de renouvellement, il est pourvu à toutes les vacances. Les élections des membres élus à la place de prédécesseurs ne faisant plus partie de la Chambre, mais qui n'auraient pas été sortants, sont considérées comme élections complémentaires.

Section III

Fonctionnement financier des Chambres de Métiers

Pour remplir la mission qui lui a été confiée, la Chambre de Métiers doit dépenser. Ces dépenses doivent être faites selon les règles inhérentes à sa qualité d'établissement public. Pour les couvrir, les Chambres devront disposer de ressources. Celles-ci ne pourront être perçues que d'après des règles similaires à celles qui régissent la perception des ressources

des autres personnes morales publiques. Aussi, devrons-nous passer sommairement en revue les règles générales qui régissent ces deux phases essentielles de la vie d'une Chambre de Métiers, à savoir les dépenses et les recettes.

Les recettes et dépenses sont mises en œuvre par le budget.

§ 1. *Le budget*

1) *Principes généraux.*

Il est nécessaire de rappeler tout d'abord les quelques principes généraux en matière budgétaire, qu'on ne devra pas perdre de vue.

1. Le budget, acte de prévision de recettes et de dépenses. — Le budget de la Chambre est, comme pour les autres collectivités publiques, à la fois un plan financier et un acte administratif par lequel son prévues et autorisées les dépenses et les recettes.

2. Règle de l'exercice et de l'annualité. — Le budget des Chambres de Métiers obéit à la règle générale en la matière, à savoir celle de l'exercice d'après laquelle les paiements effectués et les droits acquis du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année qui donne le nom à l'exercice sont les seuls qui appartiennent à cet exercice. Il doit être voté annuellement.

3. Principe de la spécialité budgétaire. — Les crédits ne peuvent être employés à des dépenses autres que celles pour lesquelles ils ont été affectés au budget approuvé. Aucune dépense ne doit être engagée en dehors des prévisions budgétaires, alors même que le total des dépenses effectuées devrait rester dans la limite de l'ensemble des crédits approuvés. L'approbation des prévisions budgétaires donne aux crédits une destination déterminée qui ne peut être modifiée sans autorisation.

4. Nécessité de l'approbation de l'autorité de tutelle

pour le budget et pour toute délibération de la Chambre de nature à engager une dépense non prévue au budget.

5. Unité et universalité budgétaire. — Ces règles s'appliquent aux Chambres de Métiers. Toutefois, en ce qui concerne les règles de l'universalité et de l'unité, le budget des Chambres de Métiers commet une violation importante. En effet, le décret-loi du 8 août 1935 ayant pour objet l'assistance aux artisans sans travail prévoit que les budgets des caisses de secours seront établis distinctement.

6. Séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable. — L'ordonnateur est le président ou à son défaut le vice-président. Le comptable est le trésorier de la Chambre.

7. Application des règles générales de la comptabilité publique.

8. Equilibre du budget ordinaire en recettes et en dépenses.

2) *Les opérations budgétaires.*

a) *La préparation.* — La préparation du budget de l'année suivante est assurée par les services de la Chambre, sous la responsabilité du président. Ce dernier présente le budget à la Commission des Finances. L'existence de cette Commission, qui n'est pas prévue par les lois et règlements, mais seulement par la circulaire ministérielle du 15 février 1932, a été consacrée par analogie avec la pratique courante des Chambres de commerce.

La Commission des Finances présente un rapport.

b) *Vote.* — L'ensemble est alors soumis à l'approbation de l'assemblée générale. L'époque de cette présentation se placera nécessairement vers le mois de mai ou juin. En effet, l'administration doit recevoir le projet de budget avant le 1^{er} juillet. C'est l'administration préfectorale qui est compétente et qui transmettra les documents au ministre du Travail.

c) *Autorité de tutelle.* — Le projet de budget doit être remis au préfet en quatre exemplaires. Il doit être accompagné d'un extrait du procès-verbal, certifié conforme, de la séance de la Chambre au cours de laquelle le projet de budget a été adopté.

Le préfet donne à ce moment ses notes et appréciations sur les propositions faites et transmet le tout au ministre du Travail qui doit se concerter alors avec celui de l'Enseignement technique à fin d'approbation. Après décision conjointe des deux ministres, deux exemplaires du budget approuvé sont retournés à la Chambre de Métiers, les deux autres exemplaires restant aux ministres compétents.

d) *Budget rectificatif et complémentaire.* — Le budget prévisionnel devant être présenté au mois de mai, il peut devenir nécessaire, par suite de dépenses nouvelles, d'y apporter des modifications. D'où la pratique de budgets rectificatifs qui doivent être votés et approuvés suivant la même procédure que le budget prévisionnel. Ils seront élaborés pour la fin de l'année qui précède l'année budgétaire et présentés soit en même temps que le vote des recettes soit au cours de l'année budgétaire. Ils complètent le budget primitif et y sont incorporés.

3) *Exécution du budget.*

Après approbation, le budget doit être exécuté tel qu'il a été voté. L'exécution appartient au président comme ordonnateur et au trésorier comme comptable. Aucune dépense ne doit être payée par le trésorier autrement que sur un mandat régulièrement ordonné, indiquant l'exercice et le crédit auquel s'applique la dépense, le nom et le prénom de la partie prenante, le motif de la dépense et le montant de la somme à payer. Le mandat devra être accompagné des pièces justificatives nécessaires pour constater l'existence et l'exigibilité de la dette.

L'exécution du budget a lieu d'après le principe de l'exercice. Il existe pourtant des périodes complémentaires.

1° Les dépenses concernant les travaux de matériel, de construction et d'entretien commencés qui n'auraient pu être achevés au 31 décembre, mais seraient terminés au 1^{er} février peuvent être rattachées à l'exercice écoulé.

2° Il existe un délai complémentaire de quatre mois pour la liquidation, l'ordonnancement, le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes.

4) *Contrôle des dépenses.*

Pour éviter les dépassements de crédit, un registre des dépenses engagées doit être tenu au secrétariat sous la surveillance et la responsabilité de l'ordonnateur. Sur ce carnet seront portés le montant du crédit, celui des mandats successivement émis, ainsi que les engagements de dépenses au moment du fait générateur. A la fin de l'exercice, le carnet sera clos par le président.

5) *Organisation de la comptabilité.*

Il sera nécessaire de tenir un livre-journal où seront portés, jour par jour, toutes recettes et toutes dépenses effectuées. Les écritures du livre-journal seront reportées sur un grand livre de comptabilité où les opérations seront classées par article du budget et nature du compte. Il sera tenu, en même temps, un inventaire et s'il y a lieu une comptabilité matière. Les quittances du trésorier seront détachées d'un livre à souches numérotées.

6) *Les comptes.*

Sitôt l'exercice clos, la Chambre de Métiers doit se préoccuper d'arrêter les comptes. Ils doivent alors être soumis au double contrôle de l'assemblée et de l'autorité de tutelle.

Pour faciliter ce double contrôle, il y a lieu de réunir

toute pièce justificative de comptabilité et de présenter un bordereau récapitulatif. En ce qui concerne les recettes, les pièces justificatives certifiées conformes doivent être jointes. Ainsi, pour la taxe pour frais de Chambre de Métiers, le montant total du produit, ainsi que les sommes venant en déduction tel que dégrèvement, non valeur, frais de confection et de recouvrement des rôles, sont déterminés par le directeur des contributions directes. Pour les autres recettes, un état des sommes perçues et toute pièce justificative devront être joints.

Enfin, il y aura lieu d'établir, le cas échéant, à l'appui des comptes et pour chacun d'eux :

1° un état de la situation des emprunts,

2° un état détaillé de l'emploi du capital des emprunts.

Tous ces documents remis à la Commission des Finances seront examinés soigneusement. La Commission des Finances devra établir un rapport et prendre une délibération attestant qu'il existe une parfaite concordance entre les chiffres portés au compte tant en recette qu'en dépense et ceux qui résultent des documents tels que livres de comptabilité, registres et carnets tenus au siège de la Chambre. Les membres de la Commission des Finances, seront appelés à signer une expédition du procès-verbal de cette réunion. Les comptes devront être approuvés à l'assemblée générale. Le président joindra un extrait certifié conforme attestant que le quorum (majorité plus 1 des membres en exercice) était rempli.

Après ratification par l'assemblée, les comptes doivent être adressés à l'administration. Doit être joint également le barème des frais de déplacement et de jetons de présence. Pour éviter les risques de perte, la circulaire ministérielle du 5 juin 1937 a prévu que deux doubles devraient être rédigés pour chaque

pièce. Ces doubles seront certifiés conformes par le préfet en présence du trésorier. L'une des deux copies sera conservée par le préfet, l'autre sera adressée au ministre du Travail avec toute note explicative et avec l'approbation du préfet.

A ce moment, le ministre du Travail se mettra en rapport avec le ministre de l'Enseignement technique et prendra une décision d'approbation conjointe. Dès que cette décision sera prise, la Chambre pourra remettre à son trésorier un double du compte de gestion certifié conforme et signé des membres de la Chambre, qui constitue une décharge de la gestion. Cette décharge doit être régulièrement timbrée. Comme on le voit, les règles de la comptabilité publique sont appliquées aux Chambres de Métiers sans que les comptes soient soumis au contrôle juridictionnel. Il n'y a lieu qu'à ratification de l'assemblée générale et approbation de l'autorité de tutelle.

§ 2. *Les dépenses des Chambres de Métiers*

1) *Dépenses ordinaires et permanentes.*

a) *Frais d'établissement, de recouvrement des rôles, dégrèvements et non valeur.* — Ces frais étaient normalement supportés par les Chambres de Métiers, puisque l'établissement des états matriciels leur incombait. Il est à prévoir qu'en application du décret du 2 mai 1938 qui a chargé les contrôleurs des contributions directes de l'assiette de la taxe pour frais de Chambre de Métiers, les dépenses afférant à ce titre seront profondément modifiées.

b) *Frais généraux d'administration.* — Dans ce paragraphe sont comprises toutes les dépenses qui peuvent être afférentes au personnel du secrétariat, aux frais de bureau, d'impression, et de publicité des comptes rendus, aux frais de bibliothèque, d'abonne-

ments divers, de chauffage, d'éclairage, de loyer, d'entretien des locaux et du mobilier, d'assurance, de jetons de présence et d'indemnités de déplacement alloués aux membres. Les délibérations fixant les bases de ceux-ci devront être soumises, à part, à l'approbation de l'administration.

c) *Allocations et subventions.* — Parmi celles-ci, on comprendra les allocations que les Chambres de Métiers attribueraient à des institutions présentant un réel intérêt au point de vue économique et social et susceptibles de favoriser le développement artisanal, et les dépenses et emplois des revenus provenant de dons et legs, conformément aux volontés des donateurs.

d) *Les services d'apprentissage.* — Les dépenses relatives à ces services doivent également figurer parmi les dépenses ordinaires. Elles prennent une importance de plus en plus considérable vu les attributions étendues des Chambres de Métiers en cette matière. Nous en citons les principaux chapitres : Orientation professionnelle, Services des registres et des contrats d'apprentissage, Inspection d'apprentissage, Cours professionnels, Examens de fin d'apprentissage, Examens de maîtrise.

e) *Les dépenses diverses et imprévues.* — Ce chapitre est un correctif au principe de la spécialité des crédits. Il évite de recourir à l'autorisation administrative pour des dépenses minimales. Toutefois, il doit rester dans des limites raisonnables.

2). *Dépenses extraordinaires (temporaires).*

Elles comprennent l'emploi du fond d'emprunts, les frais d'acquisition, de construction, de grosses réparations des immeubles, le service des emprunts contractés, l'emploi des subventions figurant aux recettes extraordinaires du capital et des dons et legs, et les versements au fonds de réserve ainsi que l'emploi d'un prélèvement autorisé au fonds de réserve.

3). *Les dépenses relatives au chômage.*

Ces dépenses doivent faire l'objet d'un budget spécial. Elles comprennent les allocations versées et les frais d'administration, de gestion et de contrôle.

4). *Le fonds de réserve.*

Un chapitre spécial contiendra la situation prévisionnelle du fonds de réserve. Le but de cette institution est donné à l'article 22 *in fine* de la loi du 26 juillet 1925 dans les termes suivants :

« Les Chambres de Métiers peuvent affecter tout ou une partie des excédents de recettes provenant de la gestion de leur service ordinaire à la constitution d'un fonds de réserve qui doit être mentionné à un chapitre spécial et ne doit, en aucun cas, être supérieur à la moitié de la totalité des ressources annuelles dudit budget ».

Figureront en recette à ce chapitre :

1) Le reliquat du fond de réserve de l'exercice précédent ;

2) Le reliquat de l'exercice précédent.

Ce fond étant destiné à faire face aux dépenses urgentes et imprévues de l'exercice en cours, il ne peut, en principe, porter aucune inscription au poste dépense, ni aucune affectation à une dépense spéciale.

Il doit être placé au Trésor qui alloue un intérêt de 1 %, mais ne peut être transformé en valeurs mobilières ni même en rentes sur l'Etat.

Pour s'en servir, il est nécessaire de se pourvoir d'une autorisation de l'administration de tutelle.

Toutefois, au cas où des versements auraient été effectués au fond de réserve, par mesure de prévoyance ou à l'aide de crédits mentionnés au budget, pour subvenir aux dépenses d'une opération qui n'aurait pas été effectuée par suite de son ajournement, la Chambre de Métiers pourrait inscrire, en vue de la réalisation de son projet, aux dépenses de budget du fonds

de réserve une somme déterminée, qui devrait alors figurer sous des articles spéciaux du chapitre des recettes et des dépenses extraordinaires avec l'indication de sa destination.

§ 3. *Les recettes*

Elles comprennent :

I. *Le reliquat de l'exercice précédent.*

L'article 1 mentionnera le reliquat éventuel de l'exercice précédent évalué aussi exactement que possible.

II. *Les recettes ordinaires.*

1) *La taxe pour frais de Chambre de Métiers.* — Les recettes ordinaires comprennent en premier lieu et en toute hypothèse, la taxe perçue pour frais de Chambre de Métiers. Celle-ci prévue par l'article 19 de la loi du 26 juillet 1925 se présentait sous forme d'une imposition additionnelle au principal de la patente. Le décret-loi du 2 mai 1938 a changé sa nature, elle devient une taxe uniforme de 10 fr. à laquelle peuvent s'ajouter en cas d'insuffisance, des décimes additionnels dans la limite de cinq. La nature et les caractéristiques de cette imposition seront étudiées par la suite.

2) *Les décimes additionnels pour la caisse de chômage.* — Lorsque la Chambre de Métiers a créé un service de chômage, elle peut voter pour l'alimenter des décimes additionnels spéciaux sans limitation de plafond. Il existait en vertu du décret du 8 août 1938 un rapport nécessaire entre le minimum de l'imposition pour fonctionnement de cette Caisse et le minimum d'imposition pour dépenses ordinaires, déterminé selon le nombre de centimes votés pour l'un et l'autre objet. Cette règle semble être abrogée indirectement dans le nouveau système des décimes additionnels.

3) *Règles spéciales concernant le vote des recettes provenant de la taxe pour frais de Chambres de Métiers.* — La loi du 26 juillet 1925 avait décidé dans son article 19 que les Chambres de Métiers ne pourraient délibérer au sujet de la taxe que si le nombre des membres présents était au moins égal aux trois quarts de celui des membres en exercice. Ce pourcentage trop élevé ayant soulevé des difficultés, notamment au début du fonctionnement de la Chambre de Métiers de la Seine, on s'efforça d'y remédier. Aussi, le décret du 8 août 1935 décida-t-il que la présence de deux tiers des membres en exercice serait suffisante. Cette disposition semble avoir été modifiée par le § 3 de l'article 345 tel qu'il résulte de l'article 19 du décret du 2 mai 1938 relatif à la production. Voici en effet le nouveau texte :

« Les Chambres de Métiers ne peuvent délibérer au sujet des décimes additionnels ordinaires ou spéciaux mis à leur disposition que si le nombre des membres présents est au moins égal aux deux tiers de celui des membres en exercice ». On est amené à en déduire à *contrario* que lorsque la Chambre des Métiers ne fait pas appel à des décimes additionnels ordinaires ou spéciaux et se contente de la taxe de 10 fr., le quorum ordinaire de validité des délibérations est suffisant.

4) *Recettes provenant de la taxe d'apprentissage.* — Les Chambres de Métiers peuvent recevoir des artisans-maîtres assujettis à la taxe d'apprentissage des versements qui jusqu'à concurrence d'un pourcentage fixé pourront être déduits des sommes recouvrées par les rôles établis pour cette contribution.

5) *Les subventions.* — L'article 20 de la loi du 26 juillet 1925 autorise les Chambres de Métiers à recevoir des subventions de l'Etat, des départements, des communes, des Chambres de commerce et autres établissements publics et des associations professionnelles. Ces subventions sont soumises aux règles ordi-

naires quant à leur acceptation. Nous devons pourtant examiner ici les règles particulières qui existent pour l'obtention de subventions spéciales.

a) Les subventions de l'Etat pour les Caisses de chômage. — Le décret-loi du 8 août 1935 a prévu que pour le fonctionnement des caisses de secours aux artisans sans travail, les Chambres de Métiers pouvaient recevoir des subventions de l'Etat dans les conditions fixées pour l'attribution des subventions aux Caisses syndicales et mutuelles constituées entre travailleurs indépendants. Le mode d'attribution en est fixé par le décret du 9 septembre 1905 modifié par le décret du 28 juillet 1932. En vertu de ces textes, le taux de la subvention de l'Etat allouée par semestre est fixé provisoirement d'après le rapport existant entre le nombre de journées de chômage indemnisées et le nombre de journées de travail susceptibles d'être effectuées à raison de 300 jours par membre et par an pour la totalité des adhérents de la même Caisse de secours avec les taux minima suivants :

60 % pour toute tranche inférieure à 10 % du nombre
de journées indemnisées par rapport au nom-
bre de journées de travail ;

70 % pour la tranche comprise entre 10 % et 20 %

80 % — — — 20 % et 30 %

90 % — — — supérieure à 30 %

Par conséquent, les Caisses créées par les Chambres de Métiers pourront recevoir des subventions de l'Etat dont le taux variera de 60 à 90 % du montant des secours qu'elles auront versés, d'après le rapport existant entre le nombre de journées de travail susceptibles d'être effectué par leurs ressortissants et celui qu'ils ont effectué. Signalons qu'en pratique le montant des subventions a été considérablement réduit depuis 1938, par suite de l'insuffisance des crédits inscrits au budget de l'Etat.

Le nombre des ressortissants est celui des artisans inscrits sur les états matriciels dressés antérieurement et qui ont effectivement contribué. Lorsque le nombre des assujettis n'est pas encore connu, il sera calculé d'après le nombre des artisans portés à l'état matriciel diminué de 5%. Cette proportion de 5% correspond approximativement à la quantité des dégrèvements et non-valeurs qui devront être accordés.

b) Subventions de l'Etat en matière d'apprentissage.— Des subventions peuvent être accordées aux Chambres de Métiers pour leurs œuvres d'apprentissage d'après les règles générales prévues par la loi du 25 juillet 1919 sur l'Enseignement technique dans les entreprises industrielles et commerciales. Il faut également mentionner un poste spécial de 200.000 fr. qui a été inscrit pour la première fois dans le budget de 1938 comme subvention devant faciliter l'application de la loi du 10 mars 1937.

Ces subventions seront accordées en fonction des réalisations effectives en matière d'apprentissage artisanal, tant pour l'installation que pour le fonctionnement des divers services.

Différentes règles d'attribution ont été fixées à ce sujet par une circulaire ministérielle du 20 mai 1938.

Tout d'abord le montant de la subvention susceptible d'être attribuée sera déterminé d'après le montant total des dépenses faites par la Chambre pour l'application de la loi.

Ensuite les subventions ne sont accordées que pour services faits et dépenses effectuées dans le cadre légal.

En outre, elles ne peuvent dépasser la moitié des dépenses réellement effectuées. Ne pourront entrer en ligne de compte les subventions versées par la Chambre de Métiers aux œuvres d'apprentissage.

Enfin, les subventions accordées pour une année ne sont pas acquises pour l'année suivante.

La circulaire indique en outre les diverses justifications à fournir.

6) *Les autres ressources ordinaires.* — Les ressources ordinaires peuvent comprendre éventuellement :

a) Le produit de la location d'une partie de l'immeuble que la Chambre de Métiers viendrait à acquérir pour y installer son siège permanent.

b) Les subventions annuelles votées en faveur des Chambres de Métiers par les administrations publiques, Chambres de commerce ou autres établissements publics ou organismes professionnels et qui n'auraient pas été comprises dans les chapitres précédents.

c) Les arrérages des valeurs acquises par dons et legs.

d) Les revenus des fonds disponibles placés normalement au Trésor et portant intérêt.

III. *Les recettes extraordinaires.*

1) *Les avances de l'Etat.* — Il a été nécessaire de prévoir que des avances pourraient être accordées pour mettre en marche des Caisses de chômage avant la rentrée de l'imposition destinée à en couvrir les dépenses. Elles proviennent des disponibilités du Fonds de dotation de l'artisanat. Elles sont accordées sans intérêt et devront être remboursées dans un délai de trois ans, l'amortissement pouvant se combiner avec l'attribution des subventions de l'Etat.

2) *Les dons et legs.* — L'article 20 de la loi du 26 juillet 1925 autorise les Chambres de Métiers à recevoir des dons et legs. Aucune règle spéciale de tutelle n'étant prévue, il faut appliquer les règles générales pour tous les établissements publics, posées par l'article 4 de la loi du 4 février 1904.

3) *Les emprunts.* — L'article 2 de la loi du 26 juillet 1925 prévoit que les Chambres de Métiers pourront contracter des emprunts.

a) *Formalités.* — Les délibérations de l'assemblée

générale décidant de cet emprunt doivent être approuvées par un décret rendu sur la proposition des ministres du Travail, de l'Instruction publique (sous-secrétariat de l'Enseignement technique).

b) But des emprunts. — L'article 21 décide que des emprunts pourront être contractés en vue de subvenir ou de concourir aux dépenses de bâtiments destinés à l'installation de services ou d'Ecoles de métiers.

La question s'est alors posée de savoir si les Chambres de Métiers pourraient emprunter pour couvrir des dépenses faites dans un autre but. La réponse de l'administration a été négative.

c) Remboursement. — C'est sur les ressources provenant de la taxe pour frais de Chambre de Métiers que les emprunts pourront être remboursés.

d) Réalisation. — A l'heure actuelle, quelques emprunts ont été effectués, notamment par la Chambre de Métiers d'Orléans.

Section IV

Attribution des Chambres de Métiers

Les attributions des Chambres de Métiers définies par l'article 17 de la loi du 26 juillet 1925 peuvent être classées sous trois grandes rubriques.

1) Les Chambres de Métiers ont pour but de sauvegarder les intérêts professionnels et économiques des métiers (§ 1).

2) Elles participent à l'apprentissage dans les conditions de la loi du 10 mars 1937 (§ 2, 3 et 4).

3) Elles ont des attributions que leur ont conférées des lois spéciales (§ 5).

La mise en œuvre de ces attributions est réalisée de la façon suivante :

§ 1. *Sauvegarde des intérêts professionnels
et économiques des métiers.*

1) *Les avis.* — « L'avis des Chambres de Métiers devra être demandé pour toutes les questions de perfectionnement, de relèvement et de développement des métiers et généralement pour toutes celles qui intéressent l'artisanat » (art. 17 de la loi du 26 juill. 1925).

2) *Les vœux.* — Le rôle des Chambres de Métiers n'est pas exclusivement passif, elles peuvent intervenir de leur propre initiative sur toutes les questions intéressant l'artisanat ou une ou plusieurs catégories de métiers. Cette possibilité de prendre l'initiative de vœux est plus importante que celle d'émettre des avis.

a) Auprès du Pouvoir législatif. — En prenant l'initiative, les Chambres de Métiers peuvent formuler elles-mêmes leur opinion lors de la discussion des textes législatifs intéressant de loin ou de près l'artisanat.

b) Auprès des Pouvoirs publics. — Les Chambres de Métiers peuvent aussi prendre l'initiative de vœux à présenter aux Pouvoirs publics pour les questions artisanales. Elles peuvent aussi intervenir auprès des différentes administrations en formulant les désirs artisanaux.

c) Normalement la mise en œuvre de ces attributions se fait conformément aux articles 14 et 15 de la loi du 27 juillet 1925. Ces articles prévoient que les Chambres de Métiers correspondent directement avec le ministre du Travail, le ministre de l'Instruction publique (secrétariat de l'Enseignement technique), le ministre du Commerce, etc... à qui elles transmettent leurs compte rendus. Pour les autres ministères et administrations publiques, il semble qu'elles doivent passer par l'intermédiaire des préfets. Exception doit être faite pourtant pour les questions intéressant les administrations publiques, de leur circonscription.

Les Chambres de Métiers correspondent entre elles. Elles peuvent se concerter en vue de poursuivre l'étude de la réalisation de projets à frais communs dans les limites de leurs attributions.

Elles peuvent provoquer, par l'entremise de leur président une entente sur des questions rentrant dans leurs attributions et ceci dans le cadre de l'assemblée des présidents de Chambres de Métiers.

§ 2. *Attributions en matière d'apprentissage dans les entreprises artisanales*

1) *Rôle des Chambres de Métiers.* — Les Chambres de Métiers doivent jouer un rôle prépondérant dans l'organisation de l'apprentissage dans les entreprises artisanales. L'article 17 de la loi du 26 juillet 1925 avait déjà prévu leur participation à l'apprentissage en décidant qu'une loi particulière interviendrait pour en régler les conditions. Cette loi est intervenue le 10 mars 1937. Piquenard (Code du travail annoté, p. 347).

Nous allons donc étudier ci-après comment cette loi a fixé cette participation. Elle est très importante, car les Chambres de Métiers possèdent en cette matière un pouvoir réglementaire, elles sont chargées de contrôler l'application des dispositions légales et réglementaires et enfin, elles peuvent ou doivent organiser les services qu'elles jugent nécessaires.

Cette compétence des Chambres de Métiers s'étend sur tous les ateliers artisanaux tels qu'ils sont définis par rapport aux Chambres de Métiers et dans lesquels l'apprentissage est pratiqué.

2) *Mise en application de la loi du 10 mars 1937.* — Pour mettre en application la loi du 10 mars 1937 sur l'apprentissage, une commission spéciale fut créée. Celle-ci composée des représentants des administrations intéressées et des délégués des organisations

ouvrières et artisanales élaboré une circulaire ministérielle (N° 200) destinée à fixer en détail les mesures d'exécution de la loi et à éclairer les Chambres de Métiers sur leur rôle en cette matière.

3) *Règlement d'apprentissage.* — La première obligation des Chambres de Métiers sera d'établir un Règlement d'apprentissage.

a) *Établissement du règlement* — La circulaire ministérielle N° 200 donne à ce sujet des instructions précises.

Procédure recommandée

- a) La Chambre de Métiers élabore un avant-projet.
- b) Cet avant-projet est adressé aux organisations syndicales artisanales ;
- c) Après réception des consultations de ces groupements, le projet définitif est établi ;
- d) Ce projet est adressé, en 3 exemplaires, au préfet, pour être soumis au Comité départemental de l'Enseignement technique ;
- e) Le préfet transmet le projet à la direction générale de l'Enseignement technique avec la consultation du Comité départemental de l'Enseignement technique ;
- f) Le règlement est approuvé par le sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique. L'approbation est notifiée au préfet qui la notifie à son tour à la Chambre de Métiers. Un exemplaire du règlement approuvé doit être conservé par le préfet. Un autre exemplaire doit être classé dans les archives de la Chambre de Métiers.

Pratiquement, un Règlement-type a été établi par la Commission spéciale. Il est calqué sur le règlement établi par la Chambre de Métiers de la Seine et qui a été approuvé pour la Seine après quelques retouches insignifiantes par le sous-secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique le 20 novembre 1937.

b) *Modification au règlement.* — Lorsqu'une Chambre de Métiers désirera apporter des modifications à son règlement primitif, elle devra employer la même procédure que celle observée pour l'établissement de ce règlement.

c) Contenu du Règlement d'apprentissage. — Le Règlement d'apprentissage doit déterminer, dans le cadre des lois en vigueur et compte tenu des usages et coutumes des métiers, les conditions, modalités et sanctions de l'apprentissage et du contrat d'apprentissage (art. 6 de la loi). Il peut également renfermer la durée minimum de la durée de l'apprentissage fixée après consultation des organisations syndicales de son ressort (art. 10).

Le règlement devant rester dans le cadre des lois ne peut pas, en principe, créer de nouvelles obligations aux parties. Il doit plutôt préciser et adapter à chaque profession les dispositions légales obligatoires et les principes posés par le législateur.

d) Nature juridique et valeur du règlement. — Le règlement d'apprentissage, légalement fait et dûment approuvé, a la valeur de tout règlement administratif. La constatation des violations est assurée par le soin des Chambres de Métiers qui transmettent les procès-verbaux à l'inspecteur départemental du Travail. Celui-ci doit en poursuivre la répression.

Les contraventions sont punies d'après l'article 7 de la loi du 10 mars 1937, par les peines de l'article 479 du Code pénal.

L'appréciation de la légalité du Règlement d'apprentissage appartiendra soit au juge administratif au cas où un recours, pour excès de pouvoir serait intenté, soit plus normalement, aux juridictions de répression devant lesquelles l'exception d'illégalité serait soulevée.

4) *Réglementation du nombre maximum d'apprentis pouvant être formés par un artisan.* — C'est à la Chambre de Métiers qu'il appartient de limiter le nombre d'apprentis. C'est pour elle une attribution facultative (art. 10 de la loi du 10 mars 1937). On pouvait se demander quel rapport existe entre cette limitation du nombre des apprentis et celle qui était fixée par

arrêté ministériel pris en exécution de la loi du 27 mars 1934 modifiant la loi du 26 juillet 1925, déterminant le nombre maximum de compagnons et d'apprentis, pouvant être employés dans une entreprise artisanale.

Nous savons que pour l'année 1939 les arrêtés ministériels pris en matière de définition du maître-artisan n'ont plus de valeur. La question se trouve donc tranchée aujourd'hui.

5) *Réglementation des capacités professionnelles requises pour former des apprentis.* — L'article 9 de la loi du 10 mars 1937 réserve le droit de former des apprentis aux personnes âgées de 24 ans, ayant acquis le titre de maître. Ce titre sera conféré par la Chambre de Métiers après un examen de capacité organisé par elle. Nous étudierons plus loin le titre de maître et l'organisation de l'examen qui y donnera droit. Il pourra y être suppléé par une autorisation conférée par l'administration préfectorale, après avis des Chambres de Métiers.

Le droit de former des apprentis peut être étendu également pour le titulaire du titre de maître dans une profession, à des métiers connexes de cette profession ou aux spécialités de métiers reconnues.

Pour permettre aux artisans de pouvoir répondre facilement et sans confusion aux conditions de capacité exigées, il est recommandé aux Chambres de Métiers de déterminer, après consultation des organisations syndicales intéressées les métiers connexes ou les spécialités de métiers dans lesquels les artisans pourront former des apprentis tout en ne possédant pas les qualités requises pour ce métier, mais seulement pour un métier connexe ou une famille de métiers (circulaire 200 de l'Enseignement technique).

Les décisions prises par les Chambres de Métiers seront publiées sous forme de tableau dont un modèle est annexé à la circulaire N° 200.

Rappelons toutefois que ces dispositions ne s'appliquent pas aux artisans installés le 14 mars 1937 et âgés de 24 ans.

§ 3. *Intervention des Chambres de Métiers dans les principales phases de l'apprentissage*

A. L'orientation professionnelle

1) *Textes applicables.* — Il fût tout d'abord question de l'orientation professionnelle dans des textes généraux, tels que la loi du 10 mars 1937 (art. 4 et 5) et le Règlement d'apprentissage type (art. 1). Puis un décret spécial du 22 février 1938, (*Journal officiel* du 6 mars 1938, Piquenard, Code du travail annoté, p. 350) a réglé les modalités administratives du règlement des offices prévus en cette matière par l'article 4 de la loi du 10 mars 1937. Par la suite, il faudra tenir compte également du décret du 24 mai 1938.

2) *Généralités.* — La grande innovation de la loi du 10 mars 1937, nous l'avons vu, a été d'avoir rendu obligatoire pour tout enfant désirant entrer en apprentissage artisanal, un examen d'orientation professionnelle. Son article 4 prévoit, en effet, que les jeunes gens, désireux de choisir un métier devront obligatoirement, avant d'entrer en apprentissage, subir un examen médical et psychotechnique, destiné à déceler leurs aptitudes et les contre-indications professionnelles. Cet examen devra être passé au service médical d'Orientation professionnelle de la Chambre de Métiers ou à un service désigné par elle.

Ce service est chargé, sur le vu des résultats de l'examen, de conseiller les futurs apprentis et de les orienter vers des métiers qui répondent à leurs aptitudes et à leurs goûts, en tenant compte des besoins du marché du travail.

Les Chambres de Métiers peuvent donc à leur conve-

nance créer un service d'orientation, ou désigner, pour en remplir le rôle, un service existant. Toutefois, les services ainsi désignés ou créés devront se soumettre pour leur création et leur fonctionnement, à certaines règles fixées dans le décret du 22 février 1938.

3) *Offices d'Orientation professionnelle créés par les Chambres de Métiers.* — *a. Création.* — Pour créer un office d'Orientation professionnelle, la Chambre de Métiers doit prendre en assemblée générale une décision comportant l'engagement d'assurer le fonctionnement de l'office pendant au moins six ans.

Cette délibération est soumise dans la huitaine à l'approbation du ministre chargé de l'Enseignement technique et du ministre du Travail (art. 1 du décret du 22 mars 1938).

b. Fonctionnement. — L'office créé devra pour fonctionner recevoir une autorisation spéciale accordée par les ministres du Travail et de l'Enseignement technique. Pour l'obtenir, la Chambre de Métiers présentera une demande qui devra comporter, en annexe, la nomenclature des appareils, instruments, documents, nécessaires à l'examen médical et psychotechnique ainsi qu'un exemplaire des monographies professionnelles des différents métiers artisanaux exercés dans le ressort de la Chambre de Métiers.

c. Administration. L'administration est assurée par un Conseil spécial présidé par le président de la Chambre de Métiers ou son délégué. En font partie : 1° cinq membres de droit avec voix délibérante : l'inspecteur d'Académie et l'inspecteur départemental d'Hygiène ou leurs délégués, un représentant de l'Office de placement désigné par le ministre du Travail, un inspecteur de l'Enseignement technique désigné par le préfet, 2° huit à douze membres de la Chambre de Métiers désignés par elle. Le Conseil d'administration comprend donc de quatorze à dix-huit membres. Il sera

régulièrement informé de la marche de l'Office. Le directeur lui rendra compte des opérations effectuées, et un exemplaire du procès-verbal des réunions sera adressé au ministre chargé de l'Enseignement technique. Ce conseil sera donc chargé de l'administration effective de l'Office et de la surveillance de son fonctionnement.

d. Régime financier. — Les dépenses occasionnées par le fonctionnement du Centre d'orientation professionnelle artisanale sont à la charge des Chambres de Métiers. Elles sont imputées sur leurs ressources ordinaires et figurent à leur budget où elles font l'objet d'un chapitre spécial. Toute la gestion financière appartient à l'assemblée générale de la Chambre de Métiers. Le contrôle de l'autorité de tutelle, et notamment du ministre de l'Enseignement technique, s'exerce sur elle comme sur toutes les autres mesures budgétaires des Chambres de Métiers.

e. Fonctionnement interne. — Nous y trouvons :

1° Le directeur de l'Office ou le conseiller d'Orientation professionnelle. — Ils constituent les rouages essentiels de l'Office. Leur nomination appartient au président de la Chambre de Métiers, mais elle doit être agréée par le ministre de l'Enseignement technique. Leur recrutement est soumis à certaines garanties.

Ils devront être Français, âgés de 25 ans accomplis, au moins, et justifier d'un des titres suivants :

— Diplôme de l'Institut national d'Orientation professionnelle, docteur en médecine ayant obtenu le certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut national d'Orientation professionnelle.

Les personnes ayant appartenu à l'enseignement public ou au cadre des inspecteurs du Travail pourront être choisies comme directeur ou conseiller d'Orientation professionnelle, à la condition de justifier du certificat de stage complet au cours complémentaire de l'Institut national d'Orientation professionnelle.

Les membres de l'enseignement public, les inspecteurs du Travail ayant effectué le même stage pourront être détachés dans ces emplois dans les conditions fixées par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions civiles, complétée par l'article 26 de la loi du 27 décembre 1923 et par l'article 15 de la loi du 14 avril 1924 (art. 5 et 6).

2° Le médecin attaché à l'Office. — Un médecin désigné par le préfet sur la proposition de l'inspecteur départemental d'Hygiène est obligatoirement attaché à l'Office (art. 3).

3° Le personnel. — Le personnel est nommé par le président de la Chambre de Métiers qui fixe ses attributions.

4° Des conditions spéciales s'appliquant à toute personne employée dans l'Office, à quelque titre que ce soit, sont exigées. — Ne pourront être employées : — les personnes qui ont subi une condamnation judiciaire pour crime de droit commun ou pour délit contraire à la probité et aux bonnes mœurs ;

— Les personnes qui ont été privées par jugement de tout ou partie des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal ou qui ont été déchues de la puissance paternelle ;

— Les personnes qui ont été frappées d'interdiction absolue d'enseigner.

f. Nature juridique des offices d'Orientation professionnelle. — Ils ne sont pas juridiquement parlant des « offices », car ils ne bénéficient aucunement, ni de l'autonomie financière, ni de la personnalité civile. Ils constituent plutôt un service de la Chambre de Métiers jouissant vis-à-vis d'elle d'une autonomie plus large que les autres services et soumis au contrôle plus étroit de l'administration supérieure.

g. Le certificat d'Orientation professionnelle. — L'examen d'orientation professionnelle doit révéler

les aptitudes et contre-indications professionnelles. Le résultat est consigné sur le certificat d'orientation professionnelle prévu à l'article 1^{er} du Règlement d'apprentissage-type. Ce certificat ne peut contenir d'autres indications que les aptitudes et contre-indications. L'employeur doit se faire présenter ce certificat au moment de l'embauchage, sinon, il pourrait être passible des peines prévues pour l'inobservation du Règlement d'apprentissage. Ces dispositions seront sujettes à modification à la suite du décret du 24 mai 1938.

4) *Les offices d'Orientation professionnelle désignés par les Chambres de Métiers.* — *a. Principes généraux.* — Lorsque les Chambres de Métiers n'ont pas les possibilités budgétaires suffisantes pour créer un office d'orientation professionnelle autonome, elles devront se rattacher à un office existant par ailleurs. Elles pourront s'entendre à cet effet avec les départements, communes, établissements publics, associations, sociétés, syndicats ou fédérations de syndicats ayant déjà institué un office. L'entente fixera les conditions dans lesquelles l'office fera subir aux jeunes gens désireux de choisir un métier artisanal, l'examen d'orientation professionnelle prévu par l'article 5 de la loi du 10 mars 1937 et l'article 10 du décret du 22 février 1938. Elle devra être approuvée par l'assemblée générale de la Chambre et soumise à l'approbation de l'administration de l'Enseignement technique.

b. Mise en fonctionnement. — Une nouvelle autorisation du ministre de l'Enseignement technique et du Travail est nécessaire pour que l'office puisse examiner les enfants se destinant à l'apprentissage dans une entreprise artisanale.

Naturellement, la demande d'autorisation devra contenir les pièces annexées pour les offices créés par les Chambres de Métiers.

c. Administration. — Le décret du 22 février 1938

ne prévoit pas les conditions d'administration de ces offices. Elles seront donc très diverses et dépendront de l'importance de la participation de la Chambre de Métiers dans le fonctionnement de ces organismes.

d. Régime financier. — Le décret précité ne le prévoit pas non plus. Il se traduira par des subventions plus ou moins importantes de la part des Chambres.

e. Fonctionnement interne. — L'article 11 du décret du 22 février 1938 étend les règles concernant les conditions de capacité et de recrutement des conseillers et directeurs des offices créés par les Chambres aux offices désignés par elles. Toutefois les procédures des nominations diffèrent, car elles seront particulières à chaque office.

5) *Règles diverses communes au fonctionnement des offices créés par les Chambres de Métiers et des offices désignés par elles.* — *a. Contrôle.* — Les offices d'Orientation professionnelle sont soumis au contrôle de l'inspection départementale de l'Enseignement technique, de l'inspection du Travail et de l'inspection départementale de l'Hygiène.

b. Secret professionnel. — Le directeur et le personnel des offices sont soumis au secret professionnel.

c. Fournitures de renseignements. — Les offices pourront demander des renseignements sur les élèves auprès des directeurs des Ecoles publiques.

d. Placement. — Les Chambres de Métiers seront tenues d'établir une fois par an au moins pour les offices départementaux de placement la liste des métiers ayant besoin d'apprentis.

B. Le placement

Il était naturel qu'après avoir examiné les futurs apprentis au point de vue de leur aptitude professionnelle, les Chambres de Métiers interviennent pour leur placement. Aussi, l'alinéa final de l'article 5 de la

loi du 10 mars 1937 prévoit que les Chambres pourront s'adjoindre un service de placement. Toutefois, aucun texte n'ayant jusqu'à présent précisé les conditions d'organisation et de fonctionnement de ces services, leur création sera donc essentiellement facultative et leur fonctionnement interne ne sera soumis à aucune règle spéciale.

Malgré tout, il semble que la Chambre de Métiers doive être dans bien des cas l'intermédiaire naturelle entre l'apprenti qu'elle a orienté et l'artisan-maître désireux de se conformer aux dispositions légales en ne recrutant comme apprentis que des enfants désignés par le centre d'Orientation professionnelle.

C. Le contrat d'apprentissage

1) *Pouvoirs des Chambres de Métiers.* — En cette matière, les attributions des Chambres de Métiers sont fixées d'une part par l'article 3 du livre I du Code du travail, d'autre part, par les articles 6 et 8 de la loi du 10 mars 1937. L'article 3 du livre I du Code du travail prévoit que le contrat d'apprentissage doit être établi d'après les règles prévues entre autres par les Chambres de Métiers. L'article 6 de la loi du 10 mars 1937 décide que les Chambres de Métiers doivent dans leur règlement déterminer les conditions, modalités et sanctions du contrat d'apprentissage. Aussi le Règlement d'apprentissage-type prévoit-il que les formulaires de ce contrat devront être acceptées par les Chambres de Métiers.

2) *Contenu du contrat d'apprentissage.* — Le contrat d'apprentissage contient les dispositions générales prévues par l'article 3 du livre I du Code du travail, à savoir l'état civil et domicile du patron, de l'apprenti et du représentant légal, la date et la durée du contrat, les conditions de prix et de rémunération, l'indication des cours, l'indemnité de rupture, l'obligation du livret

d'apprenti. En outre, il sera utile de préciser les heures de travail et de rappeler les dispositions concernant le Règlement d'apprentissage, les visites des inspecteurs et les examens de fin d'apprentissage.

3) *Inscription au Registre légal.* — L'article 8 de la loi du 10 août 1937 décide que les Chambres de Métiers reçoivent un exemplaire du contrat d'apprentissage qui sera porté sur le Registre d'apprentissage tenu par elles pour leur ressort. L'obligation de l'inscription sur ce registre constitue la pièce maîtresse des attributions des Chambres de Métiers en matière d'apprentissage. Elle permet, d'une part le contrôle de la régularité du contrat et d'autre part elle lui fournit le moyen de connaître les ateliers qui seront soumis à l'ensemble de la réglementation établie en cette matière (cours, inspection, examens).

La mise en œuvre de l'inscription au Registre légal d'apprentissage est faite par l'article 3 du Règlement-type. Cet article précise que le contrat doit être rédigé en quatre exemplaires. Le maître-artisan doit dans le délai de 8 jours de la passation du contrat remettre les quatre exemplaires à la Chambre de Métiers qui, après vérification, l'inscrit sur le Registre d'apprentissage et lui donne un numéro d'ordre qui est mentionné sur tous les exemplaires. La Chambre de Métiers fait ensuite le nécessaire pour lui faire acquérir date certaine. Celle-ci est conférée aux contrats sous seings privés d'après l'article 2 du Code du travail par l'enregistrement à la mairie. Cette disposition est reprise par une circulaire émanant de la Direction générale de l'Enseignement technique qui précise que les Chambres de Métiers enverront un exemplaire du contrat aux maires. Le maire lui conférera date certaine et retournera à la Chambre de Métiers un récépissé à la place du contrat qu'il fera parvenir au Conseil des prud'hommes. Dès que la Chambre de Métiers connaîtra la date cer-

taine, elle retournera les exemplaires du contrat aux parties, c'est-à-dire au représentant de l'enfant et au patron.

4) *Exécution du contrat.* — Le contrat conclu et enregistré doit être exécuté d'après les dispositions générales des lois en vigueur et les dispositions spéciales édictées par le Règlement. Ainsi, pour chaque profession, les règlements indiquent la durée de l'apprentissage, le programme des matières qui doivent être enseignées, les heures des cours que l'apprenti doit suivre sous la responsabilité du patron, les travaux qu'on ne peut le contraindre à exécuter, etc... Le contrôle de ces mesures est effectué par les inspecteurs d'apprentissage des Chambres de Métiers.

5) *Cas des enfants en apprentissage chez leurs parents.* — Pour ceux-ci, il n'y a pas lieu de faire de contrat. Ce contrat serait d'ailleurs nul puisque les contractants sont réunis dans la même personne. Aussi, l'article 2 de la loi du 28 mars 1928 prévoit-il en ce cas une déclaration d'apprentissage, obligatoire. Cette déclaration qui était pratiquement tombée en désuétude vient d'être remise en vigueur par le Règlement d'apprentissage-type. Son article 18 fait en effet connaître que l'apprentissage chez les parents est soumis aux mêmes dispositions que celui effectué chez un autre artisan-maître et contrôlé de la même façon. Une déclaration doit être remise au secrétariat de la Chambre de Métiers dans la huitaine de l'entrée en apprentissage. Elle tiendra lieu de contrat dans tous les cas où celui-ci est exigé à l'heure actuelle. En dehors de cette petite différence tenant au contrat, l'apprentissage des enfants chez leurs parents est soumis aux mêmes dispositions que chez une personne étrangère à la famille et notamment au contrôle des inspecteurs d'apprentissage (art. 18 du Règlement-type).

D. Les cours professionnels

1) *Intervention des Chambres de Métiers.* — L'obligation édictée par la loi de 1919 pour les apprentis de suivre les cours professionnels organisés dans la localité est à peu près inappliquée. Aussi, la loi du 10 mars 1937 a-t-elle eu pour objet en faisant intervenir les Chambres de Métiers, d'une part de faciliter la création des cours nécessaires et d'autre part de faire respecter plus strictement l'assiduité à ceux qui existent déjà.

2) *Facilités données pour la création des cours.* — Les Chambres de Métiers sont habilitées à créer dans les mêmes conditions que les Chambres de commerce, et après accord avec les organisations existantes, des cours professionnels et des Ecoles de Métiers. A cet effet, conformément à la procédure prévue pour les Chambres de commerce par l'article 14 de la loi du 8 avril 1889, une demande d'autorisation doit être adressée aux autorités compétentes à savoir pour les Chambres de Métiers, les ministres du Travail et de l'Enseignement technique. La demande d'autorisation sera accompagnée d'un double exemplaire des programmes proposés. La décision accordant l'autorisation portera également approbation du programme des cours, modifié le cas échéant sur la proposition du service de l'inspection générale de l'Enseignement technique. Aussi, grâce à l'intervention des Chambres de Métiers les cours existants pourront être multipliés. Toutefois, pour éviter le danger des doubles-emplois, la circulaire ministérielle n° 200 ne permet aux Chambres de Métiers d'instituer des cours que dans les cas suivants :

a) leurs ressources leur permettent de faire fonctionner les cours dont elles envisagent la création ;

b) il n'existe pas de cours professionnels dans la localité ;

c) les cours professionnels existant ne s'adressant pas aux professions artisanales, il aura été reconnu impossible, après pourparlers engagés avec les organisateurs de ces cours de les étendre aux professions ainsi visées.

Cependant, il ne semble pas qu'à l'heure actuelle, les Chambres de Métiers puissent utiliser fréquemment les cours existants, ceux-ci n'étant pas adaptés spécialement à la formation théorique complète d'un enfant qui au point de vue pratique est entièrement formé chez un artisan. Aussi, seront-elles normalement amenées à créer des cours professionnels à l'usage des apprentis employés dans les entreprises artisanales. En ce qui concerne les Ecoles de Métiers, la circulaire n° 200 prévoit leurs formalités de création en renvoyant aux articles 36 et suivants du décret du 12 juillet 1921 (Voir Code de l'Enseignement technique). Mais celles-ci étant d'essence contraire à l'apprentissage artisanal ne semblent pas devoir recueillir beaucoup de succès auprès des Chambres de Métiers.

3) *Mesures prises pour favoriser l'assiduité aux cours.*—

a. Mention des heures de cours au Règlement d'apprentissage. — Le Règlement-type d'apprentissage prévoit dans son article 14 que les Chambres de Métiers indiqueront les heures des cours. Cette précision sera une garantie contre l'ignorance derrière laquelle parents et patrons pouvaient se retrancher jusqu'à présent.

b. Existence du livret d'assiduité. — Tous les apprentis devront être en possession du livret d'assiduité où seront portées les absences. Ce livret leur est délivré par les Chambres de Métiers. Les patrons et représentants légaux devront le signer tous les mois et l'inspecteur d'apprentissage lors de chaque visite. Si l'assiduité de l'apprenti est insuffisante et s'il n'a pas assisté à deux tiers au moins du total des heures de cours obligatoires dans la localité, la Chambre de Métiers

peut ajourner son admission à l'examen de fin d'apprentissage.

c. Obligation de suivre les cours dans une localité voisine. — Enfin, la Chambre de Métiers peut imposer dans certains cas la fréquentation de cours tenus dans une localité avoisinante. En effet elle peut déterminer, après consultation des organisations artisanales intéressées, les cours professionnels dont la fréquentation est obligatoire pour les apprentis travaillant dans une localité avoisinante. Toutefois, pour permettre aux enfants de s'y rendre, elle devra dans ce cas rembourser les frais de transport sur la foi du livret d'assiduité si le représentant légal de l'apprenti justifie qu'il ne peut supporter cette dépense.

E. Encouragement aux apprentis et aux maîtres d'apprentissage

L'apprentissage tel qu'il est exigé par la loi du 10 mars 1937 et par le Règlement d'apprentissage est une lourde charge pour le patron. Aussi, l'article 15 de la loi du 10 mars 1937 a-t-il autorisé les Chambres de Métiers à accorder des primes d'apprentissage aux maîtres méritants. Des encouragements aux apprentis ont également été prévus par l'article 15 de la loi du 10 mars 1937. En exécution de cette disposition, les Chambres de Métiers peuvent accorder des bourses d'apprentissage.

Sur ces bourses dont le bénéfice revient en réalité aux parents de l'enfant, un encouragement spécial est prévu pour l'apprenti par le Règlement-type. Une partie de la somme doit être détachée pour former un pécule à son profit. Cette somme ne lui sera remise qu'après expiration du temps d'apprentissage et seulement en cas de succès à l'examen de fin d'apprentissage. Sinon, le pécule est remis au fonds de bourses de la Chambre de Métiers. Il n'y a d'ailleurs aucun droit né sur la tête de l'enfant avant que ces conditions

soient remplies, d'autre part, la remise de cette somme pourra être un stimulant puissant et pousser les apprentis à se soumettre plus nombreux aux épreuves des examens de fin d'apprentissage.

D'une façon générale, les bourses et primes constituent des encouragements réservés aux apprentis et aux maîtres particulièrement méritants. La Chambre de Métiers pourra donc exiger dans ses règlements des conditions plus strictes que celles d'un apprentissage ordinaire. Pour les apprécier, un examen pourra être demandé.

F. L'Inspection d'apprentissage

1) *Pouvoirs des Chambres de Métiers.* — Les Chambres de Métiers sont chargées de suivre pas à pas l'exécution de l'apprentissage en instituant un service d'Inspection d'apprentissage. Ces inspecteurs, conformément à l'article 7 de la loi du 10 mars 1937 sont chargés de surveiller l'application des lois et règlements d'apprentissage dans les ateliers artisanaux et de veiller à la formation des apprentis.

Ces principes posés par l'article 7 de la loi du 10 mars 1937 ont été appliqués dans la circulaire ministérielle n° 200. Celle-ci a prévu au surplus l'existence de règlements intérieurs du corps d'apprentissage. Ces règlements, après avoir été adoptés par les Chambres de Métiers doivent être soumis à l'approbation de l'administration de l'Enseignement technique qui en règlera les conditions pratiques de fonctionnement. Ils comprendront au moins :

a) Le nombre des inspecteurs, leurs attributions et leurs circonscriptions respectives ; b) la rémunération envisagée pour chacun d'eux ou la fixation des frais et indemnités de déplacement auxquels ils pourront prétendre ; c) les conditions dans lesquelles ils devront remplir leur mission ; d) les conditions de recrutement ; e) la durée de leur fonction.

Nous reproduirons, par la suite, à titre documentaire, les indications fournies sur ces différents sujets par le règlement des inspecteurs de la Chambre de Métiers de la Seine, règlement accepté par l'administration.

2) *Conditions requises pour être inspecteur.* — Pour remplir la mission qui lui est confiée, l'inspecteur d'apprentissage doit posséder deux qualités essentielles : 1° connaître les lois relatives à l'artisanat, les lois relatives à l'apprentissage et avoir des notions sur le Code du travail ; 2° connaître les métiers.

3) *Différentes sortes d'inspecteurs d'apprentissage.* — Pour obtenir plus facilement la juxtaposition de cette double science juridique et technique, la circulaire ministérielle n° 200 suggère la création d'un corps d'inspection comprenant 2 catégories d'inspecteurs :

1. les inspecteurs connaissant la loi et chargés de son application ; 2. les inspecteurs connaissant les métiers et capables de se rendre compte de la bonne marche de l'apprentissage.

Les visites seraient faites conjointement par un inspecteur chargé de l'application de la loi et par un inspecteur connaissant le métier.

Il en résulte que les inspecteurs de la première catégorie seront peu nombreux alors que ceux de la deuxième catégorie, devant être spécialisés pour le métier inspecté ou un métier connexe, seront nombreux.

I. — *Inspecteurs chargés de l'application de la loi.* — Recrutement. — Ils doivent être Français et âgés de 30 ans au moins et de 50 ans au plus lors de leur nomination.

Un examen probatoire pourra être imposé aux candidats ; il sera passé devant un jury présidé par un inspecteur de l'Enseignement technique.

Nomination. — Les candidats ayant passé l'examen probatoire sont proposés par la Chambre de Métiers après avis des organisations artisanales au

ministre chargé de l'Enseignement technique. Le ministre procédera à leur nomination et établira un mandat au nom de chacun.

Attributions. — Les inspecteurs se verront, en principe, attribuer une circonscription territoriale dans laquelle ils visiteront toute entreprise artisanale occupant des apprentis et ils veilleront comme leur nom l'indique à l'application de la loi et des règlements dans ces entreprises.

Rémunération. — La circulaire ministérielle préconise pour eux un traitement fixe vu qu'ils seront attachés d'une façon quasi-permanente à la Chambre de Métiers.

II. *Inspecteurs experts.* — Recrutement. — Ces inspecteurs doivent être Français et choisis parmi les artisans-maîtres et artisans-compagnons, ou anciens artisans-maîtres et anciens artisans-compagnons, être âgés de 30 ans au moins, de 50 ans au plus au moment de leur nomination et résider dans le ressort de la Chambre de Métiers.

La Chambre de Métiers de la Seine prévoit en outre que ces inspecteurs devront être titulaires du brevet de maîtrise.

Nomination. — Les candidats remplissant les conditions requises et ayant passé l'examen probatoire sont, comme les autres inspecteurs, proposés par la Chambre de Métiers et nommés par le ministre de l'Enseignement technique qui établira pour chacun son mandat.

Attributions. — Ils visiteront les ateliers dans lesquels est exercé le métier se rattachant à leur compétence. Ils s'informeront sur la formation professionnelle, l'emploi et la tenue de l'apprenti.

Rémunération. — Ils toucheront des indemnités couvrant les frais de déplacement et le manque à gagner.

III. *Dispositions communes aux deux catégories d'inspecteurs.* — Durée du mandat. — Elle est prévue pour six années et peut être renouvelée après agrément de la Chambre de Métiers.

Discipline. — Un conseil de discipline fonctionnera ayant pour mission de connaître toutes les réclamations formulées.

Fonctions et moyens d'action. — Ils visiteront au moins tous les trois mois pendant la durée du travail les ateliers, entreprises et chantiers ressortissants de la Chambre. Ils signeront le livret d'assiduité et constateront les infractions aux lois et règlements d'apprentissage par la rédaction de procès-verbaux (circulaire n° 200).

Ces procès-verbaux seront transmis par la Chambre de Métiers aux inspecteurs du Travail et seront poursuivis à la diligence de ces derniers.

G. Examens sanctionnant l'apprentissage

1) *Examens en cours d'apprentissage.* — Le Règlement d'apprentissage type prévoit à la fin de chaque année des examens de passage. Ils doivent avoir lieu à l'atelier artisanal et porter sur le cycle professionnel imposé. Des observations seront faites au maître et à l'apprenti. Il est prévu que la rémunération annuelle dépendra des résultats. Les précisions sur les modalités de ces examens ne sont pas encore élaborées. Mais il faut penser que ce seront les inspecteurs d'apprentissage qui les feront passer.

2) *Examens de fin d'apprentissage.* — a) Sens de cet examen. — Cet examen s'adresse aux apprentis ayant terminé leur apprentissage dans une entreprise artisanale. Il est prévu dans l'article 11 du livre I du Code du travail et dans l'article 11 de la loi du 10 mars 1937. Il doit fournir la preuve que l'apprenti possède les capacités requises pour exercer son métier comme

compagnon, tant au point de vue de l'habileté manuelle qu'au point de vue des connaissances théoriques exigées dans la profession.

b) Organisation de cet examen. — C'est la Chambre de Métiers qui est chargée d'organiser l'examen de fin d'apprentissage pour les apprentis de son ressort (art. 11 de la loi du 10 mars 1937).

A cet effet, elle élabore un règlement général qui détermine le fonctionnement des commissions d'examen en tenant compte de la composition fixée dans la loi et établit la procédure d'examen, le montant des droits d'inscription.

Ce règlement comprendra en annexe les programmes d'examens établis par les Chambres de Métiers, après avis des organisations artisanales. Dès qu'il est établi, il est adressé pour avis à ces organisations, puis il en est envoyé 3 exemplaires, par l'intermédiaire du préfet, au ministre chargé de l'Enseignement technique, qui l'examine et l'approuve. Après approbation, un exemplaire du règlement est conservé à l'administration centrale, un deuxième reste dans les archives des préfectures, et le troisième revient à la Chambre de Métiers qui peut le faire imprimer.

Toutes les modifications à ce règlement doivent être soumises à la même procédure.

c) Composition des Commissions d'examen. — Les Commissions d'examen sont nommées par la Chambre de Métiers. Elles devront comprendre obligatoirement un président, un nombre pair d'assesseurs dont la moitié seront des maîtres, l'autre moitié des compagnons, et un professeur de l'Enseignement technique. Pour la désignation de ce dernier, les Chambres de Métiers devront se mettre en rapport avec le ou les directeurs des écoles publiques d'enseignement technique de leur ressort (circulaire n° 200).

Les assesseurs seront nommés sur une liste de candi-

dates présentés par les organisations professionnelles artisanales et les organisations ouvrières.

d) Procédure d'examen. — Le règlement fixera les conditions d'inscription des apprentis avec l'énumération des pièces à fournir, en particulier : 1° le certificat délivré par le maître constatant l'exécution du contrat d'apprentissage (art. 10 du livre premier, titre I, chapitre premier du Code du travail) et pour ceux des apprentis qui ont suivi des cours professionnels, le livret d'assiduité prévu à l'article 12 de la loi du 10 mars 1937 (ce qui permettra à la Chambre de Métiers de sanctionner éventuellement les absences de l'apprenti par un ajournement de sa candidature); 2° le montant des droits d'inscription exigés. Il conviendrait d'envisager le cas des apprentis nécessiteux et de prévoir en leur faveur soit une réduction des droits, soit même leur remise totale.

Le règlement déterminera les dates des sessions de ces examens, celles des inscriptions et des convocations.

Enfin, il précisera les épreuves pratiques, théoriques et orales et pour chacune de ces épreuves, le temps alloué aux candidats et le coefficient qui leur est affecté.

Il renfermera en annexe et généralement publiés dans des fascicules séparés, les programmes d'enseignement qui serviront de base au choix des épreuves.

e) Les candidats ayant satisfait aux épreuves de cet examen obtiendront un diplôme appelé par l'alinéa 5 de l'article 11, le certificat de compagnon. Cette dénomination est défectueuse du fait que l'apprenti ayant terminé son apprentissage n'est pas un compagnon. Aussi une circulaire du 5 déc. 1938 prévoit-elle que le certificat de compagnon ne sera délivré qu'après deux années de pratique professionnelle consécutives à l'examen de fin d'apprentissage, ce dernier donnant lieu simplement à la remise d'une attestation faisant

connaître que l'apprenti a passé avec succès l'examen de fin d'apprentissage. Ces diplômes sont exempts de timbre et d'enregistrement et seront fournis par l'Enseignement technique.

f) Equivalence. — A cet examen de fin d'apprentissage dans les entreprises artisanales seront assimilés d'autres certificats et brevets. L'autorisation compétente pour établir ces équivalences est le ministre de l'Enseignement technique. La liste ainsi dressée sera envoyée à la Chambre de Métiers. Par arrêté en date du 14 mai 1938, le certificat d'aptitude professionnelle, le brevet professionnel, le brevet d'enseignement industriel, le brevet d'enseignement commercial, le brevet d'enseignement hôtelier, ont été déclarés équivalents au certificat de fin d'apprentissage décerné par la Chambre de Métiers.

g) Rapport de l'examen de fin d'apprentissage et du certificat d'aptitude professionnelle. — L'organisation des deux examens est poursuivie parallèlement, aussi, nombreux sont ceux qui les confondent. Il faut donc très nettement poser la distinction qui existe dans les textes législatifs et se demander de quelle façon le rapprochement pourra s'opérer. Le C.A.P. contrairement à l'examen de fin d'apprentissage prévu par l'article 11 *a* du livre I du Code du travail et par l'article 11 de la loi du 10 mars 1937 a été institué par les articles 47 et 48 de la loi du 25 juillet 1919. Il met fin à l'obligation de suivre les cours professionnels alors que l'examen de fin d'apprentissage artisanal qui a lieu à fin d'un tel apprentissage met fin à l'apprentissage artisanal et correspond en cela à l'article 11 du livre I du Code du travail.

On ne peut se présenter au C.A.P. qu'après 3 ans d'assiduité aux cours professionnels, par contre, on peut se présenter à l'examen de fin d'apprentissage à l'expiration de l'apprentissage, la durée de celui-ci

variant de 2 à 4 ans, ce sera selon les cas, soit avant, soit après, soit en même temps.

Le C.A.P. est organisé en principe par les commissions locales professionnelles et, grâce au concours des Chambres syndicales professionnelles, le certificat de fin d'apprentissage artisanal l'est par la Chambre de Métiers. On doit ajouter enfin que le C.A.P. est ouvert non seulement aux enfants en apprentissage artisanal, mais à tous ceux qui sont en apprentissage et même à ceux qui ont terminé des cours dans les Ecoles de métiers.

h) Rapport avec l'examen prévu à l'article 11 *a* du livre I du Code du travail. — Donnons également les points de rapprochement et de dissemblance existant entre l'examen de fin d'apprentissage artisanal et l'examen de l'article 11 *a* du livre I du Code du travail. A vrai dire, le premier est un examen de fin d'apprentissage au sens de l'article 11 *a* du livre I du Code du travail, c'est ce que décide formellement l'article 11 de la loi du 10 mars 1937. La différence consiste dans le fait que l'organisation de l'examen de fin d'apprentissage pour les apprentis occupés dans une entreprise artisanale est organisée par la Chambre de Métiers, alors que pour l'examen de l'article 11 *a* ce sont les Commissions locales professionnelles et le Comité départemental de l'Enseignement technique qui sont compétents.

H. Perfectionnement professionnel

1) *Rôle général des Chambres de Métiers.* — La mission des Chambres de Métiers n'est pas terminée à l'expiration de l'apprentissage, car elles peuvent suivre les apprentis, et prendre toute mesure susceptible de favoriser la formation professionnelle technique et artistique des compagnons et maîtres. A cet effet, elles créeront des cours de perfectionnement, des bibliothèques

ques, elles faciliteront les tours de France ou les échanges internationaux. Les efforts pourront être sanctionnés par des examens, des diplômes, des distinctions. L'organisation de l'un d'eux est formellement prévue par la loi. C'est l'examen de maîtrise.

Signalons en passant que pour les artisans ruraux, il existe déjà des cours de perfectionnement dans des écoles pratiques, sous le contrôle de la direction de l'Enseignement technique, et qu'ils peuvent obtenir des remboursements des frais de déplacements.

2) *L'examen de maîtrise.* — L'organisation en est prévue à l'article 16 de la loi du 10 mars 1937.

a) But de cet examen. — Cet examen doit permettre au candidat de faire la preuve qu'il a la pleine possession de son métier, tant au point de vue pratique que théorique et qu'il est capable de former des apprentis. L'article 9 de la loi du 10 mars 1937 réserve en effet le droit de former des apprentis aux personnes âgées de 24 ans, ayant acquis le titre de maître.

b) Organisation de cet examen. — L'organisation de l'examen de maîtrise appartient à la Chambre de Métiers qui en détermine les conditions de fonctionnement dans un règlement spécial. Le projet de règlement arrêté par les Chambres de Métiers est soumis pour avis aux organisations artisanales. Puis il est adressé au préfet qui après consultation du Comité départemental de l'Enseignement technique le transmet au ministre chargé de l'Enseignement technique. Après approbation, un exemplaire du règlement est conservé par l'administration centrale, un deuxième exemplaire reste entre les mains du préfet, le troisième fera retour à la Chambre de Métiers qui pourra en assurer la publication.

Les modifications devront être approuvées suivant la même procédure. Le règlement fixera la composition et le fonctionnement des commissions d'examen et déterminera les modalités de celui-ci.

1° Les Commissions d'examen. — Leur composition n'est pas fixée par la loi, mais doit être déterminée par les Chambres de Métiers. Toutefois, la circulaire n° 200 prévoit une composition type analogue à celle existant pour le certificat de compagnon et comprenant : un président, un vice-président, quatre artisans-maîtres, ou deux artisans-maîtres et deux artisans-compagnons possédant le brevet de maîtrise, deux professeurs des écoles publiques d'enseignement.

Les modalités de fonctionnement de ces commissions, la durée de leur mandat, l'organisation des épreuves, les incompatibilités ne permettant pas d'en faire partie, figurent également dans le règlement.

2° Les modalités d'examen. — Le règlement fixera les conditions d'inscription, le montant des droits à acquitter, l'âge minimum exigé, les diplômes et certificats à produire.

Le règlement contiendra également les programmes des épreuves et les matières sur lesquelles auront lieu les examens.

3° Les diplômes fournis par l'Enseignement technique seront délivrés par les Commissions d'examen.

4° Equivalences. — L'article 9 de la loi du 10 mars 1937 dispose que le droit de former des apprentis appartiendra également aux anciens élèves ayant satisfait aux examens de sortie des écoles désignées par le ministre chargé de l'Enseignement technique. Les équivalences seront donc peu nombreuses et notamment ne s'étendront pas au brevet professionnel.

5) Les rapports du brevet de maîtrise avec le brevet professionnel. — Sens des deux examens. — Le brevet professionnel a été créé, par le décret du 1^{er} mars 1931. Ces brevets sont institués sur la proposition du Comité départemental de l'Enseignement technique et doivent sanctionner les capacités pratiques et théoriques de l'ouvrier ou de l'employé (art. 1^{er} du

décret précité). On voit donc que le but n'est déjà pas identique et que le brevet de maîtrise paraît se situer à un échelon plus élevé, puisqu'il doit d'une part attester la maîtrise du candidat dans la profession et d'autre part affirmer que le titulaire peut enseigner le métier à un apprenti.

Jury. — Il est évident que les jurys des deux examens n'ont pas la même composition et sont désignés par des autorités différentes. Pour le brevet professionnel, c'est le préfet qui le désigne sur la proposition d'un inspecteur d'enseignement technique, président du jury. Ils comprennent des membres appartenant au commerce et à l'industrie et sont choisis de préférence dans les conseils de perfectionnement des écoles publiques ou des commissions locales professionnelles.

Conditions requises. — Les conditions requises pour se présenter apparaissent aussi moins sévères pour le brevet professionnel que pour le brevet de maîtrise.

En effet, pour obtenir le brevet professionnel, il suffira d'avoir suivi les cours professionnels pendant deux ans après l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle, ou même lorsque des cours de perfectionnement n'existeront pas, il suffira d'exercer la profession depuis deux ans. Enfin, des personnes non titulaires du C.A.P. et âgées de plus de 18 ans pourront être autorisées à se présenter au brevet professionnel.

Ces conditions, on le voit, diffèrent de celles de l'examen de maîtrise dans lequel le certificat de compagnon est toujours obligatoire, où l'âge requis est de 24 ans et où le temps minimum d'exercice de la profession est de cinq ans.

Programmes. — Les différences de programmes ne sauraient être envisagées ici en détail. Il suffira de signaler que le brevet de maîtrise organisé plus spécialement pour l'artisan exigera évidemment des connaissances plus précises des droits et devoirs des artisans,

ainsi que des connaissances de droit artisanal, fiscal, social et commercial. Il s'agira en effet de donner au maître tous les éléments nécessaires pour être plus qu'un ouvrier qualifié, un véritable chef d'entreprise.

Equivalences. — C'est d'ailleurs ce qui explique que le brevet professionnel n'est pas l'équivalent du brevet de maîtrise. En effet, un arrêté du 14 mai 1938 a accordé l'équivalence du brevet de maîtrise : 1° aux anciens élèves diplômés des Ecoles nationales professionnelles justifiant de deux années de stage dans la profession ; 2° aux anciens élèves des Ecoles nationales d'Arts et Métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de ces établissements. Le diplôme de l'Ecole centrale des Arts et Manufacture n'est pas équivalent.

Rappelons enfin qu'en application de l'article 9 de la loi du 10 mars 1937, le droit de former des apprentis peut également être conféré par l'autorité préfectorale après avis des Chambres de Métiers et de l'organisation professionnelle compétente.

§ 4. *Attributions consultatives en matière d'apprentissage*

En matière d'apprentissage, les Chambres de Métiers, outre le rôle d'organisation et de création de services étudiés jusqu'à présent, ont des attributions consultatives spécialement précisées.

Tout d'abord, l'article 13 de la loi du 10 mars 1937 leur donne la mission de renseigner les pouvoirs publics et de leur donner leur avis sur toutes les questions concernant l'apprentissage et la formation professionnelle des métiers.

Elles manifestent cet avis par leur représentation dans les conseils d'apprentissage, notamment dans les Commissions locales professionnelles et au Comité départemental de l'Enseignement technique.

§ 5. *Attributions spéciales des Chambres de Métiers.*

En dehors de leurs attributions générales, les Chambres de Métiers ont reçu de certaines dispositions légales des attributions spéciales qui seront groupées sous ce titre.

1) *Surveillance du Registre des métiers et délivrance du Certificat artisanal* pour l'inscription au Registre des Métiers (Voir p. 55 et p. 58).

2) *Création d'une Caisse de chômage.* — Le décret-loi du 8 août 1935, étudié plus haut, a prévu que les Chambres de Métiers pourront créer des caisses de secours aux artisans complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence. Il s'agit là d'une attribution facultative, l'appréciation de l'opportunité d'une telle création appartenant exclusivement à la Chambre de Métiers intéressée.

3) *Protection de l'artisanat de la chaussure* (Voir, p. 228).

4) *Protection des artisans français contre la concurrence des artisans étrangers.* — L'application du décret du 8 août 1935 sur la protection des artisans français contre la concurrence des artisans étrangers a prévu l'intervention des Chambres de Métiers à deux reprises différentes. Elles interviendront d'abord pour la délivrance de la carte créée en faveur des artisans, puis pour la limitation du pourcentage d'artisans étrangers autorisés à s'installer dans leur ressort (Voir pour le détail, p. 188 et p. 195).

5) *Avis sur la qualité artisanale d'une entreprise lorsque celle-ci est contrôlée pour l'imposition à la taxe pour frais de Chambre de Métiers.*

6) *Publicité en matière d'adjudication* pour l'application de la loi du 17 janvier 1935 (Voir arrêté du 17 septembre 1938, p. 215).

Section V

Etude des principales ressources des Chambres de Métiers

§ 1. *Taxe pour frais de Chambre de Métiers*

1) Historique et caractéristiques de cette taxe.

L'article 19 de la loi du 26 juillet 1925 portant création des Chambres de Métiers a prévu des ressources ordinaires, permettant aux organismes ainsi établis de vivre, en instituant la taxe pour frais de Chambres de Métiers. Cette taxe revêtait la forme de centimes additionnels à la patente avec toutefois fixation d'un minimum d'imposition pour tous les artisans, quelle que soit leur situation par rapport à cet impôt. Ces textes légaux incorporés dans le Code général des contributions directes y ont pris place sous les nos 345 à 348. Ils ont été modifiés par le décret du 2 mai 1938 sur la production de la façon suivante :

« Il est pourvu aux dépenses ordinaires des Chambres de Métiers au moyen d'une taxe annuelle de 10 fr. acquittée par les maîtres artisans ressortissants à la Chambre de Métiers ». Le nouveau texte désolidarise donc la taxe de la patente et crée ainsi une imposition autonome.

Détermination des contribuables. — Comme nous venons de le voir, la taxe pour frais de Chambre de Métiers est due par tous les artisans-maîtres définis par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 modifiée par le décret-loi du 2 mai 1938. Nous avons suffisamment analysé cette définition pour qu'il soit inutile d'y revenir ici. En dehors des artisans-maîtres, il n'existe pas de contribuables assujettis. Le contentieux de la définition du contribuable sera donc le même que pour la définition de l'artisan-maître.

2) *Etablissement et confection des matrices et du rôle.*

Sous le régime antérieur au décret-loi du 2 mai 1938, l'établissement des matrices appartenait aux Chambres de Métiers. A l'avenir, elles seront établies par les contrôleurs des Contributions directes (art. 346 du Code général modifié par l'art. 30 du décret-loi du 2 mai 1938) et les taxes pour frais de Chambre de Métiers seront incorporées dans les rôles généraux. Toutefois les Chambres de Métiers fourniront aux contrôleurs tous renseignements qui pourraient leur être utiles ainsi que les états matriciels des années précédentes s'ils existent.

3) *Liquidation de l'impôt.*

a) *Lieu.* — La taxe pour frais de Chambre de Métiers étant un impôt sur l'exercice d'une profession est perçue normalement au lieu de la situation de l'établissement professionnel de l'artisan.

b) *Date.* — Lorsque la taxe pour frais de Chambres de Métiers était une imposition additionnelle à la patente, elle était due pour toute l'année du moment que le contribuable exerçait sa profession au 1^{er} janvier de l'année visée.

Cette règle subsiste-t-elle ? On peut le présumer puisque, comme nous le verrons plus loin, les règles concernant les cessions d'établissements en matière de patente sont applicables. En conséquence, pour les contribuables qui entreprennent en cours d'année l'exercice d'une profession sujette à cette taxe, il n'y a pas lieu à assujettissement pour l'année déjà commencée, mais simplement pour celle commençant le 1^{er} janvier suivant.

c) *Mutation et transfert.* — D'autre part, les règles qui concernent les mutations et transferts de cote de la contribution des patentes sont applicables. C'est ce qui résulte expressément de l'article 30 du décret-loi du 2 mai 1938.

Comment ces règles peuvent-elles être appliquées à la taxe pour frais de Chambres de Métiers ?

1° Cession d'établissement. — Dans ce cas, le cédant peut demander le transfert de la taxe au cessionnaire. Ce transfert peut également être proposé par le contrôleur des Contributions directes sur un état spécial suivant la procédure prévue à l'article 290 du Code général des Contributions directes.

Par qui sera due alors l'imposition ? La partagera-t-on au prorata du temps passé respectivement dans l'établissement par le cédant et le cessionnaire ? Aucun élément ne permet jusqu'à présent de répondre à cette question.

2° Fermeture d'établissement. — Par suite de décès, de liquidation judiciaire ou de faillite ou pour cause d'expropriation ou d'expulsion.

La taxe ne sera due que pour le passé et le mois courant. Le surplus peut être dégrevé par voie de réclamation. Lorsque la fermeture n'est pas due à une des causes précitées, la taxe est due pour l'année entière.

4) *Taux de l'imposition.* — Lorsque la taxe pour frais de Chambres de Métiers était établie sous forme de centimes additionnels à la patente, il appartenait à l'assemblée générale de la Chambre de Métiers d'en fixer le montant sans toutefois qu'elle puisse dépasser 10 centimes. De même lorsque le produit ne donnait pas 10 fr., cette somme était due par l'artisan. A l'heure actuelle, le taux de la taxe est fixé à 10 fr. par an. Toutefois, en cas d'insuffisance des recettes, des décimes additionnels peuvent être votés jusqu'à concurrence de 5 au maximum.

L'imposition ordinaire ne peut donc pas dépasser un total de 15 fr. par artisan.

La modification apportée soulève des difficultés d'ordre divers. Quelle est actuellement la nature juridique de la somme demandée. Reste-t-elle en tout état de cause un minimum dû. La question se pose surtout en cas de transfert des droits pour cession et de dégreèvement pour fermeture forcée lorsqu'il y a lieu d'ap-

plier les articles 389-391 du Code. En cas de fermeture forcée notamment, procédera-t-on à un dégrèvement proportionnel de la taxe de 10 fr. Il semble qu'on pourrait le soutenir avec quelque chance devant les tribunaux appelés à se prononcer, la législation actuelle ne qualifiant plus la somme de 10 fr. de somme minimum.

Par ailleurs, des décimes spéciaux sont votés pour les Caisses de chômage qui auraient été créées.

5) *Mise en recouvrement.*

Les contribuables étant déterminés et le taux de l'imposition appliqué, la taxe pour frais de Chambre de Métiers est mise en recouvrement en même temps que les rôles généraux par les percepteurs. Le produit de l'imposition est attribué à chaque Chambre par quotités égales.

6) *Rôles supplémentaires.*

Des rôles supplémentaires peuvent être émis pour le recouvrement des droits dûs par les contribuables omis aux rôles primitifs (art. 30 du décret-loi). Ainsi il est évident que les artisans installés déjà comme tels lors de l'émission des rôles primitifs peuvent être inscrits sur les rôles supplémentaires. Ceux, par contre, qui n'auraient pas été inscrits parce qu'ils n'auraient pas été imposables à ce moment peuvent-ils être saisis par voie de rôle supplémentaire ? La négative ne fait pas de doute, mais elle pose également la question de la date de l'imposition.

7) *Contentieux.*

Le contentieux de la taxe pour frais de Chambre de Métiers est actuellement assuré par les services de l'administration des Finances. Les réclamations sont instruites par les contrôleurs des Contributions directes. Lorsque le principe de l'imposition, c'est-à-dire la qualité artisanale d'une contribuable est contestée, l'avis de la Chambre de Métiers est demandé. Il faut noter que les Commissions de répartition ne sont pas consultées.

La première instance aura toujours lieu auprès de l'administration des Contributions directes, c'est contre la décision de cette administration que l'on peut appeler en Conseil de préfecture, puis en Conseil d'Etat. Lors de chaque instance, l'avis des Chambres de Métiers est encore demandé.

Lorsque la décision de l'administration des Contributions directes ou du Conseil de préfecture rejette les conclusions de la Chambre de Métiers, celle-ci doit en être avertie et elle peut porter le différend en appel devant la juridiction supérieure.

Nous signalons également l'existence du contentieux des percepteurs pour les cotes indûment imposées et les cotes irrécouvrables.

Enfin, les remises et modérations appartiennent à la juridiction gracieuse.

§ 2. *La taxe d'apprentissage*

1) *Textes.*

L'article 14 de la loi du 10 mars 1937 prévoit que « les Chambres de Métiers pourront recevoir de leurs ressortissants des versements qui donneront lieu à exonération de la taxe d'apprentissage dans les conditions prévues par l'article 44 du Code général des impôts directs ». Il faut donc dégager de quelle façon ces recettes seront récupérées par les Chambres de Métiers.

2) *Qui pourra effectuer à la Chambre de Métiers les versements au titre de la taxe d'apprentissage ?*

Il ne peut s'agir que des artisans-maîtres au sens de la loi du 26 juillet 1925 assujettis à cette taxe. Nous avons vu à la page 141 quels artisans-maîtres pouvaient y être imposés.

3) *Quels versements pourront être effectués ?*

a) *Versements obligatoires.* — Pour faire face aux dépenses d'apprentissage, les Chambres de Métiers

peuvent y affecter une partie de leurs ressources provenant de la taxe pour frais de Chambre de Métiers. Dans ce cas les artisans peuvent être autorisés à déduire de la taxe d'apprentissage, due l'année suivante, une certaine somme représentant un pourcentage de la taxe pour frais de Chambre de Métiers. Le taux de ce pourcentage est fixé par le Comité départemental de l'Enseignement technique en considération de l'importance des recettes affectées à l'apprentissage par la Chambre de Métiers au cours de l'année en cours.

Ainsi supposons qu'une Chambre de Métiers affecte 50 % de ses recettes à l'apprentissage et qu'en conséquence le Comité départemental de l'enseignement technique autorise une déduction de 50 %. Le contribuable qui a versé comme taxe pour frais de Chambre de Métiers la somme de 10 fr. par exemple pourra demander pour l'année suivante une exonération de la taxe d'apprentissage de 5 fr. Tout se passe donc comme si le contribuable avait en acquittant la taxe pour frais de Chambre de Métiers procédé à un versement partiel de la taxe d'apprentissage.

b) *Versement facultatif.* — Les Chambres de Métiers pourront ensuite recevoir des versements volontaires comme les autres œuvres s'occupant d'apprentissage. Ces versements faits au cours d'une année pourront donner lieu l'année suivante à une déduction de la taxe d'apprentissage. L'importance de la déduction autorisée est fixée également par le Comité départemental de l'Enseignement technique. Supposons qu'une Chambre de Métiers soit autorisée à recevoir sous forme de versements volontaires 80 % de la taxe d'apprentissage. Pendant la même année l'artisan paye 50.000 fr. de salaires. La taxe d'apprentissage de l'année suivante sera donc de 100 fr. l'intéressé pourra donc être exonéré jusqu'à concurrence de la somme de 80 fr. versée à la Chambre de Métiers.

CHAPITRE IV

L'ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS DE CHAMBRES DE MÉTIERS DE FRANCE

1) *Composition.*

Cet organisme est prévu à l'article 16 de la loi du 26 juillet 1925, portant création des Chambres de Métiers. Cet article prévoit que les présidents des Chambres de Métiers ou leurs délégués forment en se réunissant à Paris, une assemblée générale qui élit un bureau.

Si on interprétait strictement et juridiquement l'article 16 de la loi précitée, on serait amené à conclure que cette assemblée n'est réservée qu'aux présidents des Chambres de Métiers dont il est question dans la loi. Ce sont celles qui sont créées en application de la loi du 26 juillet 1925, à l'exclusion de celles existant déjà dans les territoires désannexés et qui ne sont pas régies par les règles de la loi du 26 juillet 1925, mais par le Code industriel local.

Dans la pratique, l'assemblée des présidents fonctionne actuellement avec le concours de presque toutes les Chambres de Métiers créées y compris celles des départements recouvrés. Toutefois, la Chambre de Métiers de la Seine ne fait pas partie de cet organisme. Ce fait enlève à l'assemblée des présidents toute facilité de fonctionnement.

2) *Organisation.*

L'assemblée des présidents dont la composition est ainsi établie se réunit une fois par an à Paris en une assemblée générale. L'assemblée générale désigne un bureau. Pour la validité de l'élection de ce bureau, il est indispensable que l'assemblée siège à Paris, en effet, un arrêt du Conseil d'Etat a cassé l'élection d'un bureau qui avait lieu à Strasbourg. L'assemblée arrête également son règlement intérieur qui oblige les chambres adhérentes. Le bureau élu est appelé dans la loi bureau permanent. Son siège est également fixé obligatoirement à Paris.

C'est le président qui convoque l'assemblée. Les séances en ont lieu deux fois par an.

3) *Attributions.*

Ses attributions sont fixées par l'article 16 précité. L'assemblée des présidents des Chambres de Métiers de France doit servir à provoquer des ententes sur tous les objets rentrant dans la compétence des Chambres de Métiers lorsque ces ententes sont utiles aux intérêts artisanaux. Ces attributions sont donc extrêmement larges et ne sont limitées que par le fait qu'il doit s'agir d'une entente sur les objets rentrant dans la compétence des Chambres de Métiers.

Plus spécialement, la loi du 10 mars 1937 lui a conféré la possibilité de servir d'intermédiaire entre plusieurs Chambres de Métiers pour l'établissement d'un Règlement d'apprentissage commun à celles-ci, de préférence dans le cadre des régions économiques.

La précision apportée était utile, car comme il ne s'agit pas d'entente générale entre toutes les Chambres de Métiers, mais seulement pour celles d'une région, on aurait pu douter de la compétence de l'assemblée.

CHAPITRE V

LA COMMISSION SUPÉRIEURE DE L'ARTISANAT

1) *Composition.*

La Commission supérieure de l'artisanat a été créée par l'article 6 de la loi du 27 décembre 1923. Sa composition a été modifiée à deux reprises : une première fois par le décret-loi du 8 août 1935 ayant pour but la protection des artisans étrangers puis par un décret-loi du 31 octobre 1935.

Compte tenu de ces deux textes, elle se compose actuellement comme suit :

- le ministre du Travail, président, ou son représentant,
- deux membres du Sénat,
- trois membres de la Chambre des députés,
- un membre du Conseil d'Etat,
- un membre de la Cour des comptes,
- le Gouverneur de la Banque de France ou son délégué,
- trois fonctionnaires du ministère du Travail,
- trois fonctionnaires du ministère des Finances,
- un fonctionnaire du ministère du Commerce et de l'Industrie,
- un fonctionnaire du ministère de l'Education nationale,
- deux représentants des Chambres de Métiers.
- deux représentants des organisations professionnelles d'artisans,

quatre représentants des sociétés coopératives ou Unions de sociétés d'artisans, dont un représentant des sociétés coopératives d'artisans du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, visées à l'article 2 de la loi du 22 décembre 1928,

un représentant des Unions de sociétés coopératives d'artisans ayant exclusivement pour objet l'accomplissement d'opérations de crédit,

trois représentants des Banques populaires.

Les membres de la Commission seront nommés par décret pour une durée de trois ans.

2) *Attributions.*

Créée primitivement pour étudier les conditions d'obtention des avances du crédit artisanal, cette commission, de par sa composition, s'est trouvée tout naturellement désignée pour s'occuper de l'ensemble des problèmes artisanaux. Aussi, l'article 6 de la loi précitée décide-t-il que cette commission sera chargée de l'étude de toutes les questions relatives à l'artisanat. En application de ce texte elle est devenue l'organisme consultatif supérieur dont l'avis est demandé chaque fois qu'un problème délicat relatif à l'artisanat est soulevé au ministère du Travail.

En dehors de ces attributions d'ordre général, les textes formels prévoient fréquemment le recours à cette commission. Nous citerons ci-après les principaux :

a) En matière d'artisans étrangers, l'article 5 du décret-loi du 8 août 1935 décide que pour les décrets qui limiteront l'occupation des artisans étrangers comme façonniers, ou fixeront le nombre maximum de cartes pouvant être délivrées, l'avis de la Commission de l'artisanat est substitué à l'avis du Conseil national de la main-d'œuvre.

b) En matière de chômage artisanal, un décret-loi de la même date subordonne la création et le fonctionnement des caisses de chômage créées par la Chambre

de Métiers et l'attribution des avances nécessaires à l'avis de cette commission.

c) En matière de marque nationale artisanale, la loi du 25 décembre 1937 prévoit la consultation de cette commission pour la définition des objets susceptibles de porter la mention « exécuté à la main ».

d) Elle doit également intervenir pour la nomination des conseillers des métiers ;

e) Mais c'est surtout dans l'organisation coopérative et du crédit que l'avis de la Commission de l'artisanat est requis.

Ainsi, notamment, c'est après sa consultation que le ministre du Travail fixe les conditions d'attribution des remboursement des emprunts et avances aux artisans individuels, sociétés coopératives ordinaires, unions de sociétés de crédit, banques populaires, et propriétaires désirant faire exécuter les travaux par les artisans. Elle ne se borne d'ailleurs, dans ce cas, pas seulement aux dispositions d'ordre général, mais étudie le fonctionnement et surveille la gestion de tous les organismes coopératifs artisanaux (voir loi du 27 décembre 1933, 2 août 1932, décret-loi du 30 octobre 1935).

Rappelons enfin que c'est cette commission qui a posé la définition du petit artisan par rapport au crédit. Cette définition a été étudiée page 8.

CHAPITRE VI

LES CONSEILLERS DES MÉTIERS

1) *Définition et but.*

Un décret du 24 octobre 1932, (*Journal officiel* du 5 novembre 1932, p. 11695) a créé les conseillers des métiers. Cette fonction nouvelle sera conférée aux personnes susceptibles d'apporter un concours utile et désintéressé à la cause de l'artisanat. Elle sera la reconnaissance officielle des services rendus à l'artisanat par les artistes, écrivains, juristes, savants et inventeurs qui, chacun dans leur sphère, mettent leurs connaissances au service de l'habileté manuelle des artisans.

Parmi ces personnes, en effet, les unes pourront avoir une action directe sur la production artisanale et lui donner une impulsion nouvelle, soit en facilitant les conditions matérielles de la production, soit en facilitant l'écoulement des produits. D'autres pourront contribuer au perfectionnement social des artisans et au développement des institutions artisanales, d'autres enfin pourront aider à la solution des problèmes généraux intéressant l'artisanat.

En un mot, les conseillers des métiers seront choisis parmi les personnes qui s'étant déjà signalées par l'intérêt qu'elles ont porté aux artisans, sont susceptibles de contribuer dans les divers domaines à l'organisation et au développement des métiers.

2) *Recrutement.*

La réglementation du recrutement de ces conseillers des métiers s'inspire de celle relative aux conseillers du commerce extérieur.

Pour être nommé, il faut être Français, âgé de 30 ans révolus et jouir des droits civils et politiques. Les candidats masculins doivent avoir satisfait aux obligations militaires. Les femmes pourront être admises si de nationalité française et âgées de plus de 30 ans, elles n'ont encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852.

Les personnes répondant à ces conditions devront faire acte de candidature. Elles pourront la présenter isolément, mais devront de préférence être patronnées par des organisations artisanales, Chambres de Métiers et tous autres groupements qualifiés pour fournir un avis motivé. Les candidatures doivent être présentées au ministre du Travail. Celui-ci consultera les organisations qu'il jugera utile, mais obligatoirement la Commission supérieure de l'artisanat. Il nommera les conseillers des métiers par arrêté.

3) *Exercice des fonctions.*

Les conseillers des métiers nommés sont en fonction pour une période de 5 ans. Leur nomination pourra être renouvelée pour de nouvelles périodes de 5 ans après avis favorable de la Commission supérieure de l'artisanat.

Leur nombre est fixé au maximum à 300.

Pendant la durée de leur fonction, les conseillers des métiers peuvent être consultés par le ministre du Travail sur les différentes questions intéressant les artisans. Ils peuvent également soumettre directement au ministre tous rapports et propositions en vue de l'amélioration de la situation des artisans. Ils se tiennent en relations avec les organisations artisanales qu'ils ont pour mission d'assister. Les fonctions sont d'ailleurs gratuites.

4) *Expiration des fonctions.*

Celle-ci peut avoir lieu après une durée de 5 ans si la nomination n'est pas renouvelée pour une nouvelle durée de 5 ans.

Mais, pourront être rayés des cadres par le ministre, les conseillers :

a) qui ne rempliraient plus les conditions de nationalité ou de jouissance des droits civils et politiques ;

b) qui s'abstiendraient d'une manière habituelle de répondre aux demandes d'avis du ministre du Travail ;

c) qui feraient usage de leurs titres dans l'exercice de leur commerce ou de leur industrie.

5) *Réalisations pratiques.*

Les premiers conseillers des métiers ont été nommés en 1937. Les personnes nommées ressortent aux professions les plus diverses et peuvent rendre des services considérables à l'artisanat. On ne peut, à cette occasion, passer sous silence la création de l'Institut national des Métiers, au Palais des Métiers, boulevard de l'Amiral Bruix à Paris, à qui revient la présentation d'un nombre considérable de conseillers et qui constitue un organisme d'études des questions artisanales de premier plan.

CHAPITRE VII

REPRÉSENTATION DE L'ARTISANAT DANS DIFFÉRENTS ORGANISMES

En dehors des conseils spécialement créés pour l'artisanat et que nous venons d'étudier, les artisans ont obtenu une représentation autonome dans les grands conseils économiques et administratifs. Elle est accordée tantôt à l'organisation artisanale la plus représentative tantôt, aux Chambres de Métiers.

Nous allons sous les numéros suivants indiquer les principaux conseils ou comités où l'artisan compte une représentation et l'importance de celle-ci.

§ 1. *Les Conseils nationaux*

1) *Le Conseil national économique.* — Sections professionnelles. — Depuis le décret du 12 novembre 1938 les syndicats artisanaux n'ont plus de siège dans les sections professionnelles, à l'exception de l'alimentation.

L'Assemblée générale. — A l'assemblée générale, parmi les 12 sièges attribués aux organismes économiques les plus représentatifs, un siège est accordé à l'organisme artisanal, la Confédération générale de l'artisanat français. Ensuite, l'artisanat dispose de 4 sièges accordés aux Chambres de Métiers, alors que les Chambres de commerce et Chambres d'agriculture occupent chacune 20 sièges.

Commission permanente. — Un seul membre y figure pour l'organisation artisanale la plus représentative.

La section artisanale. — Le décret-loi du 14 juin 1938 a créé une section de l'artisanat. Cette section n'est pas à base *paritaire*, ouvrière et patronale, mais elle est composée de 9 délégués artisans-maîtres désignés par les organisations syndicales professionnelles d'artisans, et d'un artisan compagnon désigné par la Confédération générale du travail (Décret du 12 nov. 1938, *J. off.*, du 16 nov. 1938).

2) *Le Conseil supérieur de l'Enseignement technique.* Décrets des 23 juil. 1930, 30 oct. 1930, 4 janv. 1931, 8 déc. 1933, 10 fév. 1935, 25 fév. 1936.

Assemblée générale. — Parmi les membres nommés par le ministre de l'Education nationale figurent 4 artisans nommés sur présentation des groupements qualifiés.

Commission permanente. — Organiquement, il n'est pas prévu à ce Comité de représentant de l'artisanat.

Il y a même absence de représentant dans les sections administrative, pédagogique et d'apprentissage.

3) *Banque de France* (Loi du 24 juill. 1936 et arrêté du 11 août 1936).

Le conseil général (26 membres) qui administre la banque, comprend parmi les représentants des intérêts généraux, un représentant de la C.G.A.F., organisme artisanal le plus représentatif.

4) *Office national interprofessionnel du blé* (Loi du 15 août 1936).

L'Office national est administré par un conseil central de 50 membres. Dans ce conseil siègent 9 membres représentant les consommateurs, dont un membre de la C.G.A.F. (organisation artisanale la plus représentative).

5) *Organisation du marché charbonnier* (Loi du 18 août 1936, décret du 27 août 1936).

Le comité mixte professionnel comprend deux délégués de l'organisation artisanale la plus représentative, la C.G.A.F.

6) *Comité consultatif des administrations financières.* Il a été créé par décret du 14 novembre 1936, voir aussi décret du 26 décembre 1936.

Il comprend un représentant titulaire de l'artisanat et un représentant suppléant. Le représentant titulaire est donné par l'organisation artisanale la plus représentative, le représentant suppléant par l'assemblée des présidents de Chambres de Métiers de France.

7) La commission pour la réforme des impôts sur le revenu où figure un représentant de l'organisation artisanale la plus représentative.

8) De même dans la commission chargée de préparer la revision du tarif des patentes.

9) *Conseil supérieur de l'électricité.* — Ce conseil donne son avis sur les questions relatives à la production, au transport et à la distribution de l'électricité. Il statue sur les révisions de tarif des transports. Il comprend 75 membres et renferme parmi les 25 représentants des usagers deux représentants des Chambres de Métiers.

10) *Comité national de surveillance des prix* (Décret du 2 juil. 1937, modifié le 26 août 1937).

Ce comité qui étudie l'incidence des augmentations des prix et accorde celles-ci dans le cadre national comprend un représentant de l'organisation artisanale la plus représentative.

11) *Aide temporaire aux entreprises* (Loi du 19 août 1936 et décret du 26 août 1936).

Le comité central des prêts chargé de la coordination et de l'appel des décisions du comité départemental comprend un représentant de l'organisation artisanale la plus représentative.

12) *Commission chargée de l'attribution des bonifications d'intérêt en vue de l'amélioration de l'outillage.* — Un représentant de l'artisanat.

13) *Comité technique de la propriété industrielle.* — Un représentant de l'organisation artisanale la plus représentative.

§ 2. Les conseils et comités départementaux

1) *Le comité départemental de l'Enseignement technique.* — C'est l'organisme consultatif de l'Enseignement technique dans le cadre départemental (Décrets du 10 fév. 1921, 27 mars 1926, 26 juill. 1929, 24 oct 1930). — Parmi les personnes élues figurent 4 artisans désignés par la Chambre de Métiers à raison de deux artisans-maîtres et deux artisans-compagnons.

2) *La Commission consultative des Bénéfices industriels et commerciaux* (Décret du 15 avril 1937). — Cette commission peut être saisie lorsqu'il surgit une difficulté entre le contribuable et le fisc concernant le calcul du bénéfice réel imposable ou la détermination du forfait.

La présidence est assurée par un membre de la Chambre de commerce. Parmi les membres, il y a 5 commerçants dont deux sont remplacés par des artisans désignés par les Chambres de commerce sur une liste de présentation de la Chambre de Métiers lorsque le contribuable est inscrit au Registre des métiers. Lorsque des commissions d'examen sont constituées, la proportion d'artisans est la même.

3) *Commission arbitrale d'expropriation qui fixe les indemnités* (Décret du 31 oct. 1935). — Les représentants de la propriété bâtie sont choisis sur plusieurs listes dont une est présentée par la Chambre de Métiers.

4) *Comité départemental d'aide temporaire aux industries* (Loi précitée du 19 août 1936 ; décret du 26 août de la même année).

Ce comité comprend 8 membres chargés de l'examen des demandes, et parmi ceux-ci un représentant des Comités artisanaux.

5) La Commission départementale du coût de la vie comprend un représentant des Chambres de Métiers ou à défaut des organisations artisanales.

Il est à noter que dans les Comités départementaux de prix, les Commissions des sites, les Comités départementaux consultatifs du blé, etc.. l'artisanat, en tant que tel, ne possède pas de représentant.

§ 3. *Commission locale professionnelle*
(Loi du 19 juill. 1925).

Cette commission s'occupe de l'organisation des cours professionnels dans le cadre de la commune, et, plus généralement, de toutes les questions concernant l'apprentissage et l'Enseignement technique.

Elle comprend deux délégués désignés par la Chambre de Métiers s'il en existe une (art. 18 de la loi du 26 juill 1925) dans le ressort.

La Commission locale professionnelle de la Ville de Paris dont la composition est fixée par le décret du 9 décembre 1932, comprend également 2 membres titulaires et 2 membres suppléants désignés par la Chambre de Métiers.

CONCLUSIONS

De l'étude rapide de la législation actuelle de l'artisanat qui vient d'être présentée se dégage tout d'abord deux constatations évidentes.

D'une part, son origine récente et son développement rapide ont pour conséquence que la plupart des problèmes soulevés n'ont pas encore été étudiés dans la doctrine ni tranchés dans la jurisprudence. Aussi, est-on réduit à présenter des solutions provisoires basées fréquemment sur les circulaires ministérielles qui pourtant, comme on le sait, n'ont pas une valeur réglementaire.

D'autre part, cette législation est extrêmement complexe et cette complexité tient évidemment aux différentes catégories d'artisans établies successivement, sur lesquelles de nouvelles dispositions se greffent sans arrêt. Aussi, à chaque pas, doit-on se demander d'abord quelle est la catégorie artisanale visée. A défaut de précision formelle, il est normal de penser que le législateur s'est référé implicitement à la définition légale de la loi du 26 juillet 1925. Celle-ci est maintenant unique pour toute la France. Aussi, un courant de jour en jour plus fort se dessine-t-il pour unifier cette législation de l'artisanat et pour en rendre applicable

toutes les dispositions à l'artisan-maître légalement défini.

Cette unification est évidemment désirable autant que logique. Le législateur et les pouvoirs publics ayant compris la haute utilité sociale et économique de l'artisan, ce travailleur manuel indépendant, ont tenu à l'individualiser et à le différencier des catégories sociales voisines. Ils l'ont doté d'institutions officielles, les Chambres de Métiers, dans lesquelles tous les problèmes professionnels et économiques y afférents peuvent être étudiés et mis au point. Ils comptent sur l'artisanat pour former pour le pays la main-d'œuvre qualifiée dont il a tant besoin. Mais, ils savent aussi que la prospérité du pays est liée au développement de l'artisanat, car, c'est encore lui, qui doit, en permettant l'épanouissement des qualités de goût de la nation française, faciliter au pays la renaissance économique par la mise en vente sur le marché national et mondial de la production de qualité. C'est pourquoi il est nécessaire que les mesures actuellement existantes soient complétées et étendues à tous les artisans, de telle sorte,

- que tous les artisans puissent obtenir les matières premières et l'outillage nécessaires dans de bonnes conditions, un crédit facile et bon marché, une fiscalité allégée et simplifiée,

- que la part de production leur revenant soit réservée,

- que la production artisanale soit protégée et que l'écoulement en soit facilité tant en France que sur les marchés internationaux ;

- que les risques sociaux soient assurés et que toutes mesures particulières soient prises pour faciliter l'exploitation de ces entreprises.

Nous ne pouvons en terminant que citer les conséquences qu'attend de la réalisation de ces mesures, la Chambre de Métiers de la Seine :

« Si les pouvoirs publics veulent faire l'effort que réclame l'Artisanat, celui-ci en retrouvant, peu à peu, sa vitalité, facilitera, pour une large part, le redressement économique et social de notre pays et lui apportera un concours des plus précieux pour assurer son relèvement définitif ».

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu : le Président de la Thèse,
A. MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

DÉVELOPPEMENT RÉCENT DE LA LÉGISLATION ARTISANALE	1
--	----------

PREMIÈRE PARTIE

L'ENTREPRISE ARTISANALE	7
-------------------------------------	----------

CHAPITRE PREMIER

LES DÉFINITIONS DE L'ARTISAN

A. Le petit artisan au point de vue fiscal	7
B. Le petit artisan au point de vue du crédit	8
C. Définition de l'artisan par la loi du 26 juillet 1925	9
1) Enoncé de la définition actuelle de l'artisan	10
2) Etude des éléments qui ne peuvent pas servir à définir l'artisan	10
a) L'artisan peut travailler chez lui ou au dehors ...	10
b) L'artisan peut ou non employer la force motrice .	11
c) L'artisan peut ou non posséder enseigne ou boutique	11
d) L'homme et la femme peuvent être artisan	11
3) Etude des éléments exigés pour être artisan	11
a) L'indépendance juridique	11
b) L'exercice du métier manuel	11
c) L'exercice personnel du métier	11
d) Vente du produit de son travail	12
e) Connaissances professionnelles	15

f) Absence de division du travail	16
g) Collaborateurs autorisés	16
1° Membres de la famille	16
2° Compagnons et apprentis	16
4) Liste des principales professions artisanales	18
5) Application de la définition de l'artisan aux sociétés ..	21
6) Contentieux des difficultés d'interprétation de la définition de l'artisan	23

CHAPITRE II

L'ARTISAN ET LES CATÉGORIES SOCIALES VOISINES

§ 1. L'artisan et l'ouvrier	25
1) Similitudes économiques et sociales	25
2) Éléments distinctifs contenus dans la définition de l'artisan	26
3) L'ouvrier et le louage de services	27
a) Éléments qui ne sont plus admis pour distinguer le louage de service et le louage d'ouvrage	27
b) Éléments admis pour distinguer le louage de service et le louage d'ouvrage	28
§ 2. L'artisan et l'industriel, l'entrepreneur, le manufacturier	31
1) Définition de l'industriel entrepreneur ou manufacturier	31
2) Un chef d'entreprise cesse d'être artisan lorsqu'il ne remplit plus les conditions suivantes :	31
a) Il ne reste pas dans les limites du personnel autorisé	31
b) Il ne participe plus aux travaux manuels de la profession	32
c) Il ne se livre plus principalement à la vente du produit de son travail	32
d) Il n'est plus le chef direct du personnel	32
§ 3. L'artisan et le commerçant	33
1) Les deux définitions du mot commerçant	33
2) Opinion des auteurs	34

3) Contenu de la définition de l'artisan résultant de la loi du 26 juillet 1925 par rapport au commerçant	34
4) Etude des éléments constitutifs de la qualité de commerçant par rapport aux artisans	35
A. Accomplissement d'actes de commerce	35
B. Accomplissement d'actes de commerce, par profession	38
C. Accomplissement d'actes de commerce en nom personnel	38
D. Accomplissement d'actes de commerce à titre accessoire	39
5) Etude de quelques arrêts récents	39
§ 4. L'artisan et les professions libérales	41
1) Définition	41
2) Distinction des professions libérales avec l'artisan	41
3) Points de contact	42
4) Certaines professions libérales n'ont aucun rapport avec l'artisanat	42
5) Les artistes	42
6) Exercice d'une profession artisanale découlant de l'exercice d'une profession libérale	43
§ 5. L'artisan et l'agriculteur.....	43
1) Les éléments de distinction	43
2) L'artisan rural	44
§ 6. L'artisan, le façonnier et le tâcheron	45
1) Caractéristiques du façonnier	45
2) Le façonnier est-il artisan ?	46
3) Le sous-entrepreneur façonnier ou tâcheron.....	46

CHAPITRE III

L'ÉTAT CIVIL DES ENTREPRISES ARTISANALES

§ 1. Le Registre des Métiers	48
1) Textes	48
2) Le but	48

3) Quels artisans doivent être inscrits au Registre des Métiers ?	48
4) Le registre local	49
5) Le registre central	50
6) Délai d'inscription	51
7) Contenu du registre	51
a) Qui a qualité pour faire la déclaration ?	51
b) Compétence territoriale	51
c) Forme de la déclaration	51
d) Réception de la déclaration	52
e) Contenu de la déclaration	52
I. Déclaration originale	52
II. Déclarations complémentaires	53
f) Formes requises	54
8) Le certificat artisanal	54
a) Délivrance par la Chambre de Métiers	55
b) Délivrance par le syndicat professionnel	55
c) Délivrance par les maires et commissaires de police	56
d) Autorité compétente pour statuer sur la validité	56
e) Taxes	56
9) Inscription modificative ou radiation	56
10) Publicité	57
11) Contrôle de la Chambre de Métiers	58
12) Obligations de l'artisan	59
13) Sanctions	59
I. Défaut d'immatriculation	59
II. Mentions inexactes	60
III. Sanctions relatives aux personnes et autorités chargées de la tenue de ce registre	61
14) Emoluments et taxes	61
15) Conclusion sur le système du Registre des Métiers ...	61
§ 2. La liste des ressortissants de la Chambre de Métiers.	62
§ 3. La liste électorale de la Chambre de Métiers	62
§ 4. Liste électorale consulaire	63
§ 5. Le Registre de Commerce	65
1) Dans quels cas l'artisan peut-il y être inscrit	65
2) Conditions d'inscriptions, nature de l'attestation nécessaire	66

CHAPITRE IV

L'ATELIER ARTISANAL

§ 1. Facilités accordées aux artisans pour se procurer un atelier	67
A. Lois Ribot et Loucheur	67
B. Loi du 2 août 1932	68
1) Nature des constructions que l'artisan peut édifier, louer ou acheter	68
2) Modalités de la loi de 1932	68
a) Acquisition d'un immeuble déjà construit par une coopérative	68
b) Acquisition d'un immeuble au moyen du prêt à long terme	68
c) Location d'un logement dans un immeuble appar- tenant à une coopérative	68
3) Qui bénéficiera de cette loi ?	69
4) A quels organismes faut-il s'adresser ?	69
§ 2. Rapports locatifs entre artisans et propriétaires ...	69
1) Au point de vue de la propriété commerciale	69
a) Définition	69
b) But de la législation	70
c) L'artisan peut-il en bénéficier ?	70
2) Révision du prix des baux	73
3) L'artisan et les locaux professionnels	73
a) Application des lois existantes aux artisans	73
b) Droit de reprise des locaux professionnels	75
c) Application actuelle de la loi du 1 ^{er} avril 1926	75
d) Cumul des dispositions de la loi sur les locaux professionnels et sur les locaux commerciaux	75
4) Locaux d'habitation	76
§ 3. Dispositions spéciales concernant les artisans propriétaires	77
1) Application des lois sur les loyers	77
2) Existe-t-il d'autres dispositions spéciales aux artisans propriétaires	78

CHAPITRE V

L'OUTILLAGE, L'INSTALLATION, LES MATIÈRES PREMIÈRES

1) Facilités accordées aux artisans individuellement pour se procurer de l'outillage	79
2) Les artisans peuvent également constituer des sociétés coopératives pour faciliter l'acquisition de l'outillage et des installations	79
a) Textes et but de la législation	79
b) Quelles opérations peuvent réaliser les sociétés coopératives ?	80
c) Comment ces sociétés se constituent-elles et comment opèrent-elles ?	80
d) Quels artisans peuvent bénéficier des opérations réalisées par ces sociétés ?	80

CHAPITRE VI

LE FONDS ARTISANAL

1) Définition	81
2) Comparaison avec le fonds de commerce	82
3) Principaux problèmes soulevés	83
a) Achat et vente du fonds	83
b) Crédit pour l'acquisition du fonds	84
c) Protection du fonds artisanal	85
d) Nantissement du fonds artisanal	85

CHAPITRE VIII

L'ARTISAN ET LA MAIN-D'ŒUVRE

§ 1. Quelle main-d'œuvre l'artisan peut-il employer ..	86
§ 2. Différents régimes applicables aux entreprises artisanales	87
A. Régime général : l'atelier artisanal considéré comme éta- blissement industriel et commercial	87
1) Dispositions d'ordre général obligatoires pour les artisans	88

2) Dispositions spéciales aux artisans ou à certaines professions artisanales	88
a) Conventions collectives	88
b) L'arbitrage	91
1° Conflit entre syndicats artisanaux et ouvriers	91
2° Conflit dans les entreprises artisanales	92
3° Effet des sentences arbitrales sur les artisans	92
c) Durée du travail	93
d) Les assurances sociales	94
e) Les allocations familiales	94
f) Accidents du travail	95
g) Les congés payés	95
h) Le repos hebdomadaire	96
i) Travail de nuit	96
B. Régime de la main-d'œuvre des ateliers de famille	97
1) Personnes pouvant être employées	97
2) Conditions générales du travail dans les ateliers de famille	98
3) Conditions spéciales aux artisans en matière d'apprentissage	98
C. Régime de la main-d'œuvre employée par les artisans ruraux	99
1) Définition des artisans ruraux	99
2) Les accidents du travail	99
3) Les assurances sociales	99
4) Les allocations familiales	100
D. Conditions de travail des jeunes gens en âge de recevoir une formation professionnelle	101
I. Régime des apprentis	103
1) Source des obligations de l'artisan-maître	103
2) Qui est apprenti ?	104
3) Conditions nécessaires pour avoir le droit de former un apprenti	105
a) Conditions d'âge	105
b) Conditions de capacité	105
4) Nombre maximum d'apprentis autorisés	106
5) Nombre minimum d'apprentis autorisés	106
6) Obligation de l'orientation professionnelle préalable	106
7) Nécessité du contrat d'apprentissage	107

8) Obligations du maître	108
a) Obligations morales	108
b) Obligations relatives à l'instruction générale .	108
c) Obligations relatives à l'instruction pratique .	108
d) Obligations relatives à l'instruction théorique.	109
e) Obligations relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail	110
f) Obligations relatives à la durée de l'apprentissage	110
g) Obligations relatives à la rémunération	111
h) Obligations sociales	112
9) Avantages que les artisans formant des apprentis peuvent obtenir	113
10) Inspection de l'apprentissage	113
11) Examens de fin d'apprentissage	114
II. Régime des jeunes gens employés dans un métier qui ne comporte pas un apprentissage méthodique et complet	114
III. Régime des enfants reconnus inaptes à toute formation professionnelle	116
IV. Sanctions aux obligations en matière d'apprentissage	116

CHAPITRE VIII

LES IMPOTS

§ 1. Les impôts cédulaires sur le revenu professionnel.	118
A. Régime général pour les artisans	118
1) La commission consultative	119
2) Le forfait	119
B. Etude du régime des petits artisans	120
I. Texte de l'article 23 du Code général des Impôts directs	120
II. Quelles conditions les artisans doivent-ils remplir pour bénéficier de l'article 23 du Code général des Contributions directes	122
1) Il faut être artisan	122
2) L'artisan doit se livrer à la vente du produit de son travail	122
a) Difficultés soulevées	122
b) Quel est le critérium à retenir	123
1° Vente d'accessoires	124

2° Les fournitures	124
3° Approvisionnements et procédés commerciaux	125
4° Machines et procédés mécaniques	126
III. La main-d'œuvre que l'artisan peut occuper	127
1) Membres de la famille	127
2) Main-d'œuvre étrangère à la famille	127
a) Le petit artisan	127
1° Compagnons	127
2° Apprentis	128
3° Ouvriers à domicile	128
4° Travail en société	129
b) L'artisan façonnier	129
IV. Personne ne remplissant que pendant une partie de l'année les conditions requises	130
V. Aide et conseils aux artisans	130
C. <i>En quoi consiste la fiscalité spéciale ?</i>	130
1) Déclaration	130
2) Calcul de l'impôt	131
3) Réductions pour charges de famille	131
§ 2. Impôt général sur le revenu	131
§ 3. La taxe à la production	132
1) Définition	132
2) Application aux artisans	132
3) Les différents régimes de l'artisanat	132
4) Obligations des artisans assujettis	134
5) Taxes uniques maintenues	135
6) Taxes uniques fusionnées	135
§ 4. La patente	135
A. <i>Régime général visant les artisans</i>	135
B. <i>Exonération pour certains artisans</i>	136
I. Conditions concernant l'exercice de la profession	137
1) L'opération doit présenter un caractère manuel ..	137
2) L'opération ne doit pas avoir un caractère industriel ou commercial	138

II. Conditions de travail et de main-d'œuvre	139
1) Membres de la famille	139
2) Main-d'œuvre étrangère à la famille	139
a) Manœuvres nécessaires à l'exercice de la profession	139
b) Veuve de l'artisan	139
c) Apprenti	139
§ 5. Patente spéciale de travaux publics	140
§ 6. Taxe spéciale sur les bénéfices des marchés passés avec les collectivités publiques	140
§ 7. Taxe d'apprentissage	141
§ 8. Taxe pour frais de Chambre de Métiers	141
§ 9. Taxes pour frais de Chambre et Bourse de commerce	141
§ 10. Contribution exceptionnelle sur les accroissements des profits résultant de l'exécution d'heures supplémentaires	143

CHAPITRE IX CRÉDIT ARTISANAL

§ 1. Facilités de crédit réservée aux seuls artisans	144
A. <i>Organismes spéciaux du crédit artisanal</i>	144
B. <i>L'aide de l'Etat. Le Fonds de dotation de l'artisanat</i>	145
C. <i>Les différentes formes de crédit artisanal</i>	146
I. Le crédit à long terme	146
1) Les textes	146
2) But de la loi du 2 août 1932	146
3) Caractéristiques des immeubles construits en vertu de cette loi	147
a) Nature des constructions	147
b) Valeur et composition des logements	147
c) Conditions d'hygiène	147
d) Conditions d'exécution technique	149
4) Quelles sont les coopératives qui peuvent bénéficier de ces avances ?	149

5) A qui les artisans ou les sociétés doivent-elles s'adresser pour obtenir du crédit ?	150
6) Conditions et modalités des emprunts	150
7) Destination des immeubles construits ou aménagés	151
8) Comment l'artisan peut-il devenir propriétaire en empruntant ?	151
a) Choix entre divers moyens	151
b) Montant de l'avance	152
c) Sûretés	153
d) Taux d'intérêt et amortissement	155
e) Ressources des unions de crédit	155
f) Versements des emprunts	155
g) Dispositions fiscales	156
h) Conclusion	156
II. Le crédit à moyen terme	156
1) Crédit individuel	156
a) Textes	156
b) But de ce crédit	157
c) Qui peut en bénéficier ?	158
d) Qui peut attribuer les prêts ?	158
1° Banques populaires	159
2° Unions coopératives	159
e) Nature des emprunts	159
f) Taux d'intérêt et charges assumées	159
g) Garanties	160
2) Le crédit collectif	161
a) Définition	161
b) Obtention des avances	161
1° Demande	162
2° Pièces à joindre	162
3° Enquête	163
4° Modalités de l'emprunt	163
5° Régime fiscal	164
6° Rôle de ces sociétés.	165
III. Le crédit à court terme	165
1) Position du problème	165
2) Conditions pour en bénéficier	165
3) Opérations réalisées	166
a) Escompte	166
b) Encaissement	166
c) Avances et ouvertures de crédit	166

§ 2. Facilités de crédit accordées aux artisans en même temps qu'à d'autres catégories sociales ...	166
I. Crédit à court terme	166
II. Prêts aux artisans ruraux par les caisses de crédit agricole	166
1) Textes	167
2) Définition des artisans ruraux	167
3) Objet de ce crédit	167
4) Organismes prêteurs	167
III. Prêts aux sociétés coopératives de crédit pour les artisans d'art	167
1) Textes	167
2) Bénéficiaires	168
3) Formalités	168
4) But de ce crédit	168
5) Mesures financières	168
IV. Facilités de crédit immobilier	169
1) Loi Ribot	169
2) Loi Loucheur	169

CHAPITRE X

ÉCOULEMENT DE LA PRODUCTION ARTISANALE

§ 1. Ecoulement individuel de la production artisanale	170
§ 2. Ecoulement collectif	171
1) Organisation coopérative de répartition des commandes	171
2) Organisation coopérative de vente des produits	171
3) La marque nationale artisanale	172
a) Apposition obligatoire de la marque	172
b) Qui est détenteur de la marque ?	172
c) Comment se présente la marque ?	173
d) A quel moment l'application d'une marque est-elle obligatoire ?	174
e) Usage de la marque	174
f) Droits et actions en découlant	174
g) Publicité	175
h) Annulation du dépôt	175
i) Sanctions	175
f) Fabrication artisanale à la main	176

§ 3. Fixation du prix de vente 176

- 1) Intervention du législateur 177
- 2) Action sur les prix en général 177
- 3) Action sur les prix dans certaines professions 177
- 4) Tendance actuelle de l'artisanat 177

CHAPITRE XI
L'ARTISAN DÉBITEUR

- 1) Loi du 25 mars 1936 178
- 2) Le décret-loi du 25 août 1937 sur les délais 178
- 3) Le décret-loi du 25 août 1936 sur le règlement amiable
et homologué 179
 - a) Bénéficiaire 179
 - b) Pour quelle dette le règlement peut-il être obtenu ? 179
 - c) En quoi consiste ce règlement ? 180
- 4) La faillite et la liquidation judiciaire 180

CHAPITRE XII
PROTECTION DES ENTREPRISES ARTISANALES

**SECTION I. — PROTECTION DES ARTISANS FRANÇAIS
CONTRE LA CONCURRENCE DES ARTISANS ÉTRAN-
GERS 181**

SOUS-SECTION I. — INTRODUCTION HISTORIQUE.. 181

*SOUS-SECTION II. — CHAMP D'APPLICATION
DU DÉCRET-LOI 182*

- A. Partie primitive : artisans étrangers bénéficiant effective-
ment de la fiscalité de l'article 23 du Code général des contri-
butions directes 182
- B. Modifications apportées par l'article 25 du décret-loi du
2 mai 1938 sur la production : artisans étrangers remplis-
sant les conditions pour bénéficier de l'article 23 du Code gé-
néral des Contributions directes 183
- C. Comment et par qui sera apprécié si l'artisan remplit les con-
ditions nécessaires pour bénéficier de l'article 23 du Code
général des Contributions directes 183

SOUS-SECTION III. — MÉCANISME DU DÉCRET-LOI. 184**§ 1. Délivrance de la carte d'artisan étranger 185**

A. Conditions d'obtention de la carte d'artisan étranger	185
1) Point de départ	185
2) Point de départ pour les nouvelles dispositions	185
3) Forme de la demande	185
4) Délai	186
5) Délivrance du récépissé	187
6) Instruction des demandes	187
7) Première délivrance des cartes	187
8) Consultation des Chambres de Métiers	188
9) Autres consultations	189
10) Délivrance définitive des cartes	189
11) Situation des artisans qui bien que possédant cette qualité antérieurement au 25 janvier 1936 n'ont déposé que postérieurement à cette date leur demande	190
12) Artisans qui n'ont obtenu cette qualité que postérieure- ment au 26 janvier 1936	190
B. La carte d'artisan étranger	191
1) Description de la carte d'étranger	191
2) Durée de la carte d'étranger	191
3) Changement de profession	192
4) Changement de résidence	192
a) Changement de résidence d'un département à un autre	192
b) Artisans se déplaçant dans un même département mais rentrant dans la circonscription d'une autre Chambre de Métiers	193
c) Artisans se déplaçant à l'intérieur d'un même dé- partement et dans le ressort d'une Chambre de Métiers	193
d) Mesures d'application	194
C. Installation nouvelle des artisans étrangers	194
D. Sanctions	195

**§ 2. Nombre maximum de cartes d'artisans
pouvant être délivrées 195****§ 3. Limitation du nombre de faïonniers 196**

SOUS-SECTION IV. — SITUATION DES ARTISANS N'EXER- ÇANT PAS LEUR ACTIVITÉ DANS LES CONDITIONS QUI SONT DÉTERMINÉES PAR L'ARTICLE 23 DU CODE GÉNÉRAL DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.....		197
1) Principes généraux. La carte de commerçant		197
2) Etude du contenu des décrets-lois		198
SECTION II. — PROTECTION DES ARTISANS CONTRE LE TRAVAIL NOIR		200
1) Définition		200
2) Textes généraux concernant le travail noir		200
3) Interdiction du travail noir par voie de convention col- lective		200
SECTION III. — PROTECTION DES ENTREPRISES ARTI- SANALES CONTRE CELLES EXPLOITÉES PAR DES PERSONNES SANS CONNAISSANCES PROFESSION- NELLES		202
SECTION IV. — PROTECTION DES BIENS DE L'ARTISAN LE BIEN DE FAMILLE		203
1) Principe de la législation existante		203
2) Composition du bien de famille artisanal		203
3) Conditions de constitution		203
4) Valeur du bien de famille		204
5) Artisan bénéficiaire		204
6) Formes de constitution		204
7) Effets de la constitution		204
8) Exonération des droits de mutation en faveur des arti- sans ruraux		205
9) Le domaine retraite		205
SECTION V. — PROTECTION DES INDUSTRIES ARTISANALES DU BATIMENT.....		205
Généralités. — Les mesures d'encouragement d'ordre généra- en faveur des industries du bâtiment		205
§ 1. Les artisans dans les marchés publics		206
A. Dispense du cautionnement		206
1) Définition du cautionnement		206

2) Dispense en faveur des sociétés coopératives d'artisans	206
3) Dispense en faveur des petits artisans	206
B. <i>Les acomptes</i>	207
C. <i>Préférence dans les marchés publics</i>	208
1) Le texte de la loi du 17 janvier 1935	208
2) Qui peut bénéficier de cette loi	209
a) Les artisans-maîtres	209
1° Définition applicable	209
2° Autres conditions	209
b) Les sociétés coopératives d'artisans	210
I. Définition	210
II. Ces sociétés doivent être inscrites sur une liste dressée par le ministre du Travail	210
1° Conditions et procédure d'inscription sur ces listes	210
2° Radiation	211
III. Conditions concernant l'exécution des travaux	211
IV. Diverses formalités à remplir pour participer aux travaux	211
3) De quels travaux s'agit-il ?	212
4) Quelle est la part réservée ?	212
1° Modalité : réserve préalable	212
2° Modalité : préférence à égalité de prix	213
5) Conditions générales des marchés	214
6) Dispositions spéciales aux sociétés coopératives d'artistes et d'artisans d'art	214
a) Définition	214
b) Modalités	214
c) Agrément	215
7) Mesures de publicité	215
8) Dispositions fiscales	215
§ 2. Les artisans et la construction privée	216
1) Textes	216
2) Bénéficiaires du décret	216
a) Les artisans	216
b) Les sociétés coopératives d'artisans	217
3) Nature des travaux	217
4) Bénéficiaires des facilités	217
5) Quelles sont ces facilités ?	217

6) Organismes prêteurs	217
7) Demande	218
8) Sûretés	218
9) Provenance des fonds	219
10) Versement direct aux artisans	219

**SECTION VI. — PROTECTION DE L'ARTISANAT DE LA
CHAUSSURE. LOI DU 7 AVRIL 1936. NON-APPLICATION
DE LA LOI DU 22 MARS 1936 AUX ARTISANS** 219

**§ 1. Protection des artisans réparateurs contre la
concurrence faite dans la réparation par les fabri-
cants et revendeurs** 220

1) Le texte	220
2) Personnes auxquelles s'applique cette interdiction	221
a) Fabricant	221
b) Revendeur	222
3) Activité illicite pour ces personnes	223
a) Exploiter directement ou par personne interposée un atelier de réparations	223
b) Créer un service de réparations	223
Thèse du ministère du Travail	223
Thèse tirée des travaux préparatoires	224

**§ 2. Protection des artisans établis
contre ceux qui voudraient s'installer** 225

1) Champ d'application	226
2) Opération interdite	226
3) Procédure d'obtention de l'autorisation	228
4) Disposition spéciale pour les petits cordonniers	229
5) Sanctions	230
6) Contentieux	231

CHAPITRE XIII

LES RISQUES SOCIAUX DE L'ARTISANAT

§ 1. Les lois sociales et l'artisanat 232

A. Régime général des artisans par rapport aux lois sociales ¹ ..	233
1) Loi sur les accidents du travail	233
2) Loi sur les assurances sociales	233
a) L'assurance facultative supprimée	233
b) L'assurance obligatoire	233
3) Les allocations familiales	234
a) Exclusion de la famille de l'artisan	234
b) Cas de la femme d'un artisan salariée au dehors ..	234
4) Les congés payés	235
5) Le chômage	235
a) Les fonds municipaux et départementaux	235
b) Les caisses de secours privées	235
B. Régime spécial des artisans ruraux	236
1) Les accidents du travail	236
2) Les assurances sociales	236
3) Les allocations familiales	237
§ 2. Législation artisanale à caractère social	238
A. Le chômage artisanal	238
I. Mécanisme administratif	238
Le règlement de la caisse de chômage	239
1° Conditions à remplir pour être assisté	239
a) Il faut être artisan-maître	239
b) Il faut être privé complètement de travail ..	239
c) Avoir tiré ses moyens d'existence de son	
métier d'artisan-maître	240
d) Avoir vécu de sa profession dans les 6 mois	
avant l'arrêt de l'entreprise	240
e) Faire une demande et fournir toute justi-	
fications utiles	240
f) Enquête	241
g) Ne pas se trouver dans une des conditions	
enlevant le bénéfice des secours	241
h) Etre admis aux secours	241
i) Se soumettre au contrôle	242
2° En quoi consistent les secours ?	242
a) Montant	242
b) Point de départ et calcul des journées	
indemnisées	243
3° Suspension exclusion. Reversement. Modi-	
fication au règlement et contentieux	244

II. Mécanisme financier	245
1) Budget et comptes	245
2) Ressources	245
III. Situation des artisans chômeurs devant la loi	246
1) Loyer	246
2) Engagements	246
3) Fisc	246
4) Bénéfice des secours de loyer et de charbon	246
B. <i>Maternité et famille nombreuse</i>	247
1) Principe général	247
2) Essai fait par la Chambre de Métiers de la Seine ...	247
C. <i>Vieillesse. Invalidité. Maladie</i>	247

DEUXIÈME PARTIE

LA REPRÉSENTATION DE L'ARTISANAT

CHAPITRE PREMIER

LES ORGANISATIONS SYNDICALES ARTISANALES

1) Définition	249
2) Les organismes existants	249
La Confédération générale de l'Artisanat français ...	250
L'Union des artisans français	250
Les autres organisations	250
3) Attributions légales	250

CHAPITRE II

LES COOPÉRATIVES ARTISANALES

§ 1. Sociétés coopératives et Unions de sociétés coopé- ratives en vue de l'exercice de la profession	253
1) Opérations réalisés	253
a) Achat et fabrication de marchandises, matières premières	253

b) Opérations immobilières	253
c) Recueillir des commandes	253
d) Opérations réalisées par les unions de ces sociétés coopératives	253
2) Forme juridique de ces sociétés	253
3) Caractère coopératif de ces sociétés	254
a) Personnel et capital variable	255
b) Pas de dividende au capital	255
c) Sommes disponibles restant à la société	255
d) Pas de bénéfice sur les parts sociales	255
e) En cas de dissolution, l'actif revient au fonds de dotation de l'artisanat	255
f) Nombre de voix déterminées par les statuts	255
g) Pas de tantièmes aux administrateurs	255
4) Caractère professionnel et artisanal	256
a) Les artisans doivent être adhérents à un syndicat artisanal	256
b) Les syndicats artisanaux peuvent y adhérer	256
c) Le Conseil d'administration doit être composé pour deux tiers de professionnels	256
d) Règles spéciales aux unions de coopératives	256
5) Soumission à un certain contrôle de l'Etat	257
a) Sur les statuts	257
b) Publicité des sociétés	257
c) Comptabilité dans les formes commerciales	257
d) Réserves de garantie	257
e) Majorités prévues	257
 § 2. Unions de sociétés coopératives de crédit ...	257
1) Forme de ces sociétés	257
2) Caractères de ces sociétés	257
a) Caractère coopératif	258
b) Caractère professionnel	258
c) Contrôle de l'Etat	258
1° Fonds de réserve obligatoire	258
2° Vérification des comptes	258
3° Bordereau trimestriel	259
4° Demande d'agrément	259
3) Sociétés existantes	259
4) Opérations réalisées par ces sociétés	260
A. Prêts à long terme	260

B. Prêts à moyen terme	261
1° Octroi aux petits artisans isolés	261
a) Demande	261
b) Pièces à joindre	261
c) Instruction de la demande	262
d) Conditions financières	262
e) Remboursement des avances	262
f) Déchéance	263
2° Octroi aux sociétés coopératives artisanales ..	263
a) Demande	263
b) Obtention	264
c) Recouvrement	265
d) Remboursement	265
e) Contrôle	265
C. Prêts à court terme	266
D. Prêts aux propriétaires en vertu du décret-loi du 30 octobre 1935	266

CHAPITRE III

LES CHAMBRES DE MÉTIERS

SECTION I. — CREATION	267
I. Textes	267
II. Définition et nature juridique	268
III. Circonscription territoriale	268
IV. Création	268
1) Forme	268
2) Initiative	269
3) Consultation préalable	269
4) Le décret	270
V. Compétence <i>ratione personae</i>	271
VI. Composition des Chambres de Métiers	271
VII. Recrutement. Election	271
1° Conditions pour être électeur	272
a) Conditions de jouissance	272
b) Conditions d'exercice	272
c) Rédaction des listes électorales	272

d) Contentieux des listes électorales	273
2° Conditions d'éligibilité	274
VIII. Durée du mandat	275
IX. Les opérations électorales	276
1) Convocation des électeurs, date et lieu de vote, bureau électoral.	276
2) Le scrutin	277
3) Le vote par correspondance	277
4) Clôture du scrutin. Dépouillement	278
5) Centralisation des résultats	279
6) Contentieux	280
7) Dépenses	280
SECTION II. — FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF	
DES CHAMBRES DE METIERS.....	280
I. L'assemblée générale	280
II. Le bureau	281
III. Le règlement intérieur	281
a) Contenu	281
b) Valeur juridique	281
IV. Le travail de la Chambre de Métiers	282
a) Méthode	282
b) Quorum de validité	282
V. Le vote	282
VI. Les séances	282
VII. Le bulletin	283
VIII. Les commissions	283
IX. Gratuité	283
X. Les membres correspondants	284
XI. Les sections de Chambres de Métiers	284
XII. Le personnel	285
XIII. Expiration des fonctions	285
1) Individuelle	285
2) Collective	286

a) Expiration du mandat	286
b) Dissolution	286
c) Suppression de la Chambre	286
XIV. Renouveaulement	287

SECTION III. — FONCTIONNEMENT FINANCIER DES CHAMBRES DE METIERS..... 287

§ 1. Le budget

1) Principes généraux	288
2) Les opérations budgétaires	289
a) Préparation	289
b) Vote	289
c) Approbation de l'autorité de tutelle	290
d) Les budgets rectificatifs et complémentaires	290
3) L'exécution du budget	290
4) Contrôle des dépenses	291
5) Organisation de la comptabilité	291
6) Les comptes	291

§ 2. Les dépenses des Chambres de Métiers

1) Dépenses ordinaires et permanentes	293
a) Frais d'établissement de recouvrement des rôles ..	293
b) Frais généraux d'administration	293
c) Allocations et subventions	294
d) Les services d'apprentissage	294
e) Dépenses diverses et imprévues	294
2) Dépenses extraordinaires (temporaires)	294
3) Les dépenses relatives au chômage	295
4) Le fonds de réserve	295

§ 3. Les recettes

I. Le reliquat de l'exercice précédent.....	296
II. Les recettes ordinaires	296
1) La taxe pour frais de Chambres de Métiers	296
2) Les décimes additionnels pour la caisse de chômage ...	296

3) Règles spéciales concernant le vote des recettes provenant de la taxe pour frais de Chambres de Métiers	297
4) Recettes provenant de la taxe d'apprentissage	297
5) Les subventions:	297
a) En matière de chômage	298
b) En matière d'apprentissage	299
6) Les autres ressources ordinaires	300
III. Les recettes extraordinaires	300
1) Avances de l'Etat	300
2) Dons et legs	300
3) Emprunts	300
SECTION IV. — ATTRIBUTIONS DES CHAMBRES DE MÉTIERS	301
§ 1. Sauvegarde des intérêts professionnels et économiques des métiers	302
1) Avis	302
2) Vœux	302
a)auprès du pouvoir législatif	302
b)auprès des pouvoirs publics	302
c) Mise en œuvre des attributions consultatives	302
§ 2. Attributions en matière d'apprentissage dans les entreprises artisanales.....	303
1) Rôle des Chambres de Métiers	303
2) Mise en application de la loi du 10 mars 1937	303
3) Règlement d'apprentissage	304
a) Etablissement	304
b) Modification	304
c) Contenu	305
d) Nature juridique et valeur du règlement	305
4) Réglementation du nombre maximum d'apprentis pouvant être formé par un maître-artisan	305
5) Réglementation des capacités professionnelles requises pour former des apprentis	306
§ 3. Les principales phases de l'apprentissage artisanal	307
A. L'orientation professionnelle	307

1) Les textes	307
2) Généralités	307
3) Les offices créés par les Chambres de Métiers	308
a) Création	308
b) Fonctionnement	308
c) Administration	308
d) Régime financier	309
e) Fonctionnement interne	309
1° Le directeur ou conseiller d'O.P.	309
2° Le médecin	310
3° Le personnel	310
4° Conditions spéciales s'appliquant à tout personnel	310
f) Nature juridique des offices d'orientation pro- fessionnelle	310
g) Le certificat d'orientation professionnelle	310
4) Les offices d'orientation professionnelle désignés par les Chambres de Métiers	311
a) Principes généraux	311
b) Mise en fonctionnement	311
c) Administration	311
d) Régime financier	312
e) Fonctionnement intérieur	312
5) Règles communes aux offices créés par les Chambres de Métiers ou désignés par elles	312
a) Contrôle	312
b) Secret professionnel	312
c) Fourniture de renseignements	312
d) Placement	312
B. <i>Le placement</i>	313
C. <i>Le contrat d'apprentissage</i>	313
1) Pouvoir de la Chambre de Métiers	313
2) Contenu du contrat d'apprentissage	313
3) Inscription au registre légal d'apprentissage	314
4) Exécution du contrat	315
5) Enfants en apprentissage chez leurs parents	315
D. <i>Les cours professionnels</i>	316
1) Intervention des Chambres de Métiers en la matière ..	316
2) Facilités données pour la création des cours	316
3) Mesures prises pour favoriser l'assiduité aux cours	317

a) Indication des heures de cours sur les règlements d'apprentissage	317
b) Le livret d'assiduité	317
c) Obligation de suivre les cours dans une localité voisine	318
E. <i>Encouragement aux apprentis et aux patrons</i>	318
F. <i>L'inspection d'apprentissage</i>	319
1) Pouvoir des Chambres de Métiers	319
2) Conditions requises pour être inspecteur	320
3) Les différentes sortes d'inspecteurs	320
I. Inspecteurs chargés d'appliquer la loi. Recrutement. Nomination. Attributions. Rémunération	321
II. Inspecteurs-experts. Recrutement. Nomination. Attributions. Rémunération	322
III. Dispositions communes aux deux catégories d'inspecteurs	322
Durée du mandat. Discipline. Fonctions et moyens d'action. Procès-verbaux	322
G. <i>Les examens sanctionnant l'apprentissage</i>	322
1) Examen en cours d'apprentissage	322
2) Examen de fin d'apprentissage	322
a) Sens de cet examen	322
b) Organisation de cet examen	323
c) Compétence des commissions d'examen	323
d) Procédure d'examen	324
e) Diplôme	324
f) Equivalence	325
g) Rapport avec le certificat d'aptitude professionnelle	325
h) Rapport avec l'examen prévu à l'article 11 du Livre I du Code du travail	326
H. <i>Perfectionnement professionnel</i>	326
1) Rôle général des Chambres de Métiers	326
2) L'examen de maîtrise	327
a) But de cet examen	327
b) Organisation de cet examen. Règlement	327
1° Les commissions d'examen	328
2° Les modalités d'examen	328
3° Diplômes	328

TABLE DES MATIÈRES

381

4° Equivalences	328
5° Rapport du brevet de maîtrise et du brevet professionnel	328
§ 4. Attributions consultatives des Chambres de Métiers en matière d'apprentissage	330
§ 5. Attributions spéciales	331
1) Surveillance du Registre des Métiers	331
2) Création d'une caisse de chômage	331
3) Avis en matière de protection de l'artisanat de la chaussure	331
4) Avis en matière de protection des artisans français contre la concurrence des artisans étrangers	331
5) Avis en matière de contentieux de la taxe pour frais de Chambre de Métiers	331
6) Publicité en matière d'adjudication	331
 SECTION V. — ETUDE DES PRINCIPALES RESSOURCES DES CHAMBRES DE METIERS	 332
§ 1. La taxe pour frais de Chambre de Métiers ...	332
1) Historique et caractéristique de cette taxe	332
Détermination du contribuable	332
2) Etablissement et confection des matrices et du rôle ...	333
3) Liquidation de l'impôt	333
a) Lieu	333
b) Date	333
c) Mutation et transfert	333
1° Cession d'établissement	334
2° Fermeture d'établissement	334
4) Taux de l'imposition	334
5) Mise en recouvrement	335
6) Les rôles supplémentaires	335
7) Contentieux	335
§ 2. La taxe d'apprentissage	336
1) Les textes	336

2) Qui pourra effectuer à la Chambre de Métiers les versements au titre de la taxe d'apprentissage ?.....	336
3) Quels versements pourront être effectués ?.....	336
a) Versements obligatoires	336
b) Versements facultatifs	337

CHAPITRE IV

ASSEMBLÉE DES PRÉSIDENTS DES CHAMBRES DE MÉTIERS DE FRANCE

1) Composition	338
2) Organisation	339
3) Attributions	339

CHAPITRE V

LA COMMISSION SUPÉRIEURE DE L'ARTISANAT

1) Composition	340
2) Attributions	341

CHAPITRE VI

LES CONSEILLERS DES MÉTIERS

1) Définition et but	343
2) Recrutement	344
3) Exercice des fonctions	344
4) Expiration des fonctions	345
5) Réalisations pratiques	345

CHAPITRE VII

REPRÉSENTATION DE L'ARTISANAT DANS LES DIFFÉRENTS ORGANISMES

§ 1. Les Conseils nationaux	346
1) Conseil national économique	346
2) Conseil supérieur de l'enseignement technique	347

3) Banque de France	347
4) Office national interprofessionnel du blé	347
5) Organisation du marché charbonnier	348
6) Comité consultatif des administrations financières	348
7) Commission pour la réforme des impôts sur le revenu ..	348
8) Commission préparant la révision du tarif des patentes	348
9) Conseil supérieur de l'électricité	348
10) Comité national de surveillance des prix	348
11) Aide temporaire aux entreprises	348
12) Commission chargée de l'attribution des bonifications d'intérêt en vue de l'amélioration de l'outillage	349
13) Comité technique de la propriété industrielle	349
§ 2. Les conseils et comités départementaux....	349
1) Comité départemental de l'enseignement technique ...	349
2) Commission consultative des B.I.C.	349
3) Commission arbitrale d'expropriation	349
4) Comité départemental d'aide temporaire aux indus- tries	360
5) Commission de constatation du coût de la vie	350
§ 3. Les commissions locales professionnelles ...	350
CONCLUSION	351

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE (France)

